

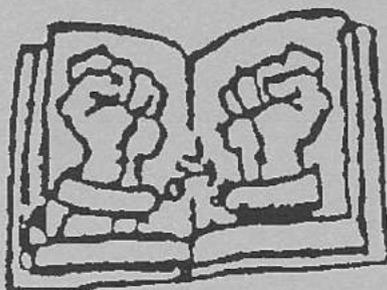
Cahiers du mouvement ouvrier

La Banque russo-chinoise, un instrument financier
au service de l'empire des tsars (Emmanuel Choisnel)

L'affaire des "espions soviétiques" en Chine populaire
(Inna Li)

"Cronstadt, 1921"
(Cahiers du CERMTRI, n° 110)

Etc.



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 21 - SEPTEMBRE 2003 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

e-mail : cermtri@wanadoo.fr

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Marcel Picquier :**
Diderot au pays de Staline p. 9
- **Emmanuel Choisnel :**
La Banque russo-chinoise, un instrument financier
au service de l'empire des tsars p. 15
- **Pierre Roy :**
Pierre Brizon à Kienthal p. 27
- **Jean-Jacques Marie :**
Lénine et la famine de 1921 p. 41
- **Marc Goloviznine :**
Varlam Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique
dans les années 1920 p. 47
- **Fiodor Achine et Vladimir Alpatov :**
L'écrasement de l'intelligentsia turcophone
en Azerbaïdjan (I) p. 57
- **Raphaël Spina :**
Le PCF devant la fin du vieux parti russe p. 69
- **Inna Li :**
L'affaire des "espions soviétiques"
en Chine populaire p. 81
- **Max Clémenceau :**
Témoignage sur l'activité de militants trotskystes
durant la Seconde Guerre mondiale p. 89
- **Pages oubliées** p. 97
"Contribution à l'histoire
du christianisme primitif" (Friedrich Engels)
- **"Cronstadt, 1921" :**
(les Cahiers du CERMTRI, n° 110) p. 109

- Pierre Levasseur :
 “La Grande Grève” p. 117

- Notes de lecture p. 123
 - Michael J. Carley : *1939 : l’alliance de la dernière chance, une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*
 - Kyril Fitzlyon-Tatania Browning : *Les Russes avant 1917*
 - Maurice Rajsfus : *1953, un 14 Juillet sanglant : rectificatif*
 - *Moscou-Paris-Berlin 1939-1941 (télégrammes chiffrés du Comintern)*
 - Anne Apfelbaum : *Le Goulag*
 - Hugo et Lafargue : une lettre de lecteur

- Chronique des falsifications : p. 139
 - Une autre falsification du *Larousse* : Bernanos et l’antisémitisme
 - Perles

- Les archives du CERMTRI p. 145

Présentation

C E numéro s'ouvre sur un article de Marcel Picquier illustrant les mésaventures tragiques, à l'époque stalinienne, du biographe soviétique de Diderot, Luppol. En l'occurrence, ce n'est pas seulement le biographe qui est visé, mais Diderot lui-même. Si ce dernier est l'un des précurseurs du matérialisme, le matérialisme qu'il esquisse n'a rien à voir avec la sinistre caricature, dite "diamat", que Staline imposera à travers des "philosophes" comme Ioudine ou Mitine, dont la formation était à peu près celle d'une école de sous-officiers.

La guerre russo-japonaise de 1904-1905, qui a éclaté le 8 février 1904, est restée dans l'histoire comme prologue à la révolution russe de 1905. Dans son article sur la Banque russo-chinoise, Emmanuel Choissnel étudie les dessous peu explorés de l'expansion impérialiste russe en Asie et la création de cette banque, les entourloupes nécessaires à sa mise en place et son rôle comme un des éléments essentiels du pillage de la région et de la pénétration militaire tsariste.

Ce numéro publie la plus grande partie d'un chapitre de la biographie que Pierre Roy a consacrée à Pierre Brizon, l'un des trois députés socialistes français qui, avec Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens, futur adhérent de la IV^e Internationale, prit part à la deuxième conférence de Zimmerwald contre la guerre, dite conférence de Kienthal, en 1916.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié deux articles sur la famine effroyable qui a ravagé le sud de la Russie en 1921-1922 (dans le n° 17, un texte de Fritjof Nansen, et, dans le n° 20, une longue présentation du livre du démographe Serge Adamets consacré à cette question). Jean-Jacques Marie publie ici quelques pages sur la politique de Lénine face à cette catastrophe et aux diverses entreprises occidentales (la proposition d'aide de l'American Relief Administration, d'Herbert Hoover), qui illustrent déjà les am-

biguités et l'utilisation politique de l'aide humanitaire, et au Pomgol constitué en Russie par un groupe d'intellectuels libéraux.

Au moment où les éditions Verdier publient dans leur ordre chronologique l'ensemble des *Récits de Kolyma* du grand écrivain du Goulag, Varlam Chalamov, l'article de Mark Goloviznine étudie la période de jeunesse au cours de laquelle Chalamov participa aux activités de l'Opposition de gauche, ce qui lui vaut la haine inextinguible de Soljenitsyne.

Vladimir Alpatov et Fiodor Achine éclairent un aspect très mal connu des répressions staliniennes : la liquidation, dans les années 1930, des vieux cadres communistes du Parti communiste (pourtant tous ou presque devenus bons staliniens), et, en parallèle, la liquidation de l'intelligentsia azérie, dont l'Azerbaïdjan ne s'est jamais vraiment relevé. Cette saignée a été effectuée sous la direction de Djafar Baguirov, membre de l'équipe de Beria (et qui sera fusillé en mai 1956), l'une des plus sombres figures de la nomenklatura stalinienne : à la fois dictateur, bourreau et mafieux.

Raphaël Spina a rédigé, sous la direction de Marie-Pierre Rey, professeur à Paris-I (1), un mémoire extrêmement fouillé et riche sur l'image de Staline dans le Parti communiste français, de la fondation du PCF à la mort de Staline. Nous en publions un chapitre consacré à l'époque des procès de Moscou. Le texte complet de ce gros et passionnant mémoire est disponible au CERMTRI.

Inna Li, la fille de Li Lissan, qui fut membre du bureau politique du Parti communiste chinois de novembre 1928 à janvier 1931 et membre de la délégation du PC chinois au comité exécutif de l'Internationale communiste de 1932 à 1935, nous a fait parvenir un article sur le procès organisé contre son père et sa mère, accusés d'être des espions soviétiques à l'époque de la "Révolution culturelle" en Chine. Cet article apporte des informations jusqu'alors inconnues sur cet épisode de l'épuration brutale effectuée par Mao au sein même de la vieille garde du PC chinois, qui n'appartenait plus à l'appareil dirigeant du PC chinois.

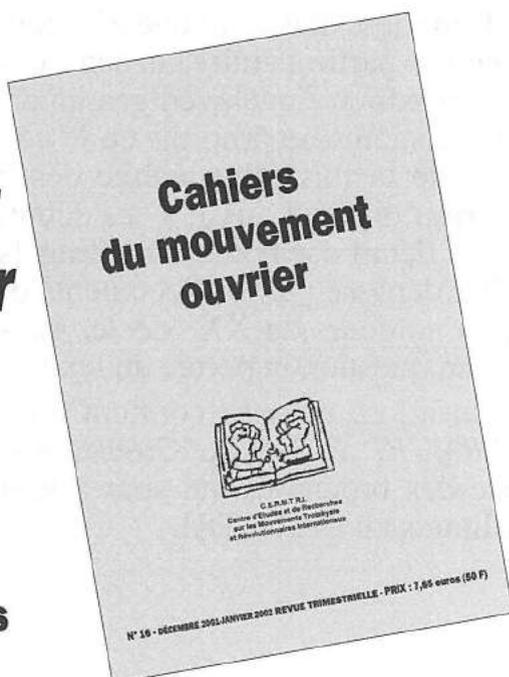
L'activité des organisations trotskystes pendant la Seconde Guerre mondiale est assez peu étudiée. Nous versons à la contribution de ce débat les souvenirs de Max Clémenceau, qui fut pendant la guerre militant trotskyste de ce que l'on appelait alors "*le rayon Puteaux-Suresnes*" du Comité communiste internationaliste, puis du Parti communiste internationaliste, produit de la fusion des divers groupes trotskystes existants.

(1) Marie-Pierre Rey a publié un très intéressant ouvrage intitulé *Le Dilemme russe* (chez Flammarion), dont nous rendrons compte dans le prochain numéro des *Cahiers*, et une étude sur Saint-Pétersbourg dans le volume du même nom publié chez Bouquins.

Dans les “Pages oubliées”, nous publions la première partie (la seconde partie paraissant dans le n° 22 des *Cahiers*) d’une étude, que Friedrich Engels rédigea un an avant de mourir, sur les origines du christianisme primitif, en le comparant plusieurs fois avec l’histoire de la formation même des origines du socialisme, que l’on pourrait dire, lui aussi, à ses débuts primitifs. Sans aucun doute, tel ou tel détail des notations d’Engels sur tel ou tel texte est-il aujourd’hui dépassé par les documents découverts et les recherches effectuées au cours du XX^e siècle, mais il nous semble que cela ne met pas en question la portée du texte d’Engels

Enfin, ce numéro contient une longue recension du *Cahier du CERMTRI* n° 110 sur Cronstadt (1921) et le début de la (longue) liste des brochures qui sont à la disposition des chercheurs et des militants au CERMTRI.

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier



- Abonnez-vous.
- Les vingt premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 20) : 65 euros.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : 7,65 euros

Abonnement annuel (quatre numéros) : 27,50 euros

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- à partir du n° 13 à partir du n° 14 à partir du n° 15
 à partir du n° 16 à partir du n° 17 à partir du n° 18 à partir du n° 19
 à partir du n° 20 à partir du n° 21

Commande du (des) n° (nos) :

- Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)

La collection des nos 1 à 20,
vendue au prix de 65 euros + 7,65 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : Cahiers du mouvement ouvrier)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Diderot au pays de Staline

(Marcel Picquier)

Diderot a été l'un des plus importants précurseurs du matérialisme et de l'anticolonialisme. Dans le livre XIX du *Discours pour Raynal*, il donne une définition claire du monisme, c'est-à-dire du rejet du dualisme qui sépare l'esprit de la matière :

“On a dit qu'il y avait deux mondes, le physique et le moral. Plus on aura d'entendue dans l'esprit et d'expérience, plus on sera convaincu qu'il n'y en a qu'un, le physique, qui mène tout lorsqu'il n'est pas contrarié par des causes fortuites, sans lesquelles on eût constamment remarqué le même enchaînement dans les événements moraux les plus surprenants, tels que l'origine des idées religieuses, les progrès de l'esprit humain, les découvertes des vérités, la naissance et la succession des erreurs, le commencement et la fin des préjugés, la formation des sociétés et l'ordre périodique des différents gouvernements” (ce qui veut dire, entre autres, qu'il y a des lois de l'histoire et que la monarchie n'est pas un système éternel, mais qu'elle se situe dans une chaîne de systèmes et sera amenée à disparaître, pensée à l'époque révolutionnaire si l'on pense que, en 1789, Robespierre et Marat étaient encore monarchistes !).

Dans le même ouvrage, il est encore plus net dans sa dénonciation du colonialisme :

“On a parcouru et l'on continue à parcourir tous les climats vers l'un et vers l'autre pôle pour y trouver quelques continents à envahir, quelques îles à ravager, quelques peuples à subjuguier, à massacrer. Celui qui éteindrait cette fureur ne mériterait-il pas d'être compté parmi les bienfaiteurs du genre humain ? La foi de l'or a donné naissance au plus infâme, au plus atroce de tous les commerces, celui des esclaves. On parle des crimes contre nature et l'on ne cite pas celui-là comme le plus exécrationnel. La plupart des nations de l'Europe s'en sont souillées et un vil intérêt a étouffé dans leur cœur tous les sentiments qu'on doit à son semblable.”

En 1924, le jeune chercheur soviétique Ivan Kapitonovitch Louppol publie une première biographie critique de Diderot.

En 1934, il en publie une réédition, précédée d'une préface où il explique les modifications qu'il y introduit, et qui découlent des critiques que son livre a reçues à l'Institut des professeurs rouges, et qui portent essentiellement sur un point : il avait, écrit-il, *“rapproché de façon excessive Diderot du matérialisme dialectique”*.

Dans la préface de sa première édition, il saluait en effet *“son matérialisme philosophique conséquent, les éléments de dialectique, son athéisme combatif et spirituel”*.

Sa deuxième édition fut publiée en français en 1936, puis Louppol disparut dans la tourmente des répressions stalinienne.

Son ouvrage fut réédité en 1960 à Moscou, sans que l'auteur de cette réédition (M. Grigorian) donne la moindre indication sur le sort de Louppol ; il n'y indique ni sa date de naissance, ni celle de sa mort...

De censure en censure...

SI Denis Diderot dut s'humilier deux fois dans sa vie devant la tyrannie de la monarchie française pour sortir de prison ou éviter d'y retourner, ce sont ses œuvres qui furent mises sous clé à Saint-Pétersbourg, après sa mort. Et un siècle et demi plus tard, leur publication érudite, sous Staline, connut des moments dramatiques.

Le donjon de Vincennes

En 1749, le jeune Diderot, trente-six ans, fut enfermé au donjon de Vincennes pour avoir écrit des ouvrages "*contraires à la religion, à l'Etat et aux bonnes mœurs*", à savoir *Les Bijoux indiscrets*, livre de persiflage libertin, politique et religieux, et la *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient*, qui conduisait à l'athéisme et à la dénonciation des religions.

En 1783, le philosophe âgé, qui allait mourir l'année suivante, dut répondre à la convocation du lieutenant général de police parce que sa dernière publication pour laquelle il était menacé d'une lettre de cachet, *l'Essai sur le règne de Claude et de Néron*, était une attaque en règle contre le despotisme.

Dans les deux cas, il avait dû faire amende honorable, dans la honte.

Entre-temps, le directeur de l'*Encyclopédie* avait choisi de privilégier son rôle de chef du "*parti philosophique*" et d'assurer, en France, à tout prix, la parution de la grande œuvre, en dépit des persécutions, des interdictions, des trahisons et des abandons, repoussant le conseil de Voltaire de poursuivre la publication en exil. Ainsi, pendant vingt-cinq ans, il avait dû se résoudre à écrire, pour son tiroir ou les lecteurs peu nombreux de la *Correspondance littéraire de Grimm*, ses ouvrages les plus audacieux, les plus personnels.

La prison des œuvres

A sa mort, sa bibliothèque et une copie de ses manuscrits furent remis à l'impératrice Catherine II de Russie, qui s'en était rendue propriétaire. La tsarine, comme le roi de Prusse avec Voltaire, avait joué de l'équivoque de son prétendu "*despotisme éclairé*" pour obtenir une caution politique de Diderot. Il avait même accepté de se rendre à Saint-Pétersbourg, croyant à la force de sa parole réformatrice, mais il n'avait plus d'illusions à son retour, et ne l'avait pas caché. Quand elle les reçut, Catherine II emprisonna les dangereux manuscrits du philosophe dans des armoires secrètes, dont ils ne furent pas tirés avant la révo-

lution de 1917, sauf pour de rares copies clandestines.

Diderot en avait-il fini avec les censeurs et la police ⁽¹⁾ ? Non, Staline réservait à sa mémoire un de ces “plats épicés” dont il avait le secret

Les universitaires soviétiques avaient mis les philosophes matérialistes du XVIII^e siècle au programme de l'Institut des professeurs rouges (2) : première année : cours d'histoire de la philosophie – premier chapitre : “*Le matérialisme français du XVIII^e siècle*” (3).

Dans les premières années de la révolution, ces savants purent travailler en paix. Leur maître était Abram Moïsevitch Deborine, spécialiste d'Hegel et directeur de la revue *Sous le drapeau du marxisme* (4). En 1924, I. K. Louppol, disciple de Deborine, publia le premier livre écrit sur Diderot en URSS. Ce livre servit de manuel à l'Institut des professeurs rouges et connut une deuxième édition, révisée ou plutôt autocensurée, en 1934 (5).

Dix volumes d'œuvres choisies de Diderot furent publiés en URSS, huit de 1935 à 1940, les deux derniers après la guerre. Louppol était directeur général de l'édition, mais le savant ne tarda pas à perdre son titre, son nom fut surchargé d'encre sur les ouvrages déjà parvenus dans les bibliothèques, les pages de son introduction du tome VIII (*Lettres à Sophie Volland*, 1937) arrachées.

Que s'était-il passé ⁽⁶⁾ ?

Dans les années trente, et même avant, la police de la pensée du génial “Ingénieur des âmes” Joseph Staline s'était mise en marche, pour museler toute pensée indépendante.

Ainsi, Deborine et ses disciples ne jouirent pas longtemps de leur position privilégiée dans les cercles de l'intelligentsia. Dès 1929-1930, les dirigeants de la cellule communiste de l'Institut des professeurs rouges les mirent en accusation pour leur défaillance à soutenir le parti dans son combat contre le “*déviatinnisme de droite*”. Staline s'en mêla bientôt et accusa Deborine, dans un discours, d’ “*idéalisme menchevique*”.

Ils furent accusés d'avoir séparé la philosophie de la politique, la théorie de la pratique ; de n'avoir pas compris que le léninisme représente une nouvelle époque en philosophie, un reproche dirigé contre la haute opinion qu'ils se faisaient de Plekhanov.

(1) En France, Diderot a été passé sous silence et déformé sans cesse depuis deux siècles. Son matérialisme athée, sa reconnaissance du droit des peuples à l'insurrection lui ont toujours valu la censure des Eglises et des Etats. On se rappellera qu'« en 1966 encore, le gouvernement français interdit la diffusion en France et à l'étranger du film de Jacques Rivette, Suzanne Simonin, la Religieuse de Diderot, dans lequel le metteur en scène avait suivi l'intrigue de Diderot et reproduit textuellement une bonne part de ses dialogues. Cette interdiction souleva de nombreuses protestations : “Si ce n'était prodigieusement sinistre, écrivait Jean-Luc Godard dans une lettre ouverte à André Malraux, ce serait prodigieusement beau et émouvant de voir un ministre UNR de 1966 avoir peur d'un esprit encyclopédique de 1789.” *L'interdiction fut levée en 1967* » (Arthur Wilson, *Diderot, sa vie et son œuvre*, Bouquins, p. 86). L'œuvre de Diderot fut conçue en 1760 et achevée vingt ans plus tard.

(2) Sources principales : Jacques Proust : *Lectures de Diderot* (A. Colin) et essentiellement Arnold Miller : *The annexation of a philosophe : Diderot in soviet criticism – 1917-1960* (Diderot Studies, XV, Droz – 1971).

(3) a) “*Les racines sociales et les sources philosophiques du matérialisme français...*” c) “*Théorie et pratique de l'athéisme du matérialisme français...*” g) “*La signification historique du matérialisme français du XVIII^e siècle, sa place et son importance dans la préparation du matérialisme dialectique.*”

(4) Jean-Jacques Marie : *Staline* (Fayard, p. 372).

(5) Traduit en français et publié par les Editions sociales en 1936. *L'Histoire littéraire de la France*, tome III – de 1715 à 1789 –, des mêmes Editions sociales (parue dans les années 1960), ne fait même pas allusion à cette publication, que le stalinisme n'a donc pas seulement censurée, mais fait disparaître.

(6) Je suis de très près l'article d'Arnold Miller des Diderot Studies.

Deborine se rétracta publiquement, exprimant sa gratitude au comité central du parti et spécialement à Staline pour l'avoir corrigé à temps.

A la fin de l'année 1931, Deborine et Plekhanov sont accusés d'assimiler faussement le matérialisme du XVIII^e siècle français au matérialisme dialectique

On est au moment où la moindre citation de Lénine est un argument sans appel. Or Lénine n'a-t-il pas écrit contre les philosophes qui font de la vie un attribut de la matière : *"Le monde physique existait avant l'apparition de l'esprit comme la production la plus élevée de la matière organique."* Tout était dit.

Louppol est dans la ligne de mire : lui aussi aurait une évaluation du matérialisme français différente de celle de Marx, Engels et Lénine.

Le théoricien Plekhanov, un ennemi à abattre pour la police de la pensée

Evidemment, la prétendue lutte idéologique contre Plekhanov, ses positions politiques mencheviques en 1917, ses théories esthétiques sur l'art et la vie sociale camoufle la bataille véritable, celle qui va soumettre l'art, la littérature aux seuls intérêts de la bureaucratie, au nom du *"réalisme socialiste"*.

Plekhanov, en effet, sans rien abdiquer de la nécessaire critique politique de l'art, n'en estimait pas moins que la critique pouvait juger la création d'un artiste d'après ses mérites esthétiques, indépendamment de son idéologie. Il ne croyait pas que l'art pouvait ou devait se soumettre à un contrôle politique. *"Il n'y a pas de force sur terre, écrivait-il, qui puisse dire à l'art : tu dois prendre cette direction et pas une autre..."*

La théorie du *"réalisme socialiste"*, du *"héros positif"*, du mensonge élevé en principe, date en somme de décembre 1928, quand le comité central eut décrété que la littérature est une arme de la lutte de classe et que la littérature doit avoir

l'*"esprit de parti"* et être dirigée par le parti. En 1931, Plekhanov fut sévèrement critiqué dans la presse du parti pour avoir dissocié l'art de la politique et pour n'avoir pas compris que l'esprit de parti est le seul critère esthétique admissible.

Cette situation explique l'autocritique de Louppol dans sa préface à son édition révisée de 1934 de sa biographie de Diderot. Il s'excuse sur sa jeunesse, de ses erreurs idéologiques de 1924. Mais il ne s'en tirera pas si facilement. Ses *"imperfections principales"* suffisent à remplir les seize pages d'un article au vitriol de F. Konstantinov dans la revue *Sous le drapeau du marxisme*, dont Deborine avait perdu la direction. Louppol perpétue bel et bien *"l'idéalisme menchevique de Deborine"*, qui a pourtant été anathémisé par le parti. Louppol croit bien faire de ne pas répondre.

Les gardes blancs terroristes

En novembre 1936, nouvelle attaque, par un certain Naumova, dans le compte rendu de la publication des deux premiers livres des *Œuvres choisies* de Diderot. Cette fois, Deborine est taxé d'avoir une *"approche antimarxiste"*, puisqu'*"il a occulté la ligne de séparation entre le point de vue marxiste prolétarien et le matérialisme métaphysique, l'idéologie de la bourgeoisie"*. Louppol est embarqué dans la même charrette, il n'a pas expliqué clairement que *"seuls Marx et Engels ont dépassé les limites du matérialisme primitif"* et il s'accroche aux *"idéalistes mencheviks"*. Le critique stalinien est *"indigné"* de *"l'entêtement aristocratique et arrogant"* de Louppol, qui ne tient aucun compte de la condamnation portée par le comité central du parti de *"son école anti-parti"*, dont *"la majorité des participants sont des ennemis têtus du pouvoir soviétique, des gardes blancs terroristes"*.

Terrorisé par les arrestations et les procès de 1936, Louppol fait son autocritique.

Il avoue que “*ses erreurs philosophiques*” ont servi non seulement à “*couvrir le complot des chiens trotskystes fascistes*”, mais également à la “*restauration du capitalisme*”.

Il fait sa confession “*en connection avec la révélation de la conspiration terroriste de la bande fasciste des serpents trotskystes-zinoviévistes* (qui ont assassiné S. M. Kirov et même) *tenté d’étendre leurs machinations vers le bien le plus précieux, le plus radieux de la classe ouvrière révolutionnaire — le dirigeant de la construction du socialisme, le dirigeant des travailleurs de tous les peuples, le camarade Staline...*”.

Le malheureux Louppol accable ensuite Deborine, qui n’aurait jamais vu en Lénine un grand penseur, l’égal de Plekhanov, mais un simple dirigeant poli-

tique... Quant à lui-même, il espère que, grâce à l’aide des camarades, “*l’idéalisme menchevique ne sera plus pour lui qu’un douloureux cauchemar du passé*”.

Arnold Miller nous dit qu’il réussit à survivre aux purges staliniennes.

La pensée politique de Diderot s’était radicalisée vers la fin de sa vie ; il appelait la révolution de ses vœux. Il n’avait rien d’un terroriste, mais, jacobin avant la lettre, il osait écrire : “*Le livre que j’aime et que les rois et leurs courtisans détestent, c’est le livre qui fait naître les Brutus.*”

Staline ne connaissait certainement pas cette formule. Sinon, Louppol ne s’en serait pas tiré à si bon compte.

Marcel Picquier



Denis Diderot (1713-1784).

**La Banque
russo-chinoise,
un instrument financier
au service
de l'empire des tsars**

(Emmanuel Choisnel)

Dans son expansion vers l'Est, la Russie se heurte au Japon, qui lui propose de se partager la région : à eux la Corée, aux Russes, qui s'y sont déjà installés en juin 1900, la Mandchourie. Nicolas II refuse. Le ministre de l'Intérieur, Plehve, souhaite "*une petite guerre victorieuse pour arrêter la révolution*". L'état-major souhaite que les Japonais attaquent les premiers, pour pouvoir présenter la guerre comme défensive. La monarchie japonaise répond à ses souhaits : le matin du 27 janvier (8 février) 1904, la flotte japonaise bombarde par surprise la flotte russe du Pacifique, ancrée à Port-Arthur. C'est le début d'une guerre que la cour de Pétersbourg est sûre de gagner comme à la parade, et qui va pour elle aller de catastrophe en catastrophe (prise de Moukden, puis de Port-Arthur par les Japonais, écrasement de la flotte russe à Tsou-Shima, en mai 1905, etc.), et déboucher sur la révolution en 1905.

“Il n’y a pas et il ne peut y avoir de frontières pour nous en Asie”

Introduction

Le tsarévitch Nicolas posait, en mai 1891, à Vladivostok, le premier rail du futur chemin de fer transsibérien. Cet événement, lourd de conséquences, on le verra, quant à l’avenir de la Russie tsariste, eut lieu au cours d’un “voyage en Orient” organisé par le tsar Alexandre III pour son fils Nicolas, voyage au cours duquel le tsarévitch eut pour “*tuteur en civilisation orientale*” un certain prince Esper Esperovitch Oukhtomsky (1861-1921).

Treize ans plus tard, alors que la ligne du Transsibérien était tout juste achevée et mise en service sur toute sa longueur, de Saint-Pétersbourg à Vladivostok, la guerre russo-japonaise éclatait. Elle avait débuté dans la nuit du 8 au 9 février (26 au 27 janvier) 1904 avec l’attaque, par des torpilleurs japonais, de la flotte russe du Pacifique, alors en rade à Port-Arthur (un “Pearl Harbor” avant la lettre, en quelque sorte). Elle se conclut, les 27 et 28 mai 1905, par l’anéantissement de la flotte de guerre russe de la Baltique, laquelle, après avoir fait un quasi-tour du monde, via le cap de Bonne Espérance et l’océan Indien, tentait alors de forcer le passage du détroit de Tsushima, entre la Corée et le Japon.

Comment en était-on arrivé là ?

La conquête “pacifique” de l’Asie, selon Serguei Witte

Les préparatifs à la construction du Transsibérien furent accélérés à partir de 1891. Le rescrit engageant la construction du Transsibérien fut paraphé le 29 mars 1891 de la main du tsar Alexandre III. En janvier 1892, le tsarévitch fut nommé président du comité du Transsibérien. Le premier coup de pioche pour la construction du tronçon occidental fut donné le 19 juillet 1892 (1). Entre-temps, Serguei Witte était devenu, en 1889, directeur du département des chemins de fer, une industrie alors en pleine expansion en Russie, au sein du ministère des Finances, à l’invitation d’Ivan Vychnegradski (depuis deux ans le ministre des Finances du tsar). Et Witte apportait, dans ses cartons, le projet de construction du Transsibérien ! Ce projet renforça les visées russes sur l’Extrême-Orient, tendance de la diplomatie russe que... l’Empereur allemand Guillaume II s’efforcera, par la suite, de favoriser, pour détourner ainsi la Russie du théâtre européen. C’est le gouverneur-général d’Irkoutsk, en Si-

(1) Claude Mossé : *Le Transsibérien. Un train dans l’histoire*. Plon, Paris, 2001, pp. 86 à 92.

bérie, qui, le premier, avait signalé l'intérêt qu'il pourrait y avoir à construire une voie ferrée dans l'est de la Sibérie. La commission gouvernementale ad hoc créée avait conclu qu'«*au point de vue national, et surtout au point de vue stratégique, l'accélération des échanges entre la Russie d'Europe et l'Extrême-Orient devenait, d'année en année, plus urgente...*» (2).

Serguei Witte, devenu ministre des Finances du tsar le 30 août 1892, écrivait pour sa part, à la fin de cette même année 1892, que «*le chemin de fer transsibérien ouvre une nouvelle voie et des horizons nouveaux au commerce mondial ; sous ce rapport, sa construction se place au rang des événements de portée universelle...*» (3). Witte avait en effet été appelé, par un oukase d'Alexandre III, à seconder le tsarévitch au sein du comité du Transsibérien, plus particulièrement pour le financement et pour le recrutement de la main-d'œuvre (4). Le prince Oukhtomsky est réputé avoir été un confident de Serguei Witte. L'historien russe Milioukov note, pour sa part, que «*le Transsibérien, qui ne s'achèvera que sous Nicolas II, n'entraînera pas de "modifications radicales" dans le domaine économique, mais il jouera un rôle très important dans l'histoire de la Russie*» (5). La suite des événements diplomatico-militaires en Extrême-Orient allait bientôt le prouver ! Nicolas succéda en 1894 à son père Alexandre III, mort à Livadia, en Crimée, sur le trône de Russie. Il épousa, trois semaines après le décès de son père, la princesse Alix de Hesse-Darmstadt, qui devint ainsi impératrice de Russie. Et la ligne du Transsibérien atteignit cette même année Omsk, puis, l'année suivante, Krasnoïarsk.

Le Japon entra, le 25 juillet 1894, en guerre contre la Chine. L'armée japonaise, supérieure en nombre et en armement, conquiert Dairen (alias Taliénwan, dans la péninsule de Liao-Toung), Wei Hai Wei, la province de Shandong et Séoul, en Corée. La Chine agressée dut signer, le 17 avril 1895, le traité de Shimonoseki (Japon), par lequel elle concéda, note Georges Sokoloff, des «*avantages exorbitants*» au Japon : cession de l'île

de Formose et des îles Pescadores, de la péninsule de Liao-Toung avec la base de Port-Arthur, et reconnaissance, par la Chine, de l'indépendance de la Corée et des intérêts particuliers du Japon en Mandchourie (6). Le Japon devenait ainsi, par le contrôle de la péninsule de Liao-Toung, un voisin terrestre de la Russie. Ce fut l'occasion rêvée, pour la diplomatie russe, d'intervenir. La Russie adressa, le 23 avril suivant, avec le soutien de la France et, pour l'occasion, de l'Allemagne, un ultimatum au Japon, dans lequel elle exigeait la révision, en faveur de la Chine, du traité de Shimonoseki. La Russie contraignit ainsi le Japon à renoncer à la presqu'île de Liao-Toung. C'était la solution dont Witte, si l'on en croit ses Mémoires, était partisan (7). Mais... il y eut toutefois, de la part de la Chine, une contrepartie envers la Russie, à savoir l'octroi du droit de passage du Transsibérien à travers la Mandchourie chinoise ! Le fait de faire passer la ligne du Transsibérien à travers la Mandchourie chinoise représentait en effet une réduction de 900 kilomètres de la longueur du tracé de la ligne, et donc une diminution importante des coûts de construction.

Witte avait proposé à Nicolas II, dès le 11 avril 1895, un vaste plan de pénétration «*pacifique*» en Chine, et ce alors que la France soutenait diplomatiquement la position russe vis-à-vis de la Chine et du Japon. Il s'agissait, pour les Russes, d'aider les Chinois à se remettre de leur défaite récente face au Japon, en leur fournissant les moyens financiers de payer leur indemnité de guerre. En contrepartie, les Chinois accordaient aux Russes des concessions et l'autorisation de construire cette voie ferrée à travers

(2) Cité par Milioukov P., Seignobos C., Eisenmann L. : *Histoire de Russie*. Volume III, E. Leroux, Paris, 1933, p. 1030.

(3) Rapport de Serguei Witte au tsar Alexandre III, en date du 6 novembre 1892.

(4) Mossé, *op. cit.*, p. 87.

(5) Milioukov et al., *op. cit.*, p. 1030.

(6) Georges Sokoloff : *La Puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*. Fayard, Paris, 1993, p. 198.

(7) Serguei Witte : *Mémoires (1849-1915)*. Plon-Nourrit, Paris, 1921, 392 pages.

la Mandchourie. Pour ce faire, le gouvernement russe apporta sa garantie financière à un prêt de 400 millions de francs français à la Chine, les fonds de ce prêt étant apportés par un syndicat de banques franco-russes regroupant, côté russe, la Banque internationale de Saint-Pétersbourg et la Banque d'escompte et de prêts, et, côté français, note René Girault dans sa thèse portant sur les emprunts russes et les investissements français en Russie de 1887 à 1914, "*derrière Paribas, le Comptoir d'escompte, le Crédit lyonnais, la Société générale et des maisons de la Haute Banque. Les Rothschild n'en font point partie.*"

"*En apparence, écrit René Girault, les financiers français se faisaient les fournisseurs de l'Etat russe, au point d'en épouser les desseins politiques ; en réalité, les à-côtés de cette émission venaient éclairer les raisons d'agir du groupe français : tout d'abord, le marché boursier parisien, en juillet 1895, est trop calme et toute opération importante, capable de l'animer, sera la bienvenue ; ensuite et surtout, les banques françaises concernées y ont vu l'occasion d'élargir leur propre influence en Chine grâce à la création d'une banque franco-russe, agissant à la fois en Sibérie et dans l'empire mandchou*" (8).

La création de la Banque russo-chinoise

Une Banque russo-chinoise, chargée au départ de financer les indemnités de guerre accordées au Japon, fut créée en décembre 1895, à l'initiative de Serge Witte. Theodor von Laue qualifie, dans son livre sur *Serge Witte et l'industrialisation de la Russie*, cette initiative de monument de "*stratégie financière*" (9). Et Witte fit nommer à la direction de cette Banque russo-chinoise deux de ses proches collaborateurs, Adolph Rothstein et... le prince Oukhtomsky comme président. La Banque russo-chinoise fut officiellement fondée le 21 janvier 1896. Les cinq huitièmes du capital de cette

banque étaient apportés par un groupement de banques françaises, les trois autres huitièmes provenant de la Banque internationale de Saint-Pétersbourg. Le conseil d'administration de cette banque était présidé par le prince Oukhtomsky, et il comportait cinq administrateurs russes (dont Oukhtomsky et Rothstein) nommés par le ministre des Finances de la Russie, et cinq administrateurs français. Il n'y avait, malgré l'intitulé de la banque, aucun administrateur chinois. René Girault qualifie Oukhtomsky de "*confident de Witte et favori de Nicolas II*" (10).

C'est à l'occasion des cérémonies du couronnement de Nicolas II, en mai 1896, que fut signé un accord secret entre la Russie et la Chine, accord qui permit à la Banque russo-chinoise nouvellement créée de donner toute sa mesure et de servir aux fins qui avaient présidé à sa création. La Chine fut en effet officiellement représentée à ces cérémonies du couronnement par Li Hung-Chang, alors premier chancelier chinois, "*la magistrature la plus élevée dans l'empire chinois*", selon Witte (11). Le prince Oukhtomsky avait d'ailleurs pris en charge Li Hung-Chang à partir du canal de Suez jusqu'à Saint-Pétersbourg (via Odessa), afin d'éviter que des représentants d'autres puissances ne puissent intervenir auprès de lui et qu'il ne rende visite, en cours de route, à d'autres capitales européennes. Il était venu, en effet, à la connaissance de Witte que l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche souhaitaient faire faire à Li Hung-Chang un détour par l'Europe occidentale. Li Hung-Chang arriva à Saint-Pétersbourg le 18 (30) avril 1896, trois semaines avant le début des cérémonies du couronnement. Et Nicolas II reçut, au cours de son séjour à Saint-Pétersbourg, Li Hung-Chang en audience privée.

(8) René Girault : *Emprunts russes et investissements français en Russie, 1887-1914*. Armand Colin, Paris, 1971. Réédition : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Paris, 1999, p. 306.

(9) Theodor H. von Laue : *Sergei Witte and the industrialization of Russia*. Columbia Univ. Press., New York et Londres, 1963, p. 150.

(10) Girault, *op. cit.*, p. 307.

(11) Witte, *op. cit.*

Un accord secret fut alors passé à Saint-Pétersbourg entre la Russie et la Chine, les deux parties s'engageant, selon Michel Heller, à se porter mutuellement assistance, "par toutes leurs forces maritimes et terrestres" en cas d'agression de la part du Japon (12) et s'interdisant la conclusion d'une paix séparée avec le Japon en cas de belligérance (13). Ce traité, signé le 3 juin 1896 par Li Hung-Chang, permit d'étendre l'influence russe dans le nord de la Chine et la présence militaire russe en Mandchourie. Ce traité prévoyait, en son article 1, qu'"une Compagnie des chemins de fer de l'Est de la Chine", compagnie privée, mais placée sous la juridiction du ministre des Finances russe, soit créée. Et un contrat fut signé en août pour la construction et l'exploitation d'une "ligne de chemin de fer d'Orient et de Chine" entre Tchita et Vladivostok, passant par la Mandchourie et raccourcissant ainsi considérablement la distance à parcourir pour rejoindre Vladivostok. La Banque russo-chinoise obtint, en septembre 1896, le droit de construire et d'exploiter pendant quatre-vingts ans la "voie ferrée de l'Est chinois" reliant Tchita à Vladivostok par la Mandchourie. Le mois suivant, le tsar Nicolas II se rendit en visite à Paris, où il fut reçu par le président Félix Faure. Ce traité russo-chinois resta, selon Witte, secret, la seule information diffusée par la presse en Europe étant que la Chine avait accordé à la Banque russo-chinoise une concession pour construire le chemin de fer de l'Extrême-Orient chinois (14).

"La Banque russo-chinoise, écrit Alexandre Ular, était censée fournir les fonds nécessaires à la construction du Transmandchourien ; elle devait, d'après ses statuts, favoriser en même temps et par tous les moyens le commerce russo-chinois. Elle devait, en outre, mais ses statuts sont muets sur ce point, agir comme succursale clandestine du ministère des Finances et, partant, de la politique impériale russe. Sa fondation fut l'essai le plus audacieux pour engager des capitaux... dans des entreprises, qui, pour paraître privées, n'en étaient pas moins l'expression immédiate de l'action russe. Les intérêts multiples de tous les

membres de l'occulte gouvernement, qui, par-dessus la tête du tsar, dirige la politique russe, se trouvaient mêlés à cette affaire énorme, qui, sous la couverture d'un simple appel officiel aux capitaux privés, ne tendait à rien de moins qu'à gagner un ascendant décisif sur tout ce qui touche à l'Extrême-Orient et, par ricochet, sur la disposition de tous les marchés financiers d'Occident. La belle et ingénieuse épouse du ministre des Finances (Vera Witte) donna, à la place de son mari, constitutionnellement empêché de prendre part à cette affaire gigantesque, et son nom, et ses capitaux... Le prince Ouchtomsky, éternel émissaire confidentiel, homme de presse habile, ami personnel du tsar et, par-dessus tout, connaisseur excellent de la Chine, confident transparent de Li (Hung-Chang), maître de l'intrigue..., fournit l'éclat de son nom..., son astuce de journaliste et sa splendide insolence d'homme au-dessus de tous les soupçons... En dehors du rôle officiel de constructrice du Transmandchourien et organisatrice, à titre privé, du commerce russo-chinois, la Banque avait une autre tâche, en contradiction formelle non seulement avec ses statuts, mais encore avec les lois fondamentales de la Chine : elle avait la mission de chercher et d'exploiter les gisements aurifères, qui, selon toute probabilité, devaient exister dans les Etats tributaires septentrionaux de la Chine... La concession de chercher et d'exploiter des mines d'or dans la Mongolie septentrionale, que M. von Grot obtint en 1897 (à titre personnel, naturellement, le ministère des Finances [russe] ne pouvant procéder à l'étranger à des exploitations de ce genre), est un événement bien plus considérable que la concession du Transmandchourien" (15).

Le prince Oukhtomsky était alors un personnage influent à Saint-Pétersbourg,

(12) Michel Heller : *Histoire de la Russie et de son empire*. Plon, Paris, 1997. Réédition Champs-Flammarion, 1999, p. 868.

(13) David J. Dallin : *The rise of Russia in Asia*. New Haven (CT), 1949. Hollis & Carter, Londres, 1950, p. 51.

(14) Witte, *op. cit.*

(15) Ular, *op. cit.*

étant devenu, à partir de 1896, éditeur et rédacteur en chef des *Nouvelles de Saint-Pétersbourg* (*Sankt Petersburgskie Vedomosti*), un des principaux journaux de la capitale de la Russie tsariste. Il s'y fit le promoteur de l'expansion russe en Extrême-Orient ("*vostochnik*"). Oukhtomsky fut envoyé en 1897 en mission spéciale à titre non officiel en Chine pour y engager des négociations en vue d'obtenir des Chinois des concessions, ce que souhaitait Witte, pour la construction du tronçon du Transsibérien à travers la Mandchourie. Selon Robert D. Warth, Oukhtomsky est réputé avoir remis à Li Hung-Chang, lors de ce voyage, une somme d'un million de roubles en reconnaissance de faveurs passées de sa part envers la Russie (16).

Le dépeçage de la Chine par les puissances occidentales

La marine de guerre allemande s'empara, en 1897, du port chinois de Chiao-Chou (Kiao-Chow), sur la côte sud-est de la péninsule de Shandoung (17). En août 1897, le Kaiser Guillaume II rendit visite à Nicolas II à Saint-Pétersbourg. Au cours de cette visite, le Kaiser allemand poussa Nicolas II à reconnaître tacitement l'occupation allemande de Kiao-Chow (18).

Du côté russe, Witte, poussé par Nicolas II, parvint, moyennant moult pots-de-vin à deux hauts fonctionnaires chinois, Li Hung-Chang (déjà cité) et Chang Ing-Huan, à conclure un accord cédant à bail à la Russie, pour une durée de vingt-cinq ans, la presqu'île de Liao-Toung reprise au Japon, et élargissant la concession accordée à la société de chemin de fer d'Orient et de Chine, en vue de construire un embranchement du Transsibérien vers Port-Arthur et Talienwan. En décembre 1897, la Russie, sous l'impulsion du comte Michel Mouraviev, alors ministre des Affaires étrangères, parvint à s'assurer le contrôle de Port-Arthur et de Talienwan, ports tous deux situés dans la péninsule de Liao-Toung, une escadre de guerre russe occupant ces deux ports.

Le 6 mars 1898, le gouvernement chinois accordait à l'Allemagne une concession pour le port de Kiao-Chow. Sous la menace d'une flottille russe chargée de troupes prêtes à débarquer, des négociations entre Russes et Chinois aboutirent, le 15 (27) mars 1898, à la signature d'une convention, par laquelle la Chine céda pour vingt-cinq ans à la Russie le port de Talienwan et Port-Arthur. La Russie obtint également, par le même traité, la concession pour la construction d'un embranchement du Transsibérien à travers le sud de la Mandchourie, à partir de Harbin, jusqu'à la presqu'île de Liao-Toung et Port-Arthur. Des ingénieurs russes, arrivés en Mandchourie, avaient commencé à dresser des plans de construction de cette ligne de chemin de fer.

Depuis la révision du traité de Shimoneki, Nicolas II avait en effet en tête de disposer, dans la mer de Chine ou du Japon, d'un port libre et ouvert toute l'année, qui ne soit jamais pris par les glaces. Pour Michel Heller, "*Nicolas II est (alors) en quelque sorte possédé par l'Extrême-Orient*" (19).

Le prince Oukhtomsky était devenu, entre-temps, président de la "Compagnie des chemins de fer de l'Est chinois". Il déclara en 1898 à l'écrivain allemand Paul Rohrbach, dans les *Preussische Jahrbücher*, ceci : "*On a surévalué le Japon en Europe, du point de vue de sa capacité militaire, depuis sa victoire sur la Chine. Les Japonais n'ont pas encore eu une seule fois affaire aux armées européennes*" (20).

Oukhtomsky exprimait ainsi une confiance illimitée dans une victoire attendue des troupes russes, en cas de conflit russo-japonais.

(16) R. D. Warth : Ukhtomskii, Esper Esperovich (1861-1921), in J. L. Wieczynski (ed.), *The modern encyclopaedia of Russian and Soviet history*, vol. 40, Academic International Press, Gulf Breeze (Etats-Unis), 1985, pp. 161-162.

(17) Witte, *op. cit.*, Heller, *op. cit.*, p. 869.

(18) Witte, *op. cit.*

(19) Heller, *op. cit.*, p. 869.

(20) Cité par Rudolf Martin : *Die Zukunft Russlands. Dieterich'sche Verlagsbuchhandlung, Theodor Weicher, Leipzig, mars 1906, p. 25.*

C'est vers cette époque, au début de l'année 1898, que se créa un groupe d'influence, ensuite connu sous le nom de "cercle de Bezobrazov". Selon Georges Sokoloff, la "clique de Bezobrazov", "un lobby affairiste qui comprend des gens aussi influents que le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, l'ancien ministre des Finances, A. M. Abaza (1853- ?), l'amiral E. I. Alexeïev (1843-1918) (fils naturel de l'empereur Alexandre II), le prince Oukhtomski et Viatcheslav Plehve lorgne vers la Corée" (21). Ce groupe d'influence, qui poussait Nicolas II à une guerre contre le Japon pour la conquête de la Corée, avait été fondé par un ancien officier de cavalerie maintenant en retraite, du nom de A. M. Bezobrazov (1855-1931). Ce Bezobrazov, présenté, vers l'année 1900, au tsar Nicolas II par le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, avait acquis en Corée, en 1897, des concessions forestières le long du fleuve Yalou.

Le 29 avril 1899, un accord entre les Russes et les Anglais fut signé, délimitant entre eux leurs sphères d'influence respectives en Chine sur le plan économique, particulièrement pour ce qui concerne les constructions de lignes de chemin de fer. La sphère d'influence russe était définie comme étant constituée de "tous les territoires situés au nord de la Grande Muraille", tandis que la sphère d'influence anglaise comprenait "les provinces adjacentes à la rivière (Yang-tsé) et le Hunan et le Cheking" (22). La Russie profita de la révolte des Boxers en Chine pour procéder à l'annexion de la Mandchourie, proclamée le 21 mai, et l'occuper militairement. Et c'est vers cette époque que le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch présenta au tsar Bezobrazov. Dans un livre paru également en 1900, le prince Oukhtomsky écrivait notamment : "Pour l'essentiel, il n'y a pas et il ne peut y avoir de frontières pour nous en Asie" (23). Il précise, dans un autre ouvrage paru l'année suivante, que "de toutes les puissances capables d'exercer une réelle influence (sur l'Extrême-Orient), la Russie occupe la première place. C'est à elle qu'il revient de décider, et demain la Kashgarie et la Mongolie arboreront nos couleurs..."

Nous allons nous occuper des parties les plus riches de la Chine au-delà de la Muraille qui recherchent notre protection" (24). L'occupation de la Mandchourie provoqua en mars 1901 une protestation officielle de la Chine.

En octobre 1900 également, parut à Leipzig, en traduction allemande, le second volume des carnets de route du prince Oukhtomsky lors de son voyage en Orient en 1891 avec le tsarévitch Nicolas. Il y écrit : "Les ailes de l'aigle russe se sont déplacées trop loin au-dessus de l'Asie pour qu'on nourrisse le moindre doute à cet égard. C'est dans notre lien organique avec tous ces pays qu'est le gage de l'avenir, et la Russie d'Asie y sera la simple dénomination de l'Asie tout entière" (25).

La Russie s'intéresse à la Corée

Le traité russo-japonais du 25 avril 1898 avait confirmé la pleine indépendance de la Corée, et reconnu au Japon des intérêts économiques dans ce pays. Mais c'était sans compter avec la prise de commande, en 1903, de l'appareil d'Etat russe par la "clique de Bezobrazov".

Pendant ce temps, un traité naval entre l'Angleterre et le Japon fut, après six mois de discussions, signé le 30 janvier 1902. Dans son préambule, les deux puissances signataires affirmaient leur "intérêt spécial" au maintien de "l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire de Chine et de l'Empire de Corée". Il y avait eu, auparavant, une ultime tentative auprès de Saint-Pétersbourg, de la part du Japon, d'admettre les prétentions de la Russie sur la Mand-

(21) Sokoloff, *op. cit.*, pp. 198-199.

(22) Dallin, *op. cit.*, p. 59.

(23) Oukhtomsky, *K sobytiyam v Kitaye, Ob ot-noshenii Zapada i Rossii k Vostoku*, 1900, cité par Rudolf Martin, p. 24.

(24) Oukhtomsky, *Is kitaiskikh pisem*, Saint-Pétersbourg, 1901, cité par J. Dallin, *op. cit.*, p. 53.

(25) Martin, *op. cit.*, p. 24, Heller, *op. cit.*, p. 870.

chourie, en contrepartie d'un abandon de celles de la Russie sur la Corée, ce qui fut refusé par Nicolas II.

Le 26 mars 1902, un traité conclu entre la Russie et la Chine prévoyait une évacuation graduelle, par les troupes russes, de la Mandchourie, dans un délai d'un an à compter du 26 septembre 1903.

En janvier 1903, note Michel Heller, un crédit de deux millions de roubles est mis à la disposition de Bezobrazov à la Banque russo-chinoise par Witte, sur ordre de Nicolas II, en vue de la création en Corée d'une compagnie d'exploitation de bois, et une brigade de six cents sous-officiers en retraite, faisant office de "bûcherons", est envoyée sur les bords du fleuve Yalou. Bezobrazov avait été envoyé en novembre 1902 en Extrême-Orient pour étudier les moyens d'exploitation des ressources naturelles de la région.

Lors d'une réunion gouvernementale décisive tenue le 7 février 1903, la question de la poursuite de l'évacuation de la Mandchourie par les troupes russes fut posée. Le tsar décida de l'arrêt de l'évacuation de la Mandchourie. On apprit également en mars 1903 la signature, le 27 février, d'un traité de défense entre la Russie et le Tibet, à la suite de la venue à Lhassa, début 1903, de cinq officiels russes.

On trouve, à la date du 1^{er} mars 1903, la mention suivante dans le journal du général A. M. Kouropatkine : *"J'ai dit à Witte que notre souverain a des projets grandioses en tête : que la Russie s'empare de la Mandchourie et qu'on procède à l'annexion de la Corée à la Russie. Il rêve aussi de prendre le Tibet sous sa domination. Il veut prendre la Perse, et s'emparer, non seulement du Bosphore, mais aussi des Dardanelles... N'importe quel Bezobrazov, qui chante à l'unisson, paraît à l'empereur mieux saisir ses intentions que nous, ses ministres..."* (26).

Le groupe de Bezobrazov s'installa alors officiellement aux commandes de l'Etat russe : au mois de mai suivant (le 6), Bezobrazov fut nommé secrétaire d'Etat. En juin, l'amiral Alexeïev est nommé gouverneur général d'Extrême-Orient, commandant de toutes les forces armées, maritimes et terrestres, qui y

sont déployées. Et le tsar créa, le 30 juin 1903, le poste de *"vice-roi de l'Extrême-Orient russe"*, chargé de conduire les négociations diplomatiques de la Russie avec la Chine, le Japon et la Corée, et le général Alexeïev fut nommé à ce nouveau poste le 31 juillet.

La guerre russo-japonaise et ses conséquences

En juillet 1903, les Japonais adressèrent à Nicolas II une proposition de reconnaissance mutuelle des zones d'influence nippo-russes en Extrême-Orient : au Japon la Corée, à la Russie la Mandchourie. Sous la pression de son entourage, qui souhaitait annexer la Corée, Nicolas II refusa. En août (le 16) 1903, Witte, opposé à Bezobrazov, perdit le ministère des Finances et fut "promu" président du Conseil des ministres. Il n'était, en fait, plus en cour auprès du tsar depuis la fin de l'année 1902.

Le 30 août, un "Comité spécial des affaires d'Extrême-Orient" était constitué, sous la présidence du tsar. Il était, en fait, entre les mains du secrétaire d'Etat Bezobrazov. Selon le journal du général Kouropatkine, Bezobrazov avait l'appui, en sous-main, de l'empereur allemand Guillaume II. Nicolas II se rendit en Allemagne, à Darmstadt, en septembre.

Le 31 décembre 1903, le Japon exigeait, dans une note diplomatique adressée à la Russie, le retrait des troupes russes de Mandchourie et, le 24 janvier suivant, il rompait ses relations diplomatiques avec la Russie. Pierre Renouvin note : *"Le chargé d'affaires de France a constaté, dès octobre 1903, "le désordre des esprits", Lamsdorff essayant de continuer la négociation, l'amiral Alexeïeff et le prince Ouchtomski poussant à la guerre, et l'état-major de l'armée, sans souhaiter la lutte, l'envisageant pourtant "avec une certaine tranquillité" »* (27).

(26) Journal du général Alexis M. Kouropatkine : *Dnevnik-Krasnyi Arkhiv*.

(27) Pierre Renouvin : *La Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*. Hachette, Paris, 1946, p. 221.

Au début de l'année 1904, le tronçon le plus oriental du Transsibérien était achevé et la ligne du Transsibérien fut mise en service sur toute sa longueur, de Saint-Pétersbourg à Vladivostok. En janvier, l'ambassadeur du Japon à Saint-Pétersbourg, Kurimo, chercha en vain à obtenir une audience personnelle auprès du tsar Nicolas II. Les négociations avec le Japon furent interrompues à partir du 24 janvier. Le tsar câbla en Extrême-Orient, le 8 février, l'ordre suivant au général Alexeïev : *"Il est préférable que ce soient les Japonais et non nous qui soyent les premiers à entreprendre des opérations militaires... Mais si leur marine de guerre traverse le 38^e parallèle sur la côte ouest de la Corée, qu'il y ait débarquement ou non, vous avez toute latitude pour attaquer..."*

Dans la nuit du 8 au 9 février (26 au 27 janvier), des torpilleurs japonais attaquèrent, sans déclaration de guerre, la flotte russe du Pacifique en rade de Port-Arthur. Des troupes russes en manœuvre franchirent, le 10 février, la rivière Yalou, à la frontière entre la Mandchourie et la Corée. En réplique, le Japon déclara aussitôt officiellement la guerre à la Russie. Les troupes japonaises envahirent la Mandchourie, attaquèrent la ville de Moukden et, dès juillet 1904, assiégèrent les troupes russes retranchées dans Port-Arthur.

A l'automne 1904, le général Kouropatkine, nouveau commandant en chef des armées russes, perdit les batailles de Liaolan et de Shakhe face aux Japonais. Le tsar donna alors l'ordre à l'amiral Rojdestvenski, commandant de la flotte russe de la Baltique, de faire route vers l'Extrême-Orient, via le cap de Bonne-Espérance et l'océan Indien. Port-Arthur, encerclé, se rendit aux Japonais le 20 décembre 1904 (2 janvier 1905), après deux cent trente-neuf jours de siège. Les troupes russes capitulèrent face aux Japonais.

Le prince Oukhtomsky aurait, selon D. J. Dallin, déclaré à cette époque, au journal allemand *Frankfurter Zeitung* : *"Pourquoi le peuple est-il apathique ? Parce qu'il ne peut pas y avoir de guerre aussi impopulaire que la présente guerre..."* (28).

L'ouverture des hostilités en Extrême-Orient provoqua un mouvement de panique boursière en France, les actions russes chutèrent fortement à la Bourse de Paris (29).

Les revers militaires successifs de l'armée du tsar face au Japon, culminant avec sa déroute lors de la bataille décisive de Moukden, en février-mars 1905, provoquèrent des grèves insurrectionnelles en Russie. Dès décembre 1904, des grèves éclatèrent à Bakou (actuel Azerbaïdjan) et en Géorgie, à Tiflis et dans la province de Gourie. En janvier 1905, grèves et manifestations se succédèrent à Saint-Pétersbourg.

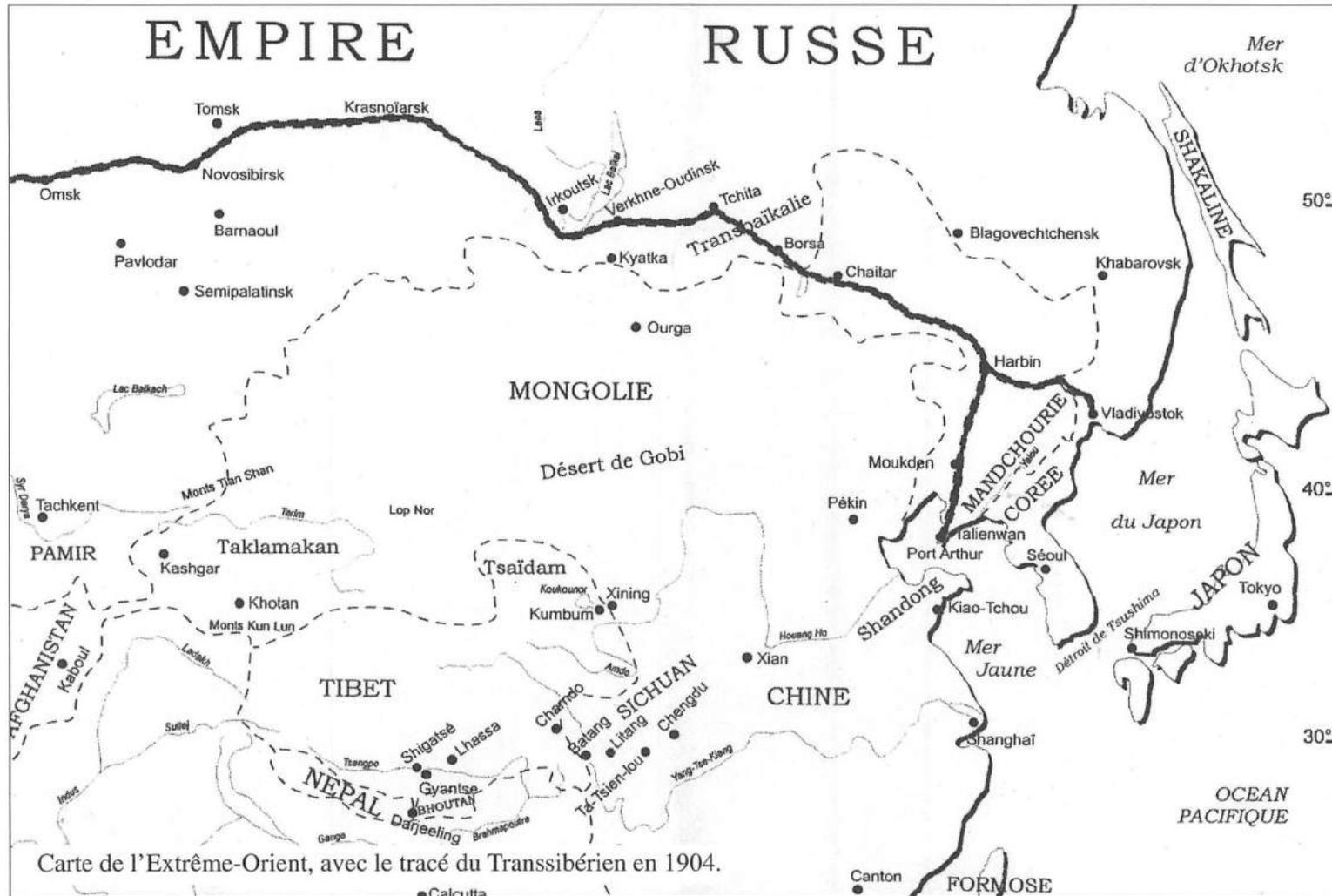
L'armada russe de l'amiral Rojdestvenski, partie de la Baltique, fut anéantie les 27 et 28 mai 1905 par la marine japonaise, au moment où, après avoir fait un quasi-tour du monde, elle tentait de forcer le passage des détroits de Tsushima, entre la Corée et le Japon. Le traité de Portsmouth (Etats-Unis d'Amérique), signé le 5 septembre 1905, mit fin à la guerre russo-japonaise. Les pertes territoriales de la Russie furent, grâce à l'habileté de Witte et à la médiation du président américain Théodore Roosevelt, limitées au sud de la Sakhaline et aux concessions russes dans la péninsule du Liaodong. Le Transsibérien dut être reconstruit au nord du fleuve Amour. Ce traité de Portsmouth mit un terme à la politique expansionniste russe en Extrême-Orient.

En Russie, la grève dans les chemins de fer, qui se généralisa en octobre, entraîna la création du premier soviet à Saint-Pétersbourg, avec comme porte-parole un certain Léon Davidovitch Bronstein, alias Trotsky. La révolution éclatait au grand jour en Russie.

**Emmanuel Choïsnel,
le 5 mai 2003**

(28) Dallin, *op. cit.*, p. 81.

(29) Lettre d'Arthur Raffalovitch à Vladimir Kokovtzev, 12 novembre 1905, reproduite dans *L'Abominable vénalité de la presse...*, d'après les documents russes (1887-1917). Librairie du travail, Paris, 1931, pp. 108 à 110 (voir aussi le n° 14 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pp. 17-18).



Carte de l'Extrême-Orient, avec le tracé du Transsibérien en 1904.



**Pierre Brizon
à Kienthal
Premier vote
historique en France
contre
les crédits de guerre**

(Pierre Roy)

En mai 1915, le Parti socialiste italien convoque en Suisse une conférence internationale de Partis ou fractions de Partis socialistes hostiles à la guerre, dont le socialiste suisse Rober Grimm assure la préparation. Le 5 septembre, Grimm emmène les trente-huit délégués au village de Zimmerwald, au-dessus de Berne. Lénine soumet un projet de résolution et de manifeste qui appelle à *“démasker (...) le caractère capitaliste et antisocialiste de la guerre actuelle, mener la lutte la plus intransigeante contre le socialisme patriote, tirer parti de tout mouvement du peuple découlant des effets mêmes de la guerre (...) pour organiser des manifestations antigouvernementales, propager la solidarité internationale dans les tranchées, soutenir toute grève économique et chercher à la transformer en cas de circonstances favorables en grève politique”* et à préparer la *“formation d’une Internationale puissante, qui mette fin à la guerre et au capitalisme”*.

Les délégations italienne, allemande et française rejettent le texte, une sous-commission prépare un texte de synthèse, dont la rédaction est confiée à Trotsky.

Le manifeste dénonce la guerre qui ravage l’Europe comme le produit de l’impérialisme. Puis, il dénonce les responsabilités des dirigeants socialistes et l’Union sacrée. Axé sur la lutte *“pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre”*, il n’évoque pas la perspective d’une nouvelle Internationale, dont la majorité de Zimmerwald ne veut pas.

Lénine le juge *“inconséquent et timoré”*, mais le vote ; il y voit, en effet, un pas en avant et un cadre de regroupement au sein duquel la gauche se battra pour parvenir à une différenciation des forces.

Dès la fin de la conférence, le 8 septembre, Lénine réunit les huit membres de *“la gauche de Zimmerwald”* : la réunion désigne un bureau et décide de publier une brochure en allemand comprenant l’appel de la conférence et la position de la gauche critiquant ses demi-mesures et ses insuffisances.

Du 24 au 30 avril 1916, les participants de Zimmerwald réunissent une seconde conférence internationale contre la guerre, à Kienthal, qui rassemble quarante-trois délégués, dont trois députés socialistes, Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens, futur communiste qui adhèrera à la IV^e Internationale en 1945.

Le débat porte surtout sur le maintien ou non de l’unité dans un même parti et une même Internationale avec les socialistes au gouvernement de la guerre et ceux qui les critiquent, mais veulent à tout prix rester dans le même parti et la même Internationale qu’eux.

Aussi Lénine se prononce-t-il violemment contre tout contact avec les institutions de la II^e Internationale et pour la scission, qui doit ouvrir la voie à la III^e internationale.

Le refus des zimmerwaldiens de rompre les liens avec les débris de la II^e Internationale mène Lénine à conclure : Zimmerwald-Kienthal n’est pas l’embryon de la III^e Internationale indispensable.

La délégation française à Kienthal et le rôle joué par Brizon

LA conférence était convoquée pour les 24-25 avril 1916. Le rapport de police dont fait état Sylvie Digonnat (1) relate les circonstances de la réunion du CRRRI où le problème de la délégation fut posé.

Les délégués prévus interdits de passeport

Bourderon expliqua comment lui et Merrheim n'avaient pu obtenir de passeport pour sortir du territoire français (2). Ayant pu juger de l'attitude des trois députés Blanc, Raffin-Dugens et Brizon (3) lors du dernier conseil national du parti (le 9 avril), attitude qui se trouvait être proche de la sienne, Bourderon écrivit à Blanc pour lui exposer la situation et lui demander de le remplacer à la conférence. En même temps, il demandait à Blanc de faire une invitation identique à ses deux collègues, Raffin-Dugens et Brizon, puisque Merrheim était également dans l'impossibilité de participer.

Pour compléter l'information, ajoutons qu'une institutrice, membre de la Fédération des syndicats d'instituteurs, Marie

Mayoux, dont l'intention était de se rendre aussi à Kienthal, s'était vu interdire par le préfet de la Charente d'aller en Savoie chez son amie Lucie Colliard, autre institutrice pacifiste. Ce qui laisse à penser que si les journalistes ne savaient pas le lieu exact de la conférence, les autorités, pour leur part, nourrissaient de forts soupçons, au moins sur le pays d'accueil !

Le rapport policier nous informe sur la suite de la réunion — on y apprend que, le lendemain de sa démarche auprès de Blanc, Bourderon reçut un mot de Brizon : "*Faites-moi connaître le jour et la ville où se tiendra la conférence. J'en suis.*" On y apprend aussi ce que Merrheim expliqua, à savoir que Brizon était

(1) Digonnat, *Brizon, militant socialiste*, p. 149.

(2) Nous ne savons pas si Bourderon fut plus explicite ; normalement, le lieu de la conférence devait être tenu secret, en tout cas pour les journalistes aiguillés sur la fausse piste d'une conférence socialiste internationale en Hollande.

(3) Bourderon : "*Je dois dire qu'au dernier conseil national, Blanc et la fédération du Vaucluse avaient déposé une motion en faveur de la reprise des relations internationales et nous avons échangé des impressions concordantes à l'issue de ce conseil.*" Propos cités par Digonnat, *op. cit.*, p. 149.

ensuite venu discuter de l'attitude à adopter lors de la conférence. Merrheim déclara avoir été gêné pour donner un conseil dans la mesure où les trois députés se rendaient à la conférence à titre personnel ; cependant, il engagea Brizon à signer le manifeste et les conclusions de la conférence, et il ajouta :

“Brizon m'a promis de suivre mes conseils à la condition que le manifeste ne soit pas trop fort et que les Russes ne soient pas si intransigeants dans leur absolutisme révolutionnaire.”

Certains militants du Comité pour la reprise des relations internationales (Hubert [4], Dubucq) reprochèrent leur choix à Bourderon et à Merrheim. Ces derniers arguèrent du fait qu'il était difficile de se faire représenter à ce genre de réunion. On peut penser que plusieurs facteurs ont joué : le nombre restreint de militants ayant le loisir de faire le voyage et la difficulté où Merrheim et Bourderon se trouvèrent de trouver, parmi les candidats possibles au voyage, des militants en qui ils pouvaient placer leur confiance. Nous avons vu qu'ils étaient de la tendance “modérée” des zimmerwaldiens : probablement estimèrent-ils que les trois parlementaires étaient les mieux à même de faire valoir une position qui sût, à leur point de vue, “raison garder”. Ajoutons que les députés, jouissant de l'immunité parlementaire, étaient les mieux placés pour échapper aux fouilles et pour pouvoir ainsi rapporter des documents. On apprend enfin que Merrheim a remis à Brizon la déclaration des instituteurs et institutrices syndicalistes que lui avait apportée Marie Mayoux.

Brizon, Raffin-Dugens, Blanc se rendirent donc en Suisse au point de rendez-vous. Dans le chapitre de son livre (5) qu'il consacre à Kienthal, Rosmer, qui s'appuie sur divers témoignages, celui du socialiste portugais Peluso et celui de Henri Guilbeaux, malveillant à l'égard de Brizon jusqu'à la caricature (6), donne une relation complète de la conférence. Le lecteur s'y reportera pour plus de détails. Nous résumons. Si Guilbeaux donne une image d'un Brizon grotesque et insupportable, nous devons prendre ce témoi-

gnage avec la plus extrême méfiance, car, mis à part peut-être Willy Munzenberg, secrétaire de la Jeunesse socialiste

(4) Secrétaire du Syndicat des terrassiers.

(5) Rosmer, *Le Mouvement ouvrier contre la guerre*, tome 2, chapitres XII et XIII.

(6) Rosmer écrit, en se basant sur le témoignage de Guilbeaux, puisque lui-même n'a pas participé à la conférence : *“La composition de la délégation française provoqua une surprise. On regretta Merrheim et Bourderon — si représentatifs du mouvement ouvrier français —, dont on suivait avec sympathie l'activité, et on aurait aimé les voir remplacés par des hommes de même calibre. Première déception que l'un des trois délégués, Pierre Brizon, aggrava. Professeur, élu député aux récentes élections générales (en fait, Brizon, on l'a vu, avait été élu une première fois député en 1910), il s'était spécialisé dans la défense des métayers, nombreux dans le département, qu'il représentait au Parlement. Matière sérieuse, comme on voit, ne prêtant guère à la fantaisie. Pourquoi éprouva-t-il le besoin de se livrer à des pitreries, de prendre certaines de ces attitudes sous lesquelles on se représente parfois les Français au dehors ? Difficile de le dire. L'explication la plus charitable serait, je crois, qu'il vit dans ces facéties comme un moyen préalable de défense contre des exigences excessives, de la part de Lénine, que des opposants restant à mi-chemin ne manquaient jamais de décrire comme un terrible sectaire. Ce qui est sûr, c'est que l'effet fut, sur l'heure, déplorable ; les bouffonneries de Brizon, dans une telle assemblée, ne pouvaient que faire scandale. Guilbeaux, dans des articles et dans plusieurs de ses ouvrages, s'est complu à les étaler.”* On notera un détail révélateur de la malveillance systématique et de la manipulation des faits à laquelle se livre Guilbeaux, qui nous décrit Brizon “petit” (or il mesurait 1,72 m), “rond” (or Brizon était maigre), avec “une signature compliquée allant de pair avec son intelligence, ses feutres et sa barbichette”. A ce niveau de déformation des faits et d'interprétation malveillante, il vaut mieux avoir l'œil critique !

On nous permettra de renvoyer le lecteur à la note du présent ouvrage, qui, à notre avis, oblige à relativiser très sérieusement le “témoignage” de Guilbeaux. D'ailleurs, sur les quarante-quatre participants, seul, avec Munzenberg, il se livre à ce véritable portrait-charge de Brizon. Zinoviev est muet sur la conduite de Brizon, dont il se borne à relever les “inconséquences” quant aux idées, mais il vise ainsi indistinctement les trois députés socialistes français. Lénine est totalement muet à ce sujet. Il est vrai que Lénine ne retient l'anecdote que lorsqu'il la juge politiquement utile. L'anecdote pour elle-même ne l'intéresse pas. Notons cependant que sur quarante-quatre participants, il n'y en a que deux qui éprouvent le besoin de porter un jugement très défavorable à Brizon. Pourquoi ? Mystère. Fallait-il tenter de gommer de la sorte l'importance infiniment plus grande du manifeste écrit par Brizon et du vote contre les crédits de guerre par les trois députés socialistes de retour en France ? Et si oui, pourquoi ? Ces questions demeurent posées.

internationale, qui corrobore le portrait-charge brossé par Guilbeaux, le témoignage de Peluso est beaucoup plus nuancé. Il écrit, parlant des trois députés français :

“D’abord, ils sont un peu mal à l’aise dans cette fervente assemblée internationale, car les Français, même les Français socialistes, ont pour leur pays un amour un peu enclin à devenir exclusif. Mais nous sommes très reconnaissants à ces hommes de leur présence et de ce qu’ils nous promettent de faire (...).”

En fait, les trois députés avaient les caractéristiques des parlementaires français, volontiers portés sur la phrase et la théâtralité. Ils suscitaient une certaine méfiance, car ils n’avaient jusqu’alors rien accompli de décisif en faveur de la paix voulue par les peuples et on doutait qu’ils tinsent les promesses faites (7).

Pour sa part, Zinoviev, dans un recueil de textes écrits par lui et par Lénine dans les années 1914-1916, et qu’il publiera après la révolution d’Octobre, pour attester de son “léninisme”, sous le titre *Contre le courant*, donna une analyse politique de la présence des trois députés socialistes français sans s’arrêter à l’anecdote relevant du journalisme racoleur, qui n’hésite pas à prendre des libertés avec les faits.

« Les gouvernements, écrit Zinoviev, ont fait tout ce qu’ils pouvaient pour empêcher la conférence (de Kienthal). Afin d’égarer la surveillance de la police internationale en lui indiquant une fausse piste, les organisateurs de la conférence avaient publié qu’elle aurait lieu en Hollande, tandis qu’en réalité elle s’est tenue en Suisse. Néanmoins, un très grand nombre de délégués n’ont pu venir. Environ dix délégués allemands, un Autrichien, deux Anglais, un Letton, deux Balkaniques, une partie des Français, les Scandinaves, etc., n’ont pu y arriver. La gauche de Zimmerwald, en raison de cette circonstance, fut affaiblie en nombre.

D’autre part, les social-patriotes avaient eux aussi pris leurs “mesures”. Le secrétaire du Bureau international des social-patriotes, Huysmans, s’était rendu en Angleterre et en France pour

persuader les oppositions de ne pas se rendre à Zimmerwald. Le parti officiel employait tous les moyens pour intimider les représentants de la minorité.

Et pourtant, la conférence a eu lieu. Et cela déjà constitue un succès considérable (...).

De France, d’une façon assez inattendue pour les membres de la conférence, il est arrivé trois membres de la Chambre des députés : Brizon, Raffin-Dugens et Blanc. Leur arrivée à Zimmerwald nous donne aussi, sans aucun doute, un écho de la protestation des masses qui grandit en France contre le massacre impérialiste. Les trois députés que l’on vient de nommer appartenaient jusqu’à présent à la plus timide “opposition de Sa Majesté”. Tous trois appartenaient au groupe Longuet-Pressemane — au groupe des kautskystes (8) français du plus mauvais genre. Tous trois répètent encore jusqu’à présent des phrases kautskystes, prétendant que les Français, comme les Allemands, ont eu raison de voter pour les crédits de guerre. Car les uns étaient, paraît-il, menacés d’une invasion prussienne, les autres d’une invasion cosaque. Aucun des trois ne veut percevoir les causes profondes de la cri-

(7) Rosmer écrivait à Trotsky le 12 mai 1916 : *“La présence des trois députés a dû être bien gênante : ce sont des hommes de bonne volonté, mais de peu de courage.”* Il est à noter que Rosmer ne reprend pas ce jugement dans ses ouvrages, car les engagements ultérieurs des trois députés l’amènent sans doute à rectifier la sévérité de son appréciation primitive. Annie Kriegel, dans son livre *Aux origines du communisme français*, cite en note de la page 121 un passage d’une lettre qu’elle a trouvée aux archives de la préfecture de police, passage qu’elle présente ainsi : *« Il semble qu’en fait, notamment Brizon et Raffin-Dugens n’étaient pas toujours pris au sérieux : “Des trois, Raffin-Dugens est un peu hurluberlu, Blanc n’a guère d’étoffe et Brizon a un mauvais débit à la tribune, il est antipathique à la Chambre” » (lettre du caporal Lopez à Benoît, du 28 septembre 1916, B a/1580, APP).*

Peut-être Brizon avait-il un “mauvais débit”, mais l’antipathie de la Chambre provenait de tout autres raisons, nous pensons l’avoir déjà quelque peu démontré.

(8) Karl Kautsky, longtemps le théoricien incontesté de la social-démocratie allemande et internationale, occupait une position “centriste” durant la guerre de 14-18, qu’il se refusait à combattre par des actes précis, se contentant de vagues protestations sans portée pratique.

se, et tous trois prêchent l'amnistie mutuelle des partis social-patriotes qui ont fait banqueroute. Tous trois répètent des phrases à demi-social-chauvines sur "la noble France", qui, prétendument, défend en cette guerre les traditions de la Révolution, etc. Quand on écoute leurs discours, on pourrait quelquefois penser que ces gens-là viennent directement d'un camp de social-chauvins qui ne se connaissent pas comme tels. Mais leur conduite après la conférence, leurs manifestations en France contre les messieurs qui sont à la tête du parti "socialiste" français ont montré autre chose : ces hommes — bien que très maladroitement, sans aucun esprit de suite et avec de grandes hésitations — reflètent l'état d'esprit de cercles importants de la démocratie et d'ouvriers dupés de la guerre, qui, maintenant, s'efforcent d'agir contre la guerre, contre l'imposture social-chauvine. Ils font du confusionnisme au-delà de toute permission. Ils ont une multitude de préjugés contre l'internationalisme conséquent. Mais le mouvement des masses les pousse du côté de Zimmerwald. Même en France, où la situation du socialisme est en ce moment particulièrement difficile, la protestation des masses s'affermi, le mouvement se réveille » (9).

Le jugement n'est pas complaisant, car les positions politiques sont très différentes, mais l'essentiel est ici bien mis en évidence, à notre avis. Ce qui était déterminant pour les militants de la gauche zimmerwaldienne, c'était, pour commencer, le respect des engagements pris, à savoir vote contre les crédits de guerre et exigence que les ministres socialistes démissionnent. Et nous verrons que, sur ces deux points, les trois députés socialistes français tinrent leur promesse.

Là était le point fondamental. Evidemment, pour le journalisme à sensation ou, a fortiori, pour un faussaire, ce n'était au contraire qu'un aspect mineur !

Rôle joué par Brizon

En dépit des différences politiques entre l'aile gauche zimmerwaldienne et

l'aile droite ou du centre, où se situaient plutôt nos trois députés, Brizon se vit confier le soin de rédiger le manifeste "Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue". Louis Bouët (10) écrit à ce sujet : "Ce document peut paraître moins bien charpenté, moins largement imprégné d'internationalisme prolétarien que le manifeste de Zimmerwald, on y trouve pourtant le même accent et, en plusieurs passages, des précisions heureuses sur les luttes nécessaires." Le lecteur jugera sur pièces en en prenant connaissance. Certes, il fut discuté en commission, et il est donc le produit d'une élaboration collective, mais Brizon en fit le projet et on retrouve dans certaines formules, à notre avis, le style de Brizon ; probablement a-t-il fait un effort pour éviter certaines facilités de plume auxquelles il pouvait parfois se laisser aller dans ses articles, ses professions de foi électorales.

En tout cas, tel qu'il est, ce manifeste ne démerite pas par rapport à celui de Zimmerwald, puisqu'il fut adopté unanimement. Au lecteur d'en juger ; il est ci-dessous reproduit in extenso.

Le manifeste de Kienthal

« Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Deux ans de guerre mondiale ! Deux ans de ruines ! Deux ans de massacres ! Deux ans de réaction !

Qui donc est responsable ? Où sont donc — derrière ceux qui, au dernier moment, ont allumé l'incendie — ceux-là qui l'ont voulu et préparé depuis un quart de siècle ?

Ils sont parmi les privilégiés !

(9) Zinoviev : "Zimmerwald et Kienthal" (in *Contre le courant*, tome 2, pages 75 à 89). Extraits : pages 76, 78, 79, "La composition de la conférence et sa physionomie politique".

(10) In *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, L'amitié par le livre, s. d., p. 208.

Lorsque, au mois de septembre 1915, au-dessus de la mêlée, des passions guerrières déchaînées, nous, socialistes des pays belligérants et neutres, réunis fraternellement à Zimmerwald pour sauver l'honneur du socialisme et dégager sa responsabilité, nous disions déjà dans notre manifeste :

“Les institutions du régime capitaliste qui disposent du sort des peuples : les gouvernements (monarchiques ou républicains), la diplomatie secrète, les puissantes organisations patronales, les partis bourgeois, la presse capitaliste, l’Église — sur elles toutes pèse la responsabilité de cette guerre, surgie d’un ordre social qui les nourrit.”

C’est pourquoi “chaque peuple”, comme l’a dit Jaurès quelques jours avant sa mort, “est apparu à travers les rues de l’Europe, avec sa petite torche à la main”.

Après avoir couché dans la tombe des millions d’hommes, désolé des millions de familles, fait des millions de veuves et d’orphelins, après avoir accumulé ruines sur ruines et détruit irrémédiablement une partie de la civilisation, cette guerre criminelle s’est immobilisée.

Malgré les hécatombes sur tous les fronts, pas de résultats décisifs. Pour faire vaciller seulement ces fronts, il faudrait que les gouvernements sacrifient des millions d’hommes.

Ni vainqueurs ni vaincus, ou plutôt tous vaincus, c’est-à-dire tous saignés, tous épuisés : tel sera le bilan de cette folie guerrière. Les classes dirigeantes peuvent ainsi constater la vanité de leurs rêves de domination impérialiste.

Ainsi est-il de nouveau démontré que seuls ont bien servi leur pays ceux des socialistes qui, malgré les persécutions et les calomnies, se sont opposés, dans ces circonstances, au délire nationaliste en réclamant la paix immédiate et sans annexions.

Que vos voix nombreuses crient avec les nôtres : A bas la guerre ! Vive la paix !

Travailleurs des villes et des champs !

Vos gouvernements, les cliques impérialistes et leurs journaux vous disent

qu’il faut “tenir jusqu’au bout” pour libérer les peuples opprimés. C’est une des plus grandes fourberies imaginées par nos maîtres pour la guerre. Le vrai but de cette boucherie mondiale est, pour les uns, de s’assurer la possession du butin qu’ils ont rassemblé pendant des siècles et au cours d’autres guerres ; pour les autres, d’aboutir à un nouveau partage du monde, afin d’augmenter leur lot en annexant des territoires, en écartelant des peuples, en les rabaissant au niveau des parias.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent qu’il faut continuer la guerre pour tuer le militarisme.

Ils vous trompent. Le militarisme d’un peuple ne peut être ruiné que par ce peuple lui-même. Et le militarisme devra être ruiné dans tous les pays.

Vos gouvernements et vos journaux vous disent encore qu’il faut prolonger la guerre pour qu’elle soit la “dernière guerre”.

Ils vous trompent toujours. Jamais la guerre n’a tué la guerre. Au contraire, en excitant les sentiments et les intérêts de “revanche”, la guerre prépare la guerre, la violence appelle la violence.

De sorte que vos maîtres, en vous sacrifiant, vous enferment dans un cercle infernal.

De ce cercle seront impuissantes de vous tirer les illusions du pacifisme bourgeois.

Il n’y a qu’un moyen définitif d’empêcher les guerres futures : c’est la conquête du gouvernement et de la propriété capitaliste par les peuples eux-mêmes.

La “paix durable” sera le fruit du socialisme triomphant.

Prolétaires !

Regardez autour de vous. Quels sont ceux qui parlent de continuer la guerre jusqu’au bout, jusqu’à la “victoire” ? Ce sont les auteurs responsables, les journaux alimentés aux fonds secrets, les fournisseurs des armées et tous les profiteurs de la guerre, les social-nationalistes, les perroquets de formules guerrières gouvernementales, les réactionnaires qui se réjouissent en secret de voir tomber sur les champs de bataille

ceux qui menaçaient hier leurs privilèges usurpés, c'est-à-dire les socialistes, les ouvriers syndicalistes et ces paysans qui semaient le blé rouge à travers les campagnes.

Voilà le parti des prolongeurs de la guerre.

A lui les forces gouvernementales, à lui les journaux menteurs, empoisonneurs des peuples, à lui la liberté de propagande pour la continuation des massacres et des ruines.

Et à vous, les victimes, le droit de vous taire et de souffrir l'état de siège, la censure, la prison, la menace, le bâillon.

Cette guerre, peuples travailleurs, n'est pas votre guerre, et cependant c'est vous qui en êtes, en masse, les victimes.

Dans la tranchée, à la pointe des batailles, exposés à la mort, voilà les paysans et les salariés. A l'arrière, à l'abri, voici la plupart des riches et leurs valets "embusqués".

Pour eux, la guerre, c'est la mort des autres. Et ils en profitent pour continuer et même accentuer contre vous leur lutte de classe, tandis qu'à vous ils prêchent l'"union sacrée". Ils descendent même jusqu'à exploiter vos misères et vos souffrances pour essayer de vous faire trahir vos devoirs de classe et de tuer en vous l'espérance socialiste.

L'injustice sociale et le système des classes sont encore plus visibles dans la guerre que dans la paix. Dans la paix, le régime capitaliste ne dérobe au travailleur que son bien-être, dans la guerre, il lui prend tout, puisqu'il lui prend la vie.

Assez de morts ! Assez de souffrances !

Assez de ruines aussi ! Car c'est sur vous, peuples travailleurs, que tombent et tomberont ces ruines. Aujourd'hui, des centaines de milliards sont jetés au gouffre de la guerre et perdus ainsi pour le bien-être des peuples, pour les œuvres de civilisation, pour les réformes sociales, qui auraient amélioré votre sort, favorisé l'instruction et atténué la misère. Demain, de lourds impôts s'appesantiront sur vos épaules courbées.

Assez payé de votre travail, de votre argent, de votre existence !

Luttez pour imposer immédiatement la paix sans annexions.

Que, dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie ! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

Que les prolétaires des pays neutres viennent en aide aux socialistes des pays belligérants dans la lutte difficile qu'ils mènent contre la guerre ; qu'ils s'opposent de toutes leurs forces à l'extension de la guerre.

Que les socialistes de tous les pays agissent conformément aux décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquelles c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour faire cesser promptement la guerre.

En conséquence, exercez contre la guerre le maximum de pression possible sur vos élus, sur vos parlementaires et sur vos gouvernements.

Exigez la fin immédiate de la collaboration socialiste aux gouvernements capitalistes de guerre ! Exigez des parlementaires socialistes qu'ils votent désormais contre les crédits demandés pour prolonger la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale.

Réclamez un armistice immédiat ! Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre !

Courage ! N'oubliez pas que, malgré tout, vous êtes encore le nombre et que vous pourriez être la force.

Que dans tous les pays, les gouvernements sentent grandir en vous la haine de la guerre et la volonté de revanches sociales, et l'heure de la paix sera avancée.

A bas la guerre !

Vive la paix ! — la paix immédiate et sans annexions.

Vive le socialisme international !

Premier mai 1916 »

Les trois pèlerins de Kienthal se sont radicalisés

Les trois pèlerins de Kienthal (c'est ainsi, désormais, qu'on va les appeler et qu'ils vont passer à la postérité) votèrent d'autres résolutions, qui marquaient pour eux un pas en avant considérable par rapport aux positions qui étaient les leurs auparavant.

Citons quelques passages de la résolution intitulée *"L'attitude du prolétariat en face des problèmes de la paix"* (11).

"1. La guerre actuelle est la conséquence des antagonismes impérialistes résultant du développement du régime capitaliste. Les forces impérialistes s'emploient à exploiter dans leur intérêt les problèmes de nationalité demeurés sans solution, les aspirations dynastiques et tout ce qui survit du passé féodal. Le vrai but de la guerre est de provoquer une nouvelle répartition des possessions coloniales et de soumettre les pays en retard dans leur développement économique à l'empire de la haute finance.

2. La guerre ne pouvant supprimer ni le régime capitaliste ni ses manifestations impérialistes ne peut non plus éliminer les causes des guerres futures. Elle renforce l'oligarchie financière, elle est incapable de résoudre les anciens problèmes de nationalités et de mettre fin à la lutte pour l'hégémonie mondiale. Elle complique au contraire tous ces problèmes et crée de nouveaux antagonismes, qui augmentent encore la réaction économique et politique, provoquent de nouveaux armements et multiplient les germes de guerres futures (...).

5. Les projets tendant à supprimer les dangers de guerre par la limitation générale des armements, par l'arbitrage obligatoire, supposent l'existence de sanctions efficaces généralement reconnues, l'existence d'une force matérielle capable d'équilibrer les intérêts antagoniques des États et d'imposer à ceux-ci son autorité. Mais de telles sanctions et une telle autorité n'existent pas et le développement capitaliste qui aggrave en-

core les antagonismes entre les bourgeoisies des différents pays ou de leurs coalitions ne nous donne aucun espoir sur l'avènement d'une telle puissance médiatrice. Le véritable contrôle de la politique étrangère suppose une démocratisation complète de l'État moderne ; le prolétariat trouverait en lui une arme utilisable dans sa lutte contre l'impérialisme, mais jamais un moyen décisif susceptible de transformer la diplomatie en un instrument de paix.

6. C'est pour cela que la classe ouvrière doit repousser les propositions fantaisistes des pacifistes bourgeois et des socialistes nationalistes, qui remplacent de vieilles illusions par de nouvelles. Ils leurrent ainsi les masses en les détournant du chemin de la lutte de classe et en faisant le jeu de la politique jusqu'au-boutiste.

7. Si le régime capitaliste est incapable d'assurer une paix durable, seul le socialisme créera les conditions nécessaires à sa réalisation.

En effet, en abolissant la propriété privée des moyens de production, le socialisme élimine, en même temps que l'exploitation des masses par les classes possédantes, l'oppression des peuples et, par le fait même, les causes de la guerre. C'est pourquoi la lutte pour une paix durable n'est en somme que la lutte pour la réalisation du socialisme.

8. Chaque fois que la classe ouvrière renonce à la lutte de classe en se solidarisant avec ses exploités, en subordonnant ses aspirations à celles des gouvernements et des classes dirigeantes, elle s'éloigne de son but : la réalisation de la paix durable.

Dans ce cas, la classe ouvrière confie aux classes capitalistes et aux gouvernements bourgeois une tâche qu'elle seule peut mener à bonne fin ; pire encore, elle livre à l'abattoir de la guerre ses meilleures forces et voue ainsi à la destruction les éléments les plus sains et les plus capables, qui, en temps de guerre comme en temps de paix, devraient être

(11) Cf. Jules Humbert-Droz, *L'Origine de l'Internationale communiste*, pp. 190 et suivantes, éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1968.

appelés en premier lieu à la lutte pour le socialisme (...).

11. Dans la lutte révolutionnaire des masses pour les aspirations socialistes et pour la libération de l'humanité du fléau militariste, le prolétariat doit en même temps s'opposer à toutes les velléités annexionnistes.

Le prolétariat ne considère pas la configuration politique du monde, telle qu'elle était avant la guerre, comme répondant aux intérêts des peuples, mais il s'oppose à tout remaniement artificiel des frontières, même dans le cas où, sous le prétexte de libérer les peuples, on voudrait constituer des Etats mutilés pourvus d'une indépendance fictive et soumis à un véritable vasselage (...).

12. Tant que le socialisme ne réalise pas la liberté et l'égalité des droits de tous les peuples, le constant devoir du prolétariat est de lutter contre toute oppression nationale, contre toute violence à l'égard des peuples plus faibles, pour obtenir par la lutte de classe leur autonomie sur une base entièrement démocratique, ainsi que la protection des minorités nationales."

Sur la question du Bureau socialiste international (12), il y avait problème. Rosmer résume bien les enjeux :

« Parmi les délégués, il y avait, d'une part, ceux qui voulaient encore espérer que la Deuxième Internationale pourrait se reconstituer assez facilement, par la simple élimination des leaders qui se seraient trop compromis dans la collaboration avec les gouvernements impérialistes, les chauvins de la guerre à outrance.

Ils restaient sensibles au danger de scission qu'on ne manquait pas d'évoquer devant eux quand on les sentait prêts à prendre une décision définitive ; bâtir une nouvelle Internationale leur apparaissait comme une aventure dans laquelle il était risqué de s'engager.

Même quand ils voyaient et décrivaient la situation telle qu'elle était, ils ne voulaient ou ne pouvaient en tirer les conséquences cependant inéluctables. En face d'eux, ils trouvaient Lénine, Trotsky, qui, dès leurs premiers écrits du

temps de guerre, avaient vu dans l'effondrement des Internationales la fin d'une époque, phase révolue du mouvement ouvrier (...).

La Deuxième Internationale était un cadavre, elle avait sombré dans le chauvinisme, dans la collaboration de classe ; elle bafouait les internationalistes restés fidèles au socialisme. C'était un passé mort, aucune illusion n'était plus permise. Il fallait travailler dès maintenant à l'édification d'une Troisième Internationale, celle que les conditions créées par la guerre imposaient et que les ouvriers exigeraient à la démobilisation.

Entre ces deux tendances, clairement et nettement opposées, se plaçaient ceux qui refusaient de considérer la question comme déjà tranchée par les faits. C'était trop tôt, il fallait attendre. Ils reprenaient à leur compte la formule que le Premier ministre britannique avait mise à la mode : "Wait and see." Et, finalement, ce fut cette position d'attente qui permit l'élaboration d'une résolution que tous les délégués pourraient voter. On ne coupait pas les ponts ; on laissait leur liberté d'action à ceux qui voulaient encore espérer quelque chose du BSI. Toutefois, au cas — improbable — d'une réunion projetée du BSI, la commission élargie devrait être convoquée pour fixer l'attitude commune des zimmerwaldiens. Les protagonistes de la Troisième Internationale pouvaient se montrer conciliants : ils savaient bien que le temps travaillait pour eux, que les dirigeants eux-mêmes du BSI — Huysmans et, derrière lui, Vandervelde — se chargeraient de détruire les illusions de ceux qui hésitaient encore, s'accrochant à une vague possibilité. »

Cela explique que la conférence de Kienthal adopta à l'unanimité une réso-

(12) On a vu que le BSI, direction de la Deuxième Internationale, était entre les mains des alliés. Huysmans, secrétaire du BSI, "politicien astucieux", ne pouvait pas ne pas voir que l'opposition à la guerre grandissait partout et qu'elle prenait partout le chemin de Zimmerwald. Or il avait une maison à défendre et, selon son expression, ne voulait pas "se laisser exproprier". Ce qui explique la tournée dans les pays alliés pour affirmer l'existence du BSI, à défaut d'Internationale...

lution au sujet de l'attitude du Bureau socialiste international vis-à-vis de la guerre qui déclarait entre autres :

“Considérant que le comité du Bureau socialiste international (BSI) a gravement manqué à son devoir, le plus nettement et le plus explicitement établi par les résolutions des congrès internationaux, en se refusant obstinément de convoquer la séance plénière du bureau, malgré les instances répétées des différentes sections nationales ;

— que, de cette manière, le comité exécutif n'a non seulement rien fait pour remédier à la crise profonde traversée par l'Internationale, mais au contraire l'a approfondie en se faisant le complice du reniement des principes, de la prétendue défense nationale et de l'union sacrée, qui a réduit l'Internationale à l'état de dispersion et d'impuissance honteuse ;

— (...) considérant que ce n'est qu'après vingt mois de guerre, devant l'indignation croissante dans les masses se libérant du cauchemar chauviniste, que le comité exécutif s'est avisé de la nécessité de convoquer le bureau ;

— considérant que cette tentative est accompagnée de la sanction donnée d'avance à la lutte fratricide des peuples, justifiée par la prétendue défense nationale ;

— (...) exprime sa profonde conviction que l'Internationale ne pourra se relever comme véritable puissance politique de la débâcle qu'au fur et à mesure que le prolétariat mondial, se libérant des influences impérialistes et chauvines, reprendra la voie de la lutte sociale et de l'action des masses (...).”

Comme on le constate, cette dernière résolution n'évoque pas la perspective à ouvrir d'une autre Internationale, car cela aurait été un facteur de rupture entre les différentes composantes du courant zimmerwaldien. La gauche léniniste était partisane d'une III^e Internationale, mais elle a jugé qu'à cette étape, il était plus avantageux pour la cause du prolétariat mondial de laisser cette question ouverte plutôt que de provoquer la cassure. La gauche allemande était dans le même cas, et d'autres encore, comme Trotsky,

ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'il y avait unité de vues chez tous ceux qui se situaient à gauche de Zimmerwald sur les délais et les conditions à réunir pour fonder réellement cette nouvelle Internationale.

D'autres événements allaient bientôt se produire, posant la question dans d'autres termes, mais, en avril 1915, Kienthal représentait le point d'unité de vues le plus haut atteint par les composantes diverses du mouvement zimmerwaldien, et c'était là l'essentiel.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le problème du “pacifisme”, ou plutôt peut-être des *pacifismes*, en essayant de nous garder d'une vision schématique des positions des uns et des autres sur cette question. Sur les travaux de Kienthal proprement dits, prenons connaissance de l'appréciation qu'un représentant de la gauche zimmerwaldienne porte à leur sujet :

« Les thèses adoptées par la conférence, écrivait Zinoviev, sont dirigées dans leur ensemble contre le social-pacifisme, contre le kautskysme. Mais cela ne signifie pas encore que Zimmerwald en ait fini une fois pour toutes avec les utopies du social-pacifisme. Non, des récidives ne sont pas seulement possibles, elle sont inévitables. Il suffit de dire que la majorité italienne, bien qu'elle ait voté pour, a fait des “réserves” sur tous les points principaux.

La propagande systématique contre le social-pacifisme ne sera menée que par la gauche. Mais la résolution adoptée par toute la conférence peut nous rendre les plus grands services dans cette propagande que nous allons faire (13). Elle portera ces questions à l'examen de tous les partis, comme elle les a mises déjà en discussion dans la presse italienne. Et cela déjà est un grand pas fait en avant (...).

La deuxième conférence de Zimmerwald constitue indiscutablement un progrès, c'est un pas en avant. L'influence de la gauche s'est trouvée beaucoup plus forte que dans le premier Zim-

(13) Ce qui est souligné l'est par moi — P. R.

Appel à souscription pour un ouvrage consacré à Pierre Brizon, député socialiste pacifiste durant la Première Guerre mondiale, par Pierre Roy

PIERRE BRIZON, né en 1878, député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, devint pacifiste contre la Première Guerre mondiale à partir de la fin de 1915 et participa à la conférence pour la paix qui eut lieu à Kienthal (Suisse) en avril 1916. Il en rédigea le manifeste "*Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue*". Avec ses deux amis députés, socialistes libres-penseurs comme lui et à titre personnel comme lui "pèlerins de Kienthal", Jean-Pierre Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, il engagea à partir de cette date un combat parlementaire pour que soient refusés les crédits de guerre. Les trois députés "kienthaliens", pour leur part, refusèrent désormais de les voter.

En plein conflit mondial, alors que la France était soumise à l'état de siège et à la censure la plus rigoureuse, alors que le chauvinisme le plus ridicule et néanmoins le plus redoutable, voire le plus abject, sévissait partout, notamment dans la presse, alors que dominait l'"Union sacrée", pacte conclu avec la classe dominante par les dirigeants socialistes et syndicaux, Brizon et ses deux amis, bravant les interdits et les intimidations multiples, firent retentir dans l'enceinte du Palais-Bourbon de fortes paroles de vérité et de justice, reprenant à leur compte en particulier les déclarations de la minorité socialiste parlementaire allemande, conduite par Karl Liebknecht.

Ils dénoncèrent la poursuite de la guerre, dévoreuse de vies humaines et de richesses matérielles innombrables. Ils mirent à nu, autant que les y autorisait le règlement de l'Assemblée, les ressorts économiques cachés de la bou-

cherie mondiale la plus terrifiante que l'humanité avait alors connue.

L'auteur, Pierre Roy, suit l'itinéraire de Pierre Brizon, jeune professeur issu de parents petits paysans à Franchesse, dans le canton de Bourbon-l'Archambault (Allier). Normalien primaire, puis supérieur, engagé très tôt dans le combat socialiste, muté contre son gré, d'année en année, en divers endroits de l'Hexagone, il fut élu conseiller de l'arrondissement de Moulins-Ouest en 1907 ; il devint le défenseur des métayers, soumis à une exploitation de caractère féodal. Elu député avec une majorité écrasante en 1910, réélu dans des conditions encore plus triomphales en 1914, il commença, lui, le pourfendeur courageux de la loi ultra-militariste des "trois ans" (de service militaire), par céder à la pression de l'"Union sacrée". A la fin de 1915, il amorça un passage progressif sur des positions pacifistes, qui l'amènèrent à participer à Kienthal.

L'auteur évoque les relations de Brizon avec le Comité pour la reprise des relations internationales, où intervenaient notamment les militants ouvriers antiguerre Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Boris Souvarine, le poète Marcel Martinet, jusqu'à son expulsion par le gouvernement d'"Union sacrée" du moment, Léon Trotsky, alors exilé à Paris et animateur du journal socialiste en langue russe *Naché Slovo* ("Notre Parole").

Au début de 1918, onze mois avant l'armistice, Brizon fonda un journal hebdomadaire, *La Vague*, qui devait connaître une expansion foudroyante. Ce journal, ses buts, sa conception éditoriale font l'objet d'une étude approfondie

die dans le livre à paraître de Pierre Roy. L'auteur accompagne Pierre Brizon jusqu'à sa mort, survenue très prématurément au début d'août 1923, en passant par l'épisode de sa brève adhésion au PC dès le Congrès de Tours et de son exclusion, survenue fin 1922.

L'auteur de cette biographie politique, militant libre-penseur investi en particulier dans l'intervention pacifiste, a publié diverses études d'ordre historique, et notamment une biographie de l'ouvrier stéphanois Noël Pointe, député à la Convention, un essai sur l'actualité de l'affaire Dreyfus, etc. Il est coauteur, avec Danielle Roy, d'un livre intitulé

Autour de monuments aux morts pacifistes en France, et, avec Danielle Roy et Nicole Bossut, il a, tout en assurant sa part rédactionnelle, coordonné le travail pour le livre *Autour de quelques grandes figures de la pensée libre*. Les deux derniers ouvrages cités ont été publiés par les soins de la Fédération nationale laïque des monuments, fondée sous l'égide de la Libre Pensée.

Le prix de souscription pour l'ouvrage à paraître, sous le titre *Pierre Brizon, député socialiste pacifiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, est fixé à 18 euros pour un prix de vente commerciale de 23 euros.

Bon de souscription

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Téléphone :

E-mail :

Souscription pour exemplaire(s) du livre *Pierre Brizon, député socialiste pacifiste de l'Allier, pèlerin de Kienthal*, par Pierre Roy.

Soit la somme de euros.

Ci-joint chèque de euros à l'ordre de : Roy Pierre Brizon.

Chèque à envoyer à Pierre Roy, 31, rue du Onze-Novembre, 42 100, Saint-Etienne.

Ouvrage à paraître aux éditions « Créer », 63 340, Nonette, en février 2004.

Lénine et la famine de 1921

(Jean-Jacques Marie)

Les n^{os} 17 et 20 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié deux documents sur la famine qui a ravagé tout le sud de la Russie en 1921-1922. Rappelons ce qu'écrivait Fridtjof Nansen :

“Il y a quatre mois, j'ai attiré l'attention de la Société des Nations, dans son assemblée solennelle, à Genève, sur la situation de la Russie et sur la famine qui commençait déjà à dévaster la région de la Volga. Devant le plus haut tribunal de l'humanité, devant la Société des Nations, j'ai essayé d'exposer la situation telle que je la comprenais. J'ai dit que de grandes provinces de la Russie, comptant de 10 à 15 millions d'habitants, étaient menacées d'être entièrement dépeuplées par une très dangereuse famine. J'ai indiqué que, bien souvent, ces régions étaient en danger, mais qu'aussi, il serait essentiel d'y apporter les semences nécessaires pour l'automne et le fourrage indispensable aux chevaux. Je craignais que si, de l'étranger, on ne venait en aide à la Russie, ces populations ne se trouvaient privées d'aliments, de semences et de fourrage. Or le fourrage, les semences et les aliments se trouvaient en abondance suffisante pour les sauver, sur les frontières mêmes de la Russie. Les bateaux, les trains, tous les moyens de transport étaient prêts à transporter les céréales aux affamés. Il y avait de par le monde des milliers de chômeurs qui auraient pu être employés à ce ravitaillement. Je demandai aux gouvernements, pour subvenir aux plus pressants besoins, de nous accorder cinq millions de livres sterling, c'est-à-dire à peine la moitié du coût d'un des grands cuirassés de guerre. Malheureusement, les gouvernements n'ont pas cru devoir répondre à cet appel. La famine arrivait alors, et c'est sans aucun doute possible la plus grande famine que l'histoire ait enregistrée. Aujourd'hui, elle est arrivée, elle est bien pire encore que je ne le redoutais, car ce n'est pas une région de 10 à 15 millions d'habitants qui est atteinte, c'est une région de 33 millions d'habitants, une région deux fois plus grande que la France, avec une population plus nombreuse que celle de l'Angleterre. Sur ces 33 millions, il y en a 19 millions qui sont menacés de mort et certainement 10 à 15 qui mourront de faim si nous ne leur portons pas secours. Et même, quoi que nous puissions faire, il y en a certainement plusieurs millions qui mourront. Je ne prétends point faire de prophéties : cependant, si maintenant les gouvernements consentaient à agir comme je le leur ai demandé, il y aurait encore la possibilité de sauver des millions de vies. Mais je dois dire ceci : quoi que nous fassions maintenant, il y aura des millions d'êtres qu'on ne pourra plus sauver, et dont la perte est inévitable.”

L'article ci-après éclaire certains aspects politiques de cette question.

“Aller en Russie dans leur sillage”

Vingt-cinq millions d'exploitations

Depuis octobre 1917, le nombre d'exploitations est passé de seize millions à près de vingt-cinq millions. Le morcellement des propriétés (en moyenne 2 hectares par famille), l'absence de chevaux de trait dans une ferme sur trois, l'utilisation de l'araire de bois primitive dans deux fermes sur cinq réduisent la grande majorité des exploitations à ne produire que pour leur propre alimentation, souvent insuffisante et toujours menacée. Au cours de l'été 1920, la sécheresse avait ravagé les Terres noires et la moyenne Volga. Douze provinces avaient été touchées par la disette, qui ne s'atténue pas au printemps 1921.

Révoltes, famine et typhus

Dès le 8 septembre 1920, pourtant, Nicolas Ossinski, nommé au collège du commissariat au Ravitaillement, alerte Lénine dans un texte prophétique sur « l'incroyable difficulté de la campagne du ravitaillement de l'année qui vient. Vu la mauvaise récolte actuelle, vu la peur "animale" du paysan à l'idée de donner son blé (et ce n'est plus du sabotage lié

à l'instinct de propriété), il faudra littéralement lui arracher le blé en versant le sang ». Selon lui, vu les problèmes de transport, la Sibérie et le Nord-Caucase ne pourront fournir que 70 à 80 millions de pouds de blé (1 poud = 16 kg), donc l'essentiel du stockage du blé reposera sur la région de la Volga et de l'Oural, réduisant le paysan à la ration de misère des villes. Et il prévoit : “a) une chaîne de révoltes peut-être plus puissantes que celles de l'automne 1918 nous menace, d'abord à cause du stockage, puis de la famine ; b) nous sommes menacés par une épidémie de typhus liée à la famine ; c) la crise de l'économie paysanne sera aiguïlée au maximum (...). L'hiver qui vient sera critique pour la république et le stockage des produits prendra vraisemblablement la forme d'une guerre du ravitaillement”. Et en attendant un changement de politique, il demande de doubler le nombre des membres des détachements de réquisition (de 30 000 à 66 000) en les libérant du service dans l'Armée rouge. Ce même jour, le Conseil du travail et de la défense les en libère jusqu'au 1^{er} janvier 1921.

Mais aux difficultés prévisibles s'ajoute une gigantesque catastrophe naturelle, qui, dès la fin d'avril, menace de vastes territoires de Russie et d'Ukraine déjà touchés par la disette de 1920. Les nuages disparaissent du ciel sur des cen-

taines de kilomètres de la Basse Volga ; le soleil brûle la terre jaunâtre et transforme en désert toute la vallée de la Volga, de Kazan aux steppes du sud. Lors des sécheresses précédentes, il tombait entre avril et juin entre 35 (en 1911) et 75 millimètres d'eau. Celle de 1921 bat tous les records avec 7,1 mm de pluie en trois mois, contre 108,3 en moyenne au cours des dix-sept années précédentes. Tout est brûlé.

Le cannibalisme

La famine dévale sur tout le bassin de la Volga, frappe 26 millions de personnes, répand le typhus et suscite une vague de cannibalisme. Des mères tuent leurs enfants décharnés, les découpent en morceaux, qu'elles cuisent et mangent. Des hommes courent les cimetières pour déterrer les morts et les manger. Des adultes rôdent le soir dans les ruelles où peuvent passer les enfants pour les égorger et les dévorer. Ailleurs, des bandes d'enfants armées de bâtons et de barres de fer attendent l'adulte isolé qui passe pour l'abattre et le découper en tranches. Le 28 juin 1921, Lénine adresse à Raccovski, président du gouvernement ukrainien, et au comité central du PC ukrainien un télégramme angoissé : depuis le 21 juin, Moscou ne reçoit plus d'Ukraine un seul wagon de blé ! Et il insiste : si l'Ukraine — elle-même dans une situation peu brillante — ne reprend pas immédiatement ses livraisons, qu'il évalue à un convoi de trente wagons au moins par jour, ce sera la catastrophe. Le 10 juillet, il dénonce encore la vive dégradation de l'approvisionnement de Petrograd et de Moscou. La famine met en danger la mise en œuvre de la NEP, sur laquelle, pourtant, il n'est pas question de revenir, alors que le commerce libre du blé en période de famine engendre la hausse des prix.

Hoover, Nansen, le Comité d'aide

Le 13 juillet, Gorki adresse un télégramme d'appel à l'aide "à tous les hon-

nêtes gens". Herbert Hoover, directeur général des vivres du gouvernement américain de 1916 à 1918, ministre du Commerce en 1921, président de l'American Relief Administration (ARA) — organisation composée en grande partie de militaires ou d'anciens militaires — et futur président républicain des Etats-Unis de 1929 à 1933, répond à cet appel à deux conditions : l'action de l'ARA ne sera pas contrôlée par l'Etat et tous les citoyens américains emprisonnés en Russie devront être libérés. Lénine accepte, furieux. Il aurait, paraît-il, en apprenant ces conditions, crié : "On doit punir Hoover, on doit publiquement le gifler au visage à la vue du monde entier." Mais comment refuser l'aide d'une organisation qui va prendre en charge près de dix millions d'affamés jusqu'au mois de juillet 1923, où elle cessera ses activités en Russie, même si ses buts ne sont pas seulement humanitaires ?

L'organisation d'aide aux affamés et réfugiés, formée par l'explorateur norvégien Fridtjof Nansen, répond aussi positivement, mais sans conditions. Nansen, après un séjour dans le pays, constate : "Un Etat aussi ébranlé par la guerre, le blocus et la guerre civile ne pouvait surmonter ce désastre."

Une conférence des Etats européens, réunie à Paris et à Bruxelles, se déclare prête à apporter une aide aux populations affamées à la seule condition que Moscou reconnaisse les dettes de la monarchie tsariste. Les affamés doivent servir à remplumer les banques françaises. Lénine refuse ce chantage humanitaire exercé par les puissances mêmes qui ont organisé le blocus total de la Russie soviétique pendant toute l'année 1919.

Aussitôt, se constitue à Moscou, avec l'accord de Lénine, une organisation indépendante de l'Etat, le Comité d'aide aux affamés, dit par dérision "Koukich" (du pipeau). Parmi ses 73 membres, on trouve l'écrivain Korolenko, le metteur en scène Stanislavski, l'ex-ministre du tsar Kutler, les agronomes Tchaianov et Kondratiev, l'ancienne populiste Vera Figner, les anciens ministres de tendance Cadet du gouvernement provisoire Paltchinski, Kichkin, Prokopovitch et la femme de ce

dernier, Kouskova, l'auteur du fameux *Credo*, qui avait scandalisé Lénine en 1898. Une cellule spéciale de douze communistes, dirigée par Kamenev, suit et contrôle les travaux du Comité d'aide, qui entre en rapports directs avec l'ARA.

Lénine essaie aussi de trouver des solutions intérieures. Le 30 juillet, il adresse un télégramme angoissé en onze points, signé de lui et de Molotov, à tous les comités de gouvernements et de régions. Constatant la situation dramatique du ravitaillement, ils recommandent de récupérer au plus vite le maximum de l'impôt en nature et, à cette fin, de décréter la mobilisation générale du parti et des syndicats, de relever la réputation des organismes du ravitaillement dans le parti et les soviets (Lénine ne dit pas "auprès de paysans", comme si c'était impossible !) et de remettre au travail les anciens fonctionnaires du commissariat à l'Approvisionnement "*dont la culpabilité n'est pas démontrée*", c'est-à-dire qui n'ont pas dévalisé les paysans.

La dissolution du Koukitch...

Le 27 août, coup de théâtre : malgré les vives protestations de Gorki et de Kamenev, le Pomgol est dissous et la plupart de ses membres, accusés de "*complot contre-révolutionnaire*", arrêtés, puis exilés. Peu de décisions de Lénine ont suscité une telle vague de réprobations chez les contemporains et les historiens. L'histoire a confirmé depuis longtemps que l'aide humanitaire est liée à des considérations économiques et politiques, et qu'elle peut être un redoutable moyen de pénétration et de contrôle politique. Et l'ARA comprenait dans ses rangs des militaires aux fins peu humanitaires : ainsi, l'un d'eux, le capitaine Gregory, avait en 1919 pris part en Hongrie au renversement de la République des Soviets et ne s'en cachait pas. L'historien Orlano Figes, qui condamne Lénine, ajoute pourtant : "*Les motifs d'Hoover ne sont pas entièrement clairs. Il était profondément hostile au régime communiste.*" Hoover obéit certes à des

motifs de politique intérieure : en cette année 1921, les Etats-Unis sont confrontés à une surproduction de blé et le quart des dollars affectés à l'aide alimentaire sert à alléger les énormes stocks de blé invendu des fermiers du Middle West. Mais il a sans doute aussi d'autres objectifs.

"Aller en Russie dans leur sillage"

Un document d'archives récemment publié montre que Lénine avait pressenti que le Comité d'aide et son activité pouvaient être utilisés comme moyen de pénétration politique. Le dirigeant du parti Cadet en exil, Paul Milioukov, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, écrit le 3 août de Paris, où il est réfugié, une lettre à l'ancien ministre tsariste Maklakov à ce sujet. Ce dernier s'interrogeait : face à la famine, faut-il pratiquer la politique du pire (plus il y aura de morts, mieux ça vaudra pour nous) ou aider les bolcheviks ? Milioukov lui répond qu'il s'agit d'une fausse alternative : "*Seules l'Amérique et l'Allemagne peuvent apporter une aide effective. Il nous faut aller en Russie dans leur sillage et par leurs mains élargir peu à peu notre sphère d'influence.*" Pour que cela marche, il faut rompre avec l'extrême droite émigrée (Goutchkov, Wrangel). "*Une fois au pouvoir en Russie, ajoutez-t-il, nous ne les laisserons pas rentrer, afin que ne se répète pas l'histoire de Lénine à l'envers.*"

Le bilan de la catastrophe...

Combien la famine a-t-elle fait de morts parmi les 26 millions de personnes touchées ? Robert Payne écrit : 27 millions ! Les historiens affirment en moyenne : 5 millions. Ce chiffre traditionnel attribue à la famine des morts provoquées par les épidémies, dues à la guerre, puis à la guerre civile. Jusqu'en 1914, la Russie importait la majorité de

ses médicaments d'Allemagne. La guerre avec l'Allemagne interrompit ces échanges. En janvier 1919, les alliés imposèrent contre la Russie soviétique un embargo économique qui mit fin à toutes les importations de médicaments, de vaccins et de quinine. Partout, la population manquait de savon ; en l'absence d'hygiène élémentaire, les épidémies se diffusaient à une vitesse foudroyante. En 1921-1922, une épidémie de typhus, puis de paludisme, ravage le pays.

Le gouvernement bolchevique a instauré un système de cartes de rationnement, réparties en quatre catégories en fonction de la pénibilité et de la nature du travail : les rations de la catégorie la plus basse, la quatrième ("bourgeois") étant très basses, insuffisantes pour sur-

vivre, de nombreux historiens y dénoncent une forme de "génocide de classe". Mais 1 % seulement de la population relevait de cette quatrième catégorie et, surtout, le nombre de cartes de rationnement en circulation était énorme. Pour les seuls gouvernements de la Russie d'Europe, l'armée exclue, il y en avait 37,5 millions, soit cinq fois plus que la population urbaine de ces régions, et seuls de rarissimes individus ne disposaient que d'une seule carte. Certains, avec ce système multicartes, pouvaient même se payer le luxe de revendre au marché noir une partie de ce qu'ils touchaient.

Jean-Jacques Marie

**Varlam Chalamov
et l'opposition
au sein
du Parti bolchevique
dans les années 1920**

(Marc Goloviznine)

Varlam Chalamov a été arrêté par le Guépéou en février 1929, alors qu'il participait à l'impression (clandestine) du "Testament de Lénine" (ensemble de textes rédigés avant sa mort et destinés au XII^e Congrès d'avril 1923 pour lui proposer un certain nombre de changements politiques, dont l'éloignement de Staline du poste de secrétaire général du comité central).

Il déclare à l'enquêteur du Guépéou qui l'interroge le 1^{er} mars : "*Je refuse de répondre à toutes les questions concernant mon activité politique.*" Il écope de trois ans de camp, qu'il effectue dans la région de la Vichera.

Il est arrêté à nouveau en 1937, condamné pour "*activité contre-révolutionnaire trotskyste*" (alors qu'il n'a plus depuis sept ans d'activité politique), envoyé dans la Kolyma (à l'extrême est de la Sibérie). Il est libéré en 1951, mais doit rester dans la région comme aide-médecin.

En novembre 1953, huit mois après la mort de Staline, il obtient l'autorisation de quitter Kolyma et commence à écrire des récits, qui parviendront en France clandestinement en 1961.

Le n° 17 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié (pp. 48 à 50) une lettre qu'il a adressée au Guépéou en juillet 1929, où il défend et explicite la politique de l'Opposition de gauche, à laquelle il se sent alors lié, avant d'abandonner quelques mois plus tard toute activité politique.

“Une certaine sympathie pour la révolution et les années 1920”

DANS sa *Biographie sommaire* et dans ses autres écrits autobiographiques, Varlam Chalamov fait commencer son épopée carcérale avec la lutte interne dans le parti des années 1920. Il écrit que, en 1927, 1928 et 1929, il a participé activement aux événements aux côtés de l'opposition et qu'il a été arrêté le 19 février 1929 lors d'une embuscade tendue dans l'une des typographies clandestines de l'université de Moscou (1) : “*J'ai été arrêté le 19 février 1929, précisera-t-il par la suite. Je considère que ce jour marque le début de ma vie sociale*” (2).

Mais dans quelle mesure peut-on encore poser la question en ces termes : “*Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique*” ? D'abord, sa participation à l'opposition, même d'après ses dires, a duré trois ans, ce qui n'est pas considérable. Ensuite, il n'était pas connu comme théoricien de l'opposition et n'appartenait ni au parti ni aux Jeunesses communistes. Enfin, quand il parle de son adhésion à l'opposition, il fait une curieuse réserve : “*Pas à (celle de) Trotsky, car la plupart des opposants ne manifestaient pas une grande sympathie pour lui*” (3). Cela embrouille encore l'affaire, car tout historien sait que l'Opposition de gauche fut la première à se manifester contre le stalinisme et que Trotsky en était le dirigeant. Les autres

oppositions contre le stalinisme au sein du Parti bolchevique ne prirent pas forme, sur le plan théorique et organisationnel, avant la seconde moitié de 1929, c'est-à-dire après l'arrestation de Chalamov.

Les reproches de Soljenitsyne

Après avoir été totalement occultée, cette question a trouvé un certain regain d'actualité il y a trois ans, lorsque Soljenitsyne a réagi, dans la revue *Novy mir*, à la parution du *Journal* de Chalamov, qui contient pas mal de remarques peu flatteuses à son sujet. Parmi les nombreux reproches que fait Soljenitsyne à Chalamov, on trouve celui-ci : “*Et ses positions politiques ? En réalité, malgré tout ce qu'il a subi à Kolyma, Varlam conserve dans l'âme une certaine sympathie pour la révolution et les années 1920... Visiblement, il n'a pas oublié, même après 18 ans de camp, la passion poli-*

(1) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy* (“Résurrection du mélèze”), YMKA-Press, 1985, Paris, p. 13.

(2) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2* (“Le Gant ou KR-2”), Moscou, 1990, p. 3.

(3) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy*, op. cit., p. 13.

tique avec laquelle il a soutenu dans sa jeunesse l'opposition de Trotsky !" (4). La polémique que Soljenitsyne lance contre Chalamov longtemps après la mort de celui-ci a suscité pas mal d'échos, et notamment au cours de cette conférence. Si l'on s'abstient de tout jugement moral, on peut donner raison à Soljenitsyne sur le fond. Mais la différence fondamentale et irréductible entre les positions politiques des deux écrivains réside dans le fait que Soljenitsyne, dès la fin des années 1960, a fait décoller la terreur stalinienne de la pratique révolutionnaire du bolchevisme et que, pour lui, la lutte contre le système totalitaire de Staline est indissociable de la lutte contre le bolchevisme et l'athéisme.

Pour Chalamov, comme le montrent tous ses écrits, le stalinisme n'est pas le prolongement du léninisme, mais sa négation.

En 1970, il écrit ceci dans son "anti-roman" *Vichéra* : "Je suis un représentant des gens qui se sont prononcés contre Staline, et personne n'a jamais considéré que Staline et le pouvoir soviétique, c'était une seule et même chose" (5).

En 1972, Chalamov adressa une lettre ouverte à la *Literatournaïa gazeta* pour protester contre la publication des *Récits de Kolyma* dans *Possev*, une revue d'émigrés. "La problématique des Récits de Kolyma a été effacée par la vie", écrivait-il. Soljenitsyne et son entourage considèrent cette lettre comme une capitulation de l'écrivain devant le pouvoir, comme un reniement de son courage civique. Ce n'est pas notre avis. Tout en restant un antistalinien irréductible, Chalamov refusait totalement d'endosser le rôle d'antisoviétique que cherchait à lui attribuer l'intelligentsia soviétique libérale (6). En outre, il comprenait que, après le XX^e Congrès du parti et les dénonciations qui y avaient été faites, le retour au passé stalinien dans sa variante "classique" était impossible. On le voit dans la correspondance qu'il mène alors avec ses amis. "L'essentiel, écrit-il à Arkadi Dobrovolski, c'est que les crimes sont désignés ouvertement et publiquement comme tels et que la foi dans les

procès des années 1937-1938 tombe d'elle-même" (7).

La dénonciation du "culte de la personnalité de Staline" entendue au XX^e Congrès n'était pas une nouveauté pour Chalamov. Il savait depuis longtemps que le "Testament de Lénine" mentionné dans le discours de Khrouchtchev, et qu'il s'était lui-même chargé de diffuser presque trente ans auparavant, était un vrai document du parti et non pas un "faux", comme l'avait prétendu la presse durant toutes ces années. Au contraire, Chalamov attire l'attention sur le caractère inachevé et inconséquent des décisions prises à propos du "culte de la personnalité". "En reconnaissant l'assassinat de centaines de milliers de personnes, écrit-il, en le détrônant (Staline) comme chef du parti, comme généralissime, (...) la lettre du comité central ne le désigne pas logiquement comme ennemi du peuple, puisqu'elle met tous ses crimes monstrueux au compte du culte de la personnalité. C'est une curieuse interprétation, et nullement politique" (8). Les faits montrent que Chalamov espérait encore que la déstalinisation se poursuivrait (y compris jusqu'à la réhabilitation de Trotsky) (9). "Je persiste à penser, écrit-il à Boris Lesniak, que ce qui a été entrepris au XXII^e Congrès du parti ne s'arrêtera pas là et lèvera tous les obstacles, qui sont encore considérables" (10).

Chalamov contre Ehrenbourg

En 1965, Ilya Ehrenbourg publie ses Mémoires, dans lesquels, tout à fait dans

(4) *Novy mir*, 1999, n° 4, pp. 166-168.

(5) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2*, op. cit., p. 37.

(6) Pour plus de détails, cf. Valeri Esipov, "Traditsii russkogo soprotivlenija", *Chalamovskij sbornik*, 1, Vologda, 1994, pp. 183 à 194.

(7) *Znamia*, p. 123.

(8) *Ibidem*.

(9) *Ibidem*. Chalamov raconte que la femme de Trotsky a fait parvenir une lettre au XX^e Congrès pour demander la réhabilitation de son mari.

(10) *Ibidem*.

l'esprit du temps, il théorise sa longue participation à la cohorte des courtisans prosternés au pied de l'Olympe de la bureaucratie stalinienne.

« Non, je n'aimais pas Staline, écrit-il, mais j'ai longtemps cru en lui et je le craignais. Quand j'en parlais avec mes amis, j'employais comme tout le monde le terme de "patron". Les anciens Juifs ne prononçaient pas non plus le nom de Dieu. Ils n'aimaient sans doute pas Jéhovah, qui n'était pas seulement omnipotent, mais impitoyable et injuste... La foi, comme la peur et beaucoup d'autres sentiments, est contagieuse. Moi qui avais été élevé dans la liberté de pensée du XIX^e siècle (...) et qui tournais en dérision tous les dogmes, je n'étais apparemment pas prémuni contre l'épidémie du culte de Staline » (11).

Chalamov rejetait totalement ce genre de théorisation.

"Ehrenbourg portait Staline aux nues (même avec un signe moins, c'est tout de même du stalinisme). Il explique en détail que s'il léchait le cul de Staline, c'est parce que celui-ci n'était pas un homme, mais un dieu. C'est la plus nuisible des conceptions, celle qui constitue tous les staliniens, les Jdanov, les Vy-chinski, les Vorochilov, les Molotov, les Malenkov, les Chtcherbakov, les Beria et les Iejov. C'est la pire des explications, et la plus nuisible", écrit Chalamov à Iakov Grodzenski (12).

A l'instar de beaucoup de personnalités de la culture à cette époque, Ehrenbourg explique très sophistiquement qu'il ne s'est pas opposé au stalinisme parce qu'il craignait d'affaiblir l'URSS dans une situation internationale difficile :

"Je comprenais déjà que les ordres de liquider les vieux-bolcheviks et les grands dirigeants de l'Armée rouge ne pouvaient venir que de Staline (...). Pourquoi n'ai-je pas écrit Je ne peux pas me taire quand j'étais à Paris ? Les Dernières Nouvelles ou Le Temps auraient volontiers publié cet article, même si j'y parlais de ma foi dans l'avenir du communisme. Léon Tolstoï ne croyait pas que la révolution supprimerait le mal, mais il ne souciait pas non plus de dé-

fendre la Russie tsariste ; au contraire, il voulait dévoiler ses crimes devant le monde entier. Ma relation avec l'Union soviétique était autre. Je savais que notre peuple continuait d'avancer, dans le besoin et le malheur, sur la voie difficile de la révolution d'Octobre. Pour moi, le silence n'était pas un culte, c'était une malédiction" (13).

Tout à l'opposé de ce qui vient d'être dit est l'essai que Chalamov écrit dans les années 1970 sur Fiodor Raskolnikov, le révolutionnaire et diplomate bien connu, dont le principal crime fut d'avoir émigré et d'avoir publié à l'étranger une lettre ouverte à Staline. "Il écrit une lettre à Staline et la publie dans les journaux français. Il y accuse Staline d'avoir fait fusiller les militaires, d'avoir dégarni le front avant la guerre (...). Il critique sévèrement l'Abrégé d'économie politique récemment divulgué et accuse Staline de déformer l'histoire. Nous savons par sa correspondance avec Bontch-Brouïévitch quelle importance accordait Raskolnikov à l'histoire... C'est lui qui avait créé la revue d'histoire La Révolution prolétarienne. Et voilà que tout à coup l'Abrégé déformait les événements de la façon la plus grossière. Raskolnikov accuse Staline de s'être attribué les mérites des morts"(14).

Il me semble que, dans cet essai, Chalamov oppose sciemment la figure de Fiodor Raskolnikov, en tant que représentant de la génération des vieux-bolcheviks qui ne s'est pas courbée devant Staline, à Ehrenbourg et aux autres intellectuels, fidèles serviteurs de la bureaucratie.

Il faut ajouter que, pour beaucoup d'entre eux, cette servilité n'était motivée ni par un semblant d'attachement aux "idéaux d'Octobre", ni par la peur, mais par d'importants appointements, par des appartements et des datchas d'Etat, et autres biens matériels procurés par le "patron".

(11) *Novy mir*, 1965, n° 4, p. 60.

(12) *Znamia*, p. 141.

(13) *Novy mir*, 1965, n° 4, pp. 62-63.

(14) *Dialog*, p. 111.

“La révolution d’Octobre était bien entendue une révolution mondiale”

L’antistalinisme conséquent et sans compromis de Chalamov devient plus évident à la lecture de ses Mémoires consacrés aux années vingt, période où la création politique et artistique de la jeunesse s’entremêlaient de façon très étroite.

“La révolution d’Octobre, écrit-il, était, bien entendue, une révolution mondiale. La jeunesse s’est tout naturellement retrouvée à la tête de cette grande restructuration. Et c’est précisément la jeunesse qui fut appelée la première à juger l’histoire et à la faire. Les livres tenaient lieu pour nous d’expérience personnelle, car ils représentaient l’expérience mondiale de l’humanité (...). La fin de l’année 1924 bouillonnait littéralement, on respirait une atmosphère de grands pressentiments, et tout le monde comprenait que la NEP ne troublerait personne et n’arrêterait personne. Une nouvelle fois montait cette vague de liberté qui régnait durant l’année 1917. Chacun pensait qu’il était de son devoir d’intervenir à nouveau sur l’arène publique pour l’avenir dont on avait rêvé pendant des siècles en exil et dans les bagnes... La révolution mondiale était pour demain, tous en étaient convaincus” (15).

Ces paroles sont significatives, et inhabituelles pour nous aujourd’hui. Chalamov caractérise la révolution d’Octobre non pas comme un coup d’Etat au sommet fomenté par un cercle étroit de comploteurs, mais comme un mouvement de masse, comme une révolution venue d’en bas, qui s’est élargie et approfondie, englobant toujours de nouvelles couches non seulement de la jeunesse étudiante, mais d’ouvriers. Cette vague sera stoppée par la bureaucratie, qui se développe et s’affermit.

Boris Gouz, le frère de la première femme de Chalamov, a parlé à l’auteur de ces lignes des conversations de son père, le vieux-bolchevik Ignace Gouz, avec Chalamov. Celui-ci lui décrivait en détail sa participation au travail clandestin

de l’opposition dans les années 1928-1929 (16) : « *Mon père, qui admettait totalement la constitution de fractions et la discussion parmi les militants du parti, n’approuvait pas la participation de Chalamov à l’opposition, arguant que ce fils de pope qui n’était même pas aux Jeunesses communistes et qui n’avait pas été imprégné dès l’enfance des traditions du bolchevisme avait tort de se mêler de nos discussions de parti. C’était un représentant de la “troisième force”, qui, tôt ou tard, ébranlerait le parti.* »

A l’assaut du ciel

Beaucoup de vieux-bolcheviks, sujets au corporatisme et au fétichisme de parti, ne comprenaient pas que la révolution avait ébranlé toute la société russe de l’époque, parce qu’elle avait entraîné dans son sillage des dizaines de milliers de jeunes, qui montaient, selon les termes de Chalamov, “à l’assaut du ciel”.

Cela, Trotsky le comprenait, mais aussi Lénine. Après la prise du pouvoir, le Parti bolchevique ouvrit la porte à tous les révolutionnaires. S’y engouffrèrent des groupes entiers d’internationalistes-mencheviks, de socialistes-révolutionnaires du parti Borotba, de Bundistes, etc.

Les partis du Komintern s’étaient formés en grande partie sur la base de la social-démocratie de gauche. La liberté des fractions et des discussions sur les questions les plus brûlantes n’était pas mise en doute, même dans les années de la guerre civile. Les discussions enflammées avaient leur place dans tous les congrès du parti.

Aussi, lorsque Trotsky et ses amis élevèrent la voix contre l’autonomie de l’appareil du secrétariat, qui s’identifiait au vieux-bolchevisme, ils trouvèrent des milliers de partisans dans la jeunesse

(15) *Chalamovskij sbornik, op. cit.*, pp. 18, 20, 26.

(16) Les entretiens de Chalamov avec I. K. Gouz se sont déroulés en 1932 (NDA).

étudiante et ouvrière, y compris chez les sans-parti.

La sympathie de Chalamov pour l'Opposition de gauche reflétait donc en grande partie l'état d'esprit de la jeunesse soviétique des années 1920. La question est de savoir dans quelle mesure il partageait les principes politiques et pratiques du programme de l'opposition ou si son soutien se bornait à une sympathie fondée sur un sentiment naturel de protestation. Cette question est restée longtemps sans réponse.

En 2000, la revue littéraire russe *Znamia* a publié les matériaux de l'affaire Chalamov de 1929. On peut y lire une lettre écrite le 6 juillet 1929 par Varlam Chalamov, prisonnier de la 4^e division de la direction des camps spéciaux de Vichéra, et adressée à la direction de la police politique, au comité central du parti et au procureur de la police politique (17).

Ce document montre qu'il connaissait très bien les principaux points du programme de l'Opposition de gauche.

Au début de sa lettre, il affirme *"que le parti ne représente pas une caste fermée et que les intérêts du parti ne concernent pas seulement les gens qui en ont la carte"*, mais tous ceux qui sont intéressés par la résolution des questions vitales qui se posent à la classe ouvrière (et donc au parti).

Chalamov réfute totalement l'accusation selon laquelle l'opposition mènerait une activité contre le parti et l'Etat, il explique que c'est *"la direction qui a poussé l'opposition à se couper du parti"*, que *"les méthodes les plus criminelles"*, y compris le soutien aux grèves et la mise en place de typographies clandestines, étaient conditionnées par le régime dictatorial interne au parti, et que, en outre, elles étaient utiles au parti, puisque les prévisions sur la crise du blé, les faits de corruption et la dégénérescence criminelle de certains représentants de la bureaucratie du parti et des soviets régionaux révélés par les documents de l'opposition avaient été totalement confirmés (il s'agit des affaires de Smolensk, Sotchi, Artemovo et d'As-trakhan).

Les débats dans l'opposition

Il avait écrit cette lettre à un moment particulièrement dramatique de l'histoire de l'Opposition de gauche, dont une grande partie des militants avaient été exilés dans des régions lointaines de la partie asiatique de l'URSS. Sous la pression des dures conditions d'existence et de la répression policière, s'est constituée au sein de l'opposition une aile conciliatrice, dirigée par Evgueni Preobrajenski et Karl Radek, qui avançaient le mot d'ordre de *"Retour au parti à tout prix"*, puisque, disaient-ils, *"Staline a fait un tournant à gauche et met en œuvre, même partiellement, même en les dévoyant, une partie de nos mots d'ordre"*. Trotsky caractérisa ce prétendu *"cours gauche"* comme une manœuvre de tromperie, purement bureaucratique : *"La question n'est pas seulement ce qu'on fait, mais qui le fait. Avec une démocratie soviétique, c'est-à-dire l'autogestion des travailleurs, la lutte contre les koulaks n'aurait jamais pris ces formes si convulsives, si paniques et si féroces (...). La bureaucratie est effrayée par les conséquences de sa politique depuis six ans. D'où ce brusque tournant contre les koulaks et les nepmen"* (18). La lettre de Chalamov montre que, sur la question de l'évaluation du tournant "gauche" de Staline, il se plaçait du côté de Trotsky. Il explique que le combat contre la tendance droitière était mené à l'aveugle, sans citer les noms que citait courageusement l'opposition : *"(...) La direction tente de corriger ses erreurs. Mais de les corriger à l'aide des forces de l'appareil (...). Tout en s'efforçant de corriger ses erreurs d'une main (ce qui est impossible sans la participation la plus étroite des larges masses de la classe ouvrière), la direction du parti, de l'autre main, envoie les opposants au bain. C'est surtout cela qui fait douter de la volonté d'imposer un cours nouveau..."* Chalamov reprend

(17) *Znamia*, 2001, n° 6, pp. 135-136.

(18) L. D. Trotsky, *Staline*, tome II, Moscou, 1990, pp. 224 et 244.

mot pour mot le programme de Trotsky lorsqu'il avance l'idée que le seul moyen de redresser le cours de la direction réside dans une profonde réforme interne du parti, dont la première étape est le retour inconditionnel de tous les opposants d'exil ou de prison.

Le point de vue de Chalamov

Cette lettre nous intéresse aussi par le point de vue qu'exprime Chalamov sur la nature prolétarienne du parti et sur la dictature du prolétariat en URSS : *"Aucun léniniste ne peut parler d'un second parti prolétarien dans le pays à l'époque de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du combat le plus résolu contre le monde capitaliste déclinant. On ne peut pas admettre non plus les calomnies sur le fait que Parti bolchevique ne serait pas un parti prolétarien"* (19). Cette citation fait écho à une autre polémique qui avait cours dans les rangs de l'Opposition de gauche entre les partisans de Trotsky, qui reconnaissaient alors la nature prolétarienne du parti malgré sa direction thermidorienne droitiste, et les membres du groupe du "Centralisme démocratique", dirigé par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov. Les DCistes (comme les appelaient dans le parti leurs amis et leurs opposants) parlaient de dégénérescence petite-bourgeoise définitive du Parti bolchevique et de la nécessité de créer un nouveau parti prolétarien. Polémiquant avec leurs leaders, Trotsky expliquait qu'ils simplifiaient les choses en ignorant le véritable rapport des forces de classe en URSS. Sur ce point également, Chalamov était donc solidaire de Trotsky (en dépit de ses affirmations ultérieures, que nous avons rapportées au début de cet article).

Ainsi, cette lettre montre qu'il était au courant non seulement de la plate-forme élaborée par l'opposition en 1927, alors qu'elle était encore légale, mais de la polémique qui se menait par lettres en 1928-1929 entre les opposants des différentes colonies de déportation. Chalamov (qui n'était même pas au parti)

jouissait donc de la confiance de l'opposition et avait accès aux travaux théoriques que Trotsky avait écrits à la fin de 1928, et qui étaient en général diffusés clandestinement.

Malheureusement, on ne trouve pas dans les matériaux publiés de l'instruction d'éléments qui nous renseignent sur l'évolution ultérieure des positions de Chalamov. On sait que, après l'expulsion de Trotsky d'URSS en février 1929, l'aile conciliatrice de l'Opposition de gauche devint plus active. En mai 1929, trois dirigeants connus, E. Preobrajenski, K. Radek et I. Smilga, envoyèrent une déclaration au comité central affirmant qu'ils désapprouvaient Trotsky et quittaient l'opposition. Plus tard, ils furent suivis par M. Bogouslavski, I. Smirnov et beaucoup d'autres.

On peut se faire une idée de l'état d'esprit de Chalamov à cette époque d'après certains passages de son "antroman" *Vichéra*. *"J'avais grande envie de rencontrer (...) les dirigeants du mouvement, pensait-il dans sa prison de la Boutyrka, (...) et sur plusieurs points j'aurais aimé croiser le fer avec eux, discuter, élucider certaines choses qui n'étaient pas tout à fait claires pour moi dans tout ce mouvement trotskyste."* Les défections dans l'opposition et les déclarations de capitulation, largement reproduites dans la presse, avaient visiblement démoralisé Chalamov. *"Dès l'automne 1929, écrit-il, je savais que tous mes camarades d'université, ceux qui étaient en déportation ou dans les prisons politiques, étaient rentrés à Moscou (...). Je me suis pris à haïr ces hypocrites, comprenant que le droit de commander est donné à ceux qui savent faire eux-mêmes ce qu'ils obligent les autres à faire"* (20).

Cette rupture entre les actes et les paroles est peut-être à l'origine de l'hostilité qu'il manifeste dans sa *Brève biographie* pour les "guides". Et pourtant il parle des opposants comme de ceux qui ont été *"les premiers à tenter, au sacrifi-*

(19) *Znamia*, 2001, n° 6, pp. 135-136.

(20) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2*, op. cit., pp. 8-9 et 18.

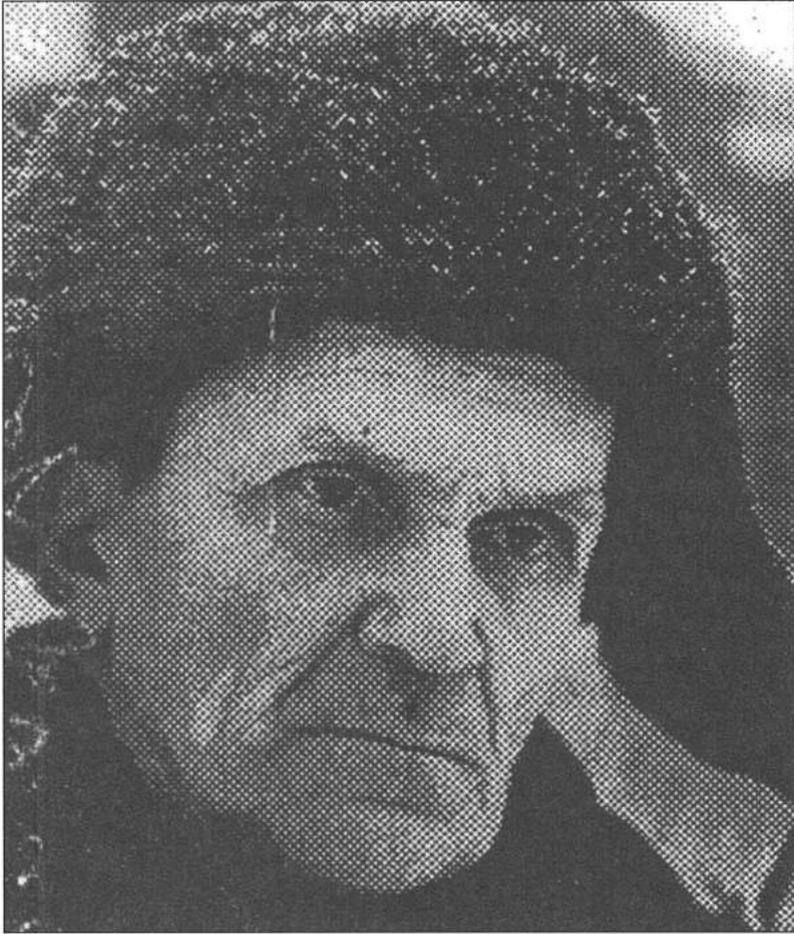
ce de leur vie, de retenir le déluge de sang qui est entré dans l'histoire sous le nom de culte de Staline..." (21).

A qui pensait Chalamov ? Peut-être au leader des Dcistes, Timothée Sapronov, qui ne reniera jamais ses idées, malgré toutes les répressions, et mourra avec le surnom de "*protopope Avvakoum de l'Opposition de gauche*", que lui avaient donné ses partisans dès 1928. Quoiqu'il en soit, il est incontestable que Chalamov, s'il a pris ses distances avec l'opposition, n'a jamais fait de compromis idéologique ou moral avec le stalinisme et n'a jamais renié les idéaux révolutionnaires de sa jeunesse.

L'histoire dramatique du combat de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne ne s'est pas achevée en 1929. La nouvelle vague révolutionnaire en Europe, liée aux événements d'Allemagne et de la péninsule ibérique, suscitera une nouvelle étape de la lutte des bolcheviks contre Staline, la constitution d'un bloc uni d'opposition, dont le sommet sera constitué par le groupe de M. Rioutine. Mais tout cela se passe déjà sans la participation de Chalamov.

Marc Goloviznine

(21) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy*, *op. cit.*, p. 13.



Varlam Chalamov (1907-1982).

**L'écrasement
de l'intelligentsia
turcophone
en Azerbaïdjan**

(première partie)

(Fiodor Achine et Vladimir Alpatov)

Djafar Baguirov (1896-1956) faisait partie de l'équipe du chef de la police politique soviétique, Lavrenti Beria, aux côtés des deux frères Koboulov, de Dekanozov, de Vlodimirski, de Goglidzé et quelques autres guépéoutistes.

Beria l'avait entre autres chargé de liquider la vieille équipe dirigeante du Parti communiste azéri et l'intelligentsia du pays.

Los de sa brève période de pouvoir, de mars à juin 1953,

Beria le propulse président du Conseil des ministres d'Azerbaïdjan et suppléant du présidium du comité central (nouveau nom du bureau politique).

Lors de la réunion du comité central des 2 et 3 juillet 1953, qui suit l'arrestation de Beria, Baguirov renie courageusement son protecteur, qu'il qualifie de "*provocateur international, aventuriste de grande envergure, caméléon, pire ennemi de notre parti, de notre peuple*"... mais qui était "*si malin et rusé que, dit Baguirov, moi qui l'ai connu pendant plus de trente ans n'ai pu percer à jour sa nature hostile avant qu'il ne soit démasqué par le présidium du comité central*" (1).

Ce reniement de son protecteur ne le sauvera pas. Il est arrêté en mai 1954 et fusillé en mai 1956 sur décision du collègue militaire de la Cour suprême de l'URSS.

(1) *Lavrenti Beria, 1953*, Moscou, 1999, pp. 142-143.

L'affaire Rukhulla Akhoundov

LA plus grande partie des documents nous est parvenue grâce aux employés du ministère de la Sécurité nationale d'Azerbaïdjan, auxquels nous exprimons notre reconnaissance. Ces documents témoignent de la campagne de répression menée et organisée par le dirigeant de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, M. D. Baguirov, contre l'intelligentsia turcophone de ce pays, d'abord en 1937, pour continuer les années suivantes. Cette vague de répression a emporté non seulement la vie des représentants les plus réputés des communautés culturelles et scientifiques azéries, mais la ville de Bakou des années 1920 et 1930 était considérée comme un véritable centre culturel des peuples turcophones, dans lequel ont travaillé les intellectuels les plus connus du Tatarstan, de l'Ouzbékistan, de la Crimée turcophone, de la Turquie, etc. : la quasi-totalité a péri pendant cette période, suite à l'affaire montée par Baguirov et sa clique avec l'accord de Moscou. La part des documents de Bakou qui traite de la réhabilitation n'est pas moins intéressante. A l'instar des autres coupables de répressions de masse, Baguirov et partiellement son entourage ont été jugés et condamnés pour leurs crimes dans les années 1950. Par conséquent, une documentation substantielle sur ce qui se passait à Bakou dans les années 1920, 1930

et 1940 avait été rassemblée lors de la réhabilitation de leurs victimes.

La jeunesse d'Akhoundov

Nous allons commencer par l'affaire de Rukhulla Ali oğlu (Alievitch, fils d'Ali) Akhoundov. Cet homme n'était pas un scientifique, mais une de ses fonctions lui conférait la responsabilité sur la recherche scientifique d'Azerbaïdjan. Il a d'abord été révolutionnaire, puis un des dirigeants du parti. Sa personnalité est digne d'intérêt pour deux raisons : premièrement, le rôle complexe d'Akhoundov dans le développement culturel et scientifique d'Azerbaïdjan dans les années 1920 et 1930 s'avère être globalement positif. Parmi tous les dirigeants azéris, il est probablement celui qui a contribué de manière la plus active à ce que Bakou devienne alors un centre de culture turcophone. Deuxièmement, il a partagé le destin tragique des scientifiques et écrivains qu'il soutenait. Dans son affaire fabriquée de toutes pièces, Baguirov le considérait comme son principal concurrent, lui ayant réservé une place centrale.

C'est cette affaire Rukhulla Akhoundov n° Pr 16229 en cinq volumes (dans le texte ci-dessous, nous citerons unique-

ment les numéros du volume et de la page) qui contient le plus d'informations sur le climat qui régnait en Azerbaïdjan dans les années 1920 et 1930 à la veille et lors des répressions de masse.

Akhoundov est né le 1 (13) janvier 1897 à Chouveliany, à côté de Bakou, et a vécu toute sa brève existence à Bakou (à part ses séjours à Moscou et à l'étranger — voir ci-dessous). Comme il le précise lui-même dans le protocole d'interrogatoire, son père provenait du milieu du clergé musulman, possédait une maison de deux pièces à Bakou et un jardin à Chouveliany (vol. 1, p. 29). Rukhulla avait fait ses études dans une madrasa ; la Grande Encyclopédie soviétique (3^e édition), qui lui consacre un article, dit également qu'il a terminé un lycée commercial et une école de commerce (vol. 2 : 529). Même s'il a étudié dans un lycée commercial, il n'a pas terminé ces études : à deux reprises, l'affaire évoque le fait que R. A. Akhoundov, à cette époque déjà secrétaire du comité central du Parti communiste d'Azerbaïdjan, en 1925-1926, passe les examens de baccalauréat en tant qu'externe (vol. 1, p. 29 ; vol. 4, p. 40). Dans tous les formulaires qu'il aura à remplir, son niveau d'études est celui du baccalauréat, ce qui ne l'empêchera pas de devenir responsable de la recherche azérie dans les années 1930. Durant l'époque soviétique, tout le monde, y compris son principal ennemi, Baguirov, pensait que son niveau d'instruction était relativement supérieur par rapport à la moyenne des responsables azéris (vol. 4, p. 347). Dès son enfance, Akhoundov maîtrise parfaitement la langue russe et connaît la culture russe, que, lors des années qui ont suivi, il préférait largement à culture traditionnelle musulmane.

En 1916, Akhoundov entre dans une imprimerie à Bakou, où il continue à travailler sous les moussavistes, qui restent au pouvoir en Azerbaïdjan de 1918 à 1920 (vol. 1, p. 29). Parallèlement il débute ses activités politiques. D'après le témoignage d'un ex-socialiste-révolutionnaire, K. Zeinally, les deux hommes se sont rapprochés déjà en 1916 au sein du groupe des socialistes-révolutionnaires (vol. 2, p. 330), bien qu'officielle-

ment Akhoundov ne devienne membre du parti socialiste-révolutionnaire de gauche "Anintchi" qu'après la révolution de février (vol. 1, p. 1). Sous les moussavistes, il milite clandestinement et, en 1919, quitte les S-R de gauche pour rejoindre les bolcheviks. En continuant de travailler à l'imprimerie, il édite un journal, *Le Communiste*, dont il assure lui-même la rédaction. Ses camarades dans le travail clandestin sont le futur trotskyste Sarkis et le futur "national-déviationniste" G. Djarbiev, qui l'accompagneront quand il quittera les S-R pour aller chez les bolcheviks. En mars 1920, Akhoundov part clandestinement à bord d'une embarcation de Bakou à Krasnovodsk, pour assister à Moscou, en tant que délégué, au IX^e Congrès du Parti communiste (bolchevique) de toutes les Russies (VKP (b)) (vol. 4, p. 1). Il revient à Bakou légalement, car en avril 1920 la ville passe aux Soviets.

Pendant la période qui suit, Akhoundov occupe des postes de haute responsabilité dans le parti et les structures étatiques. En 1920-1921, il dirige une section du comité central du Parti communiste d'Azerbaïdjan et devient rédacteur en chef du journal *Le Communiste*. Début 1921, il épouse Frida Naoumovna Chliomova (née en 1901), qui est aussi une militante communiste et qui assumera plus tard des fonctions responsables. Leur fils, Férid, naît en 1922 (il périra en 1941 près de Moscou).

Deux groupes rivaux

Peu de temps après leur victoire, les communistes azéris sont en proie à des désaccords et les querelles éclatent dans leurs rangs. Selon une vieille bolchevique, Olga Chatounovskaia, qui donne son témoignage lors de la réhabilitation d'Akhoundov, deux groupes se sont alors opposés. Le premier était constitué de communistes marqués par le nationalisme, dirigés par le président du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarcom), qui préside par la suite le comité exécutif central (TsIK) d'Azerbaïdjan, Narimane Narimanov, tandis que le deuxième regroupait les internationa-

listes luttant contre les traditions du passé ; Rukhulla Akhoundov rejoint ce dernier (vol. 4, p. 2). Une lutte semblable avait eu lieu dans d'autres républiques musulmanes (par exemple, les "sultan-galievistes" et les "said-galievistes" au Tatarstan, etc.).

Ces événements portaient l'empreinte de la lutte à l'intérieur du parti à Moscou. La section azérie, aussi bien que les autres, s'est vu entraînée dans la discussion sur les syndicats qui se déroule à la veille du X^e Congrès du Parti communiste russe. L'affaire décrit en détail les circonstances de cette discussion à Bakou. Une dénonciation basée sur le fait qu'en 1921, Akhoundov avait voté pour la plate-forme de Trotsky et, par conséquent, insinuant qu'il est trotskyste, a servi de prétexte officiel pour l'arrêter quinze ans plus tard.

C'est du moins ce motif qui figure dans l'ordre d'arrestation ouvrant le dossier (vol. 1, p. 1). Comme on en déduit des témoignages que fournit Rukhulla Alievitch lui-même pendant l'instruction et de ceux de ses contemporains lors de sa réhabilitation, il vote en effet pour la plate-forme de Trotsky à la première étape de la discussion à Bakou (il le réaffirmait d'ailleurs quand il refusait encore de se reconnaître coupable).

Plus tard, à Moscou, il change de point de vue, ce qui lui permet de voter pour la plate-forme de Lénine au congrès (vol. 1, p. 30 ; vol. 4, p. 2). Un certificat fourni par l'Institut de marxisme-léninisme au moment de sa réhabilitation confirme cette dernière information (vol. 5, p. 7).

Après le congrès, Akhoundov reste pendant quelque temps à Moscou et enseigne à l'Université communiste des travailleurs d'Orient (KUTV) (vol. 4, p. 27). A cette époque, E. D. Polivanov travaillait également au sein de cet établissement (nous n'avons pas d'informations concernant leurs rapports). D'après O. G. Chatounovskaïa, Akhoundov était obligé de rester à Moscou à cause de ses désaccords avec N. Narimanov. Elle attire l'attention aussi sur le fait qu'à ce moment, il noue des relations assez étroites avec Joseph Staline, qui l'a appuyé au

moins jusqu'à la fin des années 1920 (vol. 4, p. 2).

En 1922, Akhoundov se retrouve envoyé à Bakou : de toute évidence, Moscou décide de soutenir la fraction à laquelle il appartenait. Au début, il devient secrétaire du comité du parti de Bakou ; ensuite, en 1924, à l'apogée de sa carrière, il est nommé deuxième secrétaire du comité central du PC d'Azerbaïdjan. A cette époque, l'Azerbaïdjan fait encore partie de la République soviétique socialiste fédérative transcaucasienne (ZSF-SR), dirigée de Tbilissi, la direction de la section azérie étant assurée successivement par les non-azéris : S. M. Kirov, L. I. Mirzoyan, N. F. Guikalo, V. I. Polonski. La fonction occupée par Akhoundov était la plus haute dans la hiérarchie du parti qui puisse être réservée à un Azéri. C'est probablement dû au fait que, dans cette région, le parti trouvait des appuis principalement dans la zone pétrolière, où les Azéris jouissaient alors d'une faible présence, comme partout dans l'industrie.

La veuve d'Akhoundov note en même temps que, suite au départ de Kirov à Leningrad en 1926, son mari s'est vu proposer le poste de premier secrétaire, qu'il a refusé (vol. 4, p. 31). Pendant les années où Akhoundov était deuxième secrétaire, il supervisait deux domaines : l'idéologie et les problèmes nationaux azéris.

Un internationaliste convaincu

Rukhulla Alievitch était sans doute un communiste internationaliste convaincu, partisan d'une culture russe et mondiale. Il serait intéressant de noter à cet égard son séjour prolongé à l'étranger, qu'il effectue avec sa femme en 1924 et qui durera plus de six mois. Il passe quelques mois en Italie pour soigner une infection oculaire, pour être ensuite envoyé aux Etats-Unis, où il n'est pourtant pas admis après avoir attendu longtemps au centre de filtrage des émigrés à Ellis Island (à cause de cette même maladie infectieuse ou, peut-être,

pour des raisons politiques). Pendant l'instruction, on interroge Akhoundov de manière détaillée sur ce voyage et sur ses "contacts contre-révolutionnaires" à l'époque (vol. 1, pp. 121-134). Il ne fournit d'ailleurs aucune information substantielle sur ces "contacts".

Olga Chatounovskaia insistait sur un autre point important : le fait qu'Akhoundov a "épousé une Juive œuvrait à l'encontre de son éventuel nationalisme" et que l'ensemble de son entourage du début des années 1920 n'est pas azéri (vol. 4, p. 7). F. N. Chliomova faisait une remarque semblable : "En choisissant comme épouse une permanente du parti juive, c'est-à-dire en réalité de culture russe et ayant des habitudes d'une Russe, Akhoundov déterminait déjà son style de vie, qui allait à l'encontre de toute spécificité orientale" (vol. 4, p. 30).

Officiellement, on l'appelait Rukhulla Alievitch, mais il préférait "Rudolf Alexeevitch", ce changement signifiant son rapprochement amical avec les russo-phones (vol. 1, p. 63).

L'internationalisme d'Akhoundov est manifeste, notamment dans son attitude vis-à-vis de l'alphabet azéri. L'Azerbaïdjan devient la première république musulmane de l'URSS qui abandonne l'alphabet arabe et adopte l'alphabet latin. Les idées des communistes internationalistes et ceux de la fraction pro-turque de l'intelligentsia nationale concordent à cet égard dans les années 1920 : la Turquie est aussi en train de "latiniser" son alphabet. Akhoundov devient l'un des plus farouches adversaires de l'alphabet arabe et partisan le plus actif de l'alphabet latin (vol. 4, p. 30).

Son séjour avorté aux Etats-Unis a comme objectif (officiel, pour le moins) d'acheter des caractères d'imprimerie latins. En même temps, Akhoundov faisait preuve d'une curiosité proprement linguistique : en 1927, quand il travaille au comité central, il rédige et publie un dictionnaire russo-azéri (vol. 4, p. 26).

Jusqu'à son arrestation, il participe (par intervalles) aux travaux de traduction en langue azérie des œuvres classiques du marxisme-léninisme qu'il supervise.

"Utiliser le savoir-faire de l'ancienne intelligentsia azérie"

Parallèlement, Akhoundov estimait nécessaire d'utiliser le savoir-faire de l'ancienne intelligentsia azérie qui continuait à travailler, et même d'inviter à Bakou des scientifiques, représentants d'autres peuples turcophones. Lors de l'instruction, quand il a fallu prouver le "nationalisme bourgeois" et le "panturquisme" de l'ex-secrétaire du comité central du PC d'Azerbaïdjan, les "faits" ne manquaient pas. Dans son dossier aussi bien que dans celui de Tchoban-Zadé, on décrit de manière très précise comment Akhoundov a soutenu ce savant hors du commun pendant plus de dix ans. En 1923, sort le livre du mous-savatiste Fridunbek Kotcharlinski, *Documents sur l'histoire de la littérature d'Azerbaïdjan*, bien que son auteur ait déjà été fusillé. La publication est autorisée par Akhoundov (vol. 1, p. 103). Il autorise également de publier un livre d'un savant turc travaillant à Bakou, Ismail Khikmet (vol. 1, p. 102), et donne son accord pour la publication des poèmes d'Akhmed Djavad, accusé de "contre-révolution" (vol. 2, p. 330).

Il ne faut pas seulement imaginer Akhoundov comme un amateur et protecteur des sciences et des arts. C'était un homme marqué par son époque, dur, conscient de son droit de représenter le peuple. Voici un exemple tiré du témoignage d'un prévenu, mais dont la validité ne peut pas être mise en doute. K. Zeinally, qui avait noué des liens d'amitié avec Akhoundov avant la révolution, se plaignait du fait que ce dernier lui imposait son avis sur le choix d'un métier. Quand le pouvoir soviétique s'installe en Azerbaïdjan, K. Zeinally décide de réaliser son rêve de devenir médecin. Après avoir passé plusieurs années à étudier la médecine à l'Université, il est convoqué en 1925 par Akhoundov, qui lui ordonne d'aller à Moscou faire des études à l'Institut des professeurs rouges, en disant notamment : "Tu as le choix : ou la carte du parti, ou la médecine. Nous

n'avons pas besoin des médecins membres du parti, nous avons besoin de toi dans la littérature."

Zeinally n'a pas obéi et a achevé ses études, mais Akhoundov l'a tout de même empêché de pratiquer la médecine (vol. 2, p. 339).

Après 1925, il garde la carte du parti, pourtant, en 1930, quand le livre d'Ismaïl Khikmet (dont la publication est autorisée par Akhoundov) est déclaré "*nocif*", c'est Zeinally qui devient le bouc émissaire, car il l'a édité. Zeinally est finalement exclu du parti (entretemps, l'auteur du livre a fort opportunément pu regagner la Turquie).

Les diverses luttes dans la direction de la section azérie continuent tout au long des années 1920. D'abord, contre le trotskysme. Après 1921, Akhoundov, qui ne fait parti d'aucune opposition, s'applique à "se départager" de Sarkis et d'autres camarades de la lutte clandestine. Plus tard, lors des premiers interrogatoires qui suivent son arrestation, il affirme : "*J'ai toujours estimé et j'estime maintenant que le devoir et les obligations d'un membre du Parti communiste doivent prévaloir sur tout lien personnel ou amical. Sarkis a été mon ami, mais il a cessé de l'être quand il s'est mis sur une position d'un ennemi du parti.*" Quand, en 1928, Akhoundov a été temporairement démis de ses fonctions de secrétaire du comité central (voir ci-dessous), Sarkis, déjà exclu du parti, est venu à son domicile et lui a proposé de rejoindre les rangs de l'opposition. Pendant l'interrogatoire, Akhoundov déclarera qu'il a décliné cette proposition, mais "*commis une très grave erreur politique, car je ne lui ai ni demandé de quitter immédiatement mon appartement ni pris la plate-forme trotskyste contre-révolutionnaire et clandestine*" (vol. 1, p. 34).

La lutte qui s'engage contre le trotskysme au cours des années 1920 ne cause pas encore de sérieux ennuis à Akhoundov. Ils apparaissent suite aux désaccords vis-à-vis de la question nationale. Là aussi lui posent problème ses relations avec un vieil ami. Il s'agit d'un camarade de lutte clandestine, Gabib

Djabiev, qui a combattu le "narimanovisme" à ses côtés (vol. 1, p. 44). En 1924-1925, on déclare que Djabiev est un "moussavatiste caché", débute des accusations, et quand Djabiev essaie de s'appuyer sur son autorité, Akhoundov ne soutient pas son vieil ami. F. N. Chliomova se rappelle de ses mots : "*Gabib a toujours été un têtue et un extravagant, maintenant il devient aussi un vrai salaud*" (vol. 4, p. 29).

De cette période, il nous subsiste une "preuve matérielle", la lettre de Djabiev à Akhoundov (vol. 5, pp. 64-66), dans laquelle son auteur explique ses désaccords avec Serge Kirov et d'autres, où il demande à Akhoundov de l'aider et l'appelle son "*frère spirituel*". Rukhulla Alievitch a gardé cette lettre chez lui pendant de nombreuses années. Elle a été confisquée lors de son arrestation et est devenue un document clé de l'instruction, qui permettait de démasquer le fait que l'ex-secrétaire du comité central du PC azéri maintenait des "*contacts contre-révolutionnaires*".

En 1924-1925, la campagne de lutte contre le nationalisme n'a pas encore entraîné le renvoi d'un certain nombre de responsables. Jusqu'à la fin des années 1920, même Djabiev occupe des postes importants, y compris celui du chef de la section administrative dans le comité central du PC azéri. Il sera par la suite démis de ses fonctions et envoyé travailler hors Azerbaïdjan. Mais la lutte des fractions à l'intérieur du parti se poursuivait.

Deux fractions

Comme le disait en 1955 le troisième secrétaire du comité central du PC azéri, Iousouf Ibad-ogli Kassimov, dans la deuxième moitié des années 1920, il existe deux fractions à la direction du PC azéri. R. A. Akhoundov, G. Djabiev, U. Rakhmanov, M. Narimanov (portant le même nom que le déjà défunt N. Narimanov) et G. S. Faradj-Zadé faisaient partie de la première, alors que G. M. Moussabekov, S. M. Efendiev, M. G. Karaev et I. I. Kassimov de la deuxième.

En 1936-1937, ils seront tous arrêtés et fusillés, à l'exception de Kassimov ; qui subira 20 ans de réclusion et sera finalement réhabilité de son vivant. Selon ce dernier, les groupes n'avaient pas de désaccords politiques (vol. 4, p. 270), il s'agissait uniquement de lutte pour le pouvoir.

La situation d'Akhoundov reste sûre sous Kirov, mais quand celui-ci est envoyé à Leningrad en 1926, L. I. Mirzoyan est nommé à sa place, et la deuxième fraction prend le dessus.

Les rapports entre l'ancien deuxième et le nouveau premier secrétaire du parti sont complexes. On commence par critiquer Akhoundov pour son intervention en mars 1928 lors d'une réunion syndicale du milieu théâtral, dans laquelle il a osé réprimander en la présence des "sans-parti" les membres du parti dirigeants du syndicat des travailleurs artistiques (vol. 3, p. 13).

Peu de temps après, le 18 avril 1928, un événement a lieu, qui minera la réputation d'Akhoundov et sera utilisé à tort et à travers par ses adversaires.

“Bureaucrate-pompadour”

Dans un train, il se querelle avec un certain Khokhlov, membre du parti depuis 1917. Le journaliste Mikhail Koltsov décrit la suite dans la *Pravda* : “*Le membre du comité exécutif central des Soviets, le camarade Rukhulla Ali ogli Akhoundov, a frappé un passager dans le wagon-restaurant du train allant de Moscou à Kharkov, car ce passager avait refusé de fermer le rideau de la fenêtre. Au commencement de l'enquête, le camarade Akhoundov a sorti sa carte du comité exécutif central des Soviets*” (la *Pravda*, 15 mai 1928).

Le fait qu'un article soit publié dans la *Pravda* signifiait une large médiatisation de l'événement. Maïakovski réagit en publiant un poème intitulé “(Bureaucrate)-pompadour” (1), avec une phrase de l'article en exergue. Il écrivait (Maïakovski, éd. 1987 : pp. 529-531) :

« Un “pompadour” soviétique connu
part en cure....

La victoire des masses qui lui ont permis

De se vêtir d'une cuirasse de mandats immuables,

Il l'a immédiatement attribuée à sa propre intelligence

Et l'a considérée comme une prime pour ses talents...

S'étale en se fichant de l'entourage,

Pourquoi, dit-il, je m'expliquerais inutilement !

Il pose majestueusement son mandat sur le procès-verbal :

“Lisez et disposez en me saluant !” »

Ne connaissant pas Akhoundov, le poète ne pouvait savoir à quoi il ressemblait : conformément à l'image type d'un bureaucrate-“pompadour”, il décrit son “*crâne chauve*”, bien que ce ne fût pas le cas d'Akhoundov, si l'on en juge d'après les photos. Il s'agissait effectivement d'un sérieux phénomène de société, et puisqu'il fallait tirer la sonnette d'alarme, Maïakovski s'en est pris par hasard à celui qui, probablement, était moins “pompadour” que certains. Plus tard, pendant de nombreuses années, ce poème seul constituait la preuve que Rukhulla Akhoundov ait vraiment existé : son nom était interdit, aussi bien que le nom de celui qui avait écrit le fameux article, mais on continuait à publier le poème accompagné de l'exergue dans les recueils de Maïakovski.

Pour l'incident dans le train, Akhoundov est démis de ses fonctions de deuxième secrétaire du comité central du PC azéri et son affaire est discutée le 14 décembre 1928 à la commission centrale de contrôle. Un extrait du compte rendu de la réunion se trouve dans son dossier (vol. 3, pp. 14-16). Akhoundov tentait de démontrer qu'il n'y était pour rien, en

(1) NTD : “Pompadour”, signifie “bureaucrate-fonctionnaire”, fier et vaniteux, propulsé à sa fonction par favoritisme. Terme repris lors de l'époque soviétique d'une nouvelle de Saltykov-Stchedrine, écrivain du XIX^e siècle et farouche critique de la société d'alors.

demandant même à engager la responsabilité de Koltsov. Akhoundov obtient finalement une réprimande sévère avec mention sur sa carte d'enregistrement du parti. Nous n'avons pas l'intention de porter un jugement quelconque sur ce qui s'est réellement passé dans le train, mais Mirzoyan et ses autres adversaires se sont certainement efforcés d'utiliser cet épisode. Il est clair aussi, d'après le dossier d'instruction, qu'Akhoundov en eut le cœur lourd jusqu'à la fin de ses jours. Sous la torture, il "reconnaît" avoir commis des crimes les plus incroyables, mais jamais il ne se dira coupable d'avoir frappé Khokhlov. D'ailleurs, même si cet épisode est répertorié dans le dossier, il ne paraît pas très important pour les investigateurs.

Akhoundov part pour une durée d'un an à Moscou, où il est admis à l'Institut des professeurs rouges. Dans la part "réhabilitation" du dossier, on trouve un document certifiant qu'il a effectivement étudié pendant un an au sein de cet établissement et passé en deuxième année (vol. 5, pp. 29-30), malgré une mauvaise appréciation du professeur de philosophie D. P. Maretski (de l'entourage de Nicolas Boukharine). Mais il ne peut pas continuer ses études, car se retrouve à nouveau convoqué à Bakou.

A ce moment, L. I. Mirzoyan n'est déjà plus là, et sa place est occupée par N. F. Guikalo, qui décide de faire revenir un camarade expérimenté. Le dossier contient un document selon lequel la commission centrale de contrôle, malgré le fait que la réprimande d'Akhoundov est encore en vigueur, ne s'oppose pas à ce qu'il soit réintégré au bureau du comité central du PC azéri et nommé rédacteur en chef du journal *L'Ouvrier de Bakou* (vol. 3, p. 17). Ce document est daté des 2-3 août 1929, dates auxquelles Akhoundov revient probablement à Bakou. Peu de temps après, il redevient deuxième secrétaire du comité central, mais pas pour longtemps. Suite à un nouveau remaniement des cadres en 1930, il est nommé troisième secrétaire du comité du Parti communiste du district transcaucasien à Tbilissi (rappelons-nous que la section azérie était aussi subordonnée à ce comité de district). Mais

cette nomination marque le commencement de la fin de sa carrière. Vissarion Lominadzé occupait la fonction de premier secrétaire du comité et, cette année même, s'engage la lutte contre le "*groupe antiparti de Syrtsov-Lominadzé*", l'ensemble de son entourage devenant objet de répression.

Le dossier comporte un autre extrait de compte rendu de la réunion du bureau de la commission centrale de contrôle daté du 15 novembre 1930 sur la "*lutte de fractions au sein de la section transcaucasienne*" (vol. 3, pp. 21-23) : Lominadzé est exclu du parti, Akhoundov reçoit de nouveau une sévère réprimande. De toute évidence, il a encore la faveur de Staline. Pour la troisième fois, il sera obligé de refaire un séjour temporaire à Moscou, qui durera plus de deux ans. Officiellement, Akhoundov n'occupait alors aucune fonction, mais on considérerait qu'il accomplissait un travail de traduction des classiques de marxisme-léninisme en langue azérie (vol. 4, p. 34).

L'ascension de Mir Djafar Baguirov

En 1933, Akhoundov est à nouveau mandaté à Bakou, pour la dernière fois, comme il s'avérera plus tard. A cette époque, suite à plusieurs changements de responsables de section, pour la première fois, on met à sa tête un représentant de l'ethnie locale. Il s'agit de Mir Djafar Baguirov, dont nous allons amplement parler dans ce chapitre. Il reste à la tête du pays pendant deux décennies, de 1933 à 1953. Le dossier contient autant d'informations sur Rukhulla Alievitch que sur cet homme, qui a finalement réussi à éliminer Akhoundov et un grand nombre d'autres.

Baguirov a le même âge qu'Akhoundov et apparaît parmi les dirigeants azéris début des années 1920. Son domaine n'est pas l'idéologie, mais la sécurité. Les témoignages faisant partie de son affaire de 1954-1955, et aussi inclus dans le dossier Rukhulla Akhoundov, montrent que Baguirov, fils d'un "*ecclésiastique très important dans le district de*

Kuba”, a été pendant un certain temps du côté des moussavatistes et, durant cette période, travaillait comme assistant du chef de district à Kuba (vol. 4, p. 126). Très vite, après la victoire de l’Armée rouge, il préside la Tcheka d’Azerbaïdjan, puis, jusqu’en 1930, il dirige le Guépéou. Lavrenti Beria sera l’un de ses subordonnés, et les deux hommes garderont des contacts étroits durant trois décennies. Leur chute interviendra presque simultanément.

Selon le témoignage d’I. I. Kassimov, dans les années 1920, “*Baguirov n’avait ni poids politique ni autorité. Il présidait la Tcheka d’Azerbaïdjan*”. Souvent, les responsables du parti considéraient alors ce poste comme purement administratif : les organes punitifs ne se sont pas encore dotés du pouvoir qu’ils auront dans les années 1930. Mais, même là, on savait que Baguirov collectait des documents compromettants sur l’ensemble des responsables azéris (vol. 4, p. 271). Dans la lutte des groupes décrite ci-dessus, il appartenait probablement à la même fraction qu’Akhoundov ; Kassimov notait qu’à un moment, les deux dirigeants partageaient la même animosité vis-à-vis de Mirzoyan (vol. 4, p. 270). Pendant la réhabilitation, tous les témoins s’accordent pour noter que les rapports entre Akhoundov et Baguirov semblaient être bons jusqu’en 1936, mais, du côté de Baguirov, on sentait toujours de la jalousie cachée et de l’animosité à l’égard d’Akhoundov, qui jouissait d’une grande autorité et possédait un niveau d’instruction élevé.

Cela ne se voyait pas tant que leurs fonctions les tenaient à l’écart l’un de l’autre, mais dans les années 1930 la jalousie de Baguirov devient peut-être la cause numéro un de la disparition de Rukhulla Alievitch. F. N. Chliomova notait que Baguirov “*enviait constamment l’autorité*” de son mari et citait un épisode qui se rapportait, probablement, déjà aux années 1930 : “*Staline a demandé une fois que l’on écrive un livre contre l’islam et le Moussavat, en disant que ce livre devrait être rédigé par des Azéris cultivés, tels que R. Akhoundov, G. Moussabekov, etc. Il n’a pas dit un mot sur Baguirov, ce qui, bien sûr, ne pouvait*

que blesser l’amour-propre de Baguirov” (vol. 4, p. 19).

Dans ses témoignages, F. N. Chliomova évalue également les préférences culturelles de Baguirov, ce qui nous paraît particulièrement intéressant. Elle l’oppose de manière radicale à son mari, très éloigné de la “*spécificité orientale*”. Une fois, Baguirov passe la nuit chez eux à Moscou et parle de sa famille à lui. En se rappelant de cela, elle dit l’avoir écouté “*comme si c’était (des récits) d’une époque révolue*” (vol. 4, p. 30). Sortant du milieu clérical musulman (ce que prouve son prénom, qui commence par le préfixe “Mir”), Baguirov est traditionaliste dans ses habitudes et ses goûts. Nombre de témoignages auditionnés en 1954-1955 montrent qu’en tant que “*bureaucrate-pompadour*”, il surpassait largement Akhoundov, dénoncé par Maïakovski. C’était en outre un « “*bureaucrate-pompadour*” marqué par la *spécificité orientale* ».

En ce qui concerne les mœurs de la Tcheka et du Guépéou azéris, nous allons juste citer les témoignages d’A. M. Taguiev, surveillant de la prison intérieure des Tcheka-Guépéou-NKVD-NKGB-MGB-MVD-KGB d’Azerbaïdjan de 1921 jusqu’au jour de son interrogatoire, le 17 mai 1954. Voici ce qu’il raconte : on avait l’habitude de passer à tabac les prévenus (vol. 4, p. 329) ; “*Les prisonniers subissaient le tapage de tous les chefs et des instructeurs qui les amenaient aux interrogatoires*” (vol. 4, p. 330) ; sous Baguirov et Beria, “*il y avait de telles quantités d’eau dans les cellules que les prisonniers devaient pratiquement y nager*”, d’ailleurs l’un d’eux s’y est noyé (vol. 4, p. 330) ; en 1921-1922, Taguiev “*lui-même attachait des boulets en pierre aux pieds des prisonniers que l’on allait jeter dans la mer*”, ce qui a dû être finalement interdit, car des intoxications alimentaires dues à la consommation du poisson se sont généralisées à Bakou (vol. 4, p. 334).

La période de soucis que traversaient Baguirov et Akhoundov les a rapprochés. En 1930, tous deux sont démis de leurs fonctions responsables et sont obligés de partir temporairement à Moscou,

où ils resteront en contact. Puis, en 1932, Mir Djafar Baguirov est nommé président du Conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan et, l'année suivante, premier secrétaire du comité central du PC d'Azerbaïdjan. Il est certainement assisté par Beria, qui s'était retrouvé à la tête de la section transcaucasienne peu de temps avant. Dans les années 1920, Beria travaillait sous la direction de Baguirov ; maintenant, il devenait son chef.

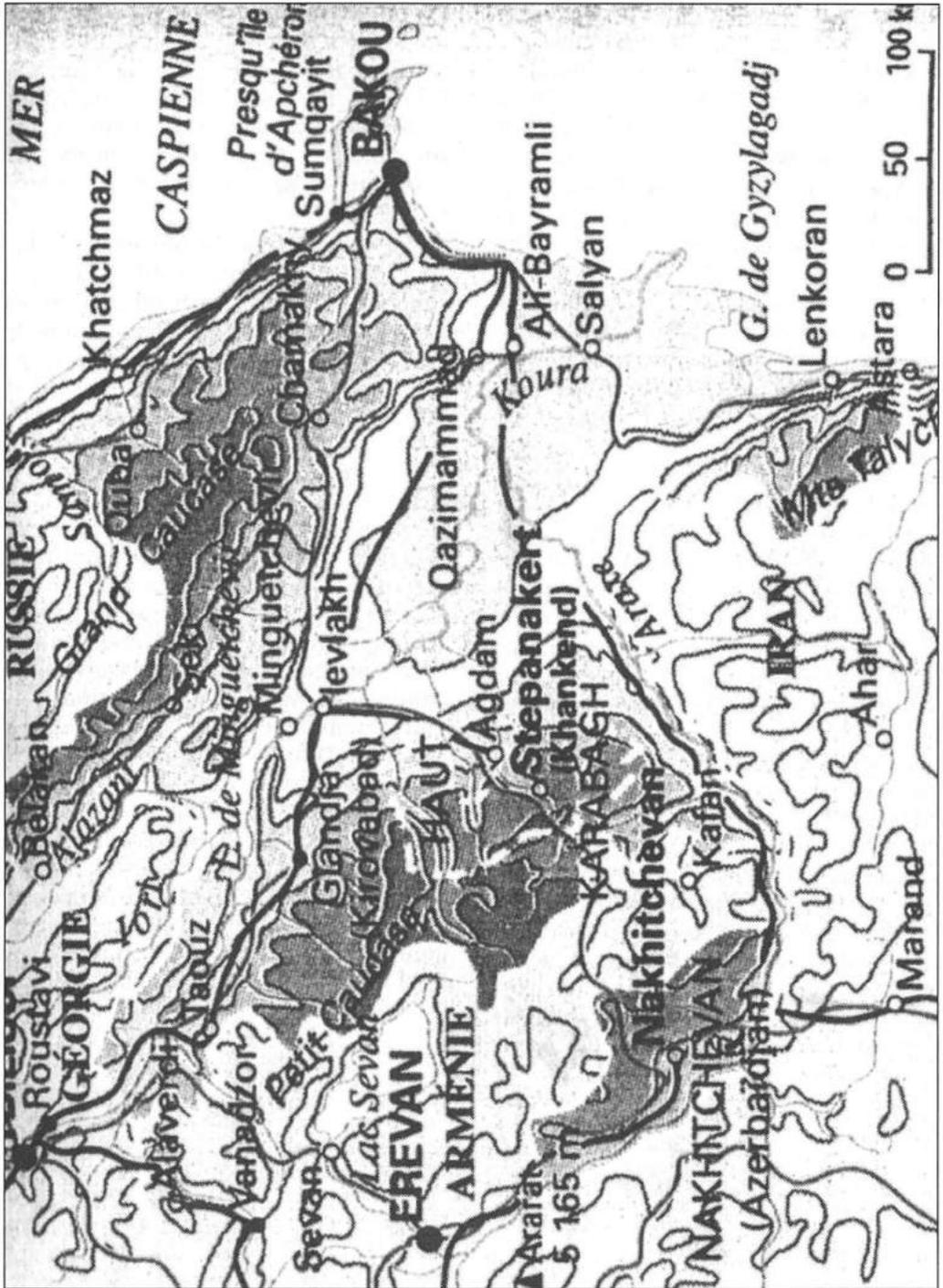
Voulant renforcer ses positions à Bakou, Baguirov décide de se servir de l'autorité d'Akhoundov dans cette ville et le rappelle de Moscou (en 1933). D'après les souvenirs de F. N. Chliomova, *"Akhoundov ne voulait pas travailler sur le terrain et encore moins avec Baguirov. Il l'estimait bon organisateur, esprit pratique, mais trop ambitieux et satrape, et ne pouvait pas assumer la responsabilité politique directe de ses actes"* (vol. 4, p. 37). A son avis, il se réjouissait du fait que, sous Baguirov, il pouvait consacrer plus de temps à la gestion de la recherche et de la culture qu'à la direction de la République.

Officiellement, Akhoundov se retrouve de nouveau parmi les hauts responsables azéris. Il est réintégré au bureau du comité central, intervient lors des réunions plénières et conférences du parti, voyage à Moscou pour participer aux congrès des Soviets et au XVII^e Congrès du parti (1934). Lors de ce congrès, le dernier de son vivant, il reçoit une accolade publique de Staline (vol. 4, p. 39). En 1935, Akhoundov est décoré de l'Ordre de Lénine, une distinction encore très rare à cette époque. Baguirov semble lui exprimer les signes de sa faveur. Mais néanmoins, une animosité ca-

chée subsiste. F. N. Chliomova se rappelle comment, en 1933, peu de temps après leur retour à Bakou, le président du Conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan d'alors, Ousseïn Rakhmanov, portera en la présence de Baguirov un toast à Rukhulla Alievitch (*"Au meilleur bolchevik d'Azerbaïdjan !"*). Elle écrit plus loin : *"Tout le monde félicitait Rukhulla, mais le regard de Baguirov m'a fait peur. J'ai pensé ensuite que je me suis trompée à cause des lunettes"* (vol. 4, p. 36).

Le premier conflit ouvert entre les deux dirigeants éclate en 1934, au XIV^e Congrès du PC d'Azerbaïdjan. D'après les souvenirs de F. N. Chliomova, lors de ce congrès, *"dans plusieurs interventions, on a souvent utilisé l'expression "sous la direction du camarade Beria", tandis que R. Akhoundov, s'opposant à une glorification pareille de Beria, n'a pas prononcé cette formule devenue déjà standard. Cela a été noté, surtout par Baguirov"* (vol. 4, p. 18). Ce qui rend mécontent le premier secrétaire, c'est aussi les applaudissements prolongés qui accompagnent la fin de l'intervention d'Akhoundov. La vague de critiques commence. Après son arrestation, Baguirov témoigne qu'à son intervention lors de ce congrès, Akhoundov avait une *"position erronée vis-à-vis de la question nationale"* (vol. 4, p. 356). D'après F. N. Chliomova, en 1934, Beria lui-même, présent au congrès, a réussi à apaiser temporairement le conflit. Il a déclaré qu'il ne voyait aucun mal dans le discours d'Akhoundov, et ce dernier est resté au sein du bureau du comité central (vol. 4, p. 18).

(A suivre)



**Le PCF
devant la fin
du vieux parti russe**

(Raphaël Spina)

Le culte de Staline, instauré de façon systématique à partir de 1929 en URSS, a été l'un des éléments de subordination des différents Partis communistes du monde au Kremlin. La période des procès de Moscou (août 1936-janvier 1937 et mars 1938, ainsi que le procès à huis clos des chefs militaires du 11 juin 1937), qui a liquidé en les salissant la grande majorité des anciens dirigeants du Parti bolchevique, a été une période test de ce point de vue pour les Partis communistes français et italien. Ce dernier, qui avait, en août 1936, lancé un appel aux fascistes (italiens) de la jeune garde et de la vieille garde pour appliquer ensemble le programme fasciste de 1919, approuva, par exemple, le procès des chefs militaires dans les termes suivants : *“Les communistes italiens (...) s'unissent à tout le peuple d'URSS pour applaudir la justice populaire soviétique, qui a frappé inexorablement les criminels qui, liés à Hitler et à Trotsky, ont poussé leur rebutant cynisme jusqu'à vouloir provoquer les horreurs d'une conflagration mondiale et la défaite de l'Union soviétique.”*

Ils voient dans la décision prise *“un stimulant à renforcer dans leurs propres rangs la vigilance révolutionnaire contre toutes les infiltrations fascistes et trotskystes (...) pour combattre avec une efficacité toujours plus grande, sur tous les terrains, le fascisme assassin et son avant-garde trotskyste et bordiguiste.”*

La dernière phrase est claire : tout militant exprimant des doutes ou une critique sera classé fasciste et trotskyste. La machine à épurer peut fonctionner à plein régime dans les deux Partis communistes.



Jacques Duclos et Maurice Thorez. A l'extrême droite, assis, Marcel Cachin.

La fille aînée du Kremlin

UN peu oublié dans la chaleur des grandes grèves de juin 1936, dans la joie de la victoire et des premiers congés payés comme dans l'urgence de l'aide à la république espagnole, confrontée depuis le 17 juillet à la rébellion franquiste appuyée par l'Allemagne et l'Italie, aide dont il se tient initialement assez distant, Staline revient au devant des préoccupations avec le procès des Seize (19-23 août 1936), et surtout à partir du second procès de janvier 1937.

Un PCF pris de court à la rescousse de Staline

Des injonctions comme celle du Comintern citée ont été d'autant bienvenues que le parti a été pris de court par le début des purges. Comme l'a étudié Stéphane Courtois, *L'Humanité* se contente, sur le procès des Seize, de comptes rendus objectifs, neutres, et d'une approbation timide et tardive (1). Le PCF se garde de s'exprimer avant la conclusion du jugement. Ses chefs redoutent les critiques de leurs alliés de gauche, inquiets de ce qui paraît un retour au communisme de guerre, et craignent de voir le processus d'implanta-

tion dans la classe ouvrière et les couches moyennes compromis par la mise à mort des anciens compagnons de Lénine. La base ne se défait pas de toutes ses habitudes : bien des résolutions d'approbation du procès ne pensent pas à mentionner Staline et ne se réfèrent qu'au parti soviétique. Surtout, il est des militants qui, sans nier la culpabilité même partielle des accusés, réduisent en leur for intérieur les procès à l'ultime épisode d'une vieille lutte entre rivaux (2). Renaud Jean, l'éternel trouble, confie en privé que le procès des Seize n'est qu'une "vengeance de Staline" : Cachin, peut-être pour détourner l'attention de ses propres doutes, s'empresse de le rapporter à Fried, qui en informe le Comintern (3). "Vengeance" renvoie certes à des défauts personnels, imputables aux limites humaines, à la configuration éternelle dans laquelle le vainqueur d'une lutte de clans liquide ses rivaux défaits ; le terme ne préjuge pas des mérites de Staline ni de ceux des

(1) Courtois Stéphane, "Le PCF et les procès de Moscou", in Dioujeva Natacha et George François, *Staline à Paris*, éd. Ramsay, 1982, pp. 126 à 142.

(2) Voir ainsi le témoignage de Pierre Hervé in Dioujeva Natacha et George François, *op. cit.*, p. 144.

(3) Belloin Gérard, *Renaud Jean, le tribun des paysans*, Les Editions de l'Atelier, 1993, p. 249 à 251.

accusés. Il n'aide pas à saisir que tout un parti, bientôt toute une société sont broyés par les arrestations et la terreur. Un autre souci du PCF est la position tiède de certains membres ou compagnons de route, qui, à l'instar de Jean Guéhenno, sans désavouer Staline, considèrent qu'il faut se tenir en dehors d'une affaire intérieure purement russe et ne pas se mêler du conflit entre Trotsky et Staline, quelles que soient les préférences pour le second.

Après ce moment de flottement, le sommet réagit ; conforté par la passivité et la docilité de sa base, et par le silence ou la complaisance d'une partie des forces progressistes, telle la Ligue des droits de l'homme, il peut engager décidément le parti aux côtés de Staline. A partir du procès Radek-Piatakov de janvier 1937, il s'emploie à vilipender avec une extrême violence de tous les crimes crapuleux des traîtres, et leur complot contre celui que Thorez, invariablement, nomme "*notre cher et grand Staline*". Le PCF y met du sien, avec fougue. Il dépêche des envoyés spéciaux aux procès, Cachin et Vaillant-Couturier, qui, après avoir relayé l'accusation mot pour mot, se rendent en usine à Moscou pour prononcer longuement l'éloge de Staline devant les ouvriers soviétiques. Il ajoute, à la publication des comptes rendus sténographiques, de pleines pages de commentaires, d'approbations et de caricatures, publie des brochures, organise des meetings et fait voter des résolutions par chaque cellule. La fin du procès n'arrête plus sa colère, qui, dans *L'Humanité*, se déverse encore plus de deux semaines après le verdict.

De façon moins publique, le secrétariat encourage les dénonciations à la base et ordonne une enquête interne contre tous les éléments suspects de trotskysme (4), qui aboutit à un à deux milliers d'exclusions (passées inaperçues sur un ensemble de près de 350 000 membres). Les chefs prennent part à la répression par le biais de leur participation à un Comintern qui n'est plus guère qu'un organe policier, appendice des services soviétiques. André Marty, à Moscou, écrit à Staline en personne, dont il a la confiance, ses lettres de dé-

nonciation à l'encontre de certains de ses collègues de l'Internationale communiste, court-circuitant la police de Lejov (5). Il dénonce en Espagne indisciplinés, trotskystes et anarchistes au NKVD, qui les enlève. Georges Cogniot, en 1938, suggère à Moscou d'envisager des mesures contre certaines personnalités, dont Serge ou Souvarine, "*qui a écrit le livre le plus vil sur notre camarade Staline*" (6). C'est dire le degré de dévouement au "*grand Staline*" et la réussite de sa méthode fixe : s'attacher les hommes non par ses qualités, mais en les compromettant avec ses forfaits. Il y réussit fort bien avec le PCF de 1937.

Si bien même qu'il n'y a ni crise ni dissidence sérieuse durant les grandes purges. Le seul départ notable est celui, à l'exécution de Boukharine en mars 1938, de Charles Rappoport, qui s'excuse de l'impropriété de langage qu'il y a à dire qu'il quitte le parti, puisqu'il n'y a plus qu'un réceptacle des ordres de Staline (7). Dans l'ensemble, les troubles ont été rares. La base accepte le plus souvent sans sourciller les révélations les plus folles et projette ses répulsions sur les accusés : des résolutions proclament ainsi leur gratitude au "*grand Staline*", qui "*a vaincu les trotskystes alliés de Doriot*" (8). Elle proclame son attachement au "*chef aimé du prolétariat*" avec une violence proportionnelle à celle qu'elle déploie verbalement contre ses ennemis supposés.

Ceux que traversent le doute malgré leurs proclamations de fidélité publique à Staline se taisent par prudence, par discipline, par peur d'apporter de l'eau au moulin des diviseurs du Front populaire, des sympathisants du fascisme et du franquisme, des ennemis du pacte fran-

(4) Courtois Stéphane et Lazar Marc, *Histoire du PCF*, Thémis, 1995, p. 160.

(5) *Ibidem*, p. 152.

(6) Vaksberg Arkadi, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale communiste*, Fayard, 1993, p. 55.

(7) Rappoport Charles, *Pourquoi j'ai quitté le PCF*, brochure citée par *La Révolution prolétarienne*, 1^{er} avril 1938.

(8) *L'Humanité*, 3 septembre 1936.

co-soviétique. Mais aussi par confiance conservée envers Staline même. Comme en URSS, les services de Iejov ou la justice de Vychinski font écran, et, comme en URSS, il reste possible d'épargner sa responsabilité en incriminant des erreurs ou des abus qu'on lui dissimule. Aragon refuse de croire à la culpabilité de Gal Primakov, beau-frère d'Elsa Triolet, victime du procès des généraux de juin 1937, mais il ne saisit pas le rôle de Staline.

N'ayant pas dans l'ensemble été eux-mêmes frappés par la terreur et les arrestations, les communistes français n'ont pas eu à reproduire les comportements bien connus de tant de victimes de la terreur, entièrement persuadées d'être victimes de tragiques méprises, voyant jusqu'au bout en Staline le seul et suprême recours, et adressant jusqu'à l'ultime moment à l'organisateur parfois direct de leur perte des appels à l'aide mêlés d'expressions d'amour ferventes et sincères. Mais quelques personnalités communistes comptant des Soviétiques parmi leurs amis, voire leur famille, ont pu en entendre des échos. Ainsi, Aragon et Elsa Triolet entendent Koltzov, rappelé en URSS et pressentant ce qui le menace, leur confier avec ferveur que, quoi qu'il advienne, les derniers mots qu'ils devront retenir de leur vieil ami sont que Staline a toujours raison (9). Des hommes de main français du Comintern victimes des purges, tels Jacques Rossi, rappelé à Moscou en 1937 pour y être aussitôt arrêté, ont pareillement cru à une erreur ; c'est la découverte du Goulag en 1940 qui fait comprendre à ce dernier la nature criminelle de Staline et de son système.

Il faut garder à l'esprit que tout ce que connaissent des purges stalinienne la masse militante, comme du reste la majorité des Français, ce sont les aspects officiels, procès des vieux-bolcheviks et des militaires (juin 1937). Entre deux affaires, *L'Humanité* revient peu sur les événements intérieurs d'URSS. Le silence total est fait sur la répression plus large qui touche par centaines de milliers l'ensemble des membres et des responsables du parti, les cadres de l'armée, ainsi que les simples gens de tous

groupes sociaux, enfin l'Internationale longtemps si chérie des militants. Mais le sommet, qui se garde d'en faire état, voit, lui, disparaître en 1937 tout le vieux comité exécutif du Comintern, auquel il a eu affaire si longtemps. Bela Kun, Knorine, Piatnitski ("*le père Piat*"), Hugo Eberlein disparaissent au cours de l'année 1937. Fried est rappelé un temps à Moscou. Après une lettre sans réponse à Staline, Münzenberg rompt en 1938, malgré les pressions déployées par le PCF sur ordre de l'Internationale communiste. Des figures intellectuelles appréciées de leurs homologues français sont liquidées, comme Koltzov en 1938, Meyerhold en 1939.

Jamais menacés physiquement, les chefs du PCF ont-ils senti qu'ils pouvaient être inquiétés ? Nous ne connaissons jamais ce que put éprouver un Duclos, agent d'une Internationale décimée, ainsi que peut-être du NKVD, et contre lequel Staline constitue secrètement un dossier dans l'éventualité d'un procès de cominterniens (10). Tous les habitués de Moscou, où l'essentiel des chefs se rend encore plus régulièrement que d'ordinaire en 1936-1938, savent cependant quelle étrange atmosphère règne en URSS ; ils savent aussi que tout désaccord ouvert avec Staline, tout mot malencontreux à son égard peuvent sceller le sort de son auteur. Il reste difficile d'évaluer la part nouvelle de la peur dans le rapport personnel à Staline et le sentiment éprouvé pour lui, et la façon indéfinissable dont l'effroi qu'il inspire se mêle maintenant à la confiance aveugle, à la soumission intéressée et à un réel amour. Il n'est sans doute pas sans conséquence sur son futur rapport à Staline que le PCF ait été le seul parti de l'Internationale à ne pas avoir été purgé dans son état-major, ni contraint à une épuration interne d'envergure dans ses rangs — sans que cela ait jamais été bien souligné ni expliqué : refus prudent de toucher à la pièce maîtresse du dispositif

(9) Marcou Lilly, *Elsa Triolet*. Flammarion, 1995, p. 175.

(10) Vaksberg Arcadi, *op. cit.*, pp. 230 à 236. Voir également Marie Jean-Jacques, *Staline*, Fayard, 2001, pp. 526-527.

communiste en Occident ? confiance personnelle de Staline en Thorez, réaffirmée pendant comme après le second conflit mondial ? ou tout simplement trop grande visibilité qu'aurait la disparition de communistes d'un pays démocratique obligé de leur porter secours, et entrés en URSS au vu et au su de tous sous un passeport étranger ? Quoi qu'il en soit, n'ayant pas connu la terreur ni dû en acquitter le prix, le communisme français n'a pas été mis à l'épreuve dans sa fidélité à Staline. L'eût-il été qu'elle n'en eût sans doute été que renforcée et qu'il eût protesté de son loyalisme. Mais leur parti y a peut-être pour partie gagné une propension plus grande à être après-guerre le plus fidèle à l'adoration du père des peuples et à ne pas admettre la déstalinisation, au contraire du Parti communiste italien, que Togliatti dut épurer dans la clandestinité.

Au-delà de la croyance aveugle aux accusations invraisemblables et de la foi absolue en l'URSS et en son dirigeant, le PCF forge une nouvelle image de Staline en combattant les doutes internes et les critiques ennemies.

L'idée qu'il s'agit d'une affaire intérieure est balayée d'un revers de main. La défense de Staline intéresse le monde entier. Les expressions "*notre chef*", "*notre ami*", "*notre guide*" font florès : leur emploi a pour but d'impliquer chacun, tout en faisant appel à son instinct grégaire. De toute part, doivent affluer les témoignages de soutien. Les travailleurs de France ne font que battre à l'unisson des masses soviétiques ou des défenseurs des tranchées madrilènes, qui manifestent avec calme et dignité leur colère contre les traîtres qui ont osé attenter à l'homme le plus précieux du prolétariat. Large publication est faite d'articles et de brochures, illustrés ou non de grosses photos de Staline, par les plus grands notables de l'Internationale ou plutôt de ce qu'il en reste, de Pieck à Gottwald et Dimitrov. Leur violence de ton et leur adulation dépassent encore souvent celles de leurs homologues français.

A partir de mai 1937, le trotskysme enfle aux dimensions de danger univer-

sel, de complot international, sur lequel affluent les révélations les plus folles. C'est le prolétariat mondial, sinon l'humanité entière, que défend Staline depuis Moscou. L'internationalisme étant moribond, resserrer les rangs derrière lui contre le fléau trotskyste global, c'est une façon nouvelle et singulière d'exprimer sa solidarité avec les peuples d'URSS et de toute l'Europe. La France même, on tient à le montrer, n'est pas la dernière à devoir rendre grâce à la vigilance de Staline. Absent du premier procès, émergeant au second, voué à un long et sombre avenir, naît le thème de menées trotskystes en France, en complicité avec l'extrême droite, pour favoriser la dissension civile et l'affaiblissement face à Hitler. Léon Sedov, fils et collaborateur de Trotsky, si attaqué à la barre, ne vit-il pas en France ? Le PCF devenu patriote, il présente un Staline qui ne défend plus l'URSS qu'en tant qu'Etat du socialisme universel, abstraction faite de sa réalité nationale propre, mais davantage en tant que pays concret, que nation constituée, avec son territoire et ses peuples exposés à la trahison et à l'invasion. Il a empêché le dépeçage projeté de son pays, tandis que ses ennemis n'hésitaient pas, pour l'éliminer, à livrer "*leur patrie soviétique*". A Moscou comme à Paris, le retour stalinien au nationalisme va bon train.

Le parti combat de même fidèlement l'idée d'une vengeance personnelle ou politique de Staline. Il ne liquide pas d'anciens adversaires, mais démasque des criminels aux aveux accablants. Sa mansuétude ne les avait-elle pas promus à maintes ambassades, entre 1924 et 1928 ? Et il a été si clément avec Trotsky que ce dernier ne peut plus être conduit dans le prétoire avec ses coaccusés. Les ennemis de Staline visaient non l'homme ni le détenteur du pouvoir, mais, à travers lui, le socialisme, l'ensemble de ses réalisations, ainsi que la paix mondiale, dont l'URSS est le défenseur et la citadelle. Au soir du premier procès, Staline lui-même se plaignait à ses lieutenants que le complot était trop présenté comme dirigé contre un simple possesseur du pouvoir envié par d'anciens rivaux personnels et donnait

comme instructions d'insister sur le fait que Staline, c'est la collectivisation, l'industrialisation, le socialisme, la paix (11).

On peut dire que le PCF agit tout à fait dans le sens de cette volonté. Au second procès, des reportages mêlant des photos idylliques de la vie nouvelle à celles de Staline permettent à *L'Humanité* de l'assimiler aux réalisations grandioses des soviets et au bonheur socialiste, dont, à travers sa personne, tous les acquis sont menacés. Au troisième procès, *L'Humanité* insiste, à la suite de l'accusation, sur le fait que Boukharine et consorts voulaient dès 1918 arrêter, voire éliminer "*Lénine, Staline et Sverdlov*" (12) — sur les trois, deux morts prestigieux bien en peine de démentir. C'est l'Etat prolétarien dans ses fondements et dès sa naissance (à laquelle la contribution de Staline est mensongèrement exagérée et déformée) qui était menacé par les saboteurs, bien avant les conflits des années 1920. Staline est l'Etat socialiste, il est le parti, et il en est le rempart depuis toujours.

En conséquence, l'association traditionnelle de Staline à l'héritage de Lénine, ainsi qu'au comité central, si importante les années passées, va décroissante ou n'est plus qu'une clause de style. Le parti est devenu le "*parti de notre grand camarade Staline*" (13). Lénine était plus son ami et son alter-ego que son maître. La commémoration de sa mort est à partir de 1937 un prétexte à glorifier son successeur. Sa présence se réduit et les récits de la révolution ont définitivement intégré, en forçant l'accent plus que jamais auparavant, sur son souci constant de consulter ou de retrouver Staline à chaque moment décisif. Les manifestants soviétiques, sur les photos montrées par *L'Humanité*, ne brandissent plus guère que des portraits de Staline. Les portraits des autres membres du Politburo sont absents, ou maintenus, mais en dessous de ceux de Lénine et de Staline, aux dimensions fort supérieures. S'il est souvent montré à la tribune, au centre des autres dirigeants, ou en conversation avec son secrétaire, son nom s'écrit désormais en grosses capitales, qui ne laissent aucun doute sur sa supériorité, et il est moins

leur collègue au sein d'un groupe gouvernant qu'ils ne sont ses collaborateurs, ses exécutants. Le vingtième anniversaire de la révolution est transformé en hommage direct et exclusif à Staline, avec le "*Vive Staline !*" très émotionnel, chargé d'effusions lyriques et de points d'exclamations, de Marcel Cachin, le 2 novembre 1937, et le message le 5 du comité exécutif de l'Internationale communiste, qui reste supérieur dans l'adoration, même si l'écart s'est resserré.

A l'assimiler à la révolution, à l'URSS et au parti, à célébrer son génie et sa grandeur, la frontière entre l'individu et ce qu'il dirige s'amincit pour s'estomper à terme dans les esprits. Le 28 décembre 1937, le IX^e Congrès d'Arles adresse, au milieu d'"*acclamations sans fin*", dont le rituel est suffisamment fixé, son long salut à Staline, directement, et non plus au Parti bolchevique et à son comité central, ni à l'Internationale communiste, encore si importants deux ou trois ans auparavant, mais dont il n'est plus fait mention qu'en les effleurant. Il n'est plus facile de distinguer la hiérarchie des préoccupations : si c'est lui ou l'Etat qui sont menacés et à protéger. Romain Rolland en a durement conscience à part lui. Dès le premier procès, lui qui avait admiré Staline de lui relater un complot sans préciser qu'il était dirigé contre sa propre vie, se retrouve déconcerté devant les "*panégyriques Louis-Quatorzièmes*" de celui que sa radio compare au "*soleil des peuples de l'URSS*" :

"*Staline et sa cour ont-ils perdu le sens ? Le devoir d'un grand chef était surtout, en un pareil moment, de s'effacer devant l'Etat. Il ne s'agissait pas de venger la vie menacée de Staline, mais d'assurer le salut public. J'ai grand-peur que les instincts de colère, d'orgueil, n'aient pris le pas sur la raison politique, en cette affaire*" (14).

(11) Chinski Pavel, *Staline, archives inédites*, Berg International, 2001.

(12) *L'Humanité*, 6 mars 1938.

(13) *L'Humanité*, 5 novembre 1937.

(14) Rolland Romain, "*Voyage à Moscou*", *Cahiers Romain Rolland*, n° 29, p. 88.

Au-delà de cette dernière interprétation moraliste erronée et naïve, le phénomène est bien saisi.

Staline n'est pas que cible et victime. Puisqu'il a su prédire et anticiper le danger, sa stature de chef vigilant se renforce plus que jamais. La brochure des grands du PCF le loue de la "*saisissante clarté*" avec laquelle il a prévu dès 1931 l'évolution du trotskysme vers le crime crapuleux pur et simple (15). Sa thèse fondamentale sur la radicalisation des luttes de classes à mesure des victoires du socialisme est docilement reprise, mot pour mot, comme elle l'a déjà été en 1933, mais pour cette fois être martelée. Chaque accusé a droit, avant l'ouverture du second procès, à un rappel du discours dans lequel Staline, dix ans plus tôt, ridiculisait et démasquait ses dangereuses positions théoriques, qui, déjà, ne visaient rien de moins qu'à laisser se développer le capitalisme et à livrer l'URSS à l'étranger (16). La masse militante, ignorante des débats réels de l'époque, et qui n'a plus les moyens ni le soin de les étudier sérieusement, accepte cette reconstruction rétrospective reposant sur une téléologie naïve : la victoire de Staline ayant prouvé la véracité de ses plans, celle-ci était donc évidente, acquise dès le départ, et qui discutait Staline à l'époque visait à l'empêcher de réaliser le socialisme. Les procès achèvent la reconstruction définitive de l'histoire de la révolution et du parti.

Un leitmotiv de ces années-là est : "*Staline a raison.*" Les procès en sont la preuve ultime. Par l'ampleur des infamies trotsko-zinoviévistes, chaque communiste peut comprendre l'avertissement implicite : s'écarter du chemin qu'il a tracé ne peut mener qu'au fond de semblables gouffres. La "haine de Staline" conduit au reniement, au crime, à la collusion avec le fascisme et la Gestapo pour lui arracher son pouvoir légitimement occupé. A ne même plus représenter un courant ou un groupe politique, mais une bande criminelle, selon la thèse du "*génial continuateur de Lénine*", copiée au mot près par la propagande du PCF ; à vouloir abattre, "*avec Staline, les travailleurs qui pensent comme lui*" — d'où la large insistance don-

née aux sabotages, aux meurtres "*en masse*" de mineurs, de cheminots, d'ouvriers —, l'image du trotskyste, qui n'est jusque-là que "*l'éternel discutateur*", subit un processus de dégradation jusqu'à l'animalisation, par les injures ainsi que par de hideuses caricatures. C'est la contrepartie nécessaire pour que Staline soit gratifié d'une grâce nouvelle, supérieure. Au milieu de la tempête, il apparaît dans une sereine dignité, opposée à l'hystérie barbare des coupables. Sur les photos, confiant et souriant, il regarde légèrement vers le haut, ou nettement vers la droite, donc vers l'avenir. A un autre moment, il rit en franche camaraderie avec Vorochilov, bras sur son épaule. Mais la plus forte réponse à ceux que les exécutions le feraient soupçonner de cruauté ou de passion violente est l'association, sur le mode soviétique, de Staline avec l'enfance et la femme. *L'Humanité* illustre ce thème en publiant la photo prise avec les enfants de l'aérodrome de Touchino peu après la conclusion du premier procès. *Russie d'aujourd'hui*, d'une iconographie toujours nécessairement plus fournie, multiplie les images présentant Staline ou assis en compagnie des femmes turkmènes, écoutant attentivement la pionnière qui lui murmure à l'oreille ou serrant la main d'une jeune écolière. Plus que le chef farouche et déterminé, sévère mais juste, les photos privilégient l'être bienveillant et doux, qui guide vers le bonheur, dont il offre déjà l'image radieuse en URSS. S'il n'est pas encore qualifié de père comme après-guerre, tout, dans l'attitude qu'on lui prête, est déjà paternel.

De même est combattue scrupuleusement toute idée de folie, de résurgence des mystères insondables de l'âme slave ou de déchaînement d'un tyran asiatique sanguinaire, dont une presse conservatrice ou d'extrême droite fait son miel. Les paroles de Staline, puis ses actes, sont associés à la "*clarté*" et à la "*limpi-*

(15) Cachin Marcel et Vaillant-Couturier Paul, *Guerre, sabotage, assassinat, trahison. Le procès du centre de réserve trotskyste*, Bureau d'éditions, 1937.

(16) *L'Humanité*, 21 janvier 1937.

dité". Grâce aux preuves suffisantes des aveux, ils sont d'une transparence absolue. Ses thèses sur le glissement des vestiges du capitalisme et du trotskysme vers le crime crapuleux et sur la radicalisation des luttes de classes à mesure des victoires du socialisme sont ce qu'il y a de mieux pour rendre intelligibles les origines des purges. Nul besoin d'analyser au-delà. Le PCF raille les hypothèses (certes infondées) d'accusés drogués ou remplacés par des sosies. L'action du NKVD à l'étranger et en France même est niée, les morts suspects d'Ignace Reiss, de Rudolf Klement ou de Léon Sedov pas même évoquées.

Le rideau de fer de l'information ne laisse exister les événements que lorsque le scandale est trop grand, qu'il a eu des retentissements dans l'opinion publique, ainsi lors de l'enlèvement du général blanc Miller : mais c'est pour crier aussitôt à la provocation et railler en quelques mots le "*plan machiavélique de Staline*" que certains incriminent — sans se hasarder à une réfutation en règle. Stratégie qui n'a pas tellement changé depuis l'avènement du dictateur, sinon depuis la révolution russe : il s'agit toujours de railler les accusations comme autant de pages dignes d'un mauvais roman noir et de récits aberrants et calomnieux, tels qu'il en a tellement circulé depuis 1917.

Le sentiment nouveau d'"amour" de Staline, dont nous avons vu l'émergence en 1934-1935, s'affirme définitivement avec les purges. La simple et franche reconnaissance prolétarienne a disparu, au profit d'un attachement passionné et d'un dévouement infini que l'on éprouve pour la personne même de celui que l'on a failli perdre, qu'on a lâchement voulu nous ôter, et à qui l'on doit la marche au bonheur. Il est l'espoir, le salut, le chef "aimé" et "vénééré", "conducteur génial des travailleurs vers la vie libre et heureuse" (17).

Les qualificatifs stéréotypés célèbrant le génie du chef s'imposent de plus en plus, même si leur fréquence n'est pas aussi écrasante qu'après-guerre. Les textes ont stylistiquement en commun de consacrer la nouvelle littérature stali-

nienne appelée à s'épanouir après-guerre, rythmée et balancée, riche de lyrisme et d'anaphores. La charge passionnelle y est prédominante.

"*Cri, amour, confiance, gratitude, ferveur : le langage lyrique n'est plus que celui de l'affectivité, dont chacun sait qu'il est le langage privilégié de la relation charismatique*" (18), souligne Annie Kriegel à propos de la célébration des 70 ans de Staline en 1949. Le même constat est valable pour le vocabulaire de 1937.

Mécanismes d'autopersuasion et de dénégations

"*J'ai l'impression de vivre un cauchemar*" (19), note Vaillant-Couturier à son départ pour le second procès. La rage de se convaincre et de convaincre dont il fait montre dit s'il fait tout pour se réveiller. Pour eux-mêmes, pour les troupes, ses camarades et lui cherchent à réfuter l'élimination de la vieille garde par Staline et l'accusation de trahir la révolution.

Toutes les voix dénonçant le mensonge, tous les témoignages d'anciens amis des inculpés sont taxés de subjectivité partisane, de règlement de comptes personnel. L'accusation, primaire, parvient à préoccuper jusqu'aux antistaliniens eux-mêmes, soucieux de ne pas y prêter flanc. Gide loue ainsi les conclusions du *De Lénine à Staline*, de Serge, très violemment attaqué par *L'Humanité*, mais lui dit craindre qu'il n'ait été "*dominé par l'esprit de parti en parlant de Staline*" et pense que "*le lecteur, sur la fin, ne s'y retrouve plus*" (20). Au-

(17) *L'Humanité*, 22 août 1936.

(18) Kriegel Annie, *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974, p. 156.

(19) BMP, fonds Paul Vaillant-Couturier, boîte VI, dossier 28, notes de Vaillant-Couturier prises au moment du procès Radek-Piatkov à Moscou, janvier-février 1937.

(20) Serge Victor, *Carnets*, Actes Sud, 1985, 11 janvier 1937, p. 24.

delà, expose le PCF, si Staline mentait, n'aurait-il pas peur que les accusés le dénoncent devant la presse du monde entier, convoquée sans distinctions politiques ni nationales ? On ne manque pas de citer tout compagnon de route, tout non-communiste qui s'est affirmé convaincu par la véracité des accusations au spectacle du procès, et qui, parti sceptique, est revenu confiant en la justesse "du gouvernement de Staline". Toute idée d'un Leipzig soviétique est étouffée : les accusations sont fournies, les accusés ne résistent pas, et un vrai bolchevik n'avoue pas. Comment enfin une action de cette ampleur, de cette gravité, pourrait-elle n'être qu'une immense mystification de Staline ? Comment perpétuerait-il dix-neuf mois durant un mensonge si gigantesque ? Le principe de Goebbels selon lequel plus le mensonge est gros, mieux il passe, trouve une vérification dans le PCF de 1937.

Il s'agit ensuite de défendre la légitimité de Staline contre Trotsky. Staline a sur lui cet avantage immense : il a duré. En 1928, Manouïlski soulignait que "si notre dictature était celle d'une poignée, nous n'aurions pas duré dix ans, ni dix mois, ni la journée" (21). Ce qui vaut pour le groupe bolchevique vaut pour un homme. On ne se demande pas pourquoi Mussolini fête sans trouble les quinze ans de la marche sur Rome, Hitler les cinq ans de sa prise de pouvoir. Le fait objectif de durer est assimilé à une vertu justificatrice, confère une légitimité en soi et conforte le PCF dans l'adoration du fait établi : en un moderne "Malheur aux vaincus !", Vaillant-Couturier, dans ses notes, qualifie plusieurs fois Trotsky de "Napoléon qui commence par Waterloo". N'a raison, n'est digne de considération et d'obéissance que celui qui s'est révélé le plus fort, peu en importe les raisons objectives.

Un autre type d'arguments reprend ce que nous nommions les illusions institutionnelles. Chacun ressort à qui mieux mieux les pourcentages de suffrages staliniens des années 1920 ou nie la réalité de la mise à mort massive des compagnons de Lénine en citant les exceptions :

"La vieille garde ? Avec Staline ! Molotov 1904 — Vorochilov 1904 — Kalinine adhèrent depuis 1898 — Litvinov l'un des plus anciens — Ordjonikidzé 1904 et comité central 1912 — et des milliers d'autres" (22), ajoute bien vaguement Vaillant. Il en va de même pour l'Armée rouge. L'arbre Vorochilov cache la forêt des officiers décimés. Sa figure n'est que plus populaire en France avec sa récente promotion au maréchalat, dont plus grand monde ne veut se souvenir qu'elle ressuscite les grades tsaristes, et parce que, devant les menaces de guerre, l'espérance est plus que jamais en l'Armée rouge. De plus en plus fréquemment représentés ensemble, lui et Staline sont "les deux chefs de la défense des conquêtes de la révolution". On les place sur un pied d'égalité, puis la gloire du second dépasse celle du premier. Depuis 1933, chaque anniversaire de l'Armée rouge donne droit à publication du message de Staline. Il connaît cette armée, dans laquelle il a combattu, et en est le plus proche et plus cher ami. A partir de 1937, le 23 mars est l'occasion de rejoindre la propagande soviétique et de l'introniser "organisateur des victoires de l'Armée rouge". Son vrai fondateur, il a sauvé le front "désorganisé par Trotsky". Pour les vingt ans de l'Armée rouge, on réédite *Staline et l'Armée rouge*, de Vorochilov. Il s'agit bien de nier toute rupture, tout conflit entre Staline et l'armée. *L'Humanité* raille comme rumeur absurde toute idée en ce sens, à l'heure où les militaires de tout rang sont en danger de mort ou frappés dans leurs familles. A nouveau, enfin, le paradigme thermidorien redevient un enjeu essentiel :

"Ont prétendu que Staline, c'était la réaction thermidorienne. Curieux thermidoriens, qui sont injuriés dans le monde capitaliste et fasciste tout entier, alors que Trotsky (surajouté : qui se prend pour Robespierre) y trouve l'accueil et le soutien de la presse" (23).

(21) Cité par Cachin Marcel, *Carnets*, tome III, CNRS éditions, p. 501.

(22) Vaillant-Couturier Paul, *op. cit.*

(23) Vaillant-Couturier Paul, *ibidem*.

Quel thermidorien est-ce, que celui dont l'avènement a mené la révolution au-delà des bornes connues par la collectivisation et les grands plans, et qui met en œuvre la Terreur contre les ennemis du peuple ? Personne n'a de leçon révolutionnaire à lui donner. Et les communistes français sont assez compromis, par leur modération nouvelle, avec les valeurs et la politique qu'ils combattaient jadis pour ne pas prendre intérêt à défendre son retour au conservatisme. La dérive criminelle prêtée à ses ennemis aide à justifier ses propres habits neufs :

Contre les adversaires de Staline-le-réaliste est alors relancée l'accusation de romantisme, de sentimentalisme, formulée dès les années 1920, disqualifiant la fidélité à l'époque léninienne :

« "Nous n'avons jamais juré d'être plus à gauche que tout le monde", a dit autrefois Staline contre les démagogues des trotskystes, aventuriers politiques qui voudraient faire passer leurs gesticulations hystériques pour de l'action révolutionnaire » (24).

"Trotsky le grand révolutionnaire exilé, ce Napoléon qui commence par Waterloo, leur paraît plus grand que l'organisateur du socialisme (...). Des intellectuels troublés (...). Ah ! mes amis intellectuels ! Trotsky vous séduit (...). Je sais, le romantisme révolutionnaire. C'était le bon temps. Barricades, baïonnettes, famine, sacrifices. Vous ne comprenez pas Staline — fermeté, dureté révolutionnaire.

Et entre Staline expression de l'URSS ami (barré : allié) de la France et Trotsky espoir d'une secte alliée de Hitler, vous choisissez Trotsky" (25).

Thermidor n'est pas qu'une image. Le précédent de la révolution, comme il est bien connu, joue puissamment dans les esprits. Un Mirabeau, un Dumouriez, un Danton ont pu trahir. Il s'est trouvé Robespierre ou Saint-Just sur leur chemin. Loin d'être l'homme d'un Thermidor, Staline a réussi seul à empêcher le Thermidor soviétique. Son décret du 1^{er} décembre 1934 s'assimile à la loi de prairial an II, qui ne laisse le choix qu'entre acquittement et mort. Les ther-

midoriens étaient souvent représentants en mission ou membres du Comité de salut public, pourtant, en dénonçant le "tyran" en Robespierre, ils ont brisé la Révolution et préparé l'avènement du bonapartisme. Opportunément, les historiens du PCF A. Wurmser et J. Bruhat rappellent que le petit peuple des paysans moyens ou des boutiquiers a autant souffert de Thermidor que les sans-culottes. L'avertissement aux classes moyennes que le PCF vient d'intégrer à son électorat est transparent et porteur.

La comparaison avec la Révolution n'est pas simple projection intellectuelle. Le contexte français s'y prête. La vie politique troublée de 1936-1938 est vécue par le PCF sur le mode de l'urgence et de la gravité. Le contexte international se dégrade. La France paraît au bord de la guerre civile. L'activisme inquiétant de l'extrême droite semble prêt à la provoquer. Tout incident recensé acquiert un retentissement dramatique. D'où la résurgence, plus forte que jamais, du vocabulaire de l'an II. Il est sans cesse question de "factieux", de "conspirateurs", d'"espions", d'"ennemis publics", enfin de "tueurs de Français", qui préparent le renversement de la République et la remise de leur pays à l'ennemi nazi. Cette dramatisation du vécu politique ne doit pas qu'à l'imaginaire : ces sentiments oppressants s'étayaient sur une succession régulière de tragédies, suicide de Salengro en octobre 1936, affrontements de Clichy en février 1937, premier sang parisien et communiste versé depuis février 1934, complot cagouillard en 1938. Le PCF dénonce l'impunité des ligues et appelle inlassablement à l'emprisonnement des Doriot, Dorgères, de La Rocque et autres Maurras, confondus en une même réprobation. Le sentiment de crise français se projette sur la crise soviétique. La traditionnelle "fièvre hexagonale" (26) constitutive de la vie politique depuis 1789 aide à épouser la fièvre soviétique.

(24) Thorez Maurice, rapport au comité central, in *L'Humanité*, 22 janvier 1937.

(25) Vaillant-Couturier Paul, *op. cit.*

(26) Winock Michel, *La Fièvre hexagonale*, Points-Seuil, 1984.

Staline répond aux colères françaises. Il est loué de savoir démasquer et punir les traîtres là où les faibles démocraties les laissent agir et prospérer. Qui est le plus démocrate, le plus soucieux de justice ?

Il répond aux peurs et aux crédulités. Prenons le troisième procès : il s'ouvre en mars 1938, mois extrêmement tendu. Le Front populaire se délite. Les révélations sur la Cagoule se multiplient, tandis que l'explosion d'un de ses dépôts d'armes à Villejuif tue onze victimes. La bataille de Terruel fait rage. Le territoire républicain se réduit à peau de chagrin. L'Anschluss survient le jour du verdict. Pourquoi n'être pas convaincu de l'existence, y compris pour l'URSS, d'une cinquième colonne universelle ? La prétendue chaîne de complots allant de De La Rocque et Franco à Trotsky est suggérée dans *L'Humanité* par simple juxtaposition d'articles et parallélisme typographique, puis se fait plus explicite dans les slogans et les meetings. Celui de Paris est annoncé sous le titre "*De la Cagoule aux procès de Moscou*". A Moscou comme à Madrid, Staline agit donc au secours de la paix, de la sécurité, de la liberté. Grâce à lui, le prolétariat soviétique est seul à pouvoir répliquer au fer par le fer. Au milieu de l'accumulation des défaites et des périls, l'URSS, dernier espoir, n'a que plus de prix, et le Staline des procès permet seul de marquer encore quelque succès — en fait, de se consoler par la découverte de boucs émissaires. Avec un langage qui, dorénavant, tient du croyant plus que du militant — Vaillant-Couturier déclare déjà en 1937 que "*nous ne craignons nul ennemi, car le camarade Staline nous conduit de victoire en victoire*" (27). Ironie tragique, c'est alors qu'il désorganise gravement son pays par l'élimination massive des cadres et des simples citoyens qu'il paraît un chef d'Etat fort : il sait percer les traîtres et sévir sans reculer devant leurs hautes

fonctions. D'un bout à l'autre des procès, il suscite "*admiration*" et "*confiance*" dans les résolutions, il est l'exemple à suivre, pas que pour tout communiste : c'est de lui que devraient s'inspirer les responsables de la République.

Les communistes français en viennent donc à se solidariser pleinement avec Staline et à considérer ses actes de purges comme tout ce qu'il y a de plus nécessaire, mais aussi de plus juste et de plus rationnel. Leur nouvelle lecture de Staline renonce à toute mise en perspective politique de sa lutte contre ses anciens rivaux. Il n'y a plus que, d'un côté, une horde criminelle complice des nazis, souillée de sang et perdue d'actes crapuleux, et, de l'autre, un "*bienfaiteur de l'humanité*", "*chef aimé*", le "*grand*" et "*vénééré*" Staline, sans égal et confondu avec le parti et l'URSS, et sa société socialiste. Il n'y a plus aucune distinction chronologique. Tout donne l'impression de totale continuité d'un même et unique complot antisoviétique mené depuis la révolution par tous ceux qui, à un moment, ont combattu Staline, lequel n'a cessé de les déjouer depuis toujours. Leur nouvelle vision n'est pas que décalquée de la propagande soviétique et conforme à celle qu'a voulue Staline lui-même. Le dictateur est vu aussi au prisme des passions françaises et du contexte de crise et d'affrontements politiques que traverse le pays ; plus globalement, puisant dans la culture politique nationale, c'est une lecture jacobine de Staline que le PCF met en avant : héritier des hommes du Comité de salut public, il est fait garant de la force et de l'intégrité de l'Etat, et défenseur des frontières et de la sécurité de la nation soviétique. Il y a bien aussi naissance d'un Staline français.

Raphaël Spina

(27) *L'Humanité*, 7 février 1937.

**L'affaire
des "espions
soviétiques"
en Chine populaire**

(Inna Li)

En août 1927, quatre mois après le massacre des communistes et ouvriers chinois perpétré à Shanghai par Tchang Kai-chek, que Staline considérait jusqu'alors comme un fidèle allié, deux envoyés de l'Internationale communiste, le Soviétique Vissarion ou Bezo Lominadzé et l'Allemand Heinz Neumann débarquent en Chine. Ils réunissent une partie du comité central du PC chinois, en chassent l'ancien secrétaire du parti, Chen Du Xiou, accusé de trotskysme, et Peng Shu-ji. Ils installent à la tête du parti un trio constitué de Qiioubo, Mao Tsé-toung et Li Lissan (1899-1967), qui dirige en réalité le parti jusqu'à son limogeage par la direction de l'Internationale communiste, le 7 janvier 1931.

Li Lissan a fidèlement appliqué la ligne définie à Moscou. Après le massacre de Shanghai et celui de Canton, en décembre 1927 — où les envoyés de l'Internationale ont forgé de toutes pièces une commune artificielle, qui a permis à la répression de se déchaîner et de noyer dans le sang le prolétariat de la ville —, la direction (le comité exécutif) de l'Internationale affirme que la vague révolutionnaire ne cesse de monter en Chine, alors qu'elle reflue, comme le souligne Trotsky.

En octobre 1929, le comité exécutif affirme que *“la gigantesque vague du mouvement révolutionnaire va grandir dans tout le pays (...), le mouvement révolutionnaire ne se manifestant pas seulement par un mouvement ouvrier en pleine ascension, mais essentiellement et fondamentalement par le mouvement paysan. La révolution agraire est la source de la nouvelle vague révolutionnaire.”*

En juillet 1930, le comité exécutif invite les communistes chinois *“à renverser le pouvoir du bloc des landlords et des bourgeois, à établir la dictature des ouvriers et des paysans, à multiplier les manifestations et les grèves politiques de masse, étendre la guérilla et transformer la guerre de partisans en guerre de classe”*.

C'est évidemment un échec retentissant, marqué par le massacre de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans.

Mais les bureaucrates de Moscou s'en moquent. Il leur faut en revanche trouver un bouc émissaire. Li Lissan, ayant fidèlement appliqué cette ligne absurde pendant que Mao Tsé-toung se tenait légèrement en retrait, est tout choisi. Il est limogé et accusé de *“semi-trotskysme”*. Il disparaît de la scène politique.

Dans un discours de février 1942, Mao Tsé-toung l'accuse à la fois de *“sectarisme”* et *“d'hypocrisie”*, aux côtés de Trotsky et de Boukharine. Il fera tomber ou laissera tomber Li Lissan sous les coups de la *“Révolution culturelle”*.

Li Lissan et le procès des "espions soviétiques"

PENDANT l'été 1967, j'étais en prison, mais ce sont mes parents, Li Lissan et E. P. Kishkina (Li Sha), qui étaient accusés. Le déchaînement de la "Révolution culturelle" en Chine s'accompagnait d'espionnisme et d'une lutte renforcée contre le "révisionnisme soviétique", et notre famille reçut le choc de plein fouet.

Mon père, Li Lissan, l'un des dirigeants du Parti communiste chinois dans les années 1920, était connu comme l'initiateur de la "ligne de Li Lissan" ; il était parti en URSS à la fin des années 1930 à la demande du Comintern, avait dû subir plus d'une campagne de dénonciation et, en 1938-1939, avait été arrêté, accusé de "trotskysme" et d'espionnage au profit du Japon. Par bonheur, il avait survécu et, libéré en 1946, était rentré dans sa patrie. Ma mère, Elena Pavlovna Kishkina, qui l'avait épousé à Moscou en 1936, l'avait suivi. En Chine, elle a enseigné d'abord à Kharbine, puis à Pékin, tout en conservant la citoyenneté soviétique. Pendant longtemps, nul ne s'en est inquiété. A nouveau, l'ascension de mon père a été rapide, il a été élu au comité central, a dirigé le travail de la centrale syndicale, occupé le poste de ministre du Travail. A la veille de la proclamation de la République, il a présenté ma mère à Mao Tsé-toung, qui vivait alors dans une villa près de Pékin, sur le mont des Arômes. Mao, qui parlait peu,

a néanmoins daigné dire à ma mère en lui serrant la main : "*Une bonne camarade.*" Que signifiait une si haute appréciation, maman ne l'a jamais su.

Tout a commencé à changer à partir de la fin des années 1950, quand les relations sino-soviétiques ont d'abord traversé une phase de confrontation, puis ont été totalement rompues. Ces changements se sont très vite reflétés dans la lutte à l'intérieur du parti. Pendant l'été 1959, à la réunion élargie du comité central à Louchan, le maréchal Pen Dekhouï (1) fut accusé "*d'activité anti-parti*" et de "*liens secrets avec l'étranger*" (c'est-à-dire, en fait, avec les Soviétiques). A partir de ce moment, l'étiquette "*Litoun Vaïgo*" (liens secrets avec l'étranger) symbolisa l'un des crimes les plus abominables. Kan Shen (2) tourna immédiatement avec le vent. Au cours de la réunion, il convoqua une réunion restreinte pour y soulever la question de Go Shaotan (A. G. Krymov). Il déclara

(1) Pen De-khouï : ministre de la Défense accusé d'avoir critiqué le "Grand Bond en avant" (1957-1961) visant à "*accélérer la construction du socialisme*" en installant des petits hauts-fourneaux partout dans les campagnes (politique couronnée par un échec retentissant) et la politique de collectivisation agricole accélérée qui l'accompagnait. Classé "*opportuniste de droite*", démis en 1967 et remplacé par Lin Piao.

(2) Kan Shen : membre suppléant du bureau politique et chargé des relations internationales du PC chinois.

que Go Shaotan (3) était un agent soviétique, que sa venue en Chine en 1957 n'était pas innocente et il exigea de rompre tout lien avec lui. Mon père participait à cette réunion, où il n'y avait que des membres du comité central, qui, tous, connaissaient bien Go Shaotan. Mais il ne soupçonnait pas que Kan Shen avait déjà commencé à répandre des rumeurs selon lesquelles lui-même n'était pas un élément sûr, parce que sa femme avait la citoyenneté soviétique. En septembre 1959, Kan Shen fit venir mon père pour aborder ce sujet et proposa à ma mère de renoncer à sa citoyenneté. Maman refusa alors catégoriquement, parce que, éduquée à l'époque soviétique, elle considérait fermement que *"l'Union soviétique est ma patrie et on ne peut avoir deux patries"*. Tout cela fut lourd de conséquences.

Notre situation changeait rapidement. Les gens que nous connaissions, de vieux amis, des collègues de mon père, ont commencé à fuir le contact avec nous ; notre maison, toujours pleine de monde, se vida. C'était un très mauvais signe. Bientôt, une de nos relations commença à "charger la barque" en écrivant au comité central que Li Sha se permettait des *"déclarations révisionnistes"*, qu'elle fréquentait l'ambassade soviétique, en un mot que sa conduite était suspecte. A la suite de cette lettre, une commission officieuse du parti fut créée en 1962 pour suivre "l'affaire" de maman. Mon père dut s'expliquer oralement et par écrit. Il eut des entretiens avec Chou En-lai (4), Kan Shen, Li Foutchoun (5) et d'autres. Il nia énergiquement toutes les accusations politiques contre maman et expliqua qu'elle n'allait à l'ambassade, plus exactement au consulat, que pour des démarches indispensables, prolongation de passeport ou voyage en URSS. Dans sa lettre à Chou En-lai du 14 octobre 1962, il écrivait : *"Li Sha a vécu 26 ans avec moi, elle a toujours partagé mes opinions politiques et sa conduite est irréprochable. Elle vit en Chine depuis 16 ans et aime ardemment notre parti et la cause de notre peuple."* Ainsi, il répondait d'elle sur sa tête. Il me dit : *"On me propose de divorcer, mais je ne peux faire cela."*

Nous avons vécu ensemble les années les plus dures, elle n'a pas renoncé à moi quand j'étais en prison, comment pourrais-je l'abandonner maintenant ! De toute façon, cela ne me sauverait pas, au contraire ; si je divorçais, cela confirmerait toutes les accusations portées contre elle." Le comité central exigeait soit qu'il divorce, soit qu'elle abandonne sa citoyenneté. Mon père promit qu'elle le ferait quand son passeport viendrait à expiration, c'est-à-dire au plus tard en 1964. Il tint effectivement sa promesse ; maman ne voulait pas la ruine de sa famille et demanda la nationalité chinoise. Après quelques péripéties, sa demande fut entérinée par Chou En-lai et, en 1964, elle devint citoyenne chinoise, sous le nom de Li Sha.

"L'affaire Li Sha" fut pour un temps reportée, mais elle n'était pas oubliée, elle resurgit avec la "Révolution culturelle".

Une pancarte au cou

Dans les premiers jours de juin 1966, mon père, alors secrétaire du bureau du Nord du comité central, fut licencié de son travail et engagé à *"réfléchir à ses fautes"* ; il n'eut pas à chercher longtemps, des dazibaos apparurent bientôt dans le local du bureau et dans la cour, ils dénonçaient Li Lissan comme un *"opportuniste endurci"*, *"promoteur de la ligne révisionniste"*, *"laquais de l'étranger"*, etc. Mon père dut s'accuser

(3) Go Shaotan (1905-1989) : en 1929-1932, il est collaborateur de la section orientale du comité exécutif de l'Internationale communiste, dans l'appareil duquel il travaille de 1934 à 1938, date à laquelle il est arrêté et envoyé au Goulag. Libéré en 1954, il est affecté à l'Académie des sciences de l'URSS et revient en Chine en 1957.

(4) Chou En-lai (1898-1976), membre du comité central du PC chinois à partir de 1927, puis du bureau politique à partir de 1928, membre du comité exécutif de l'Internationale communiste à partir de 1935. Ministre des Affaires étrangères et véritable numéro 3, puis 2 (après la chute de Lin Biao) du régime.

(5) Li Foutchoun (1900-1975) dirige en 1927-1931 la section de la propagande du comité central du PC chinois, puis occupe diverses fonctions de responsable dans l'appareil du parti et du gouvernement. En 1967, membre du comité central.

publiquement de ses fautes "gauchistes" et "droitières". Mais les "tsaofanes" (insurgés) n'étaient toujours pas satisfaits, la campagne de dénigrement prenait de l'ampleur, surtout à partir du printemps 1967, où les "jugements en cercle restreint" firent place à des "meetings de lutte" de masse, auxquels ne participaient plus seulement les membres de l'appareil du parti, mais les étudiants gardes rouges. Mon père dut subir toutes les étapes de l'humiliation et toutes les avanies, on lui accroché au cou une pancarte avec l'inscription "Élément anti-parti", on l'a forcé à rester debout des heures durant, à se prosterner jusqu'à terre, à prendre la pose de "l'avion à réaction" devant une foule qui le maudissait. Il va de soi que les "accusateurs" n'apportaient aucune preuve et se contentaient de répéter sans fin "qu'un homme dont la femme est étrangère ne peut qu'avoir des liens secrets avec l'étranger".

Mon père a longtemps cru que "le parti finirait par tout mettre au clair". Il nous disait (peut-être pour se rassurer lui-même) : "Dans tout mouvement de masse, les excès sont inévitables, mais vers la fin, en général, la justice triomphe." Pendant plusieurs mois, il s'est plusieurs fois adressé à Chou En-lai, décrivant la chasse aux sorcières dont il était victime, les pogromes et les perquisitions chez lui, et il lui demandait de constituer une commission spéciale pour étudier objectivement son cas. Mais en mai 1967, les événements commencèrent à tourner vraiment mal.

Le 23 mai, le membre du "Groupe central dirigeant de la Révolution culturelle", Tsi Benioun (6), indiqua aux représentants des tsaofans que Li Lissan devait être la principale cible de la lutte au sein du bureau du Nord. Li Lissan, "ce n'est pas un tigre crevé, mais un tigre vivant", "sa femme est une espionne soviétique et lui-même entretient des liens secrets avec l'étranger". A cette époque, une telle déclaration de la part du "Groupe central dirigeant", qui personnifiait le pouvoir suprême, équivalait à une condamnation du Tribunal militaire. Les paroles de Tsi Benioun furent largement diffusées dans la presse des gardes rouges et accueillies comme un signal

d'action. Le 5 juin, 56 organisations de gardes rouges à Pékin, Tientsin et d'autres villes annoncèrent la création d'une "Association de lutte contre le groupe révisionniste contre-révolutionnaire de Li Lissan". L'état-major de l'association a commencé à collecter des matériaux sur cette affaire, en maintenant un contact permanent avec le "Groupe central dirigeant". Un groupe de gardes rouges s'installa chez nous, assignant de fait mes parents à résidence. On les menait désormais ensemble aux "réunions de lutte". Mon père parvenait encore à plaisanter : "Lise, tu es montée en grade, tu es à la tribune avec des secrétaires du bureau du comité central", mais ses forces physiques et morales s'épuisaient. Le 19 juin, un groupe d'inconnus, qui se présentaient comme des "tsaofans de Tientsin", agissant au nom du "Groupe central dirigeant" (on a su par la suite que l'un d'eux occupait un poste de direction dans les organes de sécurité de Tientsin), a emmené mon père dans un appartement secret, transformé en une sorte de prison.

La lettre de Li Lissan à Mao

C'est là que, le 22 juin, mon père a quitté cette vie, laissant une note griffonnée d'une main tremblante :

"Cher et révérend guide, président Mao Tsé-toung !

Je suis actuellement au bord du suicide et de la trahison du parti, je n'ai pas la possibilité de me justifier de mes crimes. Mais je veux dire une chose : ni moi-même, ni ma famille n'avons jamais, de quelque façon que ce soit, eu de liens secrets avec l'étranger. Et je n'ai qu'une seule prière : que le comité central mène une enquête approfondie et en tire de justes conclusions.

J'ai encore une lettre pour vous, cachée à la maison, dans mon lit. Elle n'est pas terminée. Je prie qu'on aille la chercher et qu'on vous la donne à lire.

(6) Tsi Benioun : nous n'avons pu trouver aucun renseignement sur lui.

Avec mes salutations révolutionnaires.

Li Lissan."

Comme on nous l'a déclaré plus tard, mon père, après avoir pris une forte dose de somnifères, est décédé sur le chemin de l'hôpital. Mais de nombreuses questions restaient en suspens : d'où venait cette dose excessive ? Comment mon père a-t-il pu la prendre, alors qu'il était constamment sous surveillance ? Pourquoi n'a-t-il pas été immédiatement secouru médicalement ? Nous ne sommes apparemment pas les seules à nous être posé ces questions et bien d'autres. En 1970, le bureau du Nord du comité central a reçu de Chou En-lai la mission d'enquêter sur les circonstances de la mort de Li Lissan, qualifiée de "*suspecte*", mais les conclusions de l'enquête ne sont jamais apparues au grand jour.

Le jour même de la fin tragique de mon père, ma mère, qui ignorait tout du sort de celui-ci, fut emmenée à la prison de Tsintchen, où étaient détenus les "*criminels politiques*" les plus importants. Son mandat d'arrêt portait la signature du ministre de la Sécurité, Se Foutchji. Le lendemain, ma sœur, élève de terminale, et moi-même étions arrêtées. L'instruction était menée par la commission spéciale de la troisième chancellerie du comité central, qui était en charge des dossiers "*d'espions et traîtres*". Une attention particulière était portée à "*l'affaire Li Lissan*", maman se souvient que Se Foutchji lui-même, entouré d'une importante suite, assistait à l'un des interrogatoires. Dès le début, la commission se fixait un but précis : démasquer la "*clique d'espions de Li Lissan*". A l'un des premiers interrogatoires, le juge d'instruction me dit : "*Quelques dizaines de personnes font partie de cette clique, une partie agit en Chine, et l'autre à l'étranger. Li Lissan est le résident de l'espionnage soviétique en Chine, pendant de nombreuses années il a mené une activité de sape et de diversion au service de celui-ci et Li Sha l'aidait dans ce travail.*" Il n'était pas question d'une quelconque "*présomption d'innocence*", les accusations étaient fabriquées d'avance et c'est pour les justifier qu'on

rassemblait des matériaux. En 1968, Li Lissan figurait comme "*agent soviétique*" sur la liste des "*espions et traîtres*" préparée par Kan Chen.

Sur cette base, toute une série de gens, plus ou moins liés à l'Union soviétique et en contact avec notre famille, furent arrêtés pendant l'été 1967. Parmi eux, se trouvait le directeur adjoint de l'Institut de recherche sur l'Union soviétique, Tchao Cioun, le directeur de l'Institut de Pékin des langues étrangères, Tchan Sitchouo, les traducteurs réputés Lin Li et Oouian Fei, un des metteurs en scène de théâtre les plus talentueux, Soun Veishi, et bien d'autres, parmi lesquels la femme de Tchen Tchanao, ex-citoyenne soviétique, A. E. Goussakova. Tous étaient considérés comme "*membres de la clique d'espions de Li Lissan*", les interrogatoires, la prison, les humiliations les attendaient. Soun Veishi, avec qui Tsian Tsin réglait de vieux comptes, fut torturée et périt en prison. Oouian Fei, ne supportant pas l'isolement, devint malade incurable, Lin Li perdit sa santé. On pourrait prolonger cette liste.

L'un des points principaux sur lesquels portait l'accusation était les contacts avec A. Krymov, en 1967. Y figuraient tous les détails d'un repas à la maison où avaient été invités Ian Shankoun et son épouse Li Beikhan. Considérant que Krymov était chargé de "*recruter des agents soviétiques*", l'instruction tentait d'établir un lien, à travers la "*clique de Li Lissan*", avec "*l'état-major bourgeois de Liu Chao-chi*" pour accuser toute une série de dirigeants du Parti communiste chinois d'être des "*agents révisionnistes soviétiques*". Les rencontres avec Krymov et les liens avec Li Lissan étaient des points majeurs dans les dossiers de Ian Shankoun, de Li Veikhan et de bien d'autres détenus de la prison de Tsintchen.

Maman fut soumise à toute la rigueur de l'instruction : interminables interrogatoires nocturnes, debout 6 à 7 heures d'affilée, interdiction de dormir à son retour en cellule, menace du cachot, cris, injures, régime de semi-famine et isolement total. Les juges d'instruction espéraient que cette femme déjà âgée, étran-

gère de surcroît, craquerait et signerait tout ce qu'on voudrait. Mais maman, qui était passée par l'école de 1937 et qui se souvenait des récits de mon père sur sa conduite dans les prisons soviétiques, comprenait qu'il fallait tenir bon. Pendant les interrogatoires, elle pesait chaque mot, pour ne pas compromettre des gens innocents. Après la fin de la "Révolution culturelle", quand on rendit aux réhabilités tous les papiers écrits en prison, les représentants du comité d'organisation du comité central soulignèrent que, dans les tomes de dépositions de maman, il n'y avait pas un seul fait qui ne correspondit pas à la réalité et que, dans bien des cas, ces matériaux leur avaient permis de rétablir la vérité.

Mais pour rétablir la vérité il fallut, comme toujours, faire encore un long chemin. Ma sœur et moi, nous eûmes de la chance : nous étions les plus jeunes détenues de Tsintchen et fûmes relâchées en 1969, en qualité "d'enfants rééduqués" (c'était l'expression officielle adoptée par le IX^e Congrès du PCC). Pendant de longues années, nous n'eûmes aucune nouvelle de maman, mais, en mai 1975, nous fûmes enfin autorisées à lui rendre visite. A cette époque, il y eut quelques progrès, le célèbre poète Emi Siao et sa femme furent même libérés, mais sans réhabilitation. On voyait sans doute un danger à la concentration des accusés dans la capitale, et, à partir du printemps 1975, ceux qui étaient libérés étaient immédiatement conduits à la gare et envoyés à la périphérie.

C'est ainsi qu'à la fin mai, maman fut secrètement envoyée en résidence forcée dans la petite ville de Iouchen, dans la province du Shansi. Elle ne fut informée ni de la mort de mon père (c'est moi qui le lui ai appris au début de l'année 1975), ni des conclusions de la commission d'enquête. Pourtant, comme on l'a su plus tard, la commission d'enquête de la troisième chancellerie du comité central avait entériné ces conclusions, où Li Lissan et Li Sha étaient l'un et l'autre condamnés comme "espions soviétiques". L'instruction ne s'était pas risquée à transmettre ces conclusions à l'intéressée.

Le tournant définitif

La situation semblait sans issue, mais maman restait optimiste et croyait que, tôt ou tard, elle serait autorisée à rentrer à Pékin. A l'automne 1976, après la mort de Mao Tsé-toung, la chute de la "bande des quatre" fut le prélude à des changements de fond dans le pays. En 1977, Deng Xiaoping se trouva à nouveau au premier plan de la scène politique, et à la fin de la même année, Khou Iaoban fut nommé à la tête du tout-puissant comité d'organisation du comité central. Peu à peu se répandit la rumeur du début des réhabilitations. Le comité fut baptisé "quartier libéré". Au printemps 1978, des amis me conseillèrent de m'y adresser et je fus bouleversée par la chaleur de l'accueil et le souci véritable pour le sort de mes parents. On promit de m'aider. Pourtant, deux mois plus tard environ, je reçus un coup de téléphone, et une voix, toujours compatissante, mais maintenant inquiète, me dit que toutes les tentatives pour arracher le dossier à la troisième chancellerie et le transférer au comité d'organisation étaient restées vaines. "*Nous continuons à nous battre, il te faut attendre.*" Attendre, j'en avais l'habitude, au moins y avait-il maintenant un espoir.

Le tournant définitif eut lieu à la fin 1978. A la veille du III^e plénum du comité central, on avait commencé à parler d'un brusque revirement dans le processus de réhabilitation. La troisième chancellerie serait dissoute sur décision du comité central et toutes les instructions transférées pour réexamen au comité d'organisation. De vieux amis me dirent : "*Khou Iaoban décide tout très vite. Il faut s'adresser à lui et faire avancer le dossier.*" Je m'armais de courage et, le samedi, je me rendis directement chez Khou Iaoban avec une lettre que j'avais préparée. Khou Iaoban vivait au même endroit qu'avant la "Révolution culturelle", dans une vieille maison dans une des "khoutouns" (ruelles) de Pékin. Il n'y avait pas de garde à l'entrée, j'entrais sans encombre et remis la lettre à son fils et sa bru (lui-même n'était pas chez lui). Le lundi, Khou Iaoban avait

déjà apposé sa résolution au bas de cette lettre, et les collaborateurs du comité d'organisation me téléphonèrent à l'institut. Khou Iaoban avait donné son accord pour que, contrairement à la règle commune, maman puisse revenir tout de suite à Pékin, dans l'attente du réexamen de son dossier. Nous avons passé le Nouvel An avec elle.

Encore plus d'un an

Il a fallu encore plus d'un an pour obtenir la réhabilitation. Maman et moi avons dû rejeter diverses variantes de conclusions, polémiquer ouvertement avec les juges d'instruction du parti, qui semblaient sortis tout droit de la période de la "Révolution culturelle" ; il nous a fallu écrire à de multiples instances et à de nombreux dirigeants haut placés pour obtenir justice. On voit qu'il n'était pas si facile de renoncer aux stéréotypes vieux de vingt ans et de rejeter totalement la version des liens de Li Lissan et Li Sha avec le "révisionnisme soviétique". Le 20 mars 1980, le meeting à la mémoire de Li Lissan fut l'un des derniers dans la série des meetings de deuil (en fait, de réhabilitation). Deng Xsiao-ping, Khou Iaoban et toute l'élite politique chinoise y assistaient. Dans l'éloge funèbre officiel, prononcé par Van Tchen, il était dit : « *Le comité central du Parti communiste chinois a pris la décision de réhabiliter complètement le camarade Li Lissan et de rétablir sa réputation. Toutes les inventions calomniatrices à son encontre fabriquées par Lin Piao (7) et la "bande des quatre" sont dénoncées dans leur intégralité.* »

Un dernier trait au tableau : pendant l'été 1986, maman fut invitée à la Maison des assemblées populaires, où, entourée de quelques amis, elle aperçut Ian Shankoun et d'autres accusés du même procès.

Comme autrefois, ils étaient attablés avec Krymov à l'occasion d'un repas organisé en l'honneur de ce dernier par Khou Iaoban. C'était le point final de l'affaire des "espions soviétiques".

Inna Li, 1999

(7) Lin Piao : membre du comité central nommé en 1967 ministre de la Défense à la place de Peng Te-huai, surnommé officiellement "*le plus fidèle compagnon d'armes du président Mao*" jusqu'à sa fuite en URSS en 1971 et sa mort dans un... accident d'avion jamais élucidé, au cours de cette tentative.

Illustrations parues dans la revue *Wudao* (La danse) le 5 mai 1958.

On peut lire sur la poitrine des trois personnages :

反 pour « contre-révolutionnaire »

右 pour « droitier »

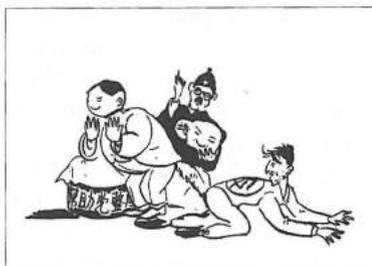
地 pour « propriétaire terrien ».

Sur la marmite, on devine :

« Aider le parti à entreprendre son mouvement de rectification. »



Au début du mouvement de rectification, les droitiers, et autres propriétaires terriens, contre-révolutionnaires, etc., se sont lancés dans des attaques démentes contre le parti.



Au début du mouvement anti-droitier, les droitiers se sont affublés de toutes sortes de déguisements.



Le peuple tout entier a complètement démasqué le complot politique des droitiers.

© Archives CIECC

**Témoignage
sur l'activité
de militants trotskystes
durant
la Seconde Guerre
mondiale**

(Max Clémenceau)

Depuis l'ouvrage de Jean-Pierre Cassard (1) — dont quelques exemplaires sont toujours disponibles au CERMTRI —, l'étude de la politique des divers courants trotskystes pendant la guerre a peu avancé. Max Clémenceau appartenait au "rayon Puteaux-Suresnes" du Comité communiste internationaliste (CCI), qui, après de longues et difficiles discussions, fusionnera avec le Parti ouvrier internationaliste et le groupe Octobre pour former, en février 1944, le Parti communiste internationaliste.

Pour replacer l'activité dont parle Max Clémenceau, rappelons ce qu'écrit Jean-Pierre Cassard : *"La politique du défaitisme révolutionnaire implique la nécessité absolue de combattre dans tous les pays belligérants pour le socialisme, donc contre chaque bourgeoisie. L'ennemi est dans notre propre pays (Karl Liebknecht). Ce n'est pas le prolétariat d'en face. Le prolongement de cette politique anti-impérialiste implique la défense des conquêtes d'Octobre, donc la défense de l'URSS. Les premières défaites de l'impérialisme allemand en 1942-1943 font que les trotskystes discutent et engagent pratiquement la campagne politique de fraternisation avec les travailleurs allemands sous l'uniforme. L'ouvrier allemand ne peut être mis dans le même sac que le nazi. Ouvriers français et allemands ne sont pas ennemis. Ils veulent tous les deux la fin de la guerre, l'ennemi commun, c'est le capitalisme. Seuls les trotskystes affirment cela."*

Les dirigeants anglais et américains comprennent, eux, fort bien cela. Après la chute de Mussolini, les forteresses volantes bombardent Rome, et surtout ses quartiers ouvriers, où ne se trouve aucun objectif militaire digne de ce nom. Bilan : 14 000 morts et 6 000 blessés. En revanche, comme le rappelle Max Gallo : *« Du 25 juin 1943 à l'armistice du 8 septembre 1943, pas un coup de canon n'a été tiré sur la marine italienne et pas une bombe alliée n'est tombée sur les navires italiens, pourtant ancrés à la Spezia ou à Tarente. Les villes, par contre, subissent l'application de la dure "strategic bombing policy". »*

Il faut terroriser le peuple italien et préserver la force de frappe de l'Etat bourgeois italien... La même politique est mise en œuvre en France, où des villes ou des quartiers sans objectif militaire sont rasées par l'aviation alliée. A l'époque, pour "justifier" des bombardements, on expliquait : les forteresses volantes lâchant leurs bombes à 4 000 mètres peuvent commettre des bavures.

Mais Royan n'est pas plus une bavure que Livourne, à moitié rasée.

D'ailleurs, les membres de la commission atomique américaine recommandant de lâcher la bombe au Japon sur un quartier ouvrier aux maisons bien serrées pour faire plus d'effet confirment cette ligne générale

(voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5).

Par ses souvenirs, Max Clémenceau apporte une contribution à l'histoire de la lutte des trotskystes dans ces années difficiles.

(1) *Les Trotskystes en France pendant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1944)*, La Vérité, ss d.

Le témoignage de Max Clémenceau, militant trotskyste pendant la guerre de 1939-1945

JEAN-JACQUES MARIE : L'histoire du trotskysme est particulièrement calomniée, et l'une des plus caricaturée dans l'histoire du trotskysme, pour des tas de raisons, est la période de la Seconde Guerre mondiale. L'activité internationaliste des trotskystes, avec beaucoup de nuances, à la fois en France entre divers courants et à l'échelle internationale entre diverses organisations, est une constante. Sur cette période, il y a, pour des raisons faciles à comprendre, assez peu de témoignages écrits. Et même si les témoignages sont trafiqués par ceux qui y font référence, exemple le livre de Nick tout à fait caractéristique, il est très important de maintenir la mémoire de ce qui s'est fait, et en particulier à partir de témoignages de ceux qui ont pris part directement à ces activités.

Max Clémenceau : Venant de province, je suis arrivé à Paris début octobre 1942. J'ai immédiatement adhéré au Comité communiste internationaliste (CCI). L'organisation ayant décidé de diriger les étudiants vers les usines, je me suis retrouvé en mars 1943 dans le rayon Puteaux-Suresnes.

Militant des Jeunesses communistes en 1935 (j'avais 14 ans), je me suis élevé contre l'approbation, par Staline, de la politique de défense nationale de Laval. Situé à gauche des JC et sur des posi-

tions communistes libertaires, j'ai soutenu activement, en 1936, la révolution espagnole. Mon frère était secrétaire départemental des JC, c'est lui qui m'a initié aux problèmes politiques.

Jean-Jacques Marie : Dans quel département ?

Max Clémenceau : Dans la Charente. J'ai désavoué les prises de position chauvines du Parti communiste, son alliance — au sein du Front populaire — avec les représentants de la bourgeoisie "de gauche", son stalinisme contre-révolutionnaire. Si je n'avais pas été exclu des JC, j'aurais démissionné.

Jean-Jacques Marie : Quand t'a-t-on exclu ?

Max Clémenceau : On m'a exclu, j'avais seize ans, en 1937.

J'avais une solide formation politique et plusieurs années d'expérience. Dès mon arrivée à Paris, en octobre 1942, j'ai été chargé de la formation politique de la compagne de Bleibtreu, de celle de Grimblat et — à Suresnes — d'un groupe de trois jeunes ouvrières, qui voulaient militer.

Le contenu des tracts que nous diffusions, parfois bilingues, mettait l'accent sur l'internationalisme prolétarien. Je

n'ai rejoint le CCI que parce qu'il était la seule organisation politique restée fidèle à la lutte de classe et à l'internationalisme prolétarien. J'étais beaucoup plus préoccupé par les problèmes que posait la classe ouvrière et la guerre impérialiste que par les divergences entre Staline et Trotsky. Pour moi, l'Union soviétique stalinienne était un Etat contre-révolutionnaire, l'Espagne en avait fait l'expérience.

La diffusion de nos tracts n'était pas une opération de tout repos. Nous courions deux risques : tomber sur la feldgendarmerie (police militaire) ou sur les staliniens traqueurs d'"hitléro-trotskyistes". Nous placardions nos affiches, pendant le couvre-feu, sur les murs des grandes usines de Puteaux-Suresnes. Je me souviens d'un soir, vers 11 heures, où, en compagnie d'une jeune militante, Pierrette Ducy, une fille admirable, nous collions des affiches bilingues sur les murs de l'usine Saurer. Quatre ou cinq camions allemands étaient arrêtés le long du trottoir, tous feux éteints. Leur présence ne nous surprenait pas ; chaque jour, ils venaient chercher du matériel fabriqué par l'usine. Tout semblait tranquille et nous nous appliquions à bien coller nos affiches, quand soudain les portes se sont ouvertes et cinq ou six soldats allemands en sont descendus. Nous sommes restés un court instant paralysés. Nous nous attendions au pire et, comme il ne se passait rien, nous avons pris notre pot de colle, nos affiches, et nous nous sommes éloignés lentement, persuadés qu'une rafale de mitraillette nous accompagnerait. Au bout d'une trentaine de mètres, nous nous sommes retournés pour voir ce qui se passait. Les soldats allemands n'avaient d'autre préoccupation que de lire nos affiches. Ils auraient pu nous tuer, ils ne l'ont pas fait, nous en avons conclu qu'ils étaient sensibles au contenu de nos affiches et que notre dénonciation de l'hitlérisme, des SS, et notre appel à la fraternisation avec les travailleurs français avaient retenu leur attention.

Pendant le couvre-feu, nos ennemis les plus redoutables étaient les feldgendarmes. Ils sillonnaient les rues dans le noir, sur des bicyclettes sans éclairage.

On ne les entendait pas venir et, quand on les voyait, il était trop tard pour s'échapper. Nous autres militants prenions souvent de gros risques.

Jean-Jacques Marie : Tu as raison, on ne se souvient pas forcément aujourd'hui des conditions de l'époque.

Max Clémenceau : Je travaillais dans une usine de construction aéronautique, la SACAM, quai Carnot, à Saint-Cloud. Elle était dirigée par une direction allemande et une direction française. La direction française était la plus vache. Travail d'équipe de 6 heures à 14 heures. Avec mon compagnon de travail, un jeune gars de 18 ou 20 ans, nous discutons des conditions de travail et de la situation politique. Il partageait mes opinions, acceptait de m'aider, mais ne voulait pas adhérer au CCI. Il m'a donné un sérieux coup de main pour la distribution des tracts. Nous arrivions le matin de très bonne heure pour ne pas être surpris et nous les jetions dans les vestiaires des ouvriers. Je n'en ai jamais trouvé de déchirés.

J'appartenais au "rayon Puteaux-Suresnes", il s'agissait de m'intégrer dans une usine, ce qui n'était pas facile. Fort heureusement, Robert Ducy connaissait un ancien officier des brigades internationales en Espagne, c'était un Hongrois stalinien, qui commençait à remettre en cause son stalinisme. Il savait que nous étions trotskystes. Robert lui a demandé de m'introduire dans une usine du coin. Il a sorti un papier de sa poche, a tracé quelques mots dans une langue bizarre et m'a envoyé à la SACAM, quai Carnot, à Saint-Cloud, me présenter à l'ingénieur Werner. La SACAM appartenait, avant d'être réquisitionnée par les autorités allemandes et mise à la disposition de la firme des bombardiers Junkers, à Marcel Bloch. C'est moi qui l'ai reçu à l'usine après son retour d'Allemagne et, croyez-moi, il n'était pas en aussi mauvais état physique que ceux qui revenaient des camps de concentration.

Werner appartenait à la direction allemande de l'usine. Je lui ai remis le papier d'introduction. Il m'a dit qu'il avait peu d'emplois pour ceux qui n'avaient

pas de formation professionnelle (et c'était mon cas). Néanmoins, il pouvait m'embaucher comme OSI pour démonter des moteurs d'avions, récupérer des pièces et les nettoyer dans un bain de soude chaud. J'ai accepté, j'aurais accepté n'importe quel emploi. Ce travail mettait les mains à rude épreuve et j'éprouvais des difficultés dans le démontage des moteurs. J'y passais trop de temps et le contremaître trouvait que je n'allais pas assez vite. Démonter un moteur avec des mains brûlées par la soude était un supplice et j'ai demandé qu'on me donne des gants. Cela ne lui a pas plu. Il m'a envoyé au bureau du chef des ateliers. Ce bureau surplombait tout l'atelier principal et en permettait une surveillance permanente.

Le chef d'atelier a prétendu que je mettais beaucoup de mauvaise volonté dans l'exécution de mon travail. Je lui ai fait observer que mes conditions de travail n'étaient pas normales et qu'il fallait me donner des gants. Très irrité, il a réagi vivement : *"Il n'en est pas question, et si vous n'êtes pas content, nous vous expédierons en Allemagne."* Les ouvriers de l'atelier suivaient des yeux l'entretien, quelques-uns avaient arrêté leur machine. Après mon retour à mon poste de travail, une délégation d'ouvriers est venue me demander ce qui s'était passé. Je leur ai tout raconté. L'un d'eux — qui, par la suite, s'est révélé être le secrétaire de la cellule du PC — m'a dit : *"S'ils prennent la décision de t'expédier en Allemagne, on se fout en grève."*

Quelque deux ans avant mon arrivée à l'usine, une grève avait éclaté. Les SS étaient intervenus. Ils avaient embarqué et fusillé deux ouvriers communistes. Le mouvement de solidarité des ouvriers de la SACAM à mon égard était extrêmement courageux. Je ne l'ai pas oublié. Le danger était grand. Quelques mois plus tard, une dizaine de SS et leurs chiens ont occupé un grand pavillon situé devant l'entrée de l'usine.

Inquiet de mon avenir dans l'usine, je suis allé informer Werner des menaces proférées par le chef des ateliers. Après m'avoir écouté en silence, il m'a demandé de revenir le lendemain à son bureau. Ce

que j'ai fait. Et c'est ainsi que je me suis trouvé en possession d'un Ausweis (laissez-passer) signé par un colonel, portant le timbre de la Luftwaffe, mentionnant que j'étais *"indispensable à l'industrie aéronautique du Reich"* et m'affectant à la SACAM !

Werner paraissait tout ignorer de mes opinions et activités politiques. Il ne me posait aucune question et — par mesure de sécurité — m'avait demandé que, quand nous nous rencontrions dans les ateliers, je ne lui adresse jamais la parole. Je n'ai jamais su quelles étaient ses opinions, les raisons pour lesquelles il exécutait ce que lui demandait l'ancien officier hongrois des brigades internationales. A la Libération, il est resté en France. Arrêté par les autorités françaises, il m'a demandé d'intervenir en sa faveur. Ce que j'ai fait avec empressement.

Il faut situer l'usine sur le plan "lutte". Disons que ça a été une usine qui, en 1936, était à la pointe du combat, comme dans toute l'aviation (on parle toujours de l'automobile). Ça a démarré dans les hautes sphères de l'aviation, c'est-à-dire les ingénieurs, les techniciens et les ouvriers P3 les plus qualifiés, c'est eux qui ont déclenché la grève dans l'aviation en 1936.

Ils ont eu un mal de chien à convaincre les manœuvres d'entrer en grève, mais, par la suite, ils étaient prêts à tout casser.

Pour en revenir à ma situation, finalement, ils m'ont changé pour me mettre au "traitement thermique", où c'était assez facile. Cependant, je me méfiais énormément, car je savais qu'il y avait des staliniens dans l'usine, je les connaissais ; eux, je ne pense pas qu'ils me soupçonnaient. J'évitais de discuter, j'observais, j'étudiais d'abord les gens pour savoir ce qu'ils pensaient.

Jean-Jacques Marie : Les tracts étaient déjà diffusés, dont tu parlais tout à l'heure ?

Max Clémenceau : Les tracts du CCI et le *Soviet de Puteaux-Suresnes* ont été diffusés dans l'usine environ deux mois après mon arrivée.

Jean-Jacques Marie : Personne n'a jamais su qui rédigeait ces tracts ?

Max Clémenceau : Je ne crois pas avoir été soupçonné de rédiger ces tracts et les articles du *Soviet* qui concernaient l'usine. Dans cette usine existaient deux services de contrôle : l'un, allemand, dirigé par un chef qui s'est avéré être un hitlérien du Sicherheitsdienst (service de sécurité), l'autre, français. Le service allemand regroupait des gars de la Luftwaffe (armée de l'air) qui s'étaient fait descendre en combats aériens. Handicapés, ils étaient quand même aptes aux opérations de contrôle. J'aurais aimé prendre contact avec eux. Opération impossible. Les ouvriers m'auraient soupçonné d'être un "collabo". Le chef de contrôle allemand aurait vite fait de me repérer. Quelques mois avant la Libération, on a retrouvé un matin, dans une rue de Suresnes, son cadavre avec un couteau planté dans le dos. A l'époque, j'ai pensé que c'était l'œuvre des staliniens. Par la suite, ils m'ont affirmé qu'ils n'y étaient pour rien.

J'agissais avec prudence. Je me méfiais de quelques staliniens. L'organisation craignait, avec juste raison, que, s'ils apprenaient que j'étais trotskyste, ma vie ne soit en danger. J'avais la chance de pouvoir circuler dans les ateliers, d'entendre ce que pensaient les ouvriers et, par conséquent, de les situer politiquement. J'y trouvais les techniciens et les ouvriers professionnels de haut niveau, qui, en 1936, avaient mené une grève très dure. Mais j'y trouvais aussi quelques staliniens beaucoup plus dangereux pour moi : les FTP, dont le seul objectif politique consistait à "casser du boche".

Quand Leclerc et les Américains sont entrés dans Paris, la direction allemande avait pris la fuite. L'usine était en grève. Le directeur français et son chef d'atelier s'étaient éclipsés. Alors, j'ai pu exposer en assemblée générale notre politique de classe et d'internationalisme prolétarien. Les militants du PC ont réagi favorablement. Je n'ai eu aucun mal à les convaincre.

Quant au directeur français de l'usine — l'ingénieur Carol —, deux camarades du PC et moi sommes allés le quérir vers

cinq heures du matin à son domicile parisien. Jugé en assemblée générale et condamné à la détention, nous l'avons emprisonné au Mont-Valérien.

Jean-Jacques Marie : Il y avait des milliers de membres du PCF qui voulaient que leur parti prenne le pouvoir pour instaurer le socialisme. Quand Staline a convoqué Thorez le 17 novembre 1944 et lui a dit en substance : ça suffit, il faut que les ouvriers rendent leurs armes, cela n'a pas été facile. Cette situation explique beaucoup de choses, et que ta proposition, même schématique, ait été accueillie favorablement par les militants de ton usine.

Max Clémenceau : Les ouvriers, les techniciens, les employés occupaient l'usine. Il fallait leur expliquer la situation dans laquelle nous nous trouvions pour obtenir leur approbation... et leur participation.

Jean-Jacques Marie : Si les trotskystes, pourtant très faibles, n'avaient pas influencé des secteurs de la classe ouvrière, les staliniens n'auraient pas eu besoin de déclencher la campagne contre les hitléro-trotskystes.

Max Clémenceau : L'une des premières décisions prises en assemblée générale a été de maintenir l'occupation de l'usine en permanence. Les travailleurs arrivaient à leur heure habituelle de travail. Sur un effectif d'environ 800 ouvriers, techniciens et employés, 10 % occupaient les locaux du matin au soir très tard. Le chef comptable disposant de suffisamment d'argent pour assurer la paye du personnel de l'entreprise, nous avons pris la décision de payer tous ceux qui se présentaient pour occuper et participer aux réunions des comités d'usine.

Nous étions en relation avec quelques autres usines du secteur, mais, malheureusement, leur personnel se contentait d'occuper les locaux et n'envisageait pas la remise en route sous contrôle ouvrier. D'où l'impossibilité de fédérer des comités d'usine, d'exercer un pouvoir ouvrier à Puteaux-Suresnes, qui aurait pu neutraliser l'action purement patriotique

des autorités locales (mairie, partis politiques, etc.) et résoudre les problèmes que posait la désorganisation des services publics. Par exemple, à la SACAM, nous avions de l'essence, rare à l'époque, et nous étions prêts à utiliser nos camions pour assurer le ravitaillement de la population locale.

Le CCI me reprochait d'agir en franc-tireur, de ne pas assister le soir aux réunions de cellule. Or il fallait maintenir l'enthousiasme du début à son plus haut niveau, discuter, expliquer sans cesse, être en contact permanent avec les travailleurs.

Jean-Jacques Marie : Tu te réunissais bien en cellule ?

Max Clémenceau : Oui, toutes les semaines. La fusion CCI-POI n'avait rien changé dans notre secteur. Le recrutement était très faible et les organisations souffraient de l'absence d'un fort contingent d'ouvriers. En fin 1944, j'ai été surpris que notre rayon Puteaux-Suresnes fût numériquement l'un des plus importants de notre organisation.

Avant, nous n'étions qu'une dizaine et nous nous réunissions par groupes de trois plusieurs fois par semaine. Nous observions strictement des règles de clandestinité. Par exemple, nous ne cherchions pas à connaître le nom et l'adresse de nos camarades militants, nous détruisions systématiquement toute preuve de nos déplacements (par exemple, les tickets de métro), nous prenions soin de ne pas être suivis, de ne garder à domicile aucun document qui puisse nous situer politiquement.

Pendant l'occupation de la SACAM, la seule anicroche entre le PC et moi s'est produite lors du déploiement des couleurs de l'ennemi de classe. Un matin, le secrétaire de cellule du PC de l'usine m'attendait pour me dire : *"Je suis très gêné, mais le parti me demande de placer un drapeau tricolore au-dessus de l'entrée de l'usine à côté du drapeau rouge."* J'étais très embarrassé. Je ne voulais pas compromettre la belle unité qui régnait depuis le début de l'occupation de l'usine. Je lui ai répondu : *"Le drapeau tricolore est le drapeau de ceux*

qui ont assassiné les communards, le drapeau de Doriot, de Pétain, de De Gaulle, et je n'en veux pas. Néanmoins, si tu te crois obligé de suivre les directives de ton parti, je ne m'y opposerai pas." Il ne fallait pas attacher trop d'importance à un morceau de chiffon. L'important, c'était notre unité dans la lutte.

Nos contacts avec les autres usines étaient médiocres. Nous étions beaucoup mieux organisés et nous allions beaucoup plus loin. Nos ouvriers de 1936 avaient gardé leur potentiel de combat et la situation les incitait à en faire usage. Je n'ai fait qu'éveiller leur conscience prolétarienne en les appelant à exercer leur pouvoir de classe.

Je leur ai expliqué les raisons pour lesquelles, dans nos tracts, nous appelions les travailleurs français à fraterniser avec les travailleurs allemands en uniforme pour combattre ensemble les hitlériens, les SS et leurs homologues français.

Les ouvriers présents m'ont applaudi quand j'ai déclaré : *"Le maréchal Foch prétendait qu'il se sentait plus proche d'un hobereau allemand que d'un communiste français. Eh bien, moi — internationaliste prolétarien —, je me sens plus proche d'un ouvrier allemand sous l'uniforme que d'un général français, fût-il de Gaulle."*

Je considère qu'en fin 1944, la situation en France n'était pas révolutionnaire, parce que les staliniens se sont comportés pendant l'occupation en patriotes délirants pour détourner les travailleurs de leurs objectifs de classe. Le seul souci de la classe ouvrière était de bouter les boches hors de France. Pour le reste, ils faisaient confiance à de Gaulle et aux politiciens bourgeois du Comité de libération nationale, qui, pensaient-ils, rétabliraient la démocratie (version d'avant-guerre). La vacance du pouvoir d'Etat est passée presque inaperçue. L'administration et la police se sont immédiatement ralliées à de Gaulle. Les Américains, qui projetaient de placer la France sous administration militaire, n'ont pas eu à intervenir. Les patrons baptisés "patriotes" par le PC sont retournés diriger leurs usines. Et le parti

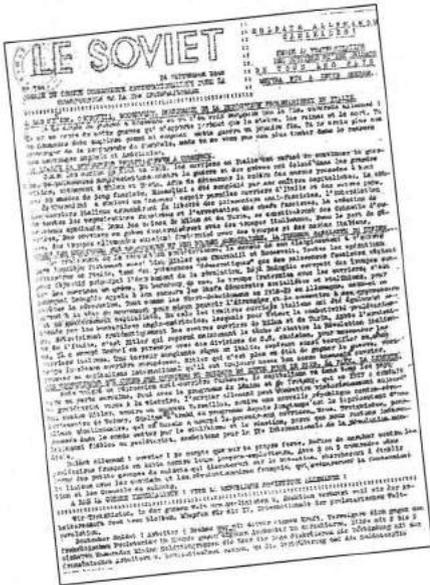
stalinien, fidèle serviteur de la bureaucratie soviétique et de la bourgeoisie française, a enregistré, venant de tous bords, un nombre d'adhésions ahurissant. Le régime bourgeois n'avait connu aucun accroc.

M. Marcel Dassault a récupéré son usine en très bon état. Quant à moi, gravement atteint de la tuberculose, après trois mois d'hospitalisation à l'hôpital Foch, à Suresnes, je n'ai pu reprendre une activité normale qu'après vingt mois de convalescence. Moi, j'ai poussé à l'extrême la voie de la révolution, et si la situation avait été révolutionnaire, mais elle ne l'était pas — si elle l'avait été, il y avait un point fort, c'était mon usine, qui devait servir d'exemple.

Jean-Jacques Marie : Sur ce point, nous avons un désaccord. Je pense que si la situation n'avait pas été révolutionnaire, il n'y aurait pas eu les bombardements sur Dresde, sur Berlin, sur Hambourg pour terroriser la population. Et je crois, personnellement, que c'est en Allemagne — où la classe ouvrière n'avait

à sa disposition ni syndicats, ni partis à elle, puisque le fascisme les avait détruits — que la situation était le moins révolutionnaire, mais en France elle l'était. Si elle ne l'avait pas été, il n'y aurait pas eu les conquêtes sociales (Sécurité sociale, etc.). La situation était révolutionnaire, mais sans un parti capable d'agir. Les Américains se sont dépêchés de nourrir les Français parce que c'était un pays au bord de l'explosion. Staline l'avait bien compris, quand, en novembre 1945, il dit à Thorez : *"Les communistes font les fanfarons (...). Un gouvernement a été créé, reconnu par la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, les Etats-Unis et d'autres puissances, tandis que les communistes continuent à agir par inertie."* Et Staline propose de constituer un *"mouvement pour la reconstruction d'une France forte et pour le renforcement de la démocratie"*.

Je propose que nous arrêtons, car je crois que nous quittons le terrain du témoignage pour celui de l'interprétation. Bien sûr, chacun a le droit d'avoir son interprétation des faits.



Le Soviet, organe du Comité communiste internationaliste pour la construction de la IV^e Internationale, recto en français et verso en allemand.



**Pages
oubliées**

***“Contribution
à l’histoire
du christianisme
primitif”***

1957
1958

1959
1960
1961
1962
1963

Friedrich Engels : “C’était à l’origine le mouvement des opprimés” (*)

L’HISTOIRE du christianisme primitif offre de curieux points de contact avec le mouvement ouvrier moderne. Comme celui-ci, le christianisme était à l’origine le mouvement des opprimés : il apparut tout d’abord comme la religion des esclaves et des affranchis, des pauvres et des hommes privés de droits, des peuples subjugués ou dispersés par Rome.

Tous deux, le christianisme aussi bien que le socialisme ouvrier, prêchent une délivrance prochaine de la servitude et de la misère ; le christianisme transpose cette délivrance dans l’au-delà, dans une vie après la mort, dans le ciel ; le socialisme la place dans ce monde, dans une transformation de la société. Tous les deux sont poursuivis et traqués, leurs adhérents sont proscrits et soumis à des lois d’exception, les uns comme ennemis du genre humain, les autres comme ennemis du gouvernement, de la religion, de la famille, de l’ordre social. Et malgré toutes les persécutions, et même directement servis par elles, l’un et l’autre se frayent victorieusement, irrésistiblement leur chemin.

Trois siècles après sa naissance, le christianisme est reconnu comme la religion d’Etat de l’Empire romain : en moins de soixante ans, le socialisme a conquis une position telle que son triomphe définitif est absolument assuré.

Par conséquent, si M. le professeur A. Menger, dans son *Droit au produit intégral du travail*, s’étonne de ce que, sous les empereurs romains, vu la colossale centralisation des biens-fonds et les souffrances infinies de la classe travailleuse composée pour la plus grande partie d’esclaves, « le socialisme ne se soit pas implanté après la chute de l’Empire romain occidental », c’est qu’il ne voit pas que, précisément, ce « socialisme », dans la mesure où cela était possible à l’époque, existait effectivement et arrivait au pouvoir... avec le christianisme.

Seulement, le christianisme, comme cela devait fatalement être, étant donné les conditions historiques, ne voulait pas réaliser la transformation sociale dans ce monde, mais dans l’au-delà, dans le ciel, dans la vie éternelle après la mort, dans le *millenium* imminent.

Déjà, au Moyen Age, le parallélisme des deux phénomènes s’impose lors des premiers soulèvements de paysans opprimés, et notamment de plébéiens des villes. Ces soulèvements, ainsi que tous les mouvements des masses au Moyen Age, portèrent nécessairement un masque religieux ; ils apparaissent comme des restaurations du christianisme primitif à la suite d’une dégénérescence

(*) Publié dans la *Neue Zeit*, XIII^e année (1894-1895), tome 1, n^o 1 et 2, pp. 4 à 13 et 36 à 43.

grandissante (1) mais derrière l'exaltation religieuse se cachent régulièrement de très positifs intérêts de ce monde-ci. Cela apparaissait d'une manière grandiose dans l'organisation des tabornites de Bohême sous Jean Zizka de glorieuse mémoire : mais ce trait persiste à travers tout le Moyen Age, jusqu'à ce qu'il disparaisse petit à petit, après la guerre des paysans en Allemagne, pour reparaître chez les ouvriers communistes après 1830. Les communistes révolutionnaires français, de même que Weitling et ses adhérents, se réclamèrent du christianisme primitif bien longtemps avant que Renan ait dit :

“Si vous voulez vous faire une idée des premières communautés chrétiennes, regardez une section locale de l'Association internationale des travailleurs.”

“Le Voltaire de l'Antiquité classique”

L'homme de lettres français, qui, grâce à une exploitation de la critique biblique allemande, sans exemple même dans le journalisme moderne, a confectionné son roman sur l'histoire de l'Eglise, *Les Origines du christianisme*, ne savait pas tout ce qu'il y avait de vrai dans sa phrase. Je voudrais voir l'ancien internationaliste capable de lire, par exemple, la seconde *Épître aux Corinthiens*, attribuée à Paul, sans que, sur un point tout au moins, d'anciennes blessures se rouvrent chez lui. L'*Épître* tout entière, à partir du VIII^e chapitre, retentit de l'éternelle plainte trop connue hélas : *“Les cotisations ne rentrent pas.”* Combien des plus zélés propagandistes, vers 1865, eussent serré la main de l'auteur de cette lettre, quel qu'il soit, avec une sympathique intelligence, en lui murmurant à l'oreille : *“Cela t'est donc arrivé, frère, à toi aussi !”* Nous autres, également, nous pourrions en dire long là-dessus — dans notre association aussi les Corinthiens pullulaient —, ces cotisations qui ne rentraient pas, qui, insaisissables, tournoyaient devant nos yeux de Tantale, mais c'étaient là, précisément, les fameux millions de l'Internationale.

L'une de nos meilleures sources sur les premiers chrétiens est Lucien de Samosate, le Voltaire de l'Antiquité classique, qui gardait une attitude également sceptique à l'égard de toute espèce de superstition religieuse, et qui, par conséquent, n'avait pas de motifs — ni par croyance païenne ni par politique — de traiter les chrétiens autrement que n'importe quelle association religieuse. Au contraire, il les raille tous pour leur superstition, aussi bien les adorateurs de Jupiter que les adorateurs du Christ : de

(1) Les soulèvements du monde mahométan, notamment en Afrique, forment un singulier contraste. Avec cela, l'islam est une religion faite à la mesure des Orientaux, plus spécialement des Arabes, c'est-à-dire, d'une part, de citadins pratiquant le commerce et l'industrie, d'autre part, de Bédouins nomades. Mais il y a là le germe d'une collision périodique. Les citadins, devenus opulents et fastueux, se relâchent dans l'observance de la “loi”. Les Bédouins pauvres et, à cause de leur pauvreté, de mœurs sévères, regardent avec envie et convoitise ces richesses et ces jouissances. Ils s'unissent sous la direction d'un prophète, un Madhi, pour châtier les infidèles, pour rétablir la loi cérémoniale et la vraie croyance, et pour s'approprier comme récompense les trésors des infidèles. Au bout de cent ans, naturellement, ils se trouvent exactement au même point que ceux-ci ; une nouvelle purification est nécessaire ; un nouveau Madhi surgit ; le jeu recommence. Cela s'est passé de la sorte depuis les guerres de conquête des Almoravides (*) et des Almohades africains en Espagne jusqu'au dernier Madhi de Khartoum, qui a bravé si victorieusement les Anglais. Il en fut ainsi, ou à peu près, des bouleversements en Perse et en d'autres contrées mahométanes. Ce sont des mouvements nés de causes économiques, bien que portant un déguisement religieux. Mais, alors même qu'ils réussissent, ils laissent intactes les conditions économiques. Rien n'est donc changé, la collision devient périodique. En revanche, dans les insurrections populaires de l'Occident chrétien, le déguisement religieux ne sert que de drapeau et de masque à des attaques contre un ordre économique devenu caduc : finalement, cet ordre est renversé ; un ordre nouveau s'élève, il y a progrès, le monde marche (F. E.).

(*) Almoravides : dynastie maure en Afrique du Nord et en Espagne du Sud (1056 à 1146). Almohades : autre dynastie maure, qui renversa la dynastie des Almoravides en 1146 et exerça le pouvoir jusqu'en 1269.

Sous le nom de Madhi de Khartoum est désigné Mobamed Achmed (environ 1844-1885), chef du soulèvement populaire au Soudan égyptien (1881-1885). Ce soulèvement de paysans et de nomades était dirigé contre les colonisateurs anglais et autres, et il finit par les chasser temporairement du Soudan (jusqu'en 1898).

son point de vue platement rationaliste, un genre de superstition est tout aussi inepte qu'un autre. Ce témoin, en tout cas impartial, raconte, entre autres choses, la biographie d'un aventurier, Pérégrinus, qui s'appelait en réalité Protée, de Parium, sur l'Hellespont (2). Le dit Pérégrinus débuta, dans sa jeunesse en Arménie, par un adultère, fut pris en flagrant délit et lynché selon la coutume du pays. Heureusement parvenu à s'échapper, il étrangla à Parium son vieux père et dut s'enfuir.

“Ce fut vers cette époque qu'il se fit instruire dans l'admirable religion des chrétiens, en s'affiliant en Palestine avec quelques-uns de leurs prêtres et de leurs scribes. Que vous dirai-je ? Cet homme leur fit bientôt voir qu'ils n'étaient que des enfants ; tour à tour prophète, thiasarque, chef d'assemblée, il fut tout à lui seul, interprétant leurs livres, les expliquant, en composant de son propre fonds. Aussi, nombre de gens le regardèrent-ils comme un dieu, un législateur, un pontife, égal à celui qui est honoré en Palestine, où il fut mis en croix pour avoir introduit ce nouveau culte parmi les hommes. Protée ayant été arrêté pour ce motif, fut jeté en prison... Du moment qu'il fut dans les fers, les chrétiens, se regardant comme frappés en lui, mirent tout en œuvre pour l'enlever ; mais, ne pouvant y parvenir, ils lui rendirent au moins toutes sortes d'offices avec un zèle et un empressement infatigables. Dès le matin, on voyait rangés autour de la prison une foule de vieilles femmes, de veuves et d'orphelins.

Les principaux chefs de la secte passaient la nuit auprès de lui, après avoir corrompu les geôliers : ils y apportaient leur repas, lisaient leurs livres saints ; et le vertueux Pérégrinus, il se nommait encore ainsi, était appelé par eux le nouveau Socrate. Ce n'est pas tout ; plusieurs villes d'Asie lui envoyèrent des députés au nom des chrétiens, pour lui prêter assistance, lui servir d'appuis, d'avocats et de consolateurs. On ne saurait croire leur empressement en pareilles occurrences, pour tout dire en un mot, rien ne leur coûte. Aussi Pérégrinus, sous le prétexte de sa prison, vit-il

arriver de bonnes sommes d'argent et se fit-il un gros revenu. Ces malheureux se figurent qu'ils sont immortels et qu'ils vivront éternellement, en conséquence, ils méprisent les supplices et se livrent volontairement à la mort. Leur premier législateur leur a encore persuadé qu'ils sont tous frères. Dès qu'ils ont une fois changé de culte, ils renoncent aux dieux des Grecs et adorent le sophiste crucifié, dont ils suivent les lois. Ils méprisent également tous les biens et les mettent en commun, sur la foi complète qu'ils ont en ses paroles. En sorte que s'il vient à se présenter parmi eux un imposteur, un fourbe adroit, il n'a pas de peine à s'enrichir fort vite, en riant sous cape de leur simplicité. Cependant, Pérégrinus est bientôt délivré de ses fers par le gouverneur de Syrie.”

A la suite d'autres aventures encore, il est dit :

“Pérégrinus reprend donc sa vie errante, accompagné dans ses courses vagabondes par une troupe de chrétiens, qui lui servent de satellites et subviennent abondamment à ses besoins. Il se fit ainsi nourrir pendant quelque temps. Mais ensuite, ayant violé quelques-uns de leurs préceptes (on l'avait vu, je crois, manger d'une viande prohibée), il fut abandonné de son cortège et réduit à la pauvreté” (traduction Talbot).

Les charlatans du mouvement ouvrier

Que de souvenirs de jeunesse s'éveillent en moi à la lecture de ce passage de Lucien. Voilà, tout d'abord, le “prophète Albrecht”, qui, à partir de 1840 environ et quelques années durant, rendait peu sûres — à la lettre — les communautés communistes de Weitling, en Suisse. C'était un homme grand et fort, portant une longue barbe, qui parcourait la Suisse à pied, à la recherche d'un auditoire pour son nouvel évangile de l'affranchissement du monde. Au de-

(2) Engels fait allusion au petit ouvrage de Lucien : *De la mort de Pérégrinus*.

meurant, il paraît avoir été un brouillon assez inoffensif, et mourut de bonne heure. Voilà son successeur, moins inoffensif, le "D" George Kuhlmann de Holstein, qui mit à profit le temps où Weitling était en prison pour convertir les communistes de la Suisse française à son évangile à lui, et qui, pour un temps, y réussit si bien qu'il gagna jusqu'au plus spirituel en même temps que le plus bohème d'entre eux, August Becker. Feu Kuhlmann donnait des conférences, qui furent publiées à Genève en 1845 sous le titre : *Le Nouveau Monde ou le royaume de l'esprit sur la terre. Annonciation*. Et dans l'introduction, rédigée selon toute probabilité par Becker, on lit :

"Il manquait un homme dans la bouche de qui toutes nos souffrances, toutes nos espérances et nos aspirations, en un mot, tout ce qui remue le plus profondément notre temps, trouvât une voix... Cet homme qu'attendait notre époque, il est apparu. C'est le D^r George Kuhlmann de Holstein. Il est apparu, avec la doctrine du nouveau monde ou du royaume de l'esprit dans la réalité."

Est-il besoin de dire que cette doctrine du nouveau monde n'était que le plus banal sentimentalisme, traduit en une phraséologie demi-biblique à la Lamennais et débité avec une arrogance de prophète. Ce qui n'empêchait pas les bons disciples de Weitling d'être aux petits soins pour ce charlatan, comme les chrétiens d'Asie l'avaient été pour Pérégrinus. Eux qui, d'ordinaire, étaient archidémocratiques et égalitaires, au point de nourrir des soupçons inextinguibles à l'égard de tout maître d'école, de tout journaliste, de tous ceux qui n'étaient pas des ouvriers manuels, comme s'ils étaient autant de "savants" cherchant à les exploiter, ils se laissèrent persuader par ce Kuhlmann, avec son accoutrement de mélodrame, que, dans le "nouveau monde", le plus sage, *id est* Kuhlmann, réglerait la répartition des jouissances et que, en conséquence, dans le vieux monde déjà, les disciples avaient à fournir les jouissances par boisseaux au plus sage, et à se contenter, eux, des miettes. Et Pérégrinus-Kuhlmann vécut dans la joie et dans l'abondance... tant que cela dura. A vrai dire, cela ne dura

guère ; le mécontentement croissant des sceptiques et des incrédules, les menaces de persécution du gouvernement vaudois mirent fin au royaume de l'esprit à Lausanne ; Kuhlmann disparut.

Des exemples analogues viendront par douzaines à la mémoire de quiconque a connu par expérience le commencement du mouvement ouvrier en Europe. A l'heure présente, des cas aussi extrêmes sont devenus impossibles, du moins dans les grands centres ; mais dans des localités perdues, où le mouvement conquiert un terrain vierge, un petit Pérégrinus de ce genre pourrait bien compter encore sur un succès momentané et relatif. Et de même que dans tous les pays affluent vers le parti ouvrier tous les éléments n'ayant plus rien à espérer du monde officiel, ou qui y sont brûlés — tels que les adversaires de la vaccination, les végétariens, les antivivisectionnistes, les partisans de la médecine des simples, les prédicateurs des congrégations dissidentes dont les ouailles ont pris le large, les auteurs de nouvelles théories sur l'origine du monde, les inventeurs ratés ou malheureux, les victimes de réels ou d'imaginaires passe-droits que la bureaucratie appelle "*des rouspéteurs inutiles*", les imbéciles honnêtes et les deshonnêtes imposteurs —, de même, il en était chez les chrétiens. Tous les éléments que le procès de dissolution de l'ancien monde avait libérés, c'est-à-dire avait flanqués à la porte, étaient attirés, les uns après les autres, dans le cercle d'attraction du christianisme, l'unique élément qui résistait à cette dissolution — précisément parce qu'il en était nécessairement le produit tout spécial — et qui, par conséquent, subsistait et grandissait, alors que les autres éléments n'étaient que des mouches éphémères. Point d'exaltation, d'extravagance, d'insanité ou d'escroquerie qui n'ait tenté sa chance auprès des jeunes communautés chrétiennes et qui, temporairement et en certaines localités, n'ait rencontré des oreilles attentives et de dociles croyants. Et comme les communistes de nos premières communautés, les premiers chrétiens étaient d'une crédulité inouïe à l'égard de tout ce qui paraissait convenir à leur doctrine, de sorte

que nous ne savons pas de façon positive si, sur le grand nombre d'écrits que Périgrinus a composés pour la chrétienté, il ne s'est pas glissé quelque fragment, par ci, par là, dans notre Nouveau Testament.

•
•

La critique biblique allemande, jusqu'ici la seule base scientifique de notre connaissance de l'histoire du christianisme primitif, a suivi une double tendance.

Deux tendances extrêmes

L'une de ces tendances est représentée par l'école de Tubingue, à laquelle, au sens large, appartient aussi D. F. Strauss. Elle va aussi loin dans l'examen critique qu'une école *théologique* saurait aller. Elle admet que les quatre Évangiles ne sont pas des rapports de témoins oculaires, mais des remaniements ultérieurs d'écrits perdus, et que quatre tout au plus des *Epîtres* attribuées à saint Paul sont authentiques, etc. Elle biffe de la narration historique, comme inadmissibles, tous les miracles et toutes les contradictions ; de ce qui reste, elle cherche "à sauver tout ce qui peut être sauvé", et, en cela, transparait bien son caractère d'école théologique. Et c'est grâce à cette école que Renan, qui, en grande partie, se fonde sur elle, a pu, en appliquant la même méthode, opérer bien d'autres "sauvetages" encore. Outre nombre de récits plus que douteux du Nouveau Testament, il veut encore nous imposer quantité de légendes de martyrs comme authentifiées historiquement. En tout cas, tout ce que l'école de Tubingue rejette du Nouveau Testament comme apocryphe, ou comme n'étant pas historique, peut être considéré comme définitivement écarté par la science.

L'autre tendance est représentée par un seul homme : Bruno Bauer. Son grand mérite est d'avoir impitoyablement critiqué les Évangiles et les *Epîtres* apostoliques, d'avoir été le premier à

prendre au sérieux l'examen des éléments non seulement juifs et gréco-alexandrins, mais aussi grecs et gréco-romains, qui ont permis au christianisme de devenir une religion universelle. La légende du christianisme né de toutes pièces du judaïsme, partant de la Palestine pour conquérir le monde avec une dogmatique et une éthique arrêtées dans leurs grandes lignes, est devenue impossible depuis Bruno Bauer ; désormais, elle pourra tout au plus continuer de végéter dans les facultés théologiques et dans l'esprit des gens qui veulent "conserver la religion pour le peuple", même aux dépens de la science.

Dans la formation du christianisme, tel qu'il a été élevé au rang de religion d'Etat par Constantin, l'école de Philon d'Alexandrie et la philosophie vulgaire gréco-romaine — platonique et notamment stoïcienne — ont eu leur large part. Cette part est loin d'être établie dans les détails, mais le fait est démontré, et c'est là surtout l'œuvre de Bruno Bauer ; il a jeté les bases de la preuve que le christianisme n'a pas été importé du dehors, de Judée, et imposé au monde gréco-romain, mais qu'il est, du moins dans la forme qu'il a revêtue comme religion universelle, le produit le plus authentique de ce monde. Naturellement, dans ce travail, Bauer dépassa de beaucoup le but, comme il arrive à tous ceux qui combattent des préjugés invétérés. Dans l'intention de déterminer, même au point de vue littéraire, l'influence de Philon, et surtout de Sénèque, sur le christianisme naissant, et de représenter formellement les auteurs du Nouveau Testament comme des plagiaires de ces philosophes, il est obligé de retarder l'apparition de la nouvelle religion d'un demi-siècle, de rejeter les récits qui s'y opposent des historiens romains, et, en général, de prendre de graves libertés avec l'histoire reçue. Selon lui, le christianisme comme tel n'apparaît que sous les empereurs Flaviens, la littérature du Nouveau Testament que sous Hadrien, Antonin et Marc-Aurèle. En conséquence, on vit aussi disparaître chez Bauer tout fond historique pour les récits du Nouveau Testament relatifs à Jésus et à ses disciples ; ils se résolvent en légendes, où les phases de développe-

ment interne et les conflits moraux des premières communautés sont transposés et attribués à des personnages plus ou moins fictifs. Ce ne sont ni la Galilée ni Jérusalem, mais bien Alexandrie et Rome qui sont, d'après Bauer, les lieux de naissance de la nouvelle religion.

Par conséquent, si dans le résidu qu'elle ne conteste pas de l'histoire et de la littérature du Nouveau Testament, l'école de Tubingue nous a offert l'extrême maximum de ce que la science peut, de nos jours encore, accepter comme étant sujet à controverse, Bruno Bauer nous apporte le maximum de ce qu'elle peut y contester. La vérité se situe entre ces extrêmes. Que celle-ci, avec nos moyens actuels, soit susceptible d'être déterminée, paraît bien problématique. De nouvelles trouvailles, notamment à Rome, dans l'Orient et avant tout en Egypte, y contribueront bien davantage que toute critique.

L'Apocalypse de Jean

Or il y a dans le Nouveau Testament un seul livre dont il soit possible, à quelques mois près, de fixer la date de rédaction ; il a dû être écrit entre juin 67 et janvier ou avril 68 ; c'est un livre qui, par conséquent, appartient aux tout premiers temps chrétiens, qui reflète les idées de cette époque avec la plus naïve sincérité et dans la langue idiomatique qui lui correspond ; qui, partant, est à mon sens autrement important pour déterminer ce que fut réellement le christianisme primitif que tout le reste du Nouveau Testament, de beaucoup postérieur en date dans sa rédaction actuelle. Ce livre est ce qu'on appelle l'*Apocalypse* de Jean ; et comme, par surcroît, ce livre, en apparence le plus obscur de toute la Bible, est devenu aujourd'hui, grâce à la critique allemande, le plus compréhensible et le plus transparent de tous, je me propose d'en entretenir le lecteur.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce livre pour se convaincre de l'état d'exaltation non seulement de l'auteur, mais encore du "milieu" où il vivait. Notre

Apocalypse n'est pas la seule de son espèce et de son temps. De l'an 164 avant notre ère, date de la première qui nous ait été conservée — le livre de Daniel — jusqu'à environ 250 de notre ère, date approximative du *Carmen* de Commodien (3), Renan ne compte pas moins de quinze *Apocalypses* classiques parvenues jusqu'à nous, sans parler des imitations ultérieures. (Je cite Renan parce que son livre est le plus accessible et le plus connu en dehors des cercles des spécialistes.) Ce fut un temps où, à Rome et en Grèce, mais bien davantage encore en Asie mineure, en Syrie et en Egypte, un mélange absolument hasardeux des plus crasses superstitions des peuples les plus divers était accepté sans examen et complété par de pieuses fraudes et un charlatanisme direct, où les miracles, les extases, les visions, la divination, l'alchimie, la cabale (4) et autres sorcelleries occultes tenaient le premier rôle. Ce fut là l'atmosphère dans laquelle le christianisme primitif prit naissance, et cela dans une classe de gens qui, plus que toute autre, était accessible à ces chimères. Aussi bien les gnostiques (5) chrétiens d'Egypte, comme le prouvent entre autres choses les papyrus de Leyde, se sont-ils, au II^e siècle de l'ère chrétienne, fortement adonnés à l'alchimie, et ont-ils incorporé des notions d'alchimie dans leurs doctrines. Et les *mathematici* chaldéens et juifs, qui, d'après Tacite, furent à deux reprises, sous Claude et encore sous Vitellius, chassés de Rome pour magie, ne se livraient pas à d'autres "astuces" de géométrie que celles que nous retrouverons au cœur même de l'*Apocalypse* de Jean.

(3) Il s'agit du chant apologétique de Commodien adressé aux Juifs et aux païens.

(4) Ou Kabbale : système théologique ésotérique juif contenu dans deux livres : le *Livre de la Création* (VII^e siècle) et le *Livre de l'Eclat* (fin du XIII^e siècle). Ces deux livres exposent la doctrine mystique de la révélation de la divinité par soi-même, de son émanation et de la partition du Tout en quatre éléments.

(5) Adhérents d'une tendance religieuse mystique de la période du christianisme primitif : tendance éclectique et réactionnaire en philosophie, qui unissait le néoplatonisme aux idées pythagoriciennes et chrétiennes et prépara le terrain à l'obscurantisme du Moyen Age.

A cela s'ajoute que toutes les *Apocalypses* s'arrogent le droit de tromper leurs lecteurs. Non seulement elles sont, en règle générale, écrites par de tout autres personnes — pour la plupart plus modernes — que leurs prétendus auteurs, par exemple le livre de Daniel, le livre d'Enoch, les *Apocalypses* d'Esdras, de Baruch, de Jude, etc., les livres sibyllins, mais elles ne prophétisent au fond que des choses arrivées depuis longtemps et parfaitement connues de l'auteur véritable. C'est ainsi qu'en l'an 164, peu de temps avant la mort d'Antiochus Epiphane, l'auteur du livre de Daniel fait prédire à Daniel, censé vivre à l'époque de Nabuchodonosor, la montée et le déclin de l'hégémonie de la Perse et de la Macédoine, et le commencement de l'Empire mondial de Rome, afin de préparer ses lecteurs, par cette preuve de ses dons prophétiques, à accepter sa prophétie finale : que le peuple d'Israël surmontera toutes ses souffrances et sera enfin victorieux. Si donc l'*Apocalypse* de Jean était réellement l'ouvrage de l'auteur prétendu, elle constituerait l'unique exception dans la littérature apocalyptique.

Le Jean, qui se donne pour l'auteur, était en tout cas un homme très considéré parmi les chrétiens de l'Asie mineure. Le ton des lettres aux sept Eglises nous en est garant. Il se pourrait donc que ce fût l'apôtre Jean, dont l'existence historique, si elle n'est pas absolument attestée, est du moins très vraisemblable. Et si cet apôtre était effectivement l'auteur, ce n'en serait que mieux pour notre thèse. Ce serait la meilleure preuve que le christianisme de ce livre est le véritable, le vrai christianisme primitif. Il est prouvé, soit dit en passant, que l'*Apocalypse* n'est pas du même auteur que l'Évangile ou les trois *Épîtres* attribuées à Jean.

Une série de visions

L'*Apocalypse* se compose d'une série de visions. Dans la première, le Christ apparaît, vêtu en grand-prêtre, marchant entre sept chandeliers d'or, qui représentent les sept Eglises d'Asie, et dicte à "Jean" des lettres aux sept "anges" de

ces "Eglises" d'Asie. Dès le début, la différence se manifeste d'une manière frappante entre ce christianisme-ci et la religion universelle de Constantin formulée par le concile de Nicée. La Trinité est non seulement inconnue, elle est ici une impossibilité. A la place du Saint-Esprit *unique* ultérieur, nous avons les "*sept esprits de Dieu*", tirés par les rabbins d'Esaié, XI, 2, Jésus-Christ est le Fils de Dieu, le premier et le dernier, l'alpha et l'oméga, mais nullement lui-même Dieu ou l'égal de Dieu : il est au contraire "*le commencement de la création de Dieu*", par conséquent, une émanation de Dieu existant de toute éternité, mais subordonnée, analogue aux sept esprits mentionnés plus haut. Au chapitre XV, 3, les martyrs au ciel "*chantent le cantique de Moïse, le serviteur de Dieu, et le cantique de l'agneau*" pour la glorification de Dieu.

Jésus-Christ apparaît donc ici non seulement subordonné à Dieu, mais, d'une certaine manière, placé sur le même plan que Moïse. Jésus-Christ est crucifié à Jérusalem (XI, 8), mais il est ressuscité (I, 5, 18), il est l'"agneau" qui a été sacrifié pour les péchés du monde et avec le sang duquel les fidèles de tous les peuples et de toutes langues sont rachetés à Dieu. Nous trouvons ici la conception fondamentale qui permit au christianisme de s'épanouir en religion universelle. La notion que les dieux, offensés par les actions des hommes, pouvaient être apaisés par des sacrifices était commune à toutes les religions des Sémites et des Européens ; la première idée révolutionnaire fondamentale du christianisme (empruntée à l'école de Philon) était que, par l'unique grand sacrifice volontaire d'un médiateur, les péchés de tous les temps de tous les hommes étaient expiés une fois pour toutes... pour les fidèles. De la sorte, disparaissait la nécessité de tout sacrifice ultérieur, et, par suite, la base de nombre de cérémonies religieuses. Or se débarrasser de cérémonies qui entravaient ou interdisaient le commerce avec des hommes de croyances différentes était la condition première d'une religion universelle. Et cependant, l'habitude des sacrifices était si ancrée dans les mœurs populaires que

le catholicisme — qui reprit tant de coutumes païennes — jugea utile de lui faire droit en introduisant tout au moins le symbolique sacrifice de la messe. En revanche, nulle trace dans notre livre du dogme du péché originel.

Ce qui, surtout, caractérise ces lettres, de même que le livre tout entier, c'est que, jamais ni nulle part, il ne vient à l'idée de l'auteur de se désigner, lui et ses coreligionnaires, autrement que comme... Juifs. Aux sectaires de Smyrne et de Philadelphie, contre lesquels il s'élève, il reproche : *"Ils se disent Juifs et ne le sont pas, mais sont une synagogue de Satan"* ; de ceux de Pergame, il dit : *"Ils sont attachés à la doctrine de Balaam, qui enseignait à Balak à faire toutes sortes de difficultés aux enfants d'Israël, pour qu'ils mangeassent des viandes sacrifiées aux idoles et qu'ils se livrassent à l'impudicité."*

Ce n'est donc pas à des chrétiens conscients que nous avons affaire ici, mais à des gens qui se donnent pour Juifs ; leur judaïsme, sans doute, est une nouvelle phase de développement de l'ancien : c'est précisément pour cela qu'il est le seul vrai. C'est pourquoi, lors de l'apparition des saints devant le trône de Dieu, viennent en premier lieu 144 000 Juifs, 12 000 de chaque tribu, et seulement ensuite l'innombrable foule de païens convertis à ce judaïsme renouvelé. Notre auteur, en l'an 69 de notre ère, était si loin de se douter qu'il représentait une phase toute nouvelle de l'évolution religieuse, appelée à devenir un des éléments les plus révolutionnaires dans l'histoire de l'esprit humain.

***"Appelée à devenir
un des éléments
les plus révolutionnaires
dans l'histoire
de l'esprit humain"***

Ainsi, on le voit, le christianisme d'alors, qui n'avait pas encore conscience de soi, était à mille lieues de la religion

universelle, dogmatiquement arrêtée par le concile de Nicée ; impossible de reconnaître celui-là dans celle-ci.

Ni la dogmatique, ni l'éthique du christianisme ultérieur ne s'y rencontrent ; en revanche, il y a le sentiment qu'on est en lutte contre tout un monde et que l'on sortira vainqueur de cette lutte ; une ardeur belliqueuse et une certitude de vaincre qui ont complètement disparu chez les chrétiens de nos jours et ne se rencontrent plus qu'à l'autre pôle de la société, chez les socialistes.

***"Tout mouvement
de masses est au début
nécessairement confus"***

En fait, la lutte contre un monde qui a, au début, l'avantage, et la lutte simultanée des novateurs entre eux sont communes à tous deux ; aux chrétiens primitifs et aux socialistes. Les deux grands mouvements ne sont pas faits par des chefs et des prophètes — bien que les prophètes ne manquent ni chez l'un ni chez l'autre —, ce sont des mouvements de masses. Et tout mouvement de masses est au début nécessairement confus ; confus parce que toute pensée de masses se meut, d'abord, dans des contradictions, parce qu'elle manque de clarté et de cohérence ; confus encore, précisément à cause du rôle qu'y jouent les prophètes dans les commencements. Cette confusion se manifeste dans la formation de nombreuses sectes, qui se combattent entre elles avec au moins autant d'acharnement qu'elles combattent l'ennemi commun du dehors. Cela se passa ainsi dans le christianisme primitif ; cela se passa de même dans les débuts du mouvement socialiste, si affligeant que cela fût pour les honnêtes gens bien intentionnés qui prêchaient l'union, alors que l'union n'était pas possible.

Est-ce que, par exemple, la cohésion de l'Internationale était due à un dogme unitaire ? En aucune façon. Il y avait là des communistes selon la tradition française d'avant 1848, qui, à leur tour, représentaient des nuances différentes ;

des communistes de l'école de Weitling ; d'autres encore appartenant à la ligue régénérée des communistes ; des proudhoniens qui étaient l'élément prédominant en France et en Belgique ; des blanquistes ; le Parti ouvrier allemand ; enfin, des anarchistes bakouninistes, qui, un moment, eurent le dessus en Espagne et en Italie ; et ce n'étaient là que les groupes principaux. A dater de la fondation de l'Internationale, il a fallu un bon quart de siècle pour que s'effectue définitivement et partout la séparation d'avec les anarchistes, et que s'établisse un accord tout au moins sur les points de vue économiques les plus généraux. Et cela avec nos moyens de communication, les chemins de fer, les télégraphes, les villes industrielles monstres, la presse et les réunions populaires organisées.

Même division en innombrables sectes chez les premiers chrétiens, division qui était justement le moyen d'amener la discussion et d'obtenir l'unité ultérieure. Nous la constatons déjà dans ce livre, indubitablement le plus ancien document chrétien, et notre auteur fulmine contre elle avec le même comportement implacable que contre le monde des pêcheurs non chrétiens. Voilà tout d'abord les nicolaïtes, à Ephèse et à Pergame ; ceux qui disent être Juifs mais sont la synagogue de Satan, à Smyrne et Philadelphie ; les adhérents de la doctrine du faux prophète, appelé Balaam, à Pergame ; ceux qui disent être des prophètes et qui ne le sont pas, à Ephèse ; enfin, les partisans de la fausse prophétesse, appelée Jézabel, à Thyatire. Nous n'apprenons rien de plus précis sur ces sectes ; seulement des successeurs de Balaam et de Jézabel, il est dit qu'ils mangent des viandes sacrifiées aux idoles et se livrent à l'impudicité.

On a essayé de représenter ces cinq sectes comme étant des chrétiens pauliniens, et toutes ces lettres comme étant dirigées contre Paul le faux apôtre, le prétendu Balaam et "Nicolas". Les arguments sur ce point, peu soutenables d'ailleurs, se trouvent réunis chez Renan, *Saint Paul* (Paris, 1869, pages 303-305-367-370). Tous, ils aboutissent à expliquer nos lettres par les *Actes des apôtres* et les *Épîtres* dites de Paul, écrits qui, tout au moins dans leur rédaction

actuelle, sont de soixante ans postérieurs à l'*Apocalypse* et dont les données relatives à celles-ci sont donc plus que douteuses, et qui, de plus, se contredisent absolument entre eux. Mais ce qui tranche la question, c'est qu'il n'a pu venir à l'esprit de notre auteur de donner à une seule et même secte cinq désignations différentes : deux pour la seule Ephèse (faux apôtres et nicolaïtes) et deux également pour Pergame (les balaamites et les nicolaïtes), et cela en les désignant expressément dans chaque cas comme deux sectes différentes. Toutefois, nous n'entendons pas nier que, parmi ces sectes, il ait pu se trouver des éléments que l'on considérerait aujourd'hui comme des sectes pauliniennes.

Dans les deux passages où l'on entre dans des détails, l'accusation se borne à la consommation de viandes sacrifiées aux idoles et à l'impudicité, les deux points sur lesquels les Juifs — les anciens aussi bien que les Juifs chrétiens — étaient en dispute perpétuelle avec les païens convertis. De la viande provenant des sacrifices païens était non seulement servie aux festins, où refuser les mets présentés pouvait paraître inconvenant, voire devenir dangereux, mais elle était vendue aussi sur les marchés publics, où il n'était guère possible de discerner à la vue si elle était kascher ou non. Par l'impudicité, ces mêmes Juifs n'entendaient pas seulement le commerce sexuel hors du mariage, mais aussi le mariage entre parents à des degrés prohibés par la loi juive, ou bien encore entre Juifs et païens, et c'est là le sens qui, d'ordinaire, est donné au mot dans les *Actes des apôtres* (XV, 20 et 29).

Mais notre Jean a une façon de voir à lui, même en ce qui concerne le commerce sexuel permis aux Juifs orthodoxes. Il dit (XV, 4) des 144 000 Juifs célestes : "*Ce sont ceux qui ne se sont pas souillés avec les femmes, car ils sont vierges.*" Et, de fait, dans le ciel de notre Jean, il n'y a pas une seule femme. Il appartient donc à cette tendance qui se manifeste également dans d'autres écrits du christianisme primitif et tient pour péché le commerce sexuel en général. Si, en outre, l'on tient compte du fait qu'il appelle Rome la grande prostituée avec la-

quelle les rois de la terre se sont livrés à l'impudicité et ont été enivrés du vin de son impudicité — et ses marchands se sont enrichis par la puissance de son luxe —, il nous est impossible de comprendre le mot des lettres dans le sens étroit que l'apologétique théologique voudrait lui attribuer, à seule fin d'en extraire une confirmation pour d'autres passages du Nouveau Testament. Bien au contraire. Ces passages des lettres indiquent clairement le phénomène commun à toutes les époques profondément troublées, à savoir qu'en même temps qu'on ébranle toutes les barrières, on cherche à relâcher les liens traditionnels du commerce sexuel. Dans les premiers siècles chrétiens également, à côté de l'ascétisme qui mortifie la chair, se manifeste assez souvent la tendance à étendre la liberté chrétienne aux rapports, plus ou moins libres, entre hommes et femmes. La même chose est arrivée dans le mouvement socialiste moderne.

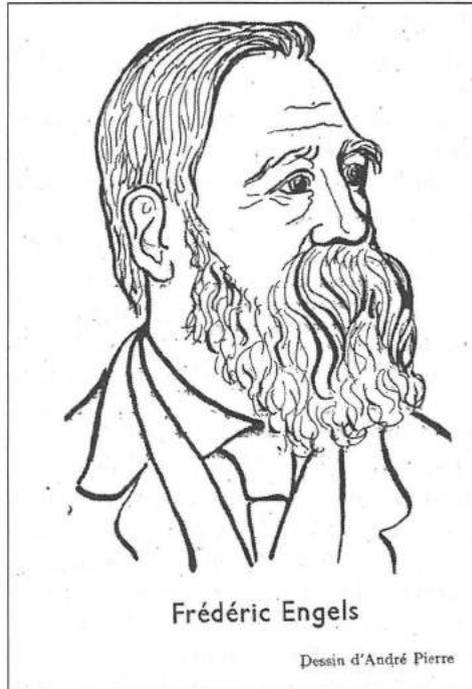
Quelle sainte indignation n'a pas provoqué après 1830, dans l'Allemagne d'alors — cette "*pieuse nursery*", comme l'appelait Heine — la *réhabilitation de la chair* saint-simonienne ! Les plus affreusement indignés furent les ordres aristocratiques qui dominaient à

l'époque (à cette date, il n'y avait pas encore de classes chez nous) et qui, pas plus à Berlin que dans leurs propriétés de campagne, ne savaient vivre sans une réhabilitation toujours réitérée de leur chair. Qu'eussent-ils dit, les bons gens, s'ils avaient connu Fourier, qui offre pour la chair la perspective de bien d'autres cabrioles !

Une fois l'utopisme dépassé, ces extravagances ont fait place à des notions plus rationnelles et, en réalité, bien plus radicales, et depuis que l'Allemagne, de la pieuse nursery de Heine qu'elle était, est devenue le centre du mouvement socialiste, on se moque de l'indignation hypocrite du pieux monde aristocratique.

C'est là tout le contenu dogmatique des lettres. Quant au reste, elles excitent les camarades à la propagande énergique, à la fière et courageuse confession de leur foi face à leurs adversaires, à la lutte sans relâche contre l'ennemi du dehors et du dedans ; et sur ce chapitre, elles auraient pu, tout aussi bien, être écrites par un enthousiaste tant soit peu prophète de l'Internationale.

(Suite et fin
dans le prochain numéro)



Frédéric Engels

Dessin d'André Pierre

“Cronstadt, 1921”
(Cahiers
du CERMTRI, n° 110)

"L'atmosphère de mécontentement ne cessait de s'épaissir"

LA révolte, en mars 1921, de la garnison de Cronstadt (île de la Baltique qui commande l'accès à Petrograd) contre le gouvernement du Conseil des commissaires du peuple et son écrasement par l'Armée rouge ont depuis quatre-vingts ans suscité d'acharnés débats. Certains (de nombreux anarchistes, en particulier) voient dans cette révolte l'amorce d'une troisième révolution populaire écrasée. La longue polémique a suscité de nombreuses publications, qui se sont longtemps, par force, réduites à commenter toujours les mêmes documents et les mêmes témoignages. Depuis la chute de l'URSS, de nombreux documents d'archives de et sur Cronstadt ont été publiés.

La révolte de Cronstadt a éclaté au moment même où des révoltes paysannes embrasaient la région de Tambov, en Russie d'Europe, et celle de Tioumen, en Sibérie occidentale. Même s'il n'y avait pas de lien organisé entre ces mouvements, ils ont une parenté incontestable.

Ces débats ont pris une forme particulièrement aiguë lorsque Staline organisa les procès de Moscou pour liquider la vieille garde bolchevique, en 1936-1938, et que Trotsky et les bolcheviks-léninistes tentèrent d'organiser une campagne internationale contre ces procès

truqués. De nombreux courants se dressèrent alors contre cette campagne en arguant de Cronstadt pour expliquer : les bolcheviks se dévorent entre eux ; les fusillés d'aujourd'hui sont les fusilleurs d'hier.

La brochure du CERMTRI republie d'abord un ensemble de documents anciens émanant des divers courants du mouvement ouvrier sur la révolte et son écrasement (depuis les anarchistes jusqu'aux bolcheviks, en passant par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires).

Elle publie ensuite des documents inconnus et inédits, issus des archives soviétiques, récemment publiés en Russie (lettres du président du comité révolutionnaire provisoire de Cronstadt, Petritchenko, extraits de rapports secrets des tchékistes Feldman et Agranov, souvenirs d'un membre du comité révolutionnaire, Orechine, tracts diffusés lors des grèves de Petrograd, en janvier 1921, extraits de lettres de matelots, témoignage de Poutna, général commandant la 27^e division d'Omsk, dont un régiment passa aux insurgés le 16 mars, la veille même de l'écrasement de la révolte, données sur la composition de la garnison de Cronstadt en 1921).

Tous ces éléments permettent de préciser la portée de ce mouvement.

L'analyse de Lénine

Dans son rapport au X^e Congrès du Parti communiste de Russie (8-16 mars 1921), Lénine se penche longuement sur la révolte de Cronstadt. Il met au centre du mouvement la revendication de la "liberté du commerce". Ce point excepté, il insiste à la fois sur la parenté apparente entre le programme des insurgés et celui des bolcheviks, et sur le fait que les "nuances" qui les séparent constituent autant de passerelles pour les éléments réactionnaires qui veulent utiliser la révolte pour rétablir l'ancien régime en Russie. Il souligne : « *Le pouvoir politique détenu par les bolcheviks est passé à un conglomérat mal défini ou à une association d'éléments disparates, légèrement plus à droite que les bolcheviks, semble-t-il, et peut-être même "plus à gauche", on ne sait, tant l'ensemble des groupements politiques qui ont essayé de prendre le pouvoir à Cronstadt est indéterminé.* » Plus tard, il reprend : « *Si j'ai souligné le danger de Cronstadt, c'est qu'on n'y revendique, semble-t-il, qu'un tout petit décalage : "Que les bolcheviks partent, nous amenderons légèrement le pouvoir." Voilà ce qu'on veut à Cronstadt.* » La question lui paraît tellement importante qu'il commence quasiment sa réponse à la discussion sur son rapport par ces lignes : « *Dans mon rapport, j'ai tout ramené aux leçons de Cronstadt, tout, depuis le début jusqu'à la fin.* » Dans sa conclusion, il déclarait : « *A Cronstadt, on ne veut ni les gardes blancs ni notre pouvoir ; et il n'y en a pas d'autre.* » Le général monarchiste Von Lampe proposait au même moment de soutenir les insurgés sur la base du même constat.

Si Lénine a défini l'insurrection de Cronstadt comme une révolte de la "petite bourgeoisie paysanne" sous l'unique forme pour obtenir la liberté du commerce, certains y voient la marque même d'une nature sanglante du bolchevisme, d'autres le début du stalinisme, d'autres le début d'une troisième et authentique révolution sociale écrasée. Son dernier véritable historien, Paul Avrich, concluait sa *Tragédie de Cronstadt* par

ces lignes dialectiques : « *Dans le cas de Cronstadt, l'historien peut se permettre d'affirmer que sa sympathie va aux rebelles, tout en concédant que la répression bolchevique fut justifiée. Le reconnaître, c'est en vérité embrasser la tragédie de Cronstadt dans sa plénitude.* » Les documents postérieurs à l'écrasement de la révolte (comme les deux lettres de Petritchenco et de quatre de ses camarades au général Wrangel et à son conseiller Grimm) éclairent cette affirmation.

Ce *Cahier du CERMTRI* sur Cronstadt, malgré quelques coquilles et quelques problèmes d'impression, plus ou moins bien corrigés, apporte sur une question qui fait depuis longtemps débat dans le mouvement ouvrier des éléments d'information en partie connus, en partie nouveaux, qui en font un document extrêmement utile, permettant à chacun de se faire son propre jugement. Nous en donnons d'abord le sommaire, qui peut permettre de juger du rapport entre les uns et les autres.

Sommaire :

1. Chronologie des faits.
2. Tracts anonymes de Petrograd.
3. La résolution du 1^{er} mars 1921.
4. Extraits de lettres de matelots.
5. Les insurrections paysannes.
6. Le journal d'Alexandre Berkman.
7. Les *Izvestia* de Cronstadt.
8. L'analyse de Lénine au X^e Congrès du Parti bolchevique (8-16 mars 1921).
9. La position d'Anton Ciliga et d'Alexandre Skirda.
10. La position de Trotsky.
11. La position de Victor Serge.
12. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires.
13. Le témoignage de Poutna.
14. Le mémorandum de la Croix-Rouge russe en exil.
15. Les deux lettres de dirigeants de Cronstadt aux dirigeants blancs Grimm et Wrangel.

16. Un article de Petritchenco dans l'organe des S-R de gauche.
17. Un texte de Kirov.
18. La position stalinienne.
19. Une page du capitaine Dikstein (1988).
20. Souvenirs d'Orechine (extraits).
21. Les communistes à Cronstadt.
22. Souvenirs de Petritchenco (extraits).
23. Rapport du plénipotentiaire de la Tcheka, Agranov (extraits).

Sur ces vingt-deux documents, neuf sont inédits, issus des archives récemment publiées en Russie.

Une situation désespérée

Le *Cahier du CERMTRI* replace d'abord l'insurrection de Cronstadt dans la situation générale du pays après trois ans de guerre civile, et en particulier celle du ravitaillement.

Dès le 8 septembre 1920, Nicolas Ossinski, membre du collège du Commissariat au ravitaillement, alerte Lénine sur « l'incroyable difficulté de la campagne du ravitaillement de l'année qui vient. Vu la mauvaise récolte actuelle, vu la peur "animale" du paysan à l'idée de donner son blé (et ce n'est plus du sabotage lié à l'instinct de propriété), il faudra littéralement lui arracher le blé en versant le sang. » Et il prévoit : "a) une chaîne de révoltes peut-être plus puissantes que celles de l'automne 1918 nous menace, d'abord à cause du stockage, puis de la famine ; b) nous sommes menacés par une épidémie de typhus liée à la famine ; c) la crise de l'économie paysanne sera aiguës au maximum (...). L'hiver qui vient sera critique pour la république et le stockage des produits prendra vraisemblablement la forme d'une guerre du ravitaillement."

En attendant un changement de politique, il demande de doubler le nombre des membres des détachements de réquisition, de 30 000 à 66 000.

En 1966, déjà, l'historien soviétique Ivan Donkov soulignait : *"Cela aggrave la crise, qui engendra la lassitude, un sentiment de désespoir, qui trouva son expression dans l'anarchisme."*

Voronski, vieux militant bolchevique originaire de Tambov, alerte Lénine en octobre 1920 sur *"l'appauvrissement économique complet de la campagne de Tambov (...), victime d'une mauvaise récolte depuis deux ans déjà"* et *"littéralement occupée par l'armée l'année passée (...). Les prétendus excédents de blé n'existent pas. Le paysan n'a pas de pain pour se nourrir jusqu'à la prochaine récolte. Les plus pauvres ont déjà commencé à manger du pain fait avec de l'arroche (...). Il n'y a pas du tout d'avoine. Les paysans sont contraints de vendre leur bétail (...). Il sera extrêmement difficile de réaliser le plan de réquisition de 11 millions de pouds imposé à notre province de Tambov."*

Pour les paysans, écrit-il, *"les anciens propriétaires et la bourgeoisie ruinent les paysans : ils se sont infiltrés dans les soviets et se vengent aujourd'hui des paysans qui leur ont pris hier leurs terres et leur matériel"*.

Serguei Adamets affirme : *"C'est la famine d'abord, et, dans une moindre mesure, les restrictions imposées au commerce, la fermeture des marchés ou la pratique des réquisitions qui constituèrent la force motrice des soulèvements."*

Le *Cahier* souligne ensuite les effets de cette situation et de l'activité des détachements de réquisition sur la garnison de Cronstadt, formée de paysans aux trois quarts ou presque ukrainiens, et qui allaient régulièrement en permission dans leurs familles ou en recevaient des lettres les informant sur la réalité de ce qu'elles vivaient.

Un rapport du tchékiste Feldman en date du 10 décembre 1920 souligne que les soldats de Cronstadt sont révoltés par les informations qu'ils reçoivent de leurs villages : *"Tous, membres du parti ou pas, se plaignent des nouvelles qu'ils reçoivent de leur patrie (sic !) : l'un s'est vu confisquer son dernier cheval, l'autre apprend que son père, un vieillard, a été*

jeté en prison, on a réquisitionné toute la moisson de la famille d'un troisième ; ici, un autre a vu sa dernière vache confisquée, là, le détachement de réquisition a mis la main sur tout le linge de corps."

Feldman signale que 40 % des matelots de la Baltique, membres du Parti communiste, en ont démissionné dans les semaines précédentes. Il s'est interrogé sur l'origine d'un détachement de 542 soldats récemment affectés à Cronstadt sans avoir pu, écrit-il, obtenir de réponse.

Un rapport éclairant

Dans son rapport secret du 5 avril 1921, le tchékiste Agranov, chargé d'interroger des dirigeants insurgés arrêtés et d'enquêter sur les origines de la révolte, écrit qu'elle est *"le développement direct et logique des troubles et des grèves de plusieurs usines et fabriques de Pétersbourg, qui ont éclaté dans la dernière semaine de février de cette année"* à la suite de *"la fermeture soudaine au début de février, à cause de la crise du combustible, de la majorité des entreprises qui venaient juste d'être mises en marche (...). La réduction de la ration alimentaire qui s'ensuivit au milieu de février donna l'impulsion directe à l'explosion du mécontentement croissant d'une partie des travailleurs de Piter et provoqua des grèves dans toute une série d'usines (...).*

Des conditions et un état d'esprit analogues existaient à Cronstadt à la veille de la mutinerie. La nervosité croissante de la masse ouvrière affamée était aggravée par la détérioration croissante des conditions d'existence (...). L'atmosphère de mécontentement ne cessait de s'épaissir dans la masse des matelots et des soldats rouges, pour l'essentiel issus de la paysannerie. Les nouvelles reçues de leurs familles, avec lesquelles cette masse n'avait pas rompu les liens et qui leur apportaient des informations régulières sur la crise de l'agriculture, sur les abus des autorités locales, sur le poids de la réquisition, etc., accroissaient encore leur exaspération."

Les insurrections paysannes contre "la dictature des youpins" !

Cronstadt, révolte de soldats-paysans, dont les parents, les frères, les sœurs, la femme sont en règle générale eux aussi des paysans, se situe dans le droit-fil des nombreuses révoltes paysannes qui explosent au cours de l'hiver 1920-1921 et sont particulièrement vivaces dans les régions de Tambov, en Russie d'Europe, et de Tioumen, en Sibérie occidentale. Tous les rapports internes insistent sur le fait que le mécontentement des marins de Cronstadt est lié aux nouvelles qu'ils reçoivent de leurs familles à la campagne, dont ils partagent l'humeur et les revendications, ou des informations communiquées par leurs camarades de retour de permission.

Les insurrections paysannes ayant des racines communes avec Cronstadt (protestation contre le système réquisition-répartition du communisme de guerre et l'ensemble de ses institutions : barrages sur les routes, détachements de réquisition, etc.), leur programme éclaire et complète la signification de Cronstadt. Les insurgés de Tambov réclament ainsi la dénationalisation partielle des entreprises. C'est ce à quoi aboutira la NEP ? Certes, mais sous la direction du Parti bolchevique et d'un Lénine hostile à toute remise en cause du monopole du commerce extérieur, qui permettrait la jonction entre le capitalisme intérieur renaissant et le capitalisme international.

En Sibérie occidentale, le 18 février, le chef du détachement insurrectionnel du district d'Ichim diffuse aux soviets locaux de la région voisine un appel d'une extrême violence et d'un antisémitisme virulent. Il dénonce *"la Hauteur de Sion Trotsky, entouré de canons et de mitrailleuses et de milliers de ses esclaves-communistes dévoués, et qui ne reconnaissent rien, ni la sainteté, ni la vérité, ni la loi, et qui tourmentent quiconque a osé élever la voix contre la dictature des youpins"*. Il stigmatise *"les*

youpins-communistes". Cette dénonciation encouragée par l'Église orthodoxe se retrouve, moins brutale, chez les révoltés de Tambov. Cette violence verbale correspond à une violence physique : les insurgés arrachent les yeux des communistes qu'ils arrêtent à coups de fourches et leur coupent les mains et les pieds à la hache.

Les trois quarts de la garnison de Cronstadt viennent de la paysannerie ukrainienne ravagée depuis des décennies par l'antisémitisme ; ce poison a ainsi infecté la première armée de cavalerie rouge commandée par Boudionny et les troupes de Makhno : si ce dernier était étranger à l'antisémitisme, il ne maîtrisait pas toujours ses bandes armées, qui ne répugnaient pas au pogrome. Cronstadt baigne aussi dans cette atmosphère, qui imprègne toutes les révoltes paysannes.

La famine obsédante

Au cours de l'hiver 1920-1921 commence à se répandre une famine, qui affecte des régions entières de la Russie soviétique. Elle touchera 25 millions d'individus dans tout le sud de la Russie soviétique et y fera de 3 à 4 millions de morts ; mais avant, elle a touché moins brutalement les régions de Tambov et de Tioumen, où éclatent des révoltes paysannes.

D'où vient cette famine ? Les historiens répondent : c'est la politique de réquisition des "excédents" de blé des paysans menée par les bolcheviks pendant le "communisme de guerre", c'est-à-dire pendant la guerre civile, et qu'ils auraient abandonnée trop tard. La brochure du CERMTRI répond à cette question en publiant, entre autres, une analyse détaillée du récent ouvrage du démographe Serguei Adamets sur la famine, dont le n° 20 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a parlé.

Evoquant les révoltes paysannes de 1920-1921, Serguei Adamets affirme : *"C'est tout d'abord la famine et, dans une moindre mesure, les restrictions imposées au commerce, la fermeture des*

marchés ou la pratique des réquisitions qui constituèrent la force motrice de ces soulèvements."

Le 4 février 1921, d'ailleurs, Lénine déclarait lors d'une conférence de métallurgistes de Moscou : *"Je sais que la situation des paysans en ce printemps est très pénible (...). Les ouvriers, ces trois dernières années, ont eu faim et froid, et ont reçu des usines abandonnées (...). Les ouvriers ont subi des sacrifices inouïs, et maintenant est venue l'année où ce sont les paysans qui se trouvent dans la situation la plus pénible (...). Nous savons que la situation des paysans est difficile (...). Nous ne pouvons promettre aux paysans de les tirer d'un coup du besoin, car il faudrait pour cela que les usines fabriquent cent fois plus de produits."*

Les épidémies provoquées par le blocus total de la Russie par l'Europe

Aux morts de la famine s'ajoutent les victimes des épidémies, elles-mêmes provoquées par toute une série de facteurs dus en particulier à la guerre, à la guerre civile et au blocus total de la Russie soviétique décrété par l'Occident. Serguei Adamets souligne : *"L'embargo économique imposé par les alliés et par l'Allemagne mit fin à toutes les importations de médicaments, de vaccins et de quinine. Partout, la population manquait de simple savon, ce qui était la cause principale de la baisse des pratiques hygiéniques quotidiennes."*

Aussi la diffusion des épidémies était-elle foudroyante. Et il y eut, en 1921-1922, une épidémie de typhus, puis de paludisme. La France, l'Angleterre, l'Allemagne et les autres pays, en refusant de vendre médicaments et vaccins à la Russie, sont responsables d'un bon nombre de morts (tout est bon pour renverser un régime haï, mais à cette époque on ne qualifiait pas encore l'embargo d'aide humanitaire).

Un étrange complément à la plate-forme en 15 points

Dans un article publié par la revue des S-R de gauche en 1925, le président du comité révolutionnaire de Cronstadt, Petritchenco, affirmait : *“Les Cronstadtiens ont agi sans plan ni programme, uniquement en tâtonnant dans les limites des résolutions et selon les circonstances. Coupés du monde entier, nous ignorions ce qui se passait en dehors de Cronstadt, aussi bien en Russie soviétique qu'à l'étranger.”*

Cet empirisme (*“sans plan ni programme”*) s'exprime de façon brutale dans une lettre de Petritchenco au général blanc Wrangel et à son conseiller Grimm, intégralement reproduites l'une et l'autre dans le *Cahier du CERMTRI*. On y lit ce qui suit.

Lettre à Grimm :

« L'expérience des Cronstadtiens ayant montré que le slogan “Tout le pouvoir aux soviets et non aux partis” constituait une manœuvre politique adéquate, car elle suscitait la scission dans les rangs des communistes, était populaire dans les masses et était capable d'unir tous les partis (ce qui est nécessaire dans la lutte contre les bolcheviks), nous jugeons nécessaire de mener notre activité ultérieure en Russie soviétique avec ce slogan jusqu'à la victoire sur les communistes »... et pas après, donc !

Lettre au général-baron Wrangel :

« Le slogan “Tout le pouvoir aux soviets et pas aux partis” avait été avancé afin d'unir tous les partis antibolcheviks

et les masses populaires. La signification politique de ce slogan est très importante, car il arrache aux communistes l'arme qu'ils utilisent habilement pour réaliser les idées communistes sous la forme de prétendus “soviets du peuple”. L'insurrection a montré mieux que tout l'utilité de ce mot d'ordre, qui a provoqué le départ d'une certaine quantité de communistes de base des rangs de leur parti et qui a rencontré un large écho dans la population ouvrière et paysanne (...).

Vu le mélange systématique de la population d'autres territoires dans l'Armée rouge, la garnison de Cronstadt était formée aux trois quarts de natifs d'Ukraine, depuis longtemps ennemis des bolcheviks. Le dernier contingent était formé de natifs du Kouban, qui avaient auparavant servi dans l'armée de Denikine (...).

Partisans d'une lutte active contre les communistes, les Cronstadtiens ne sont pas enclins à repousser toutes les formes possibles de conduite de cette lutte, que ce soit l'intervention, la venue d'armées volontaires russes ou une insurrection à l'intérieur de la Russie, pour obtenir le renversement le plus rapide possible du joug des communistes...

Après le renversement des communistes, nous jugeons indispensable l'instauration d'une dictature militaire pour lutter contre l'anarchie possible et pour garantir au peuple la possibilité d'exprimer librement sa volonté dans le domaine de l'édification de l'Etat. »

Ce document joint aux autres permet à chacun de se former sa propre opinion sur la portée réelle de la révolte de Cronstadt.

“La Grande Grève”

(Pierre Levasseur)

la mère en gueule en spectacle...

**DERNIERE
SAISON**



la grande greve

mise en scène de **yvette sauvage-lelong**

enseignements
illetterie

office du tourisme de montceau - 03 85 69 00 00

avec le soutien de
la Fédération nationale des syndicats des mineurs

Mercredi	2 juillet	21 h.00
vendredi	27 juin - 4 juillet	21 h.00
samedi	28 juin - 5 juillet	21 h.00
dimanche	29 juin	17 h.00

avec le soutien de
communes de blanzly - genelard - ciry le noble
montceau les mines - perrecy les forges
sanvignes les mines - saint vallier
communauté creusot - montceau
conseil général de saône-et-loire
a.r.t.d.a.m.
compagnie golmus

La grève des mineurs de Montceau (1899)

LA poussière de charbon ne recouvre plus les rues de Montceau-les-Mines. Faut-il oublier pour cela les mines et les mineurs, qui ont fait vivre la région pendant 150 ans ?

La Grande Grève est une pièce de théâtre qui se joue dans cette petite ville. Sous ce titre, qui ne laisse planer aucun doute sur le contenu du spectacle, se cache un épisode de la lutte des classes de la fin du XIX^e siècle, au moment où la classe ouvrière cherche à s'organiser pour se battre, pour défendre son droit à l'existence.

Nous ne pouvons que saluer le travail de l'association La Mère en gueule (1) de Montceau-les-Mines, qui s'est donné pour tâche de préserver la mémoire du mouvement ouvrier local et qui, pour cela, a monté un spectacle qui rend hommage à ceux qui ont construit le syndicat des mineurs et les organisations ouvrières dans leur région. Les organisateurs du spectacle précisent que leur travail a pour but de ne pas voir le passé de leur ville et de leur région effacé. Pour eux, les racines ouvrières ne doivent pas être oubliées.

C'est tout à fait symbolique que la pièce soit jouée dans la Maison du syndicat des mineurs, construite en 1906 par souscription auprès des travailleurs.

2003 sera la dernière année de représentation. Depuis trois saisons, le spectacle fait salle comble : c'est un hommage à ceux qui ont choisi de défendre la mémoire ouvrière.

Montceau-les-Mines est, avec Blanzay et Montchanin, au centre du bassin minier de Saône-et-Loire, dont l'exploitation s'est arrêtée il y a une dizaine d'années ; c'est aussi l'agglomération du Creusot, métropole industrielle du sud de la Bourgogne. Une région ouvrière, dont l'histoire est partie prenante de l'histoire de la classe ouvrière de notre pays.

La pièce est tirée d'un ouvrage de Charles Malato (2), anarchiste, fils d'un communard envoyé en déportation, lui-même condamné à la prison en 1890 pour ses activités sociales. Il utilise l'histoire véridique du bassin de Montceau-les-Mines et, avec un brin de naïveté, change les noms des protagonistes et des lieux. La pièce nous montre comment les mineurs constituent leurs moyens de luttes : la "Bande noire" des anarchistes vise à faire sauter les édifices religieux, d'autres veulent la satisfaction de leurs revendications et la construction de leur syndicat. Toutes les contradictions qui existent parmi les travailleurs apparaissent : il y a ceux qui réfléchissent, ceux qui regardent, ceux qui agissent, ceux qui s'enrôlent dans la milice patronale, ceux qui sacrifient leur vie pour la cause qu'ils défendent...

La Grande Grève, c'est la grève des mineurs de Montceau de 1899, une grève

(1) Association La Mère en gueule, hôtel de ville, 71300 Montceau-les-Mines.

(2) *La Grande Grève*, de Charles Malato, édition Le Caractère en marche, collection "La Mère en gueule" (1999).

massive, qui sera victorieuse. Après, *“les mineurs avaient conquis le droit de penser librement”*, écrit Malato.

En même temps que les mineurs cherchent à s'organiser (syndicat, coopérative, mutuelle), ils développent un anticléricalisme virulent, conséquence des liens de l'Eglise et du patronat. C'est naturelle-

ment que, dans cette période de luttes, se pose le problème de l'école : se libérer de l'école confessionnelle est un aspect fondamental *“du droit de penser librement”*. Pour illustrer le travail de mémoire de l'association, nous publions ci-dessous un extrait de sa gazette, *“Le développement de l'école publique à Montceau”*.

“Le développement de l'école publique à Montceau”

(Patrick Puchot, *La Gazette de La Mère en gueule*)

Un contexte peu favorable

En cette fin du XIX^e siècle, Montceau vivait de l'exploitation minière surtout, et tandis que la population quintuplait de 1856 à 1877, le nombre des élèves aux écoles des houillères augmentait de huit à neuf fois (2 600 enfants fréquentent douze établissements scolaires). Il n'en va pas de même pour l'école publique : en 1874, pour une population de 8 287 habitants, les écoles publiques scolarisent 157 enfants seulement. La même année, le conseil municipal, que préside Léonce Chagot, approuve enfin le projet de construction d'une mairie-école (...).

Quant à Léonce Chagot, d'abord directeur général de la mine, nommé premier maire de Montceau par décret impérial en 1856, il prétendait imposer les idées à la fois catholiques et monarchistes de sa famille, et faire des frères et sœurs des agents de renseignement et de domination vis-à-vis de leurs élèves et de leurs parents. Tout cela entraîna un désir d'affranchissement, au surplus favorable à la République et aux lois scolaires laïques, qui apparut très tôt dans la population montcellienne.

Naissance de la “communale” à Montceau

A la déconvenue des dirigeants de la mine, une municipalité républicaine conduite par le docteur Jeannin fut élue (1878-1884), puis une municipalité amie, celle du maire radical Bertrand (1884-1888). D'où des réalisations importantes en faveur de l'école publique, devenue, en 1881 et 1882, gratuite et laïque.

Le maire Jeannin fit bâtir, en 1881, deux écoles primaires (...). De ces deux écoles “jumelles” d'un style rare, il ne reste plus que l'école des garçons, devenue aujourd'hui Maison d'école à travers son musée. Le bâtiment de l'école des filles a été démoli en 1974.

Ainsi, les classes primaires élémentaires de garçons, logés depuis quelques années à l'hôtel de ville récent de Montceau, furent transférées à l'établissement scolaire public auquel elles étaient destinées ; puis, le 1^{er} janvier 1882, à leur place, fut installée la première école primaire supérieure fondée en Saône-et-Loire. On y était préparé aux examens du concours d'entrée à l'école normale

d'instituteurs ou d'entrée à des écoles techniques (...).

La continuité dans la volonté politique et populaire d'émancipation des écoles publiques

Dans les années qui suivirent, le maire, Bertrand, acheta à la mine une gendarmerie désaffectée, place de l'Hôtel-de-Ville, pour y installer en 1886 l'école primaire supérieure (...).

En ces débuts difficiles de la République et de son école, les établissements scolaires publics du bassin minier ne se développèrent que lentement.

Malgré son infériorité, l'effectif des enseignants publics triplait, en passant de 11, en 1886, à 31, en 1898. Ils avaient à leur avantage la sympathie de la population grâce à leur formation pédagogique ; les frères se référaient toujours au manuel *Un Guide pour les écoles*, édité en 1853 !

Les mouvements sociaux de 1899 et le développement de l'école publique

Aux causes d'échec présentées par l'école privée s'en ajoutèrent de plus graves (...).

Tenant grief aux instituteurs congréganistes d'avoir été les auxiliaires du patronat, les Montcelliens commençaient à détourner leurs enfants de la mine vers les écoles publiques. Les grèves de 1899 et 1901 créèrent un climat spirituel nouveau et il ne fut pas étonnant d'entendre crier en même temps “*Vive la sociale !*” et “*A bas la calotte !*”.

Dès cette date, les élèves affluèrent à Montceau-centre (...), les congréganistes partirent dès 1903 ou 1904 (...).

Si la désaffection pour les écoles congréganistes ne fut pas aussi spectaculaire que la diminution des baptêmes dès 1900, cela est dû au fait que l'école publique était souvent absente des quartiers, l'éloignement constituant une difficulté pour les familles.

Ce fut, au surplus, une promesse de succès sans précédent que l'élection, en 1900, de municipalités socialistes dans les quatre villes précitées du bassin minier ; elles se vouèrent à la défense de l'école publique (...). Les classes d'écoles publiques se multiplièrent aux bourgs des trois communes de la banlieue.

Le nombre des habitants de Montceau ayant cessé de croître depuis le début du XX^e siècle, l'augmentation des effectifs de l'école publique ne pouvait résulter que de la diminution de ceux des écoles privées de la mine, pour lesquelles, depuis 1899, la population du bassin minier avait montré une désaffection croissante.

Notes de lecture

Michael J. Carley : 1939 : l'alliance de la dernière chance, une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale (1)

PROFESSEUR d'histoire à l'université Akron (Ohio), Michael Jabara Carley s'intéresse depuis plusieurs années à la question des relations entre l'URSS et les pays occidentaux.

Ce faisant, à l'issue de recherches s'appuyant sur la consultation minutieuse d'archives diplomatiques françaises, britanniques et soviétiques accessibles au public depuis peu, il propose une remise en question des interprétations dominantes relatives aux causes profondes ayant présidé au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Cette problématique, qui n'a cessé de diviser chercheurs et analystes tout en amplifiant leurs querelles, qu'il s'agisse d'historiens ou de politologues, impose de privilégier la période capitale, et néanmoins complexe, de l'entre-deux-guerres en raison de l'hétérogénéité systémique qui la caractérisa dès la recomposition, bancale, de l'ordre international à Versailles, en 1919. La majorité des historiens et des politologues tend à interpréter cette instabilité au regard de l'absence circonstancielle (2) des Etats-Unis, puissance émergente et par consé-

quent indispensable au rétablissement de la "balance of power" (3), des affaires européennes et des mécanismes internationaux.

Pour sa part, et bien que son étude ne se concentre que sur les années 1935-1939, Michael J. Carley soutient que la Seconde Guerre mondiale a fondamentalement procédé de la cécité obstinée des puissances occidentales, viscéralement opposées à une alliance effective avec la Russie soviétique, à l'égard du danger réel que représentait l'Allemagne nazie. Ainsi que l'indique l'auteur, « *une alliance avec les Soviétiques garantissait la victoire — mais elle propageait en*

(1) Presses de l'université de Montréal, 2001, 362 pages. Traduit de l'anglais par Jean-Christophe Paccoud.

(2) Suite notamment au refus du Sénat américain, en 1919, de ratifier le traité de Versailles, pourtant largement appuyé par le président Woodrow Wilson, consacrant ainsi le retour des Etats-Unis à leur isolationnisme traditionnel hérité de la doctrine Monroe.

(3) Hans J. Morgenthau, *Politics among nations, the struggle for power and peace*, New York, Knopf, 1985, sixième édition, 688 pages. Une traduction du concept de "balance of power" reviendrait à employer l'expression d'"équilibre des puissances".

même temps la révolution communiste et l'influence soviétique en Europe. Le dilemme "guerre-révolution" s'imposait, perspective vraiment obsédante vers la fin des années 1930. »

Effectivement, avec l'accession au pouvoir de Hitler en 1933, la situation internationale, du moins européenne, mua en une configuration inédite mettant aux prises un acteur révolutionnaire (l'URSS), des puissances conservatrices dans une large mesure contre-révolutionnaires (la Grande-Bretagne et la France, notamment), ainsi qu'un acteur intrinsèquement contre-révolutionnaire de grande envergure (4) (l'Allemagne nazie). Dès lors, la problématique sécuritaire soviétique se complexifia considérablement, dans la mesure où ses liens privilégiés avec l'Allemagne, nés du traité de Rapallo de 1922, catalyseur des pressions extérieures anglo-françaises, mais déjà altérés par le rapprochement germano-franco-britannique sanctionné par le traité de Locarno du 16 octobre 1925, se voyaient définitivement anéantis. L'Union soviétique se voyait ainsi isolée et confrontée à la menace contre-révolutionnaire de deux entités étatiques regroupant, d'une part, la Grande-Bretagne et la France, et, d'autre part, l'Allemagne et l'Italie ; entités certes divergentes quant à leur nature, mais unies par leur profonde aversion envers le bolchevisme. En effet, *"beaucoup (parmi les dirigeants des puissances occidentales) considéraient le nazisme comme un simple antidote, certes désagréable, mais efficace, contre le communisme et l'agitation populaire"*.

Pour sa survie, l'URSS se trouvait donc dans l'obligation de parvenir à empêcher la constitution d'une coalition antisoviétique réunissant ces deux groupes d'Etats. C'est ce qui explique son adhésion à la Société des nations en 1934, jadis dénigrée comme étant une institution bourgeoise, et simultanément les premières tentatives soviétiques destinées à se rapprocher de l'Allemagne hitlérienne, tentatives réitérées chaque année jusqu'en 1937 (5).

En effet, au regard de l'hostilité implicite, et explicite, émanant de ces deux

groupes d'Etats, l'URSS se devait, pour assurer sa sécurité, de faire preuve d'un double activisme diplomatique ; la priorité ayant été, sous la houlette du diplomate soviétique Maxime Litvinov, de parvenir à un pacte d'assistance mutuelle, accompagné de dispositions d'application concrètes, contracté avec les "démocraties occidentales". L'URSS obtiendra cette garantie (fictive) en mai 1935 avec la signature du pacte Laval-Staline ; néanmoins, *"pour le gouvernement français, le pacte d'assistance mutuelle était une simple police d'assurance contre un rapprochement germano-soviétique"* et *"Laval, tout anticommuniste qu'il fût ou ne fût pas, était un homme politique averti : les communistes français représentaient des voix à Aubervilliers, où il se représentait comme candidat à la mairie"*.

Michael J. Carley évoque alors la longue série d'atermoiements et de *"manœuvres dilatoires"* des Français, encouragés en coulisse par une Grande-Bretagne effrayée par le *"marasme socialiste"* dans lequel avait sombré la France avec le Front populaire et désireuse d'orienter l'orage hitlérien vers l'Est pour en finir avec le communisme. De fait, *"l'Intelligence Service britannique considérait l'URSS comme le véritable ennemi, avis que partageait aussi, bien sûr, l'état-major général français"*.

L'auteur décrit ainsi la complexité de ce jeu diplomatique, qui met en scène une Union soviétique en quête de sécurité, des démocraties occidentales paralysées par le dilemme "guerre-révolution" insoluble et une Allemagne nazie

(4) L'envergure est ici appréhendée au regard de la notion de puissance, de poids au sein d'un système international. L'Allemagne, de par sa dynamique économique, sa population et sa disposition géopolitique, critères présidant à la constitution de la puissance militaire, était un acteur que l'on peut considérer comme étant de grande envergure, contrairement à l'Italie fasciste, idéologiquement similaire dans une certaine mesure, traditionnellement assimilée à une puissance dite "moyenne".

(5) Voir Jean-Jacques Marie, *Staline*, Fayard, 2001, p. 453, p. 465 et pp. 482-483, et François Furet, *Le Passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, éditions Robert Laffont, 1995, Paris, p. 427.

profitant de ces hésitations pour remilitariser la Rhénanie en mars 1937, envahir et annexer l'Autriche le 12 mars 1938 et s'octroyer la Tchécoslovaquie, entre mai 1938 et mars 1939, avec la bénédiction franco-britannique à Munich ; "règlement" auquel ne fut pas conviée la Russie soviétique, pourtant liée depuis 1935 par un pacte d'assistance mutuelle avec cet Etat en cours de dépeçage.

L'épisode de Munich est capital, puisqu'il va contribuer à aiguïser la méfiance soviétique à l'endroit des démocraties occidentales, dans la mesure où, *"pendant cinq ans, les Soviétiques avaient fait des propositions de sécurité collective, qui avaient toutes été ignorées ou rejetées par les gouvernements français et britanniques"*, et Litvinov d'affirmer alors : *"Je dois désormais conclure que le gouvernement français n'a jamais pensé concrétiser l'assistance envisagée dans les pactes (y compris avec la Tchécoslovaquie) et qu'il n'y a donc pas de raison de poursuivre des négociations en ce sens."* Michael J. Carley souligne alors *"l'amertume soviétique"*, tout en s'apercevant, à la lecture d'une note de Payart (6) rédigée après un entretien avec Litvinov, que l'Union soviétique semblait encore disposée à négocier avec la France et la Grande-Bretagne si celles-ci l'étaient de leur côté.

Cependant, les dérobades anglo-françaises vont perdurer jusqu'à ce que Hitler achève sa mainmise sur la Tchécoslovaquie le 15 mars 1939 et ambitionne d'accaparer la Pologne ; option marquant la condamnation finale de l'ineptie politique d'un Chamberlain ou d'un Bonnet (7) espérant encore voir l'Allemagne nazie respecter ses engagements et s'étendre à l'Est sans porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Etat polonais. S'engagèrent alors de nouvelles négociations tripartites (Grande-Bretagne, France et URSS) le 15 avril 1939, en partie aussi parce que les Franco-Britanniques commençaient à s'inquiéter d'un éventuel rapprochement germano-soviétique, mise en garde formulée à de nombreuses reprises par leurs diplomates respectifs. Le 23 juillet 1939, les négociations aboutirent à un accord politique

que Molotov, qui remplaça Litvinov, limogé le 3 mai 1939, s'empressa de vouloir faire assortir de discussions militaires ayant trait à la teneur effective de l'assistance et à l'éventualité du passage des troupes soviétiques sur le territoire polonais pour résister à l'agression nazie.

Or, une fois encore, la Grande-Bretagne, suivie par la France, avait pour objectif de veiller à ne pas accélérer le processus de négociation, tout en conservant la même espérance illusoire de parvenir à s'entendre avec Hitler. Cette attitude culmina lors du départ des délégations française et britannique pour Moscou, le gouvernement britannique ayant affrété pour l'occasion un navire marchand ne dépassant pas la vitesse de treize nœuds, alors même que la guerre semblait imminente.

Entre-temps, l'Allemagne avait sollicité l'URSS pour une amélioration de leurs relations économiques, prélude à un éventuel accord politique que l'Union soviétique, soucieuse de demeurer en dehors d'un éventuel conflit, ne pourra pas se permettre de rejeter. C'est ainsi qu'à la surprise générale, un accord commercial germano-soviétique fut signé le 21 août 1939 et suivi du pacte de non-agression du 23 août 1939. De fait, *"la crise de Munich et l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques en 1939 conduisirent directement au pacte de non-agression germano-soviétique"*, d'autant que, *"dans l'extrême tension des dernières semaines de paix, cela semblait être le seul moyen d'assurer la sécurité, au moins à court terme, de l'URSS"*.

En définitive, Michael J. Carley en conclut que *"l'anticommunisme de l'entre-deux-guerres fut une des principales causes de la Seconde Guerre mondiale"*, dans la mesure où il *"l'emporta aux moments cruciaux"* : en 1934-1935, quand Laval, succédant à Barthou, dépouilla le pacte franco-soviétique, en

(6) Jean Payart fut chargé d'affaires français à Moscou entre 1931 et 1940.

(7) Georges Bonnet fut ministre des Affaires étrangères français en 1938-1939.

1936, quand Anthony Eden (8) bloqua un rapprochement anglo-soviétique prometteur, et en 1939, lors du sabotage par Chamberlain, suivi par Daladier et Bonnet, "*mariés à Londres et à leur propre anticommunisme*", de l'alliance de la dernière chance avec les Soviétiques.

Au final, il serait véritablement périlleux de s'aventurer à formuler une quelconque diatribe à l'encontre de cet ouvrage, tant la précision semble avoir été le maître mot de sa réalisation. Néan-

moins, un excès de précision peut parfois égarer le lecteur, et ainsi l'éloigner de la ligne directrice synthétique que l'auteur tend à esquisser en début d'ouvrage dans le cadre de la traditionnelle mise en situation contextuelle.

Arsène Kliova

(8) Anthony Eden fut ministre des Affaires étrangères britannique entre 1935 et 1938, puis entre 1940 et 1945, et secrétaire aux Dominions de 1939 à 1940.

Kyryl Fitzlyon-Tatiana Browning : *Les Russes avant 1917* (sous-titre : "*La Russie sous le dernier tsar*") (1)

CERTES, ce volume ne concerne pas directement le mouvement ouvrier. Mais, par sa peinture (accompagnée de près de 140 photographies) de la Russie et des Russes sous Nicolas II, il permet d'appréhender facilement certains aspects d'un pays qui connut en douze ans trois révolutions : 1905, février, puis octobre 1917. Les auteurs décrivent tous les aspects de la société russe de l'époque de Nicolas II : vie paysanne, vie universitaire, vie ouvrière (assez peu...), vie artistique, vie religieuse, condition des Juifs et d'autres "minorités nationales", mœurs d'une (petite) partie des quelque deux cents nationalités qui peuplent l'empire, mœurs et coutumes des "dvorianie" (en gros, les nobles) et des propriétaires terriens. Le seul aspect qui échappe à cette revue nécessairement rapide de la Russie de Nicolas II est en fait la vie politique, contrainte à se réfugier dans la clandestinité jusqu'en 1905 vu le caractère autocratique du régime, et, par voie de conséquence, la révolu-

tion de 1905, juste entrevue, et ses conséquences.

L'ensemble est incontestablement déséquilibré, mais l'un des principaux intérêts du volume est sa description assez détaillée de la vie du couple impérial et de la cour, qui forme à peu près un cinquième du texte écrit. Cette partie du texte s'avère particulièrement intéressante, à la fois par ce qu'elle rappelle (l'auteur ne prétend faire aucune révélation !) et par le jugement que porte l'auteur sur les faits qu'il décrit. Peut-être sans le vouloir, il souligne l'un des aspects les plus médiévaux du pouvoir autocratique et de droit divin, dont le tsar se targuait en énumérant la liste des titres qu'il s'attribuait : à la fois empereur autocrate de toutes les Russies, mais, de plus, pour matérialiser les conquêtes successives de la monarchie russe, empereur de Moscou, Pskov, Kiev, Vladimir, Novgorod, Kazan et Astrakhan, de Pologne, de Sibérie, de

(1) Editions Autrement, 252 pages, 19,95 euros.

Kherson, de Géorgie, du Turkestan, des régions d'Arménie, prince d'Estonie, grand-duc de Finlande et de Lituanie, "seigneur et maître de tous les pays du Nord" (sans indication de limites), duc du Schleswig-Holstein et d'Oldenbourg, alors territoires allemands, et même "héritier de Norvège", alors territoire suédois. Et tout cela, bien entendu, au nom de Dieu, un Dieu manifestement très complaisant...

Une fois énumérée cette liste, l'auteur s'attache étrangement à réfuter la réputation qu'avait l'empereur "d'être l'un des hommes les plus riches du monde". Or, dit-il, "c'était loin d'être le cas. Certes, le revenu annuel de l'ensemble de la famille impériale se montait à l'impressionnant total, toutes sources confondues (liste civile, propriétés foncières, intérêts sur dépôts bancaires), de quelque 25 millions de francs de l'époque", mais, ajoute-t-il, "sur cette somme, l'empereur et son épouse ne percevaient qu'environ 200 000 francs chacun" (p. 21). Soit 400 000 francs à eux deux. L'auteur est presque peiné de la minceur de cette somme : "A titre de comparaison, les revenus annuels de la petite famille royale britannique se montaient à l'époque à un peu plus de 15 millions de francs." Ainsi, le seul Edouard VII touchait au total "1,740 million de francs, alors que Nicolas et Alexandra ne percevaient à eux deux que 400 000 francs" (p. 22). Le rappel de ces chiffres est fort intéressant, même s'il ne pousse pas nécessairement le lecteur à s'attrister sur la gêne — toute relative — de la famille impériale russe.

Il ne restait donc apparemment à Nicolas et Alexandra que 400 000 francs (de l'époque), une fois tous leurs frais payés. "Le reste se répartissait parmi la soixantaine de membres de la famille impériale ou était employé à de multiples fonctions : l'entretien du yacht impérial, des trains, écuries et palais (au nombre de sept) ; les salaires et pensions des dignitaires de la cour ; les cadeaux (offerts à Noël, à Pâques et le jour de la fête du tsar, soit trois fois par an), traitements, uniformes et livrées des domestiques (il y en avait quinze mille), ainsi que les bourses d'éducation de leurs enfants ;

les subventions accordées à cinq théâtres (dont l'Opéra), au Ballet impérial, à l'École de ballet, à l'Académie des Beaux-Arts et de nombreux hôpitaux, orphelinats, écoles, maisons pour les aveugles et autres institutions charitables", qui, affirme l'auteur, "étaient ailleurs généralement financés par des fonds publics" (p. 21), ce qui, pour l'époque concernée, est une affirmation assez discutable.

Réserve faite du dernier chapitre, qui n'est que la traditionnelle activité de mécénat de tous les empereurs et despotes (et qui s'explique aussi par le goût prononcé pour les ballerines et les danseuses du tsar et de ses oncles et frères, qui récupéraient ainsi en nature une partie du capital dépensé au titre du mécénat), ce tableau est celui d'un parasitisme gigantesque. D'autant, ajoute l'auteur, aux inclinations monarchistes manifestes, que "s'y ajoutaient les revenus de la considérable fortune personnelle du souverain qui n'étaient pas rendus publics", et donc pas imposables. Et l'auteur précise : "L'entretien des sept palais royaux et le gros des dépenses engagées pour le yacht royal étaient partiellement assurés par des aides ministérielles" (remarquons que si "le gros des dépenses engagées pour le yacht royal" est "partiellement assuré par des aides ministérielles", cette partie doit être importante !). L'auteur précise : "Il va de soi que cet argent ne servait pas à subventionner théâtres, hôpitaux ou organisations charitables" (p. 22). On s'en serait à vrai dire douté...

400 000 francs (plus "les revenus de la considérable fortune personnelle du souverain" !) : il s'agit donc de ce qui leur reste, une fois payées les dépenses que l'on n'ose dire quotidiennes (l'entretien de 15 000 domestiques ne répond sans doute pas aux seuls besoins quotidiens de deux têtes couronnées, plus la soixantaine de collatéraux) et le coût du mécénat ostentatoire. On a donc quelque peine à s'apitoyer sur les différences entre le niveau de vie de la famille impériale russe et de la famille royale anglaise.

Les 140 pages de photographies qui accompagnent le texte en illustrent de multiples facettes, des marinières de la

Volga à la famille princière en passant par une réunion d'un mir paysan, les champs de pétrole près de Bakou, une filature de coton ou un camp militaire, une mine d'or et la foire de Nikini-Novgo-

rod. La conjonction des deux fait revivre de façon pittoresque un monde à jamais disparu.

Jean-Jacques Marie



Les uniformes
du Corps
des pages.

Maurice Rajsfus : 1953, un 14 Juillet sanglant

Rectificatif

DANS ma recension du livre de Maurice Rajsfus sur la manifestation du 14 Juillet à la fin de laquelle six travailleurs algériens et un militant de l'union locale CGT du XVIII^e arrondissement de Paris ont été abattus — sans sommation, qui plus est ! — par la police française, j'avais critiqué Maurice Rajsfus pour

l'absence, dans les extraits de presse qui constituent l'un des chapitres de son volume, de la position des trotskystes sur cette sanglante répression, largement oubliée dans l'histoire officielle...

Ma critique était infondée, puisque, dans un autre chapitre, Maurice Rajsfus reproduit, ce qui m'avait échappé, des

passages conséquents de la lettre envoyée par la rédaction de *La Vérité* au *Monde* (qui n'en avait, bien entendu, pas publié une ligne) (page 63). Dès que je me suis aperçu de mon erreur — trop tard pour rectifier la note publiée dans le n° 20 —, je m'en suis d'ailleurs excusé auprès de l'auteur. De même qu'il faut

rendre à César ce qui revient à César, il faut rendre à Maurice Rajsfus ce qui lui revient et rétablir la vérité : il a bien rendu compte de la position des trotskystes français, et de façon tout à fait correcte.

Jean-Jacques Marie

Moscou-Paris-Berlin 1939-1941 (télégrammes chiffrés du Comintern) (1)

Quelques pages du pacte germano-soviétique

CETTE sélection de télégrammes du Comintern (l'Internationale communiste, dissoute plus tard, le 15 mai 1943, par Staline) aux dirigeants des Partis communistes occidentaux, et essentiellement du PCF, éclaire un certain nombre d'aspects de la politique de la direction stalinienne du Comintern pendant la période dite "anti-impérialiste". Ils illustrent et précisent la politique que Moscou a dictée aux Partis communistes entre le 23 août 1939 — date de la signature du pacte germano-soviétique, dit de non-agression, mais qui inaugure une véritable alliance entre Hitler, en position dominante, et Staline, en position d'adjoint — et le 22 juin 1941, date de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht.

Vu la distorsion des liens provoquée par la guerre, l'inféodation totale des Partis communistes à Moscou n'empêche pas que, parfois, des dirigeants poussent trop loin cette politique (comme le responsable aux cadres du PCF, Maurice Tréand) ou traînent à passer de l'antifascisme officiel d'hier aux accommodements avec le fascisme (l'Anglais Harry Pollitt). Certains renâclent à appliquer une politique qui rompt brutalement avec celle à laquelle ils ont été littéralement dressés pendant des années.

Du Front français aux sociaux-fascistes

Maurice Thorez, dès le printemps 1937, appelait à dépasser le Front populaire en construisant un Front français sans rivage à droite face au danger allemand. Aucun dirigeant du PCF n'a bronché devant la perspective d'une alliance avec la grande bourgeoisie (qui faisait plus confiance aux nazis qu'aux staliens pour maintenir la propriété privée des moyens de production). Avec le tournant du 23 août 1939, les mêmes dirigeants du PCF se voient donc invités à revenir à l'époque où Staline aidait, inconsciemment peut-être, mais très réellement dans les faits, Hitler à venir au pouvoir en dénonçant les sociaux-fascistes... Un télégramme du secrétaire général du Comintern, Dimitrov, en date du 7 octobre 1939, invite les Partis communistes à concentrer leurs coups sur la social-démocratie : "*Les sociaux-démocrates, écrit-il, adoptent la position anti-soviétique, à laquelle les fascistes allemands ont dû renoncer par la force des choses*" (p. 105). En termes clairs, la volonté de Hitler de ne pas se battre sur

(1) Tallandier, 614 pages, 21 euros.

deux fronts aussi longtemps que l'Angleterre n'est pas écrasée ! Dimitrov continue : *"Ils sont manifestement porteurs de la réaction la pire (...), leur campagne antisoviétique et anticomuniste est la préparation de guerre contre l'Union soviétique"* (p. 105). Selon Dimitrov, fidèle écho de Staline, auquel il soumet ses productions, les sociaux-démocrates sont désormais pires que les fascistes ! Pourtant, dans un télégramme du 18 mars 1940, Dimitrov invite Fried, le représentant du Comintern auprès du PCF, à impulser une politique permettant *"d'avancer l'approchement avec les ouvriers sociaux-démocrates"* (p. 176). Les militants des Partis communistes doivent "approcher" ces derniers en leur expliquant que leurs dirigeants sont pires que Hitler ou Franco et que ce sont les dirigeants sociaux-démocrates français et anglais, et non Hitler, qui incarnent la menace d'une guerre future contre l'Union soviétique. C'est ce que l'on appelle "le front unique à la base"... qui avait déjà fait ses preuves en Allemagne de 1929 à 1933 en interdisant toute unité pour la défense des intérêts ouvriers. Il faut aux dirigeants du Comintern un degré d'abêtissement ou plutôt de servilité très élevé pour répéter ces élucubrations que Staline impose pour les besoins d'une politique qui divise et paralyse le mouvement ouvrier

Dimitrov peut-il aussi un instant croire à la directive qu'il donne à Eugène Fried de développer la propagande prosoviétique en utilisant la fin de la guerre avec la Finlande, qui *"montre la force de l'Armée rouge, qui a démolie la ligne Mannerheim"* (p. 1787) ? L'armée soviétique, qui a attaqué la Finlande le 1^{er} décembre 1939 pour repousser la frontière au nord d'une cinquantaine de kilomètres, a mis trois mois pour forcer une ligne de défense poreuse, dont certains fortins étaient en bois, alors qu'elle disposait d'une supériorité matérielle écrasante ; elle a subi quatre fois plus de pertes que l'armée finlandaise. Pour tout le monde, cette guerre a illustré l'incroyable faiblesse de cette armée, elle a persuadé Hitler qu'il pouvait vaincre l'URSS en trois ou quatre mois. Mais, là encore, le premier souci des Dimitrov,

Thorez et autres est d'obéir aux ordres, même stupides, venus du Kremlin.

Les Partis communistes ? Des "filiales"...

Le langage codé permet parfois au subconscient de s'exprimer. Ainsi, dans un télégramme chiffré à Maurice Thorez (encore en France à l'époque, juste avant de partir résister à Moscou) et à Maurice Tréand, alors secrétaire à l'organisation du PCF, Dimitrov recommande d'*"organiser un centre commercial de notre firme"* en pays neutre et ajoute : *"Ce centre doit se lier immédiatement avec la firme centrale"* (Moscou), *"installer des liaisons avec les filiales de la firme"*... (p. 71). On ne lui fait pas dire. D'ailleurs, c'est Moscou qui décide d'écarter un temps Harry Pollit de la direction du PC britannique, ou définitivement Tréand de celle du PCF, et qui confie à Togliatti le contrôle total des débris du PC italien.

L'étrange libération de Palmiro Togliatti...

Est-ce aussi Moscou qui a négocié la libération de ce dernier ? Le 1^{er} septembre, la police de Daladier avait arrêté en France Palmiro Togliatti, secrétaire général du PC italien, qui, en Espagne, sous le pseudonyme d'Ercoli, avait accompli les basses œuvres sanglantes du NKVD et dénoncé à sa vindicte tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec Staline. Une note de l'ouvrage évoque discrètement en bas de page *"la libération de ce fidèle serviteur de Staline en février 1940, dans des conditions encore mal élucidées"* (p. 64). Cette libération en pleine campagne publique contre Staline et l'URSS, au moment de la tentative d'invasion de la Finlande par l'URSS, par un gouvernement qui avait dissous le PCF, pose évidemment beaucoup de questions... Togliatti, outre ses états de service policiers en Espagne, s'était dis-

tingué en signant en août 1936 un appel des dirigeants communistes italiens aux “fascistes de la vieille garde et de la jeune garde” à faire l’unité avec eux pour appliquer ensemble le programme fasciste de 1919, présenté par lui comme un “programme de paix, de liberté et de progrès social” (le fascisme a décidément bien des vertus !)... Quel marché a été alors passé avec ce précurseur, par qui et pour quoi ?

Pour une “presse communiste” légale sous la botte nazie

A la fin juin 1940, le responsable des cadres du PCF, Maurice Tréand, dit Legros ou Grégoire, engage avec Otto Abetz, ambassadeur d’Allemagne à Paris, des négociations pour la réparation légale de *L’Humanité* ou de *Ce soir*. Les négociations sont vite suspendues sur ordre de Moscou, qui les trouve un peu trop compromettantes. Mais Martha Desrumeaux, membre du bureau politique du PCF de 1929 à 1937, les reprend dans le Nord avec les autorités régionales d’occupation pour obtenir la réparation légale de *L’Enchaîné*, le journal régional du PCF. On la mettra au placard après la guerre.

Les auteurs de l’ouvrage essaient de nous faire croire que Thorez, à Moscou, était hostile à cette politique. Mais les textes cités eux-mêmes montrent que le désaccord portait seulement sur le degré d’engagement. Thorez craint qu’aller trop loin ne discrédite son parti. C’est pourquoi Moscou fait exclure et dénoncer comme agent allemand l’avocat du Parti communiste, Robert Foissin, qui a participé, sur ordre, à ces négociations. Mais Thorez est favorable à la réparation d’une presse communiste légale dans la France occupée, ce qui signifie évidemment des concessions à l’occupant ; le désaccord porte sur l’ampleur de ces concessions. Ainsi, un télégramme de Dimitrov et de Thorez du 6 août 1940 à Fried affirme : “Poursuivre effets obtention presse légale et utilisation moindre

possibilités légales. Refus catégorique rendre presse légale, rendre services propagande et politique occupants.” Ils ajoutent : “*Limiter tous rapports avec autorité occupants exclusivement questions purement formelles et administratives.*” Mais même ainsi limités, ce sont des rapports officiels d’un Parti communiste avec les autorités nazies. De tels rapports (qui se traduisent d’ailleurs par l’invitation faite aux maires communistes révoqués par Daladier en 1939 à reprendre leurs fonctions, ce qui entraîne l’arrestation immédiate des dizaines qui obéissent !) ne peuvent qu’engendrer une forme de cohabitation... si les nazis le veulent bien ! D’ailleurs, Tréand, qui a négocié la réparation légale de la presse du PCF, reste destinataire des télégrammes du Comintern, en tant que dirigeant, jusqu’au 17 octobre 1940 ; le 31 janvier 1941, Togliatti lui télégraphie encore des instructions pour la liaison entre Moscou et les membres du PC italien en France. Il aura donc fallu plus de six mois pour se débarrasser de celui qui incarnait la forme outrancière de la ligne dictée par le Kremlin. Tréand sera mis sur la touche, mais ne sera pas physiquement liquidé, comme le furent ceux qui rompaient avec le Kremlin sur sa gauche, à l’exemple d’Ignace Reiss ou de Raskolnikov.

Des femmes pour des “conversations amicales” avec la Wehrmacht...

Les formes de cette résistance molle sont parfois étonnantes. Ainsi, un télégramme du 20 juillet 1940 de Dimitrov et Thorez recommande : “*Organisation conversations amicales population civile, particulièrement femmes bien préparées, avec soldats occupation représentante tâche capitale*” (p. 266). Les thèmes de ces “conversations amicales” ne sont pas précisés, pas plus que la formulation sur les “femmes bien préparées”. Préparées à quoi et pour quoi ? Le télégramme ne donne aucun contenu po-

litique à cette "fraternisation". Amicales signifie en tout cas que les rapports proposés n'ont rien de politique. Cela n'a donc strictement rien à voir avec l'activité des trotskystes en direction des ouvriers allemands sous l'uniforme, fondée sur la fabrication et la distribution de tracts et d'un journal visant à organiser des ouvriers sous l'uniforme contre le nazisme, le fascisme et le capitalisme.

Ernst Thälman : utilisé, puis balancé et diffamé

Le cynisme du Kremlin et des dirigeants du Comintern ne connaît pas de bornes. Ils utilisent X ou Y, et, une fois son utilité révolue, ils s'en débarrassent. Ernst Thälman, président du Parti communiste allemand, arrêté par les nazis dès mars 1933 et emprisonné, en est un exemple éclatant. La signature du pacte germano-soviétique pouvait lui donner l'espoir que Staline le ferait libérer. Plusieurs télégrammes de ce recueil concernent son sort et celui de sa femme, Rosa, à qui Moscou fait une fois transmettre un soutien financier, après que l'ambassade soviétique à Berlin l'a sèchement mise dehors. Le 19 mai 1940, Thälman fait parvenir par elle à Molotov une lettre demandant "une intervention active de ses amis russes". Staline fait classer la lettre sous la mention "Dans les archives", "ce qui, commentent les auteurs, dans le

système du Kremlin, équivaut à un arrêt de mort" (p. 352). Une note en fin de volume "s'interroge sur l'absence d'intervention de Staline pour le faire libérer, au moins quand le pacte germano-soviétique était de rigueur" (p. 567). La réponse est simple : par l'intermédiaire de sa femme, Thälman a fait parvenir plus tôt à Molotov et Staline une lettre affirmant que de nombreux communistes allemands (dont lui, manifestement) critiquaient sévèrement le pacte germano-soviétique. Dès lors condamné, il sera en plus diffamé : le 15 octobre 1941, Staline suggéra à Dimitrov que Thälman était devenu pro-nazi : "Ses lettres témoignent d'un ascendant de l'idéologie fasciste !" ... ce pourquoi Hitler le fera fusiller en août 1944 !

Cet exemple, parmi tant d'autres fournis par cet ouvrage sur les techniques de manipulations, de diffamation, de trucages, de désinformation, dont Staline fit le pain quotidien du Comintern et des Partis communistes, est particulièrement caractéristique, car il vise un dirigeant communiste allemand qui avait toujours manifesté une grande docilité à l'égard de Staline et appliqué sa politique catastrophique en Allemagne du mieux qu'il pouvait. Cette école stalinienne a laissé des marques profondes sur ceux qui y ont été formés.

Marc Teulin

Anne Apfelbaum : Le Goulag (1)

LE livre d'Anne Apfelbaum est une somme fondée sur une bibliographie très impressionnante (encore qu'il faille se méfier des bibliographies kilométriques, type Internet). Il est divisé en trois grandes parties.

La première étudie la naissance du système concentrationnaire, qu'elle fait

dater, elle, du camp des Solovki, ouvert en 1923, puis le grand tournant de 1929, qui donne vraiment naissance au Goulag, la construction du canal mer Blanche-Baltique, chanté par Gorki dans un ouvrage réédité en Russie, l'expan-

(1) Allen Lane éditeur.

sion du système au cours des années 1930 et son installation au cœur du système stalinien lors de la Grande Terreur (1936-1939).

La seconde partie abandonne la diachronie pour la synchronie. Elle est consacrée à la vie et au travail dans les camps. Les diverses étapes (l'arrestation, la prison, pendant laquelle se déroule l'interrogatoire de la victime, puis le transport — très long ! —, l'arrivée au camp, le comptage et le recomptage, l'affectation à une brigade ou dans le système intérieur de l'administration du camp, d'où peut dépendre beaucoup dans la vie du détenu), puis elle décrit la vie quotidienne au camp, son rythme, ses rites — si l'on peut dire —, les questions de nourriture.

Un chapitre spécial est consacré au travail dans les camps, difficile (les normes à peu près impossibles à atteindre, vu la condition physique des détenus et leur alimentation déficiente), le chapitre suivant au système de punitions et de récompenses. Elle décrit ensuite le monde des gardiens et des détenus, leur comportement, leur psychologie — deux univers à la fois opposés et proches par plusieurs aspects —, consacre un chapitre spécial aux femmes et aux enfants, soumis à des conditions particulièrement dures et sentimentalement dramatiques, voire tragiques (on sépare très tôt la mère de son enfant, etc.). Les chapitres suivants sont consacrés dans un ordre un peu étonnant à la mort d'abord... et aux stratégies de survie (comment obtenir une planque, par exemple). Cette seconde partie s'achève sur l'étude de la révolte (le système est marqué par des révoltes à la fin des années 1940 et au début des années 1950) et les tentatives d'évasion, rarement suivies de succès et punies d'une façon terrible).

La troisième partie, intitulée "*L'ascension et la chute du complexe industriel des camps*", reprend l'historique arrêté en 1939 : elle étudie le développement du Goulag pendant la guerre (développement contracté au début, puisque le Goulag fournit près d'un million de soldats à l'armée pendant la guerre, mais il y a un gigantesque turnover), l'arrivée

en son sein des étrangers (les déportés venus des territoires conquis en 1939 par l'URSS, l'est de la Pologne, les pays Baltes, la Bessarabie ou Moldavie, etc.).

Après un bref développement consacré à l'amnistie (très limitée) de l'après-guerre, un chapitre est consacré au "zénith" du Goulag dans les premières années de l'après-guerre, au choc que constitue la mort de Staline (entre autres, les mesures d'amnistie prises par Beria, qui libèrent dans un chaos invraisemblable plus de 40 % des détenus), puis aux révoltes des années 1953-1954, qui disloquent le système.

Elle étudie ensuite le "dégel" khrouchtchévien et la libération de dizaines de milliers de détenus, puis ce qu'elle appelle "*l'ère des dissidents*", où le Goulag devient une simple partie du système pénitentiaire, puis l'effondrement du système sous Gorbatchev, le souvenir qui en est resté, et elle conclut son travail par une réponse à la question brûlante, et qui déchire les historiens : combien y a-t-il eu de détenus ?

C'est donc un livre très complet, une somme, mais pas une somme irréprochable, loin de là.

— Faire dater l'apparition du Goulag de 1923, de la mise en place du camp des Solovki, c'est certes moins grossier que de le faire commencer en 1918, parce que, dans la guerre civile, les bolcheviks enfermaient leurs prisonniers et suspects dans des camps de prisonniers que tout le monde alors, dans toutes les forces en lutte, appelait des "camps de concentration". Mais le camp des Solovki, ouvert en 1923 dans les locaux des vieux monastères construits dans ces îles au nord d'Arkhangelsk, est un lieu de détention pour opposants politiques. Il suffit de lire les souvenirs de la socialiste-révolutionnaire de droite, Ekaterina Olitskaïa (2), qui y fut internée plusieurs années, pour se rendre compte que si Solovki était bien une prison, et pas des plus confortables, la vie des prisonniers politiques (qui, par exemple, n'étaient astreints à aucun travail) n'est pas celle des détenus du Goulag.

(2) *Le Sablier*, éditions Verdier.

— Peut-on, ensuite, affirmer, comme elle le fait, que le Goulag est devenu un élément majeur du développement de l'économie soviétique, alors que Beria, au lendemain de la mort de Staline, s'est prononcé pour la liquidation de l'essentiel du Goulag pour la raison première et essentielle qu'il était parfaitement improductif ? La plupart des souvenirs de détenus insistent d'ailleurs sur la part importante de la "truffe" (travail bidon, ou salopé) dans ce qu'ils faisaient. Une économie peut difficilement se développer sur la base d'un travail salopé !

— Elle accorde aussi une confiance très exagérée à l'*Archipel du Goulag*, de Soljenitsyne, qui a pourtant précisé en sous-titre de son ouvrage qu'il s'agissait d'un essai littéraire (ô combien littéraire, avec des scènes totalement inventées, comme la prétendue rencontre de Naftali Frenkel et de Staline en 1929, qu'il reconnaît n'avoir eu aucun témoin, mais raconte pourtant en détails) ; et certains auteurs de souvenirs de détenus (Savoieva, médecin à Kolyma, et son mari détenu, puis infirmier) sont par exemple très critiques sur les souvenirs d'Evgueni Guinzbourg...

Enfin, il est très exagéré de considérer que le système des camps à partir de Khrouchtchev appartient toujours au Goulag tel qu'il s'est constitué sous Staline : il est devenu essentiellement un élément d'un système pénitentiaire, comme les prisons aux Etats-Unis ou ailleurs, et il n'a plus que des fonctions productives et répressives (sur le plan politique) extrêmement minimes. Le nom reste dans le langage, mais la réalité, certes rébarbative, n'est plus la même. Et comparé aux conditions de détention de Guantanamo pour ses suspects non jugés, il n'est pas du tout sûr que ce sous-Goulag ne soit pas moins brutal et sauvage que ce haut lieu de la civilisation capitaliste et chrétienne.

A condition de garder l'esprit critique et de se rappeler qu'Anne Apfelbaum appartient manifestement à l'école des anticommunistes viscéraux comme Richard Pipes, jadis membre du Conseil de sécurité de Reagan, c'est une mine de renseignements, que l'on peut consulter avec profit.

Jean-Jacques Marie

Hugo et Lafargue : une lettre de lecteur

J'AVOUE mon étonnement à la lecture de l'article consacré à "la légende de Victor Hugo", de Lafargue.

Personnellement, j'ai toujours considéré ce pamphlet comme l'exemple même de sectarisme ; celui d'une application schématique d'un marxisme mal compris. Du type même de celui qui a conduit son ami Jules Guesde à ne pas comprendre l'importance des questions démocratiques posées par l'affaire Dreyfus et à s'opposer aux combats de Zola et de Jaurès.

A quoi se réduit ce schématisme : les conditions d'existence déterminant la conscience, Victor Hugo étant un bourgeois plein de fric, on ne peut donc trouver dans ses écrits que la glorification de la bourgeoisie. C'est pourquoi celle-ci a fait de son enterrement des funérailles nationales.

Voilà à quoi se réduit ce schématisme, et tout ce qui n'y rentre pas doit être gommé ou tordu pour qu'il y rentre.

Car enfin, si la vie se déroulait aussi mécaniquement, Hugo aurait dû être un bon partisan de Napoléon III, car qui a

mieux que lui servi les intérêts de la bourgeoisie ? Les explications données par Lafargue — un cafouillage de relations n'aurait pas permis son ralliement — sont d'une légèreté sans nom.

Pourquoi, un siècle plus tard, des lecteurs "ouvriers" peuvent-ils éprouver encore du plaisir à lire *L'Homme qui rit*, par exemple, s'il n'y a pas dans cette œuvre un souffle de l'humanité souffrante, de ses espoirs, donc de quelque chose qui dépasse — et de loin — le seul sort de la bourgeoisie de son temps ? Même si le style n'est plus celui qu'on utilise aujourd'hui.

Je comprends que le peuple, les ouvriers — du moins ceux qui savaient lire — retrouvaient dans les œuvres de Victor Hugo, sous forme épique, leurs conditions d'existence, la bassesse des classes dirigeantes, bref, la dureté de leur vie et de leur exploitation, mais aussi leurs passions et espoirs, et une dignité que la bourgeoisie comme l'Ancien Régime leur avaient toujours niée.

Je comprends qu'au travers de ses écrits politiques, ils aient vu dans Victor Hugo un grand écrivain républicain humaniste, dont les prises de position en faveur de l'instruction publique obligatoire, l'amélioration des salaires et des conditions de travail, les syndicats ouvriers, la démocratie... renforçaient leur combat. Bien sûr, cela ne faisait pas de Victor Hugo un Jaurès !

Quant à partager l'analyse d'Alain Chicouard, selon laquelle le but de Lafargue était de protéger l'indépendance de classe menacée par l'opération d'union sacrée, cela me semble très discutable.

Aujourd'hui, par exemple, le PT est engagé dans une lutte contre la régionalisation, pour l'unité de la République. Perd-il son indépendance politique parce qu'il s'associe au combat que mènent d'autres personnalités ? Des maires, par exemple, dont certains ne sont certainement ni pour l'expropriation du capital ni même pour la lutte des classes, mais qui sont en revanche résolument opposés à l'éclatement de l'unité de la République.

La question de l'indépendance de classe ne peut être posée en ces termes.

Que les organisations socialistes n'aient pas participé aux funérailles officielles pour ne pas s'associer à un front républicain tendant à cautionner le régime bourgeois est une chose — juste. Mais de là à ne voir dans Victor Hugo qu'un représentant de la bourgeoisie en est une autre.

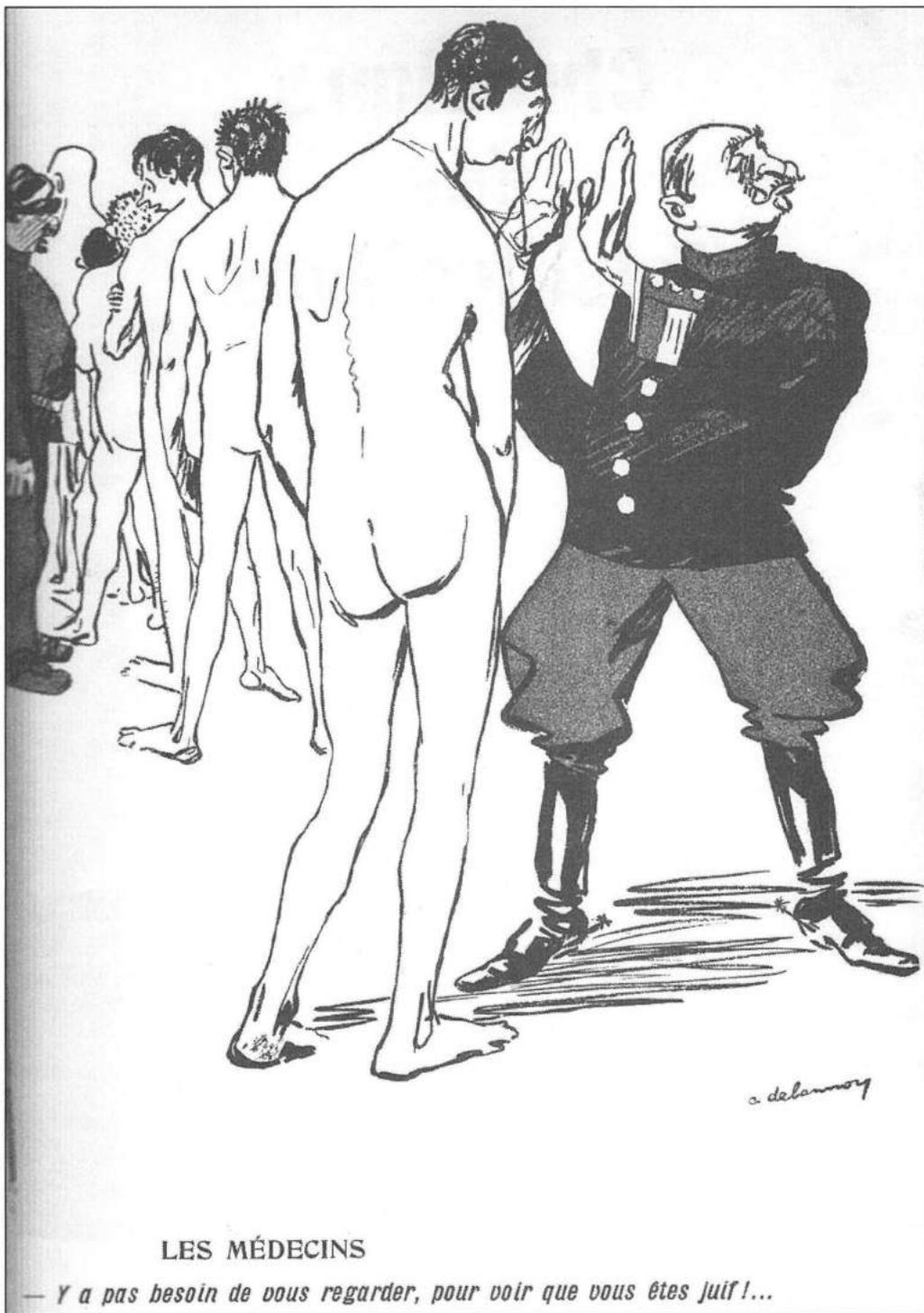
La personnalité, le parcours politique et l'œuvre de Victor Hugo me paraissent plus complexes et mériter une analyse plus rigoureuse que ce pamphlet.

Enfin, comment qualifier le procédé qui consiste à commencer la légende de Victor Hugo par l'organisation de ses funérailles ! Imaginez une biographie de Lénine commençant par son mausolée stalinien !

Je ne pense pas que la lutte contre l'"hugolâtrie politique" et pour l'indépendance de la classe ouvrière soit sortie grandie de ce pamphlet.

Gérard Lorigny

Chronique des falsifications



Caricature contre l'antisémitisme extraite de *L'Assiette au beurre*.

Une autre falsification du *Larousse* : Bernanos et l'antisémitisme

LE dictionnaire *Larousse* se trouve dans tous les CDI de collèges et lycées. C'est, pour les enseignants et les élèves, une source jugée sûre...

Nous avons relevé, dans le n° 12 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, p. 134, une étrange falsification de ce *Larousse* en deux volumes (édition de 1991) dans la notice consacrée à Trotsky (page 1425). Cette notice s'achève par l'affirmation : "Il est assassiné par son secrétaire, vraisemblablement agent de Staline." Si l'assassin, Mercader-Jackson-Mornard, était très réellement et non "vraisemblablement" un agent de Staline, en revanche, il n'avait pas été une seule seconde le secrétaire de Trotsky... Cette étrange affirmation est un dernier écho de la propagande stalinienne, présentant en 1940 l'assassin comme un trotskyste déçu par la découverte d'une abominable vérité : Trotsky était un agent des fascistes...

Nous avons par hasard regardé une autre notice, celle d'un écrivain vénéré dans les milieux catholiques, surtout de "gauche", Georges Bernanos (page 186). La falsification y fleurit aussi à son aise, sous la forme, là, de l'occultation et de la dissimulation de certains aspects de la "pensée" de Bernanos, à la mode dans les années 1930, mais évidemment déplacés aujourd'hui. Que l'on en juge.

On lit dans la notice sur Georges Bernanos les lignes suivantes :

"Un homme qui, enfant, rêvait de saints et de héros, et qui n'accepta jamais les compromissions morales et politiques des adultes : telle est la ligne profonde de sa vie, qui explique sa double capacité d'innocence et de fureur (...). D'où son déchirement entre le mysticisme et la révolte (...), son admiration pour Maurras et sa condamnation de Franco (...). L'important est la lutte contre tous les obstacles qui barrent le chemin de Dieu : l'argent, le mensonge, l'iniquité, la peur de la mort, le péché suprême étant la tiédeur, la médiocrité (...), l'indifférence (...). C'est dans les faibles et leur désir d'insurrection que Bernanos placera l'avenir du monde."

Impossible de savoir, à lire cette présentation, que Bernanos considérait comme son maître le répugnant père fondateur (on n'ose dire théoricien) de l'antisémitisme en France, Edouard Drumont, l'auteur de *La France juive*, et qu'il ne dissimulait guère son antisémitisme. Dans *Les Grands Cimetières sous la lune*, Bernanos, après avoir affirmé "l'homme est naturellement résigné" (p. 13) — ce qui ne manifeste guère un "désir d'insurrection" ! —, développe le thème de l'antisémitisme et son admiration pour Drumont avec une insistance digne d'un meilleur objet...

“Je crois partager sur ce point l’opinion de M. Charles Maurras, qui a étudié bien avant moi le mécanisme de la conquête juive. Pourquoi diable voudriez-vous que les ploutocrates français n’aient pas adopté les méthodes de gens auxquels ils ont marié leurs filles ?” (p. 34).

“Les hommes du Moyen Age n’étaient pas assez vertueux pour dédaigner l’argent, mais ils méprisaient les hommes d’argent. Ils épargnaient un temps le Juif parce que le Juif draine l’or comme un abcès de fixation draine le pus. Le moment venu, ils vidaient le Juif, exactement ainsi que le chirurgien vide l’abcès. Je n’approuve pas cette méthode, je prétends simplement qu’elle n’était pas en contradiction avec la doctrine de l’Eglise touchant le prêt à intérêt ou l’usure” (p. 41).

“Il est clair qu’au temps où les enfants pouvaient impunément reconduire à coups de trognons de choux jusqu’au ghetto le plus opulent capitaliste porteur de l’insigne jaune, l’argent manquait du prestige moral nécessaire à ses desseins” (p. 42).

“Drumont vivait encore à ce moment-là et il n’y a pas une ligne de ce livre qu’il ne pourrait signer de sa main, de sa noble main, si du moins je méritais cet honneur” (p. 49).

“Lorsque, dans ma treizième année, je lisais pour la première fois La France juive, le livre de mon maître — si sage et si jeune à la fois, d’une jeunesse éternelle, d’une jeunesse religieuse, la seule capable de retentir au cœur des enfants

— m’a découvert l’injustice au sens exact du mot” (p. 80).

“Que diable peuvent avoir de commun les paysans de M. Fal Conde avec ces aristocrates mâtinés de juif, qui tiennent de leur double origine les formes les plus exquises de la lèpre ou de l’épilepsie ?” (p. 284).

La vulgarité de l’expression et celle de la “pensée” (si l’on ose user de ce mot) se confondent ici remarquablement, entre autres dans la formule “le Juif draine l’or comme l’abcès de fixation draine le pus” (!) et atteignent même au charabia (qu’est-ce que les “desseins” de l’argent ?).

Remarquons en passant que si la notice sur Maurras (p. 892) informe que ce dernier était “antidreyfusard” (ce qui n’est pas nécessairement synonyme d’antisémite, car certains antidreyfusards l’étaient au nom de la raison d’Etat et de la “défense de l’armée”, et non par antisémitisme), elle ne signale jamais son antisémitisme maladif, qui lui faisait par exemple récuser un juge au seul motif qu’il était Juif et qu’un “vrai Français” comme Maurras ne saurait être jugé par un Juif...

La notice sur Maurras et celle sur Bernanos se complètent donc harmonieusement. Ce Larousse en deux volumes a beau faire autorité, c’est donc un instrument pédagogique à manier avec doigté.

Jean-Jacques Marie

Perles

DANS la défunte collection Archives du communisme, créée par Stéphane Courtois, un certain Joël Kotek a écrit, dans un ouvrage intitulé *La Jeune Garde* : “Lénine, faute de pouvoir capturer la Seconde Internationale, avait dû se résoudre à créer la Troisième Internationale (Komintern)” (p. 23). L’idée

qu’avant 1914, Lénine ait pu seulement songer à “capturer la Seconde Internationale”, où le Parti bolchevique occupait une place réduite, aurait suscité un rire homérique chez tous les dirigeants de la Deuxième Internationale et chez Lénine lui-même, qui ne prit la décision de créer une Troisième Internationale qu’au lendemain de la déclaration de

guerre et du vote des crédits de guerre par le groupe parlementaire social-démocrate allemand. Jusqu'alors, Lénine, membre du Bureau socialiste international, aux réunions duquel il participait très régulièrement, avait été un militant de la Deuxième Internationale, dont il espérait qu'elle se dresserait contre la guerre. Il avait participé, aux congrès de

Stuttgart (1907) et de Copenhague (1910), à la formation d'une aile gauche, qu'il ne prétendait et cherchait nullement à diriger, et dont les figures les plus connues étaient Rosa Luxemburg, De Brouchère, Racovski... et d'autres encore.

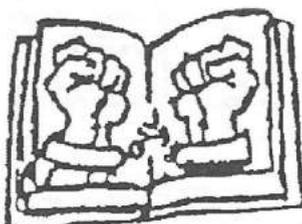
Marc Teulin



Lénine en août 1922.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

Les archives du CERMTRI

Nous continuons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Nous publions cette fois une première liste de brochures diverses, qui peuvent être consultées au CERMTRI. Plus de 2 000 brochures sont actuellement classées et référencées. Un second inventaire est en cours et concerne particulièrement les brochures sorties par les organisations se réclamant du trotskysme.

La liste que nous publions aujourd'hui est chronologique, par date d'édition. Toutefois, lorsque cela est possible, nous faisons référence à la date de l'événement, quelquefois différente.

Nous arrêtons à 1918. Nous publierons la suite dans les prochains numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Bien entendu, le catalogue complet est consultable.

AUTEUR	TITRE	EDITEUR	date édit.	date évèn	THEME
XIX e					
DE RECALDE I.	Ecrits des petits curés de Paris contre la politique et la morale des jésuites (1658-1659) - Etude sur la querelle du Laxisme (I. De Récalde)	Editions et librairie - Paris	1800		laïcité
EDHIS	Les révolutions de XIXème siècle 1834-1848 (répertoire)	EDHIS - Paris (imprimé en Suisse)	1848	1834 1848	Révolutions 1834-1848
VILLERME	Des associations ouvrières	Académie des sciences morales et politiques	1849	1849	histoire ouvrière
DE STRADA J.	Séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat (lettre à M.Emile de	Amyot - Paris	1863	1793 1863	laïcité
SAY Léon & Walras Léon	Les obligations populaires	Caisse d'escompte des associations populaires	1866	1866	économie
ZEVAES Alexandre	Les proscrits de la Commune	Bureau d'Editions	1871	1871 1914	La Commune
GUILLAUME James	Idées sur l'organisation sociale	Librairie du travail - Paris	1876	1876	socialisme
LERMINA Jules	La question ouvrière et l'association	Société protestante du travail	1877	1877	christianisme
BOEHMERT Victor	L'ami des ouvriers LECLAIRE et son système de rémunération du travail (1838 - 1877)	Librairie Guillaumin et Cie - Paris	1878	1838 1877	socialisme
BLANQUI Auguste	L'armée esclave et opprimée	Ni Dieu ni Maître	1880	1880	socialisme
GUESDE Jules	Essai de catéchisme socialiste	Marcel Rivière éditeur	1880		socialisme
LAFARGUE Paul	Le droit à la Paresse	Bureau d'éditions, Paris	1883	1848 1883	marxisme
CARRIERE A.	Nouvelles sources de Moïse de Khoren (études critiques) - supplément	Vienne - imprimerie des mechitharistes	1894		Arménie
JAURES Jean	L'Instruction publique	René Godefroy éditeur	1894	1894	socialisme
WERIHO Ladislaus	Marx als Philosoph.	Bern und Leipzig	1894		marxisme
SAUTAREL Jacques	Etats dâme	Imprimerie Jean Allemane	1895	1895	socialisme
KROPOTKINE Pierre	L'Anarchie- Sa philosophie, son idéal	La brochure mensuelle	1896		anarchisme
OWEN Robert (Auguste Fabre)	Robert Owen par Auguste Fabre	Bureaux de "l'Emancipation"	1896	1781 1858	socialisme
TCHERKESOFF	Pages d'histoire socialiste - 1 - Doctrine et actes de la social démocratie	Publication des temps nouveaux - Paris	1896		socialisme
C.G.T.	Boycottage et sabotage (Congrès de Toulouse)	Publication C.G.T.	1897		syndicalisme

VANDAL Albert	Les arméniens et la réforme de la Turquie	Plon	1897	1897	Turquie
BRIAND Aristide	La grève générale et la révolution (par Aristide Briand, ministre de l'instruction publique)	Les éditions à bon marché "du progrès"	1899		socialisme
DAGAN Henri	Enquête sur l'anti-sémitisme	P.V.Stock - Paris	1899	1899	droits d'homme et démocratie
1900-1918					
ADAMS Herbert B.	Monographs on american social economics...	Department of social economy for the United states commission to the Paris exposition of 1900	1900	1900	économie sociale
BENABEN André (2ex.)	Le mal social et le remède socialiste	Parti Ouvrier Français	1900		socialisme
BUISSON F. DENIS LARROUMET MEUNIER Stanislas	Le socialisme (Encyclopédie populaire illustrée du XXème siècle)	Société française des éditions d'art - Paris (L.-Henry May)	1900		socialisme
BUSTILLOS	Un peu d'histoire (fédération de la blanchisserie)	confédération générale du travail	1900		syndicalisme
CLEMENT J.B.	La chanson populaire	Bibliothèque Ouvrière Socialiste - Paris	1900		littérature
GODARD Justin	La boucherie lyonnaise sous l'ancien régime	Lyon - imprimeur	1900	1789	histoire ouvrière
GOHIER Urbain	Dix milliards pour la caisse de retraites des travailleurs	Aurore-Librairie ouvrière	1900	1900	histoire ouvrière
GUESDE Jules...	La lutte des classes et la conquête des pouvoirs publics	Fédération socialiste de l'Isère	1900	1900	socialisme
ZEVAES Alexandre	La lutte de classe et la conquête des pouvoirs publics	Fédération socialiste de l'Isère	1900	1900	socialisme
LAFARGUE Paul	La religion du capital	SFIO Paris	1900		socialisme
Parti Ouvrier Français	XXVIIe Congrès Régional du 5 août 1900 (Caudry)	Imprimerie Ouvrière	1900		socialisme
Parti Ouvrier Français	Le mal social et le remède socialiste	POF	1900	1900	socialisme
RABELAIS	La lèpre religieuse	La Bataille	1900		laïcité
RABELAIS	La lèpre religieuse	Louis Roman libraire éditeur	1900	1900	laïcité
COMBE T.	Ils n'y pensent pas	La Moisson qui pousse	1900		droits de l'homme et démocratie
BOURGIN Hubert	Proudhon	F.Rieder & Cie, éditeurs (Paris)	1901		histoire ouvrière
DELPECH A. (sénateur de l'Ariège)	Le Syllabus, L'Encyclique et la déclaration des droits de l'homme	Edouard Cornély, éditeur Paris	1901		socialisme
Fédération des bourses du travail de France et des colonies	Nouveau Manuel du Soldat -La Patrie - l' Armee La Guerre (5ème édition)	Fédération des bourses du travail de France et des colonies	1902		syndicalisme

GUESDE Jules & Paul LAFARGUE	Le Programme du Parti Ouvrier	Lille	1902		socialisme
JAURES Jean	Le Parti Socialiste et la Politique Républicaine	Parti socialiste Français	1902		socialisme
Rapport officiel	Rapport de la commission d'enquête sur les incidents et polémiques de la grève d'Armentières-Houplines	Publication Officielle	1903		syndicalisme
VAILLANT Edouard	Le chômage à la Chambre	Parti Socialiste de France	1904	1904	socialisme
HERVE Gustave	Le collectivisme - propos d'un syndicaliste révolutionnaire	Revue d'enseignement primaire	1905	1905	socialisme
NIEL L.	La journée de 8 heures	Edition de la Vie Socialiste Paris	1905	1905	syndicalisme
LAFARGUE Paul	Le patriotisme de la bourgeoisie	SFIO Paris	1906	1906	marxisme
SENTUPERY Léon	La vérité sur la séparation des Eglises et de l'Etat	Société de publications industrielles	1906	1906	laïcité
VAILLANT Edouard	L'évolution Economique et la révolution sociale	SFIO	1906		socialisme
GARRIGUET L.	Question sociale et écoles sociales	Bloud & Cie	1907		christianisme
Jeunesse Socialiste	Première conférence Internationale - Stuttgart	Secrétariat de la fédération internationale de la jeunesse socialiste	1907	1907	socialisme
Journal d'économie politique et sociale	L'Emancipation - avril 1907	Alcide Picard & Kaan, éditeurs - Paris	1907	1907	coopératives
LORULOT André	L'idole Patrie - et ses conséquences	A.Lorulot	1907	1907	anarchisme
TURPAIN A.	Les progrès du socialisme allemand	Imprimerie A.Masson - Poitiers	1907	1907	socialisme
BERTH Edouard	Les nouveaux aspects du socialisme	Bibliothèque du mouvement socialiste	1908		socialisme
BROUILHET Charles	Les classes ouvrières sous la troisième république (à propos d'un récent ouvrage de M.E.Levasseur	Office social de Lyon	1908		histoire ouvrière
Chambre syndicale de la maçonnerie, de la pierre et parties similaires du département de la Seine	Mort à la Pieuvre du Bâtiment ! Débarrassons nous des parasites. Guerre aux tâcherons	CGT-Chambre syndicale de la maçonnerie, de la pierre et parties similaires du département de la Seine	1908		syndicalisme
GRAVE Jean	Le syndicalisme dans l'évolution sociale	Les Temps Nouveaux	1908		anarchisme
LE ROY Achille	Le droit au bonheur - droit au repos	Librairie socialiste internationale	1908	1908	socialisme
LORULOT André	Le problème des sexes	Editions de la colonie communistes-St Germain	1908	1908	anarchisme
SANGNIER Marc	Le syndicalisme devant la république	Au Sillon	1908	1908	syndicalisme
COMPERE-MOREL	Le socialisme et les paysans	Edition du parti socialiste SFIO	1909		socialisme

DURRELMAN Freddy	Dans le monde ouvrier	Vals-Les Bains	1909		christianisme
HERVE Gustave	Le remède socialiste	La guerre sociale	1909		socialisme
LAISANT C.A.	L'illusion parlementaire	Internacia Asocio "Paco-Libereco"	1909	1909	anarchisme
BONEFF L. et M. CGT	Les employés de magasins Contre l'escroquerie des retraites ouvrières	Ed. La Guerre Sociale CGT	1910 1910		socialisme syndicalisme
DUPONCHEL A.J.	L'association intégrale - moyens pratiques de l'organiser	Librairie Marcel Rivière - Paris	1910	1910	socialisme
FLANDIN Etienne	La représentation proportionnelle, mécanisme et fonctionnement	H.Le Soudier Libraire éditeur Paris	1910		droits de l'homme et démocratie
HOTZ Charles	l'art et le peuple (conf. employés de tramway de Marseille)	Arts et excursion	1910		histoire sociale
LAISANT C.A.	Etienne de la Boétie : La servitude volontaire ou le contr'un	C.Laisant	1910	1530 1563	droits de l'homme et démocratie
POTIER Edmond	Le corporatisme (syndicalisme et coopération)	Editions corporatistes	1910		syndicalisme
AVRIGNY Lucien d'...	La crise sociale et l'armée (préface de Robert Nanteuil)	"Armée et Démocratie"	1911		actualité
DE PAEPE César	Objet de la science économique (extrait inédit d'un cours d'économie sociale)	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1911		socialisme
JAURES Jean (2 ex.)	La protestation du droit, Pour la paix, Contre la guerre	Edition de l'Humanité	1911	1911	socialisme
SERWY Victor	La coopération de production	Société coopérative "Vokbrukkedij"	1911	1911	coopératives
TOURMENTIN J.	Manuel antimaçonnique	Association Antimaçonnique de France	1911	1911	christianisme
VANDERVELDE Emile	Le socialisme contre l'Etat	Société coopérative "Volksdrukkerij" Gand	1911	1911	socialisme
YVETOT Georges	A. B. C. syndicaliste	Editions de la "Guerre Sociale"	1911	1911	syndicalisme
BRODA R. (docteur)	Comment on pourrait diminuer la misère des ouvrières en chambre	Institut international pour la diffusion des expériences sociales	1912		histoire ouvrière
Comité d'entente des jeunesses syndicalistes de la Seine	La loi Millerand	Editions de la "Vie Ouvrière" - Paris	1912		syndicalisme
DE PAEPE César	Etudes économiques et sociologiques	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1912		socialisme
DESTREE Jules	Vers le suffrage universel	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1912		socialisme
LASSALE Ferdinand	Capital et travail	Société coopérative "Volksdru kerij" - Gand	1912		socialisme
PHARASIOUS	L'égalité sociale	P.Roux Delisie, éditeur	1912	1912	christianisme

POUGET Emile	La confédération générale du travail	Librairie de sciences politiques et sociales - Paris	1912		syndicalisme
QUILLET E.	Le sabotage et l'action directe	Union des syndicats ouvriers de la Seine	1912	1912	syndicalisme
SANGNIER Marc	L'armée et la République	"La Démocratie"	1912	1912	droit de l'homme
Synarchiste (un)	L'Etat social vrai - Vues sur l'ensemble d'un gouvernement parfait	J. Lessard - Nantes	1912	1912	histoire sociale
Union pour la" vérité "	Calendrier manuel des serveurs de la vérité - octobre	" Union pour la vérité "	1912		droit de l'homme
WEB Sidney & Béatrice	Examen de la doctrine syndicaliste	Les cahiers du socialiste	1912	1912	socialisme
ALFRED Guy	Bakunin - I -1814-1864. Bakunin & Herzen	G. Alfred - Glasgow (GB)	1912		anarchisme
BOULENGER (docteur)	Encore la lutte contre l'alcool	Soc. coop."Volksdrukkerij"	1913		histoire sociale
DE PAEPE César	L'hygiène des habitations	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1913		histoire sociale
DELAISI Francis	Le patriotisme des plaques blindées - L'affaire Poutiloff	Edition de la revue La paix par le droit - Nîmes	1913	1913	Allemagne - Russie
DENIS Hector	Les fondateurs de la sociologie au XIXème siècle	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1913	1803 1876	socialisme
DENIS Hector	Rapport général et préparatoire sur les retraites ouvrières et les pensions d'invalidité	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1913		histoire ouvrière
GIRAN Etienne	Les ouvriers du pangermanisme	Au pilori de l'histoire	1913	1913	Allemagne
JAURES Jean	Contre les trois ans	Edition de l'Humanité	1913	1913	socialisme
LEVY-BRUHL H. PRUDHOMME A.	L'organisation économique de la commune	Les cahiers du socialiste	1913		socialisme
LOMBARD A.	Pour le minimum de salaire (avec préface par De Brouckere)	Société coopérative - Gand	1913	1913	histoire sociale
LONGUET Jean	Les socialistes allemands contre la guerre et le militarisme	Librairie du parti socialiste - Paris	1913	1913	socialisme
PICARD R.	Le minimum légal de salaire		1913	1913	socialisme
PIERROT M.	Socialisme et Syndicalisme	Les Temps Nouveaux	1913		anarchisme
ROUSSEAU Eugène	La grève générale dans le centre en 1913	Société coopérative "Volksdrukkerij" - Gand	1913	1913	syndicalisme
RUYSSEN Th.	l'Alsace Lorraine et la paix - Les facteurs spirituels du rapprochement international	Th. Ruyszen	1913	1 913	nationalisme
VANDERVELDE Emile	Ce qu'il faut lire pour devenir un militant socialiste	Société coopérative "Volksdrukkerij" Gand	1913	1913	socialisme
VANDERVELDE Emile	La liberté syndicale et le personnel d'Etat en Belgique	Société coopérative "Volksdrukkerij" Gand	1913	1913	syndicalisme
DE PAEPE César	Tchemychevsky	Société coopérative " Volksdrukkerij" - Gand (abonnement Germinal)	1914		socialisme
JAURES Jean	A propos de...J. J. apôtre de la paix	Editions Hayard Paris	1914	1914	socialisme
BONNET Adrien	le Pape et la guerre	la laborieuse	1915		pacifisme

DAUDE-BANCEL	Le mouvement ouvrier français et la guerre	Librairie des sciences politiques et sociales - Marcel Rivières & Cie	1915	1915	socialisme
DURKHEIM E.	"L'Allemagne au dessus de tout" La mentalité allemande et la guerre	Librairie Armand Collin - Paris	1915	1910 1915	nationalisme
LASKINE Edmond	Les socialistes du Kaiser - La fin d'un mensonge	H.Floury	1915	1915	anarchisme
ROLLAND Romain	Au dessus de la mêlée	Agence Internationale des prisonniers de guerre	1915	1915	antimilitarisme
BOURGIN Hubert	Responsabilité - C'est vous qui avez voulu la guerre !	Comité de propagande socialiste pour la défense nationale	1916		social-chauvin
CGT	La majorité confédérale et la guerre	CGT	1916		syndicalisme
Comité de propagande socialiste pour la défense nationale	Le règlement - I - La paix française Librairie de l'humanité	Librairie de l'humanité	1916		social-chauvin
Comité pour la Reprise des Relations internationales	Le parti socialiste italien et la guerre européenne	Comité pour la Reprise des Relations internationales	1916		internationalisme
ROSENTHAL Léon	Alsace - Lorraine	Librairie de l'Humanité	1916		social-chauvin
RUYSSEN Th.	Le problème des nationalités	Ligue des droits de l'homme et du citoyen	1916	1916	social-chauvin
VANDERVELDE Emile	La Guerre	Comité de propagande socialiste pour la défense nationale	1916	1916	social-chauvin
ZINOWIEFF & N.LENINE	Le socialisme et la guerre	Edition de la rédaction du "Social Démocrate" - Genève	1916	1916	socialisme
ANDLER Charles	L'Alsace Lorraine et le devoir présent des français	Anonyme	1917	1914	social-chauvin
BEZRABOTNY J.	Les deux révolutions - prolétaires de tous les pays unissez-vous !	Bezrabortny J.	1917		révolution russe
BOUGLE C.	Les raisons d'aimer la France en guerre	Attinger frères, éditeurs	1917		social-chauvin
LAVISSE Ernest & PFISTER Christian	La question d'Alsace Lorraine	Librairie Armand Colin - Paris	1917	1917	social-chauvin

S.F.I.O.	Réponse au questionnaire formulé par la délégation hollandoscandinave en vue de la conférence de Stockholm		1917		socialisme
ROUQUIER Louis	Notre programme d'action locative	Union fédérale des locataires de France et des colonies	1917	1917	histoire sociale
THOMAS Albert	Discours prononcé par Albert Thomas devant le comité du conseil des ouvriers et des soldats de Petrograd		1917	1917	social-chauvin
VERNET Madeleine	Hélène Brion, une belle conscience et une sombre affaire	Société d'édition et de librairie de "l'Avenir social"	1917	1917	anti-militarisme
ZEVAES Alexandre	La question d'Alsace Lorraine et le socialisme	Editions du comité de propagande française républicaine et réformatrice	1917	1917	social-chauvin
ADLER Frédéric	Pourquoi j'ai assassiné le Comte Stürgkh	Partito socialista italiano	1918	1917	socialisme
ARSKY R.	Le contrôle ouvrier	B.F. - Manuel sur le contrôle ouvrier	1918		révolution russe
BELLET René	Le BOLSHEVISMES arme de guerre de l'Allemagne	Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie	1918		anti-communisme
BRION Hélène	Déclaration lue au premier conseil de guerre (germinal, an 126 de la Liberté et de l'égalité française)	Édité par la société d'édition et de librairie de l'avenir social - Epone (Seine et Oise)	1918		anti-militarisme
Comité pour la reprise des relations internationales	Les traités secrets 1914-1917	Comité pour la reprise des relations internationales	1918		internationalisme
LEMOZIN M.	Ouvrier pourquoi fais-tu la guerre?	Information ouvrière et sociale	1918	1918	pacifisme
MAURICIUS	Ce que j'aurais dit en haute-cour (affaire Malvy)	Imprimerie Mauricius	1918	1918	droits de l'homme et démocratie
MILIOUTINE V.	La nationalisation de l'industrie	Moscou	1918	1918	révolution russe
Nouvelle Internationale	Recueil de documents secrets tirés des archives de l'ancien Ministre des Affaires étrangères: n° 61 les diplomates russes à l'étranger (extraits du rapport du commissaire du gouvernement provisoire à l'étranger, S-G Svatikoff, en octobre 1917)	La "nouvelle internationale"	1918		révolution russe
RANSOME Arthur	Lettre aux abonnés de la vie ouvrière : V - Pour la Russie, lettre à l'Amérique	Vie Ouvrière	1918	1918	internationalisme
RAPPOPORT Charles	Déclaration de Charles Rappoport devant le conseil de guerre de Paris	sténographie	1918	1918	socialisme
SADOUL Jacques	Vive la république des soviets !	Editions du comité de la IIIème Internationale	1918	1917 1918	révolution russe

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360